Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

COMMUNE DE LOUBIENG
(Pyrénées Atlantiques)

PLAN LOCAL D'URBANISME

REVISION ALLEGEE N°1

DOSSIER D'APPROBATION

P.L.U. approuvé le 20/02/2020
Révision allégée n°1 prescrite le 12/12/2022
Réunion d'examen conjoint le 07/11/2023
Enquête publique du 09/04/2024 au 14/05/2024
Révision allégée n°1 approuvé le 23/09/2024

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

La collectivité a été accompagnée par le groupement : TADD / ASUP / Pyrénées Cartographie

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

CONTENU DU DOSSIER

- Procédure

- Rapport :
  - Rapport 1 : Notice explicative (en complément du rapport de présentation initial)
  - Rapport 2 : Résumé Non technique

- Règlement :
  - Règlement graphique partie nord et sud (A0)
  - Règlement écrit

- Hors standards :
  - Saisines et consultations
  - Pièces relatives à l'enquête publique
  - Pièces administratives

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Envoyé en préfecture le 26/09/2023
Reçu en préfecture le 26/09/2023
Publié le
27 SEP. 2023
ID : 064-200039204-20230925-CCCCLO_2023_261-DE

LACQ ORTHEZ
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Réunion du 25 septembre 2023

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LACQ-ORTHEZ

CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Nombre de conseillers en exercice : 96
Nombre de présents : 76
Nombre de votants : 86

L'an deux-mille vingt-trois, le vingt-cinq septembre à 18h, le conseil de la communauté de communes de Lacq-Orthez, légalement convoqué, s'est réuni au siège de la communauté à Mourenx sous la présidence de M. Patrice LAURENT.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Mmes et MM. Jean-Pierre CAZALÈRE, Frédéric DOUET (suppléant de M. Gilles LÉVÊQUE), Alain PÉDEGERT, Fabienne COSTEDOAT-DIU, Jean-Marie BERGERET-TERCQ, Alice BENAVENTE, Corinne LAMARQUE, Lucien PRAT, Guy PÉMARTIN, José FLORES, Bénédicte ALCÉTÉGARAY, Idelette DEMAISON, Benoît POURTAU-MONDOUTEY, Amandine PAINSET, Jean-Bernard PRAT, Mathias DUCAMIN, Maryse PAYBOU, Henri POUSTIS, Nadia GRAMMONTIN, Gilles MARDELLE, Nadia BEAUSSART (suppléante de M. Hervé LAFITTE), Monique LARRADET, Frédéric GOUAILLARDOU, Jean-Simon LEBLANC, Laurent COUBLUCQ, Marie-Christine LUPIET, Jean-Pierre DUBREUIL, Marlène LE DIEU DE VILLE, Bernard GOBERT, Pierre ZIEGLER, Francis LARROQUE, Michel OLIVÉ, Jean NAULÉ, Stephan BONNAFOUX, Régis CASSAROUMÉ, Hélène BOURDEU, Françoise DANDIEU, Christian LOMBART, Jacques CLAVÉ, Véronique ETCHART, Patrice LAURENT, Corinne CARRIAT, Lindsey DEARY, Jean-Pierre FAYET, Anne-Lise GENNEVOIS, Françoise RAMANANTSOA, Firmin LARA, Emmanuel HANON, Jean-Pierre BOUNINE, Luis Miguel CONEJERO, Emilie DARSAUT, Marie DE MORO, Marc DESPLAT, Jean-Louis GROUSSET, Jacques LABORDE, Madeleine PICHAUREAU, Jean-Jacques SENSEBÉ, Serge ARRIEULA (Suppléant de M. Jérôme TOULOUSE), Mathieu BÉSINAU (suppléant de M. Nicolas LAPUYADE), Daniel BIROU, Robert HAGET, Michel LABOURDETTE, Sylvie DARRIEU (Suppléante de M. Marc PEREZ), Jean LABASTE, Pierre LAFARGUE, Jérôme LAY, Lionel LAHERRERE (suppléant de M. Guy ROMAIN), Francis GRINET, Jean-Jacques LASCABES, Michel DUPUY, Christian MOLLES, Gérard DUCOS, Maïthé MIRASSOU, Christian LÉCHIT, Dominique ERTAURAN, Philippe ARRIAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

ÉTAIENT EXCUSÉS OU ABSENTS :

Mmes ET MM. Jean-Claude MIRASSOU, GILLES LÉVÊQUE, Jean-Pierre ESCOUTELOUP, Daniel PÉDEPRAT (pouvoir à Mme Idelette de Maison), Michel LAURIO, Laurent CHERITI, Hervé LAFITTE, Patrick GALOPIN, Loïc COUTRY (pouvoir à M. Pierre ZIEGLER), Patrick WARRYN (pouvoir à M. Jean-Simon LEBLANC), Nathalie DUPLEIX, Didier REY (pouvoir à M. Robert HAGET), Albert LASSERRE-BISCONTE, Bertrand VERGEZ-PASCAL (pouvoir à M. Christian LOMBART), Pierre MUCHADA, Gérard IRIART (pouvoir à Mme Corinne CARRIAT), Joëlle BAYLE-LASSERRE (pouvoir à M. Jean-Jacques SENSEBÉ), Pierrette DOMBLIDES (pouvoir à Luis Miguel CONEJERO), Céline LEMBEZAT (pouvoir à M. Marc DESPLAT), Jérôme TOULOUSE, Alain LENGLET, Nicolas LAPUYADE, Carole LARRIEU (pouvoir à M. Michel LABOURDETTE), Marc PEREZ, Guy ROMAIN, Valérie CAMPAGNE-IBARCQ.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :
Mmes Bénédicte ALCÉTÉGARAY et Nadia GRAMMONTIN.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Envoyé en préfecture le 26/09/2023
Reçu en préfecture le 26/09/2023

ID : 064-200039204-20230925-CCCCLO_2023_261-DE

RAPPORT N° 18 : BILAN DE LA CONCERTATION ET ARRET DU PROJET DE PREMIERE REVISION ALLEGEE DU PLU DE LA COMMUNE DE LOUBIENG

Rapporteur : M. Jean-Marie BERGERET-TERCQ

Par délibération motivée du 11 octobre 2022, la commune de Loubieng a demandé à la CCLO la prescription d'une procédure de révision allégée n°1 du PLU, en vue de la création d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) sur le site de l'ancienne carrière de calcaire, projet porté par la Société SARL TRSO.

Le comité de pilotage PLUi s'est réuni en date du 5 décembre 2022, a examiné et validé la demande d'évolution du document d'urbanisme de la commune de Loubieng.

Le conseil communautaire du 12 décembre 2022 a prescrit la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Loubieng, nécessaire afin d'autoriser la réalisation du projet sur les zones concernées conformément aux articles L. 153-31 et suivants du Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement ses articles L. 153-34 et R. 153-12.

Ce projet consiste à refermer la fosse d'exploitation, à l'aide de matériaux inertes, en vue de leur stockage définitif. Ces matériaux feront l'objet au préalable d'un stockage temporaire pour être triés comprenant une opération de stockage temporaire (activité de transit) des déchets inertes.

Aucuns travaux préliminaires ne sont à prévoir sur le site concerné car ce dernier dispose des aménagements préservés de l'ancienne carrière de calcaire. Lorsque l'exploitation sera terminée, la fosse et les fronts supérieurs auront disparu.

Par la suite la remise en état du site consistera à reprofiler au mieux la topographie, pour s'approcher de la situation topographique d'origine (avant l'ancienne carrière). Le sol sera fixé par le semis d'une strate herbacée, puis planté d'arbres, d'espèces identiques à celles du bois d'Arricau.

Les parcelles concernées par le projet reprennent le périmètre de l'ancienne carrière cadastrées AB 1, AB 140, AB 165, appartenant à la Société TRSO et chemin du Domengé voie communale, actuellement classées en zone N du PLU, approuvé le 20 février 2020.

Le projet a donc pour unique objet de réduire la zone naturelle N au profit de la zone Uya où les possibilités de constructions sont différentes de celles existantes actuellement afin de permettre la création d'une installation de stockage de déchets inertes (ISDI).

Cette requalification permet une évolution du zonage en vue d'une valorisation par l'exploitation économique du site.

Les modalités de la concertation, préalablement fixées par la délibération du 12 décembre 2022 précitée, ont bien ainsi été respectées, à savoir :

- Mise à disposition du public en mairie de Loubieng et sur le site internet de la commune et de la communauté de commune de Lacq-Orthez d'un dossier de présentation du projet de révision, du mardi 11 juillet 2023 au jeudi 10 août 2023 inclus,
- Mise à disposition concomitante en mairie d'un registre de concertation dans lequel le public pouvait consigner ses observations, du mardi 11 juillet 2023 au jeudi 10 août 2023 inclus,
- Possibilité pour le public d'adresser, par voie postale et électronique, à la commune de Loubieng et la communauté de communes de Lacq-Orthez ses observations durant cette même période, du mardi 11 juillet 2023 au jeudi 10 juin 2023,
- Affichage en mairie et sur le site internet de la commune 15 jours avant le début de la concertation et pendant toute la durée de la concertation,
- Parutions dans les journaux Sud-Ouest et La République des Pyrénées, le mardi 4 juillet 2023, dans la rubrique annonces légales et officielles.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Envoyé en préfecture le 26/09/2023
Reçu en préfecture le 26/09/2023
Publié le
ID : 064-200039204-20230925-CCCCLO_2023_261-DE

Au vu de l'objet de la révision allégée, la publicité faite de la période de concertation, sa durée ainsi que les documents mis à disposition du public pour prendre connaissance du dossier et s'exprimer, apparaissent satisfaisants. Une remarque a été formulée pendant la période ouverte de concertation.

Le projet de révision arrêté, après examen conjoint des personnes publiques associées, sera soumis à l'enquête publique, organisée en mairie de Loubieng, pendant un délai d'un mois.

Après analyse du rapport du commissaire enquêteur, des observations du public et des avis des autorités mentionnées ci-dessus, le dossier de révision, éventuellement amendé pour en tenir compte, sera proposé à l'approbation du conseil communautaire.

Vu le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement ses articles L. 153-34, L. 153-14, R. 153-12 et L. 103-3,

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité de ses membres, décide :

- **de constater** que les modalités de la concertation fixées dans la délibération de prescription de révision allégée du PLU ont bien été respectée et qu'aucune observation n'a été émise durant sa durée d'organisation,
- **d'approuver** le bilan de la concertation exposé ci-avant,
- **d'arrêter** le projet de révision allégée annexé à la présente délibération,
- **de décider** de soumettre, pour avis, le projet de PLU révisé aux personnes publiques associées lors d'un examen conjoint,
- **d'autoriser** son Président pour signer tous les actes aux effets ci-dessus,
- **de charger** son Président de mettre en œuvre les mesures de publicité de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré à la date sus-indiquée
Pour extrait certifié conforme,
Le président,



Patrice LAURENT

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale des territoires et de la mer
Urbanisme Risques

Affaire suivie par Didier FAZENDEIRO
Bureau Planification et Mobilités durables
Tél : 05 59 80 87 86
Mél : ddtm-saur@pyrenees-atlantiques.gouv.fr

Pau, le 15 JUIL. 2024

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
à
Monsieur Patrice LAURENT
Président de la communauté de communes de Lacq-Orthez

Objet : Dérogation à l'article L.142-4 du code de l'urbanisme - Commune de Lacq

Par courrier reçu le 24 juin 2024, vous m'avez sollicité afin d'obtenir une dérogation à l'article L. 142-4 du code de l'urbanisme dans le cadre de la révision allégée n° 2 du plan local d'urbanisme de la commune de Lacq. Cette révision portait sur le classement en zone AD de parcelles actuellement classées en zone agricole.

En effet, en l'absence de schéma de cohérence territoriale applicable, les secteurs non constructibles du PLU ne peuvent être ouverts à l'urbanisation à l'occasion d'une procédure d'évolution, sauf à obtenir une dérogation préfectorale.

Cette demande de dérogation doit être soumise à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF).

Lors de sa séance du 06 décembre 2023, cette commission s'est prononcée favorablement au projet de révision allégée du PLU, sous réserve que les parties actuellement cultivées de la parcelle OB0171 n'accueillent pas d'installation photovoltaïque au sol.

En conséquence, au regard des dispositions de l'article L. 142-5 du code de l'urbanisme, je vous accorde la dérogation sur l'extension de la zone AD telle que prescrite par décision du conseil communautaire en date du 12 décembre 2022.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
La secrétaire générale adjointe

Joëlle GRAS

Copie à Madame la sous-préfète d'Oloron-Sainte-Marie

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale des territoires et de la mer
Urbanisme Risques

Affaire suivie par Didier FAZENDEIRO
Bureau Planification et Mobilités durables
Tél : 05 59 80 87 86
Mél : ddtm-saur@pyrenees-atlantiques.gouv.fr

Pau, le 15 JUIL. 2024

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
à
Monsieur Patrice LAURENT
Président de la communauté de communes de Lacq-Orthez

Objet : Dérogation à l'article L.142-4 du code de l'urbanisme - Commune de Loubieng

Par courrier reçu le 24 juin 2024, vous m'avez sollicité afin d'obtenir une dérogation à l'article L. 142-4 du code de l'urbanisme dans le cadre de la révision allégée n° 1 du plan local d'urbanisme de la commune de Loubieng. Cette révision portait le classement en zone Uya d'une parcelle actuellement classée en zone naturelle.

En effet, en l'absence d'un schéma de cohérence territoriale applicable, les secteurs non constructibles du PLU ne peuvent être ouverts à l'urbanisation à l'occasion d'une procédure d'évolution, sauf à obtenir une dérogation préfectorale.

Cette demande de dérogation doit être soumise à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF).

Lors de sa séance du 06 décembre 2023, cette commission s'est prononcée favorablement au projet de révision allégée du PLU.

En conséquence, au regard des dispositions de l'article L. 142-5 du code de l'urbanisme, je vous accorde la dérogation.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
La secrétaire générale adjointe

Joëlle GRAS

Copie à Madame la sous-préfète d'Oloron-Sainte-Marie



Mairie de Loubieng
400 chemin de l'église
64300 LOUBIENG
Tél : 05 59 69 19 11
Mail : commune-de-loubieng@orange.fr

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Folio 2022/027

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE LOUBIENG.

Séance du 11 octobre 2022

L'an deux mille vingt et un, le onze octobre, à vingt heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Francis LARROQUE.

Étaient présents : Francis LARROQUE Maire, Amandine Poustis 1ère adjointe, Jérémy Lauda 2ème adjoint, Stanislas Saint-Antoine 3ème adjoint, Sandra Bergerot, Maria Bouzigues, Sophie Brard, Fabienne Candau, Jean-Marc Haramboure, Pascal Labbé, Ludovic Larroque, Jean Nicaut et Jean Poustis, Conseillers Municipaux.

Absents et excusés : Delphine Larrieu et Nadia Saby-Maubesy

Secrétaire de Séance : Jean Nicaut

Membres en exercice	*15*
Membres Présents	*13*
Membre Absent	*2*
Pour	*13*
Contre	*0*
Abstention	*0*

Délibération n° 2022-10-003

Délibération de demande de prescription d'une révision allégée n°1 du PLU de la commune de Loubieng à la Communauté de communes de Lacq-Orthez pour le projet de la SARL TRSO.

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du Conseil Municipal en date du 02 juin 2022, la commune a donné la compétence planification urbaine : "plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale" à la Communauté des communes de Lacq-Orthez, et ce, en vue de l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).

Pour rappel, la Société SARL TRSO souhaite reclasser une zone naturelle en zone ISDI (Installation de Stockage de déchets Inertes). Les parcelles concernées sont cadastrées ainsi : AB 1 ; AB 140 ; AB 165 appartenant à la SARL TRSO, dont le siège est situé au 26 rue de la Carrère à Biron (64300). Cette dernière désire exploiter cette zone afin d'y stocker des gravats de chantier et déchets inertes en général.

Monsieur le Maire rappelle que cette assemblée a pris la délibération numéro 2022-03-001 du 08 mars 2022 intitulée " modification du PLU pour reclasser une zone naturelle en zone ISDI sur la propriété de la SARL TRSO",



Mairie de Loubieng
400 chemin de l'église
64300 LOUBIENG
Tél : 05 59 69 19 11
Mail : commune-de-loubieng@orange.fr

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Aussi il propose à l'assemblée,

- d'annuler la délibération prise numéro 2022-03-001 du 08 mars 2022 intitulée " modification du PLU pour reclasser une zone naturelle en zone ISDI sur la propriété de la SARL TRSO",
- de demander la prescription d'une révision allégée n°1 du PLU de la commune par la Communauté des communes de Lacq-Orthez, afin que la société SARL TRSO puisse poursuivre son projet.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

ACCEPTE de déclarer nulle et non avenue la délibération numéro 2022-03-001 du 08 mars 2022 intitulée " modification du PLU pour reclasser une zone naturelle en zone ISDI sur la propriété de la SARL TRSO",

AUTORISE Monsieur le Maire à demander la prescription d'une révision allégée n°1 du PLU de la commune de Loubieng à la Communauté des communes de Lacq-Orthez.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à effectuer toutes les formalités administratives nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer tout document utile à cet effet.

Pour extrait certifié conforme.
Fait à Loubieng,
le 14 septembre 2022,
Le Maire
Francis LARROQUE

MAIRIE de LOUBIENG

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Communauté de communes LACQ ■ ORTHEZ

CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

Réunion du 12 décembre 2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
de la COMMUNAUTE de COMMUNES de LACQ-ORTHEZ

Nombre de conseillers en exercice : 96
Nombre de présents : 75
Nombre de votants : 87

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à dix-huit heures, le conseil de la communauté de communes de Lacq-Orthez, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire au siège de la communauté à Mourenx sous la présidence de M. Patrice LAURENT.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM. Jean-Pierre CAZALÈRE, Gilles LÉVÊQUE, Alain PÉDEGERT, Fabienne COSTEDOAT-DIU, Jean-Marie BERGERET-TERCQ, Alice BENAVENTE, Corinne LAMARQUE, Lucien PRAT, Guy PÉMARTIN, Bénédicte ALCÉTÉGARAY, Idelette DEMAISON, Michel LAURIO, Benoît POURTAU-MONDOUTEY, Amandine PAINSET, Jean-Bernard PRAT, Maryse PAYBOU, Henri POUSTIS, Nadia GRAMMONTIN, Gilles MARDELLE, Hervé LAFITTE, Patrick GALOPIN, Frédéric GOUAILLARDOU, Loïc COUTRY, Patrick WARRYN, Laurent COUBLUCQ, Marie-Christine LUPIET, Nathalie DUPLEIX, Didier REY, Jean-Pierre DUBREUIL, Marlène LE DIEU DE VILLE, Bernard GOBERT, Francis LARROQUE, Michel OLIVÉ, Jean NAULÉ, Régis CASSAROUMÉ, Bertrand VERGEZ-PASCAL, Hélène BOURDEU, Françoise DANDIEU, Christian LOMBART, Pierre MUCHADA, Jacques CLAVÉ, Véronique ETCHART, Patrice LAURENT, Lindsey DEARY, Jean-Pierre FAYET, Gérard IRIART, Françoise RAMANANTSOA, Emmanuel HANON, Jean-Pierre BOUNINE, Luis Miguel CONEJERO, Marie DE MORO, Marc DESPLAT, Pierrette DOMBLIDES, Jean-Louis GROUSSET, Jacques LABORDE, Céline LEMBEZAT, Jean-Jacques SENSEBÉ, Jérôme TOULOUSE, Alain LENGLET, Nicolas LAPUYADE, Daniel BIROU, Robert HAGET, Michel LABOURDETTE, Carole LARRIEU, Jean LABASTE, Pierre LAFARGUE, Jérôme LAY, Francis GRINET, Michel DUPUY, Christian MOLLES, Gérard DUCOS, Maïthé MIRASSOU, Christian LÉCHIT, Dominique ERTAURAN, Philippe ARRIAU

formant la majorité des membres en exercice.

ETAIENT EXCUSES OU ABSENTS : Mmes et MM. Jean-Claude MIRASSOU, Jean-Pierre ESCOUTELOUP (pouvoir à Mme Fabienne COSTEDOAT-DIU), José FLORES, Daniel PÉDEPRAT (pouvoir à Mme Idelette DEMAISON), Mathias DUCAMIN (pouvoir à M. Bertrand VERGEZ-PASCAL), Laurent CHERITI, Monique LARRADET, Jean-Simon LEBLANC, Pierre ZIEGLER (pouvoir à Loïc COUTRY),
Albert LASSERRE-BISCONTE (pouvoir à M. Michel OLIVÉ), Stephan BONNAFOUX, Corinne CARRIAT (pouvoir à Mme Françoise RAMANANTSOA), Anne-Lise GENNEVOIS (pouvoir à Gérard IRIART), Firmin LARA (pouvoir à M. Michel LAURIO), Joëlle BAYLE-LASSERRE (pouvoir à M. Emmanuel HANON), Anita BEUSTE, Madeleine PICHAUREAU (pouvoir à M. Jean-Louis GROUSSET), Marc PEREZ (pouvoir à M. Michel LABOURDETTE), Guy ROMAIN (pouvoir à M. Jean LABASTE), Jean-Jacques LASCABES, Valérie CAMPAGNE-IBARCQ.

SECRETAIRES DE SEANCE: Mmes Bénédicte ALCÉTÉGARAY, Nadia GRAMMONTIN.

RAPPORT N° 12 : PRESCRIPTION DE LA PROCEDURE DE RÉVISION ALLEGEE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE LOUBIENG POUR RECLASSER UNE ZONE AGRICOLE ET NATURELLE EN ZONE UYa AFIN D'ACCUEILLIR UNE ISDI ET FIXATION DES OBJECTIFS ET MODALITES DE LA CONCERTATION DU PUBLIC CORRESPONDANTE

Rapporteur : M. Jean-Marie BERGERET-TERCQ

1°) Rappel du contexte :

La Société SARL TRSO projette la création d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) sur le site de l'ancienne carrière de calcaire.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE-DE

Ce projet consiste à refermer la fosse d'exploitation, à l'aide de matériaux inertes, en vue de leur stockage définitif. Ces matériaux feront l'objet au préalable d'un stockage temporaire pour être triés comprenant une opération de stockage temporaire (activité de transit) des déchets inertes.

Aucuns travaux préliminaires ne sont à prévoir sur le site concerné, car ce dernier dispose des aménagements préservés de l'ancienne carrière de calcaire. Lorsque l'exploitation sera terminée, la fosse et les fronts supérieurs auront disparu.

Par la suite, la remise en état du site consistera à reprofiler au mieux la topographie pour s'approcher de la situation topographique d'origine (avant l'ancienne carrière). Le sol sera fixé par le semis d'une strate herbacée, puis planté d'arbres, d'espèces identiques à celles du bois d'Arricau.

Les parcelles concernées par le projet reprennent le périmètre de l'ancienne carrière cadastrées AB 1, AB 140, AB 165 appartenant à la Société TRSO, actuellement classées en zone N et A du PLU approuvé le 20 février 2020.

Afin d'autoriser la réalisation du projet sur les zones concernées, la prescription d'une procédure de révision allégée du PLU a été demandée par la commune de Loubieng à la communauté de communes de Lacq-Orthez par délibération du 11 octobre 2022.

Le Comité de pilotage PLUi, réuni en date du 5 décembre 2022, a examiné et validé la demande d'évolution du document d'urbanisme de la commune de Loubieng.

2°) L'objet de la révision allégée n° 1 du PLU consiste à reclasser en zone UYa, les parcelles AB 1, AB 140, AB 165 qui correspondent au site de l'ancienne carrière et destinées à accueillir un centre de stockage de déchets inertes.
Ce reclassement permet une évolution du zonage en vue d'une valorisation par l'exploitation économique du site.

3°) Définition des modalités de la concertation :

Préalablement à l'arrêt du projet de révision, une concertation du public doit être organisée conformément aux articles L.103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme.
Cette concertation a pour objectifs de tenir le public informé de l'intention de la commune de faire évoluer le PLU en vue de permettre le reclassement des parcelles AB 1, AB 140, AB 165, lui présenter les mesures prises pour compenser les éventuelles incidences du projet sur l'environnement et lui offrir la possibilité de formuler d'éventuelles observations.

Il est proposé au conseil communautaire de fixer les modalités de concertation avec le public sur la procédure de révision allégée comme suit :

- Mise à disposition du public en mairie de Loubieng et sur le site internet de la commune et de la communauté de communes de Lacq-Orthez d'un dossier de présentation du projet de révision pendant une durée d'un mois,
- Mise à disposition concomitante en mairie de Loubieng d'un registre de concertation dans lequel le public pourra consigner ses observations,
- Possibilité pour le public d'adresser par voie postale et électronique à la commune de Loubieng et la communauté de communes de Lacq-Orthez ses observations durant cette même période d'un mois.

4°) Rappel des étapes ultérieures de la procédure de révision :

Une fois arrêté en conseil communautaire, le dossier de proposition de révision sera :

- Transmis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) pour une demande d'examen au cas par cas,
- Transmis au Préfet pour obtention, après avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (CDPENAF),
- Transmis pour avis aux personnes publiques dites associées visées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme,
- Soumis par la suite à enquête publique.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE-DE

Après analyse du rapport du commissaire enquêteur, des observations du public et des avis des autorités mentionnées ci-dessus, le dossier, éventuellement amendé pour en tenir compte, sera proposé à l'approbation du conseil communautaire.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité de ses membres, décide :

- **d'engager** une procédure de révision allégée du PLU, conformément aux articles L.153-31 et suivants du Code de l'Urbanisme,

- **de fixer** les modalités de la concertation de révision allégée du PLU de la commune de Loubieng, conformément aux articles L.103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, comme suit et indiqué ci-dessus :
  - Mise à disposition du public en mairie de Loubieng et sur le site internet de la commune de Loubieng et de la communauté de communes de Lacq-Orthez d'un dossier de présentation du projet de révision pendant une durée d'un mois,
  - Mise à disposition concomitante en mairie de Loubieng d'un registre de concertation dans lequel le public pourra consigner ses observations,
  - Possibilité pour le public d'adresser par voie postale et électronique à la commune de Loubieng et à la communauté de communes de Lacq-Orthez ses observations durant cette même période d'un mois.

- **de noter** que le public sera averti de l'ouverture de la période de concertation 15 jours avant par avis affiché en mairie de Loubieng et à l'Hôtel de la communauté de communes de Lacq-Orthez et mis en ligne sur le site internet de la Commune et de la communauté de communes de Lacq-Orthez, ainsi que par voie de presse dans les annonces légales d'un journal.

- **de missionner** le groupement TADD/ASUP/Pyrénées Cartographie pour mener la procédure de révision allégée du PLU de la commune de Loubieng.

- **de donner** autorisation à son Président pour signer tout acte aux effets ci-dessus.

- **de charger** son Président de mettre en œuvre les mesures de publicité de la présente délibération, ainsi que les modalités de la concertation telles que précisées ci-dessus.

Ainsi fait et délibéré à la date sus-indiquée,
Pour extrait certifié conforme,
Le Président,

COMMUNAUTE de COMMUNES de LACQ-ORTHEZ 64190 MOURENX

Patrice LAURENT



400 chemin de l'Eglise
64 300 LOUBIENG
Tél : 05.59.69.[illegible]
mairie@loubieng.fr
www.loubieng.fr

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

PA-PREFECTURE-AR
27 FEV. 2020
SERVICE

FOLIO N° 2020/001

L'an deux mille vingt, le vingt février, à vingt heures le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Francis LARROQUE.

Étaient présents : Francis LARROQUE Maire, Jacques LAULHE 1er Adjoint, Amandine POUSTIS 2eme Adjoint, Hervé BERGEROT 3eme Adjoint, Jean-Claude CAZENAVE, Cédric LAGARDERE, Sandy LARROQUE, Jérémy LAUDA Conseillers Municipaux

Absent: .Lionel POURTAU-MONDOUTEY

Secrétaire de Séance : Jeremy LAUDA

Membres en exercice	*09*
Membres Présents	*8*
Membre Absent	*1*
Pour	*7*
Contre	
Abstention	*1*

ANNULE ET REMPLACE LA DÉLIBÉRATION ENVOYÉE ET VISÉE LE 21 Février 2020

Délibération n° 2020-02-20-001

OBJET : APPROBATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE LOUBIENG

Monsieur le maire rappelle que par délibération du 30 avril 2015, la commune de Loubieng a prescrit l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) et définit les modalités de la concertation de la population.

L'élaboration du document a nécessité un important travail avec les personnes publiques dites associées, et plus particulièrement avec les services de l'Etat.

Déclinaison d'un projet d'aménagement et de développement durable débattu en conseil municipal le 14 décembre 2017, le projet de document a été arrêté, après bilan de la concertation du public, par délibération du 18 juin 2019.

Le dossier arrêté a été soumis pour avis à l'ensemble des personnes publiques associées prévues par le Code de l'Urbanisme et aux communes limitrophes, ainsi qu'aux partenaires intéressés parallèlement consultés en pareil cas selon leurs domaines de compétences.

En l'absence de Schéma de Cohérence Territoriale, le projet a également été soumis à la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers et en raison de la présence d'un site Natura 2000 sur le territoire à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale.

Sur les trente-deux consultations ainsi lancées, huit réponses ont été reçues dans les trois mois prévus à l'article R153-4 du Code de l'Urbanisme, deux hors délai.

Les autres autorités n'ayant pas répondu dans le délai de trois mois sont réputées avoir donné un avis favorable.



400 chemin de l'Église
64 300 LOUBIENG
Tél : 05.59.69.19.1
mairie@loubieng.fr
www.loubieng.fr

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Pour rappel, les avis émis par la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels,

Agricoles et Forestiers, la Chambre d'Agriculture et les services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer ont principalement consisté à demander le classement agricole de plusieurs parcelles ou partie de parcelles initialement proposées en zone urbaine constructible (U), cadastrées AV 292 et AW 119, AW 126, AV 234, AT 156, AM 144, AK 101 et AM 82, AV 116 et AV 268, AC 252, AC 254, AC 256 et AC 258.

Aux observations exprimées dans les avis reçus, la commune a apporté chaque fois une réponse traduite dans le document, dès lors qu'un ajustement s'avérait possible et justifié. Le détail synthétique des amendements ainsi portés au document proposé à l'approbation figure dans le document annexé à la présente.

Le projet de Plan Local d'Urbanisme, y compris les intentions de réponses aux avis précités, a été soumis à enquête publique durant trente et un jours consécutifs, du 16 octobre au 15 novembre 2019.
A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a rendu son rapport sur le dossier de modification du PLU et a émis un avis favorable au projet, assorti de trois réserves :

- Reverser en zone agricole (A) les parcelles AV 292, AV 234 et AW 126 comme demandé par la CDPENAF, les services de l'Etat et la Chambre d'agriculture et la parcelle AM 82 comme demandé par la CDPENAF.
- Maintenir en zone agricole (A) les parcelles AW 220, AW 65, AM 178, AM 180 et AM 182 demandées comme à classer urbaines (U) par leurs propriétaires durant l'enquête.
- Réajuster l'emprise au sol totale et par sous-destination des STECAL As2 et Nh conformément aux résultats de l'enquête.

La commune, recherchant un compromis avec les personnes publiques associées et au vu des droits à construire temporairement acquis sur certains terrains à l'occasion de certificats d'urbanisme opérationnels et de déclarations préalables de division, a finalement proposé au Préfet par courrier du 18 décembre 2019 de revoir le zonage du PLU en tenant compte des réserves du commissaire enquêteur, mais en défendant le maintien constructible des parcelles AW 119 pour partie , AT 199 et AT 200 (issues de AT 156), AM 144 pour partie, AK 101 pour partie, AV 268 (116) pour partie et enfin AC 254 (252) pour partie.

Compte tenu des précisions apportées durant l'enquête publique par les porteurs de projet dans les Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) AS2 et Nh, elle a également réajusté, à la demande de la CDPENAF et du commissaire enquêteur, les emprises au sol maximales autorisées par sous destinations.

Sur la base de cette nouvelle proposition de zonage et des ajustements opérés dans les STECAL, en l'absence de Schéma de Cohérence Territoriale, le Préfet sollicité conformément aux articles L.142-5 et R.142-2 du Code de l'Urbanisme, a octroyé par courrier en date du 20 janvier 2020 à la commune la dérogation au principe de constructibilité limitée.

Ainsi,
Entendu l'exposé de monsieur le Maire,
Vu le Code de l'Urbanisme ;



408 chemin de
64 300 LOUBIENG
Tél : 05.59.69.
mairie@loubie
www.loubieng2.fr

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

FOLIO N° 2020/003

SAPREFEC
27 FEV 2020
SERVICE

Vu la délibération de prescription de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme en date du 30 avril 2015, portant fixation des modalités de concertation du public ;

Vu la délibération du 14 décembre 2017prenant acte du débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;

Vu la délibération en date du 18 juin 2019 portant bilan de la concertation et arrêt du Projet de Plan Local d'Urbanisme, tout en précisant que le règlement du PLU a été rédigé sous la forme dite alurisée;

Vu la notification le 2 octobre 2019 de l'absence d'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale, valant avis favorable ;

Vu l'avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers en date du 29 juillet 2019 ;

Vu les avis des autres personnes publiques associées et consultées ;

Vu le rapport et l'avis favorable du Commissaire Enquêteur en charge de l'enquête publique qui s'est tenue en mairie du 16 octobre au 15 novembre 2019 ;

Vu les réserves du Commissaire Enquêteur et les suites que la commune y donne comme exposé ci-dessus ;

Vu la dérogation préfectorale, en l'absence de Schéma de Cohérence Territoriale, au principe de constructibilité limitée en date du 20 janvier 2020 ;

Le Conseil Municipal,

DECIDE D'APPROUVER le dossier de Plan Local d'Urbanisme, amendé pour tenir compte des avis des personnes publiques associées, ainsi que des réserves du commissaire enquêteur et du Préfet comme exposé ci-dessus et précisé en annexe, et tel que joint à la présente délibération.

DEMANDE à Monsieur le Maire de procéder aux modalités d'affichage et de publicité de la présente délibération conformément aux articles R 153-20 et R 153-21 du Code de l'urbanisme.

DEMANDE à Monsieur le Maire de transmettre la présente délibération et le dossier de Plan Local d'Urbanisme joint à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques.

PREND ACTE que le Plan Local d'Urbanisme ne sera exécutoire qu'après accomplissement des modalités d'affichage et de publicité et, en l'absence de Schéma de Cohérence Territoriale, dans le délai d'un mois à compter de sa transmission en Préfecture.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus, et ont signé au registre les membres présents,
Pour extrait,
Le Maire,
Francis LARROQUE.

MAIRIE de LOUBIENG 64300



400 chemin de l'Eg
64 300 LOUBIEN
Tél : 05.59.69.19.1
mairie@loubieng.fr
www.loubieng.fr

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

FOLIO N° 2020/004

ANNEXE A LA DELIBERATION PORTANT APPROBATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LOUBIENG – SYNTHESE DES PRINCIPALES EVOLUTIONS APPORTEES AU DOSSIER INITIALEMENT ARRETE

Les modifications synthétisées ci-dessous résultent de la prise en compte des observations des personnes publiques associées, des recommandations du commissaire enquêteur, de la dérogation préfectorale au principe de constructibilité limitée accordée après avis de la CDPENAF.

OBJET DE LA MODIFICATION	PIÈCES MODIFIÉES	ORIGINE DE LA MODIFICATION
La partie de parcelle AW126, initialement proposée constructible, est reclassée en zone agricole A	Règlement graphique	Consultation des PPA et CDPENAF
La partie de la parcelle AV292, initialement proposée constructible, est reclassée en zone agricole A	Règlement graphique	Consultation des PPA et CDPENAF
La partie de la parcelle AV234, initialement proposée constructible, est reclassée en zone agricole A	Règlement graphique	Consultation des PPA et CDPENAF
La partie de la parcelle AM82, initialement proposée constructible, est reclassée en zone agricole A	Règlement graphique	Consultation des PPA et CDPENAF
Les parties des parcelles AC256-257-258-259, initialement proposées constructibles, sont reclassées en zone agricole A ; la prescription "secteur comportant des OAP " est supprimée. S'agissant du seul secteur comportant des O.A.P., la pièce relative aux O.A.P. signale qu'aucun secteur n'est soumis à O.A.P.	Règlement graphique Règlement écrit O.A.P.	Consultation des PPA et CDPENAF- enquête publique
Le contour du zonage au sud du quartier "Bergé" est réajusté de façon à inclure dans la zone U les parcelles AT199 et AT 200 issue de la division récente de la parcelle AT 156.	Règlement graphique	Consultation des PPA et CDPENAF - enquête publique
Le bâtiment situé dans la partie nord de la parcelle AL81 est identifié comme pouvant changer de destination	Règlement graphique Rapport de présentation	Enquête publique
En l'absence de document règlementaires, les prescriptions de type « Limitation de la constructibilité pour des raisons de nuisances ou de risques » sont transformées en informations diverses en tant que "Secteurs à risques d'éboulements potentiels"	Règlement graphique	Consultation des PPA
Suppression de la référence aux OAP dans le PADD (page 8), en l'absence d'OAP définies dans le P.L.U.	PADD	Commissaire enquêteur
Modification de l'article N2.1.1. (Emprise au sol en zone Nh : Sous la destination « activités de services » : diminution de l'emprise maximale à 150 m² au lieu des 180 m² initialement prévus.)	Règlement écrit	Consultation des PPA et enquête publique



400 chemin de l'Eglise
64 300 LOUBIENG
Tél : 05.59.69.19.[illegible]
mairie@loubieng.fr
www.loubieng.fr

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

FOLIO N° 2020/005

PA PREFECTURE AP
27 FEV. 2020
SERVICE

Modification de l'article A2.1.1.1. (Emprise au sol en zone As2 : Sous la destination « activités de service » diminution de l'emprise maximale à 375m² au lieu des 450m² initialement prévu.	Règlement écrit	Consultation des PPA et enquête publique
Actualisation des annexes (servitudes d'utilité publique)	Annexes	Consultation des PPA
Compléments relatifs au réseau AEP du Syndicat Gave et Baïse (réseau AEP et défense incendie)	Rapport de Présentation	Consultation des PPA
Modification des articles U3.2.4. et UY3.2.4. (réseaux de communication) pour préciser que les infrastructures d'accueil de réseaux de communications électroniques doivent être suffisamment dimensionnés pour garantir la fibre à l'abonné et peuvent être mis à la charge des constructeurs et aménageurs.	Règlement	Consultation des PPA
Modification des articles U3.2.3., UY3.2.3., A3.2.3., et N3.2.3. (mention loi sur l'eau pour le rejet des eaux pluviales)	Règlement	Consultation des PPA
Modification de l'article UY1 pour préciser que seuls y sont autorisés « les logements nécessaires aux activités présentes dans la zone » (logement de fonction).	Règlement	Consultation des PPA
Suppression de la prescription relative aux secteurs soumis à des mouvements de terrain. Ces secteurs sont identifiés à titre d'information et sont assortis d'une recommandation portée dans le chapitre « Prise en compte des risques » des dispositions générales du règlement écrit. Une pièce spécifique est créée dans les annexes du P.L.U.	Règlement Annexes Rapport de présentation	Consultation des PPA
Modification de l'article A1.1.1 (simple rappel à la règlementation en ce qui concerne les distances d'implantation des bâtiments et installations agricoles par rapport aux zones d'habitation)	Règlement Rapport de présentation	Consultation des PPA
Modification de l'article A 2.1.1.1 (ajout d'une possibilité de dérogation en ce qui concerne l'emprise au sol maxi des bâtiments agricoles pour permettre une emprise au sol plus importante uniquement pour des raisons techniques ou de fonctionnement dûment justifié)	Règlement	Consultation des PPA
La superficie des constructions existantes dans l'emprise du STECAL As1 est ajoutée	Rapport de présentation	Consultation des PPA
Précisions apportées par rapport à l'assainissement des eaux usées	Rapport de présentation Annexes	Commissaire enquêteur
Compléments apportés au chapitre relatif aux indicateurs de suivi de la consommation d'espace	Rapport de présentation	Commissaire enquêteur
Actualisation du paragraphe relatif aux canalisations de transports de matières dangereuses	Rapport de présentation	Consultation des PPA et commissaire enquêteur

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Mairie de Loubieng

Communauté de communes LACQ ORTHEZ

COMMUNE DE LOUBIENG

(Pyrénées Atlantiques)

PLAN LOCAL D'URBANISME

REVISION ALLEGEE N°1

Notice

P.L.U. approuvé le 20/02/2020
Révision allégée n°1 approuvée le 23/09/2024

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

La collectivité a été accompagnée par le groupement : TADD / ASUP / Pyrénées Cartographie

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Table des matières

1. PREAMBULE 4
1.1 Choix de la procédure 4
1.2. Déroulement de la procédure 4
1.3. Exposé des motifs de la révision « allégée » 5
2. EVOLUTIONS APPORTEES AU P.L.U. PAR LA REVISION ALLEGEE 6
2.1 Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) 6
2.2 Rapport de présentation 6
2.3. Règlement graphique 7
2.4 Règlement écrit 9
2.5 Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) 9
3. ACTUALISATION DU DIAGNOSTIC ET DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 10
3.1. Articulation avec les autres documents d'urbanisme et les autres Plans et Programmes 10
3.2. Etat initial du site concerne par la révision allégée 10
3.2.1. Localisation du site 10
3.2.2. Caractéristiques du projet 12
3.2.3. Caractéristiques environnementales du site 13
3.2.4. Synthèse des enjeux écologiques du site 28
3.2.5. Fonctionnalités à l'échelle communale 30
3.2.6. Paysages et visibilités 31
3.2.7. Sites inscrits et sites classés 33
4. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PLU ET INCIDENCES NATURA 2000 – MESURES DE PRESERVATION ET DE MISE EN VALEUR 37
4.1. Rappel des incidences sur l'environnement et mesures d'accompagnement signalées dans le rapport de présentation du PLU en vigueur 37
4.2. Rappel des incidences du PLU sur le site Natura 2000 « Gave de Pau » (extrait du rapport de présentation) 41
4.3. Incidences de la révision allégée du PLU sur l'environnement 43
4.3.1. Méthodologie de l'évaluation environnementale de la révision allégée 43
4.3.2. Modération de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers 43
4.3.3. Incidences de la révision allégée sur l'environnement 43
4.4. Raisons du choix site 46
4.5. Compatibilité de la révision allégée avec les documents d'ordre supérieur 47
4.5.1. Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne 2022-2027 47
4.5.2 Dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM) 47
4.5.3 Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Adour- Garonne 2022-2027 47
4.5.4 Programme local de l'habitat de la CCLO (PLH) 47
4.5.5 Schéma départemental d'accueil et d'insertion des gens du voyage (SDAIGDV) 47
4.5.6 Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) 47
4.5.7. Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets 48
4.6. Construction d'indicateurs de suivi de la consommation d'espace 49

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

1. PREAMBULE

La commune de Loubieng est dotée d'un P.L.U. approuvé le 20/02/2020. Depuis, le P.L.U. n'a pas fait l'objet de procédures de modification ou de révision.
La présente révision ne portant pas atteinte aux orientations définies par le PADD a pour objectif de modifier le zonage afin de permettre la création d'une ISDI (Installations de Stockage de Déchets Inertes) sur le site d'une ancienne carrière de calcaire non référencée dans le schéma initial du PADD.
La décision de réaliser une révision « allégée » du Plan Local d'Urbanisme a été prise par délibération de la commune le 11 octobre 2022 et du conseil communautaire de la communauté de communes Lacq-Orthez en date du 12/12/2022 suite au transfert de compétence planification urbaine.

1.1 CHOIX DE LA PROCEDURE

Les procédures d'évolution des documents d'urbanisme sont définies par le code de l'urbanisme, dans les articles L153-31 et suivants du code de l'urbanisme.

La procédure mise en œuvre est celle de la révision ne portant pas atteinte aux orientations définies par le PADD, dite allégée telle que définie à l'article L153-34 du code de l'urbanisme.

En effet, la révision générale du P.L.U. n'est pas nécessaire dans la mesure où le projet a pour unique objet de réduire la zone naturelle N au profit de la zone Uya où les possibilités de constructions sont différentes de celles existantes actuellement afin de permettre la création d'une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) :

- Il ne change pas les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables
- Il ne réduit pas un espace boisé classé, ni une zone agricole
- Il ne conduit pas à ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier
- Il ne crée pas des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

1.2. DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

La révision est prescrite par délibération du conseil communautaire.

Le conseil communautaire arrête le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme.

Lorsqu'il n'est pas porté atteinte aux orientations définies par le Plan d'Aménagement et de Développement Durables, le projet arrêté de révision « allégée » fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

La commune est couverte par un site Natura 2000. En application de l'article L. 104-3 du Code de l'urbanisme, le projet de révision a fait l'objet d'une actualisation de l'évaluation environnementale.

Le projet de révision, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées sont soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

A l'issue de l'enquête publique, le projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération du conseil communautaire.

La procédure est alors achevée : la commune de Loubieng n'étant pas couverte par un schéma de cohérence territoriale (SCoT) approuvé, l'acte approuvant la révision devient exécutoire à l'issue d'un délai d'un mois à compter de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat ; si celle-ci estime nécessaire d'apporter des modifications, le plan local d'urbanisme ne devient exécutoire qu'après l'intervention, la publication et la transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat des modifications demandées.

1.3. EXPOSE DES MOTIFS DE LA REVISION « ALLEGEE »

La société SARL TRSO projette la création d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) sur le site de l'ancienne carrière de calcaire. Ce projet consiste à refermer la fosse d'exploitation, à l'aide de matériaux inertes, en vue de leur stockage définitif. Ces matériaux feront l'objet au préalable d'un stockage temporaire pour être triés comprenant une opération de stockage temporaire (activité de transit) des déchets inertes.

Aucuns travaux préliminaires ne sont à prévoir sur le site concerné, car ce dernier dispose des aménagements préservés de l'ancienne carrière de calcaire. Lorsque l'exploitation sera terminée, la fosse et les fronts supérieurs auront disparu.

Par la suite, la remise en état du site consistera à reprofiler au mieux la topographie pour s'approcher de la situation topographique d'origine (avant l'ancienne carrière). Le sol sera fixé par le semis d'une strate herbacée, puis planté d'arbres d'espèces identiques à celles du bois d'Arricau.

Les parcelles concernées par le projet reprennent le périmètre de l'ancienne carrière cadastrés AB1, AB140 et AB165 et appartiennent à la société TRSO. Ces parcelles sont actuellement classées en zone naturelle N : il convient de les reclasser pour partie en zone UYa, zone permettant le développement de ce type d'activité.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

2. EVOLUTIONS APPORTEES AU P.L.U. PAR LA REVISION ALLEGEE

2.1 PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD)

Le projet de révision allégée ne remet pas en cause les axes du PADD.

Pour rappel, le PADD indique :

AXE 1 – AFFIRMER LE ROLE PREPONDERANT DE L'AGRICULTURE, EN COHERENCE AVEC LA PRESERVATION DES ESPACES NATURELS

- Permettre l'évolution des structures agricoles
- Maitriser le développement démographique et la consommation des espaces agricoles et naturels
- S'appuyer sur la trame des réseaux et voiries pour définir les secteurs d'extension de l'urbanisation dans le respect des contraintes qui s'imposent au territoire
- Valoriser les paysages
- Préserver et mettre en valeur les espaces naturels garants de la biodiversité

AXE 2 - REPONDRE AUX BESOINS DE LA POPULATION

- **Favoriser le développement des activités présentes sur la commune**
    - ***Le P.L.U. permet le développement du tissu économique à condition de ne pas engendrer de nuisances pour le voisinage, l'installation des activités non compatibles avec l'habitat devant être favorisé dans les zones artisanales existantes ou à venir du territoire de la communauté de communes.***
    - ***Il prend en compte les spécificités des activités atypiques qui existent à Loubieng.***
- Répondre aux besoins de l'ensemble de la population en s'inscrivant dans le cadre plus large de la Communauté de Communes, dans le respect de l'intérêt général
- Promouvoir une construction économe et permettre le développement des énergies renouvelables dans le respect du contexte architectural et des paysages

Le présent projet intervient dans le cadre de l'axe 2 relatif au tissu économique.

2.2 RAPPORT DE PRESENTATION

Le rapport de présentation du P.L.U. initial n'est pas modifié. Il est complété par la présente notice.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

2.3. REGLEMENT GRAPHIQUE

Le règlement graphique du P.L.U. est modifié au nord de la commune (Lieu-dit « Bois d'Arricau ») ; la révision allégée concerne pour partie les parcelles cadastrales suivantes : section AB, n°1, 140 et 165. Actuellement classées en zone N, elles sont en partie reclassées en zone UYa.

Les surfaces évoluent de la manière suivante :

Zones du PLU	Surface **avant** révision allégée (ha)	Surface **après** révision allégée (ha)	Différentiel
A	1672,74	1672,74	0,00
As1	0,54	0,54	0,00
As2	1,04	1,04	0,00
As3	0,10	0,10	0,00
N	603,21	599,64	-3,57
Nco	32,33	32,33	0,00
Nh	2,40	2,40	0,00
U	34,45	34,45	0,00
UY	6,42	6,42	0,00
Uya	0,00	3,57	3,57

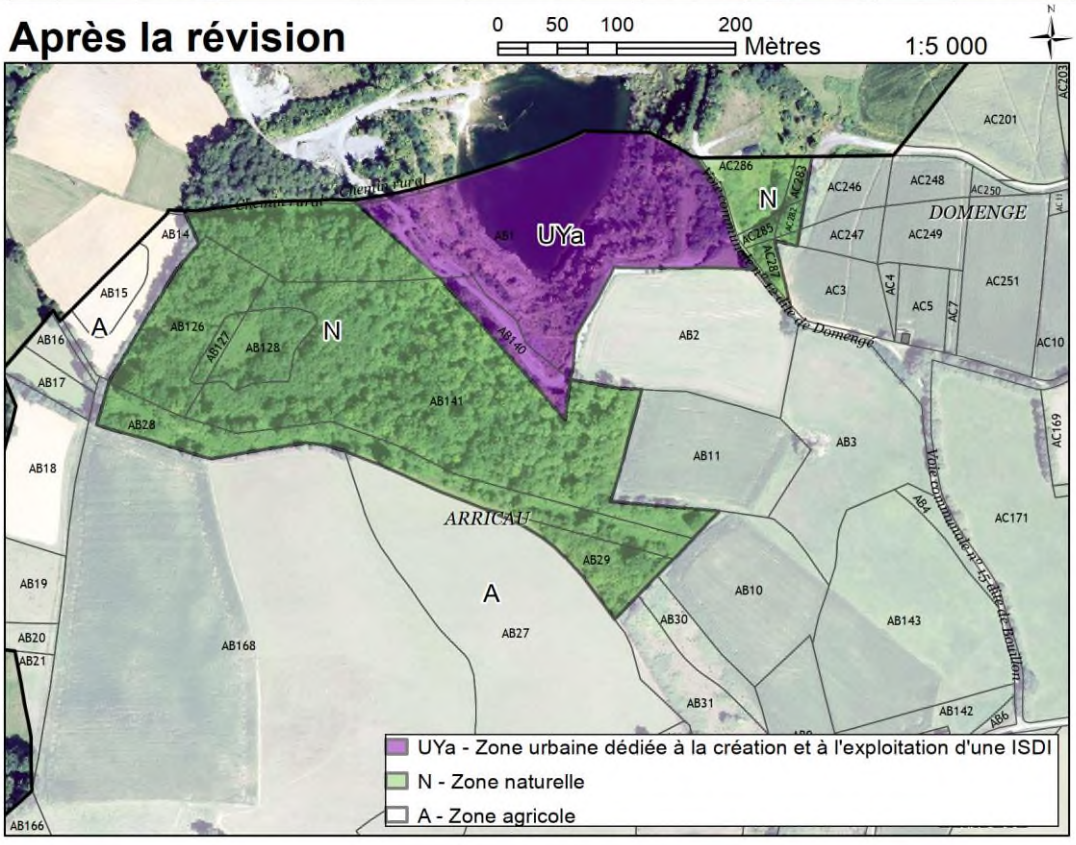
Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Le règlement graphique évolue de la manière suivante :

Avant la révision



Après la révision



Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

2.4 REGLEMENT ECRIT

Le règlement écrit du PLU évolue afin de créer une zone UYa, dédiée à la création et au fonctionnement d'une ISDI. A noter que la zone UY existe déjà (dédiée aux activités artisanales et industrielles) mais celle-ci autorise d'une manière générale toutes les activités artisanales et industrielles.

Le règlement écrit de la nouvelle zone UYa est le suivant :

- Préambule : la sous-zone UYa est destinée à permettre la création et le fonctionnement d'une Installation de Stockage des Déchets Inertes (ISDI).
- Article UYa1 : Usage des sols et destinations des constructions

En zone UYa, seules sont autorisées les constructions et installations utiles et liées à la création et au fonctionnement d'une Installation de Stockage des Déchets Inertes (ISDI).

- Les autres articles restent inchangés (zone UY).

2.5 ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)

La pièce relative aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (O.A.P.) du P.L.U. initial n'est pas modifiée.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

3. ACTUALISATION DU DIAGNOSTIC ET DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

3.1. ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME ET LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

En l'absence de SCoT approuvé, le P.L.U. de Loubieng doit prendre en compte ou doit être compatible avec de nombreux documents supra-communaux (articles L131-4 et suivants du code de l'urbanisme).

Ainsi, le P.L.U. de Loubieng doit être compatible avec :

- Les règles générales du fascicule du SRADDET approuvé le 27 mars 2020, actuellement en cours de révision ;
- Les orientations fondamentales et les objectifs de qualité du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne 2022-2027 approuvé le 10 mars 2022 ;
- Le Dossier Départemental sur les Risques Majeurs (DDRM) révisé en 2018 ; la commune de Loubieng est identifiée pour les risques suivants : inondation (crue lente), séismes (zone 3) et risques liés au transport de matières dangereuses ;
- Les objectifs de gestion des risques d'inondation du Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du Bassin Adour-Garonne 2022-2027 approuvé le 10 mars 2022 ;
- Le Programme Local de l'Habitat 2022-2027 de la Communauté de Communes Lacq-Orthez en cours d'élaboration ;
- Le Schéma Départemental d'Accueil et d'Insertion des Gens du Voyage (SDAIGDV).

<u>Le P.L.U. doit prendre en compte :</u>

- Les objectifs du SRADDET,
- Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de la Communauté de Communes de Lacq-Orthez
- Le schéma départemental des carrières approuvé par arrêté préfectoral du 12/04/2003, et ceci jusqu'à l'adoption du Schéma Régional des Carrières de la région Nouvelle-Aquitaine en cours d'élaboration.

3.2. ETAT INITIAL DU SITE CONCERNE PAR LA REVISION ALLEGEE

3.2.1. Localisation du site

La commune de Loubieng appartient au département des Pyrénées-Atlantiques et les communes voisines sont Laà-Mondrans, Castetner, Maslacq, Sauvelade, Bugnein, Audaux, Castetbon et Ozenx-Montestrucq.

Elle se situe à environ 7 kilomètres au sud d'Orthez. Sa superficie est de 23.43 Km² et son territoire est drainé par le Laà et son affluent le ruisseau de Mesplaterre, ainsi que par l'Ozenx et le Saleys ; ces cours d'eau sont des affluents du Gave de Pau.

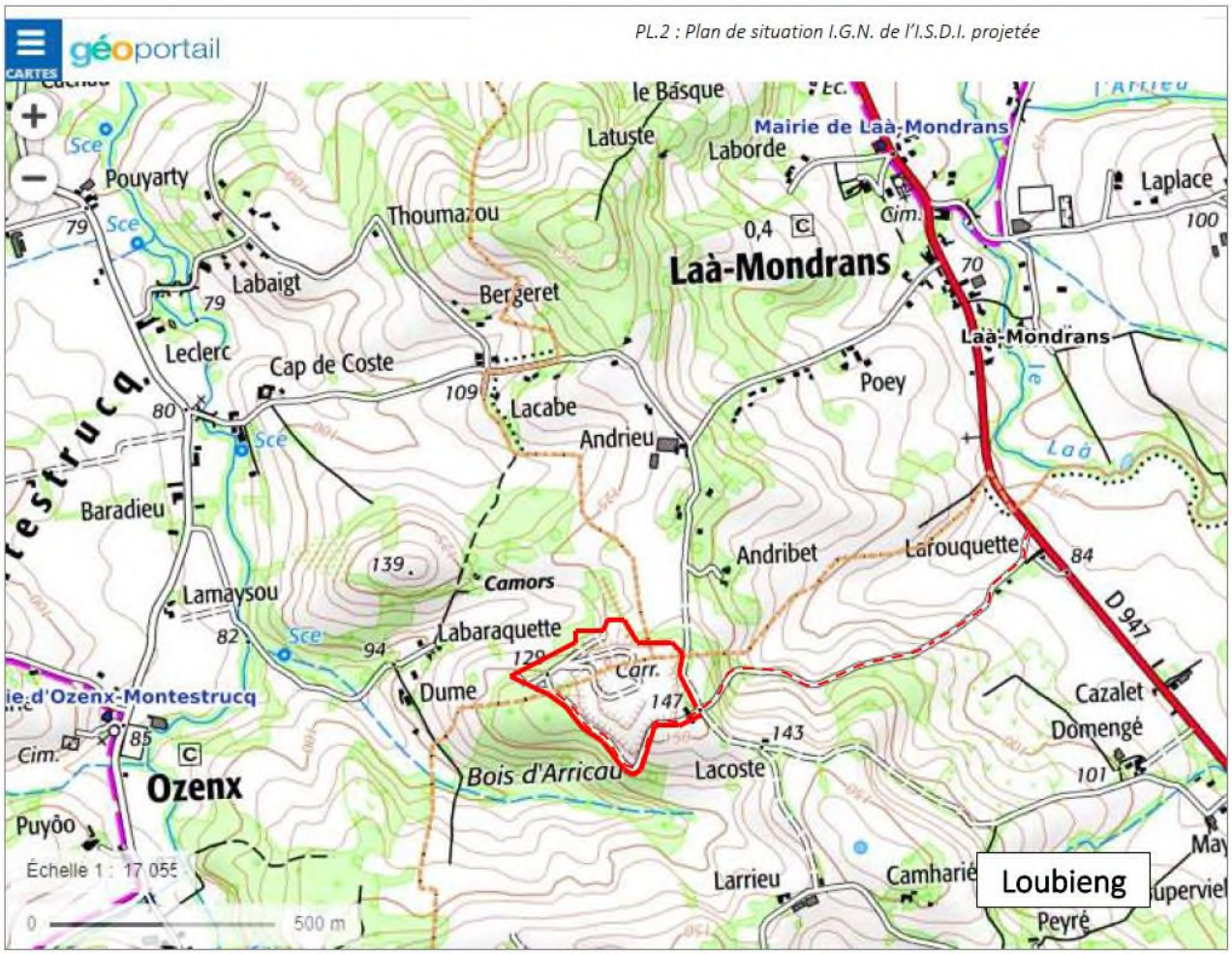
Son territoire est traversé du nord au sud par la RD947 qui relie Orthez et Navarrenx.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Le site concerné par la révision allégée (projet ISDI) est située dans l'ancienne carrière de calcaire «Arricau», à 5km au Sud de la ville d'Orthez, sur les territoires communaux de Laà-Mondrans, Loubieng et Ozenx-Montestrucq.

On y accède par la route D.947 qui relie Orthez à Navarrenx. Après avoir traversé le village de Laà-Mondrans en venant d'Orthez, tourner à droite sur la voirie privée située sur la commune de Loubieng et à hauteur de l'habitation LAROUQUETTE. L'entrée est à moins de 1km.

Extrait de l'avant-projet TRSO :



Contexte foncier du site :

Numéro parcelle	Surface concernée en UYa	Propriétaire
AB1	3.174 ha	TRSO
AB140	0.302 ha	TRSO
AB165	0.06 ha	TRSO
Non cadastré (chemin du Domengé) – Voie communale	0.03 ha	Commune

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

3.2.2. Caractéristiques du projet

Le projet reprend le périmètre de l'ancienne carrière de calcaire « Arricau », implantée sur la ligne de crête d'un coteau orienté N140°E, culminant à 151m d'altitude. De part et d'autre, les vallées du Laà et de l'Ozenx sont à l'altitude de 85m. Les limites du projet respectent la distance d'éloignement de 10m au moins, des habitations riveraines et du chemin de Garia limitrophe.

Le site projeté présente :

- Une route d'accès privée reliant la D.947 à l'altitude de 85m, au périmètre projeté dont le portail d'entrée est à la cote de 151m ;
- Un périmètre périphérique aménagé : clôture, portail, pistes internes, plates-formes, deux bacs de rétention-décantation, deux bacs de rétention étanche, … entre les cotes altimétriques 148m et 130m environ ;
- Et une fosse profonde de 51m, entièrement fermée, issue de l'extraction du gisement calcaire entre les cotes altimétriques 151m et 100m, déterminant 3 à 5 fronts de taille de 10m de haut chacun et des banquettes intermédiaires. Le carreau de la carrière a été remblayé sur une hauteur de 10m à 15m pendant l'exploitation de la carrière, avec des matériaux de la carrière (mise hors d'eau de l'installation, après de fortes pluies). Un secteur de 100m² à 150m² n'a pas été remblayé, pour conserver une tranche d'eau suffisante pour faire fonctionner la pompe, toujours présente.

Un certain nombre d'équipements et d'aménagements ont été conservés après la fin définitive d'exploitation de la carrière, qui seront revus si nécessaire et réutilisés par la nouvelle installation, à savoir :

- Une clôture et un portail cadenassé pour interdire toute pénétration de personnes étrangères ;
- Une barrière amovible cadenassée sur la route privée d'accès, près de la D.947 ;
- Une piste interne desservant un bungalow et un pont bascule. Elle se divise ensuite, soit pour descendre au fond de la fosse, soit pour accéder à une première, puis une deuxième plate-forme ;
- Un bac de décantation des eaux de ruissellement du premier tronçon pentu de la piste interne ;
- Un second bac de rétention-décantation pour les eaux pluviales du fond de la fosse ;
- Deux bacs de rétention étanche, dont un abrité par un toit de tôle ;
- Une aire bétonnée attenante ;
- Un réseau d'asperseurs d'eau pour rabattre les poussières sur la piste interne ;
- Des merlons de terre et/ou de blocs rocheux, pour interdire les chutes de hauteur ;
- Des écrans acoustiques (merlon de terre) en limites Nord et Est du périmètre, pour éviter la propagation des ondes sonores vers le quartier habité de Laà-Mondrans ;
- Un écran acoustique en limite de la route privée d'accès avec la maison LABARAQUETTE à Loubieng ;
- Des écrans visuels arborés aux limites Nord et Est du périmètre.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

D'autre part, le site est équipé d'une ligne électrique de 20000 volts, de deux lignes téléphoniques et peut être branché au réseau d'adduction d'eau potable.

Extrait de l'étude « avant-projet » : Position des équipements de l'I.S.D.I. projetée sur la vue aérienne du site (TRSO)



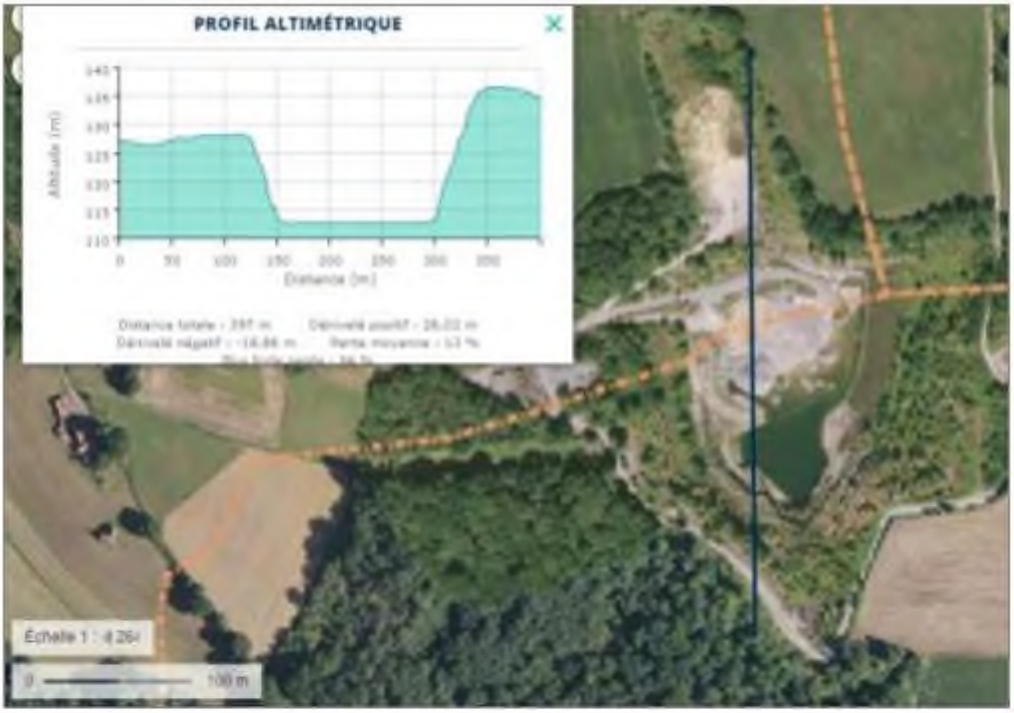
3.2.3. Caractéristiques environnementales du site

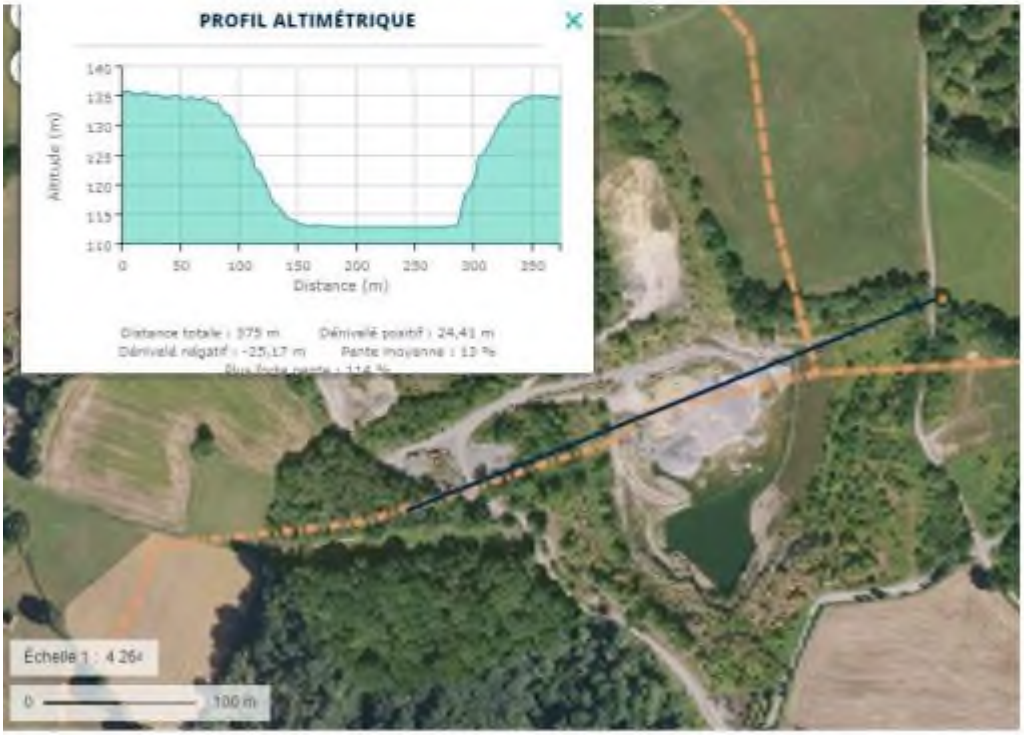
3.2.3.1. Topographie

Le secteur étudié est situé sur la ligne de crête d'un coteau de basse altitude : 136-151m, d'orientation méridienne, qui est l'interfluve des ruisseaux de l'Ozenx à l'Ouest (83m) et du Laà à l'Est (78m). Ce point haut a fait l'objet d'une extraction en fosse fermée et à ciel ouvert, pour la production de granulats calcaires jusqu'en 2019. Le périmètre de l'ancienne carrière se développe entre les cotes 151.13m NGF et 100.44m NGF.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Extrait de l'avant-projet : Profils en travers Nord-Sud et Ouest-Est de la fosse d'extraction de l'ancienne carrière de calcaire et position des limites communales





Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

3.2.3.2. Cadre géologique

Géologie locale :

L'encaissant de la fosse est constitué par des calcaires à faciès urgonien (Rudistes), datés de l'Aptien supérieur et notés n6b sur la carte géologique d'Orthez au 1/50 000 (B.R.G.M.). Ils appartiennent au flanc Est de l'anticlinal de Sainte-Suzanne et présentent un plongement de 40°E en direction d'une faille profonde de direction NNW-SSE à 300m environ à l'Est du projet.

La consultation du site info terre du B.R.G.M., nous renseigne sur le substratum aptien, grâce à des forages profonds, réalisés en 1992 dans le cadre de la prospection pétrolière. Le sondage BSS002HNTT a été réalisé à proximité du portail d'entrée de la carrière, sur une profondeur de 102m. Il recoupe :

- 6 à 11m d'argiles sableuses ocre et pâteuse et à débris calcaires plus ou moins gros ;
- 91m de calcaires microcristallins gris à gris beige, gris brun, légèrement argileux et très durs.

Ils sont traversés par des veinules de calcite et présentent de nombreux fossiles. Des lits argileux fins séparent les bancs calcaires et des horizons marneux apparaissent à partir de 60m de profondeur. Il n'est pas fait mention de la présence d'eau souterraine.

Géologie du site :

La fosse met à l'affleurement la formation aptienne à faciès urgonien sur une cinquantaine de mètres d'épaisseur et le piézomètre implanté en fond de fosse, nous renseigne sur une profondeur supplémentaire de 14m. Au total, 64m sont observables sur le site.

Les deux anciens fronts supérieurs, présentent sur 20m d'épaisseur, des calcaires fracturés et karstifiés, recoupés par de grosses poches d'argile orangée. Les trois fronts sous-jacents sont massifs, fissurés, mais beaucoup moins karstifiés.

Le fond de la fosse ne montre pas les calcaires aptiens à l'affleurement, parce qu'ils sont recouverts par une épaisseur de 10-15m de matériaux calcaires de toutes tailles (tout-venant de la carrière), emballés dans une matrice argilo-sableuse ocre orangée. Au-dessous, le piézomètre traverse encore 1m de calcaire massif, puis 3m de marnes argileuses.

Pédologie : le périmètre est dépourvu de sol végétal : les surfaces sont soit gravillonnées, soit argileuses sur les banquettes des fronts de taille. La remise en état du site conduira à reconstituer un sol végétal.

Sensibilité relative au sol et au sous-sol :

Forte sensibilité relative à la reconstitution du sol végétal en fin d'exploitation. Très forte sensibilité relative au risque de pollution du sous-sol calcaire.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Extrait de l'étude « avant-projet » :

PL.7 : Photographie du fond de la fosse et des différents faciès du remblai (tout-venant de la carrière)
Photographie du 13.09.2021



Remblai argileux à éléments calcaires présent au point topographique le plus bas : zone d'accumulation d'eau pluviale et de ressuyage du remblai.





Remblai argileux à éléments calcaires hétérogènes dans matrice argilo-sableuse.



Remblai argileux à éléments calcaires grossiers, pas ou très peu de matrice argileuse.



Remblai argileux à éléments calcaires inférieurs à 1cm, peu de matrice argilo-sableuse.

20

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

3.2.3.3. Hydrogéologie

Hydrogéologie locale :

Le projet se développe dans les calcaires de l'Aptien supérieur à faciès urgonien, qui constituent un réservoir karstique de 240m d'épaisseur. A l'intérieur, l'eau circule du Sud-Est vers Nord-Ouest à la faveur de fissures N0°E à N140°E. Les marnes de Ste-Suzanne constituent l'imperméable sous-jacent du réservoir.

A 6km au Nord-Ouest du site et sur le territoire de la commune de Salles-Mongiscard, émergent les sources de BAURE, à la faveur de l'accident profond NNW-SSE, qui draine l'ensemble du bâti géologique. Elles sont captées pour l'alimentation en eau potable de la ville d'Orthez.

Le projet n'est pas situé dans leurs périmètres de protection A.E.P. (Cf. Annexe 3 : Plan de situation des périmètres de protection des sources de Baure).

A 400m à l'Ouest du site, on note la présence d'une source de débordement de la nappe, qui n'est pas utilisée pour l'irrigation agricole ou pour fournir de l'eau potable.

Remarque : les sources de Gréchez captées pour l'A.E.P. sur la commune de Lanneplaà et de Broucas sur la commune de Salles-Mongiscard, sont des exutoires du Crétacé supérieur (flysch du Turonien et du Sénonien), c'est à dire de formations géologiques plus récentes.

Hydrogéologie du site :

Un piézomètre a été mis en place en fond de fosse en 2007 (Loubieng), qui montre de haut en bas :

- 0-10m : un remblai fait d'éléments calcaires de toutes tailles, emballés dans une matrice argilo-sableuse ;
- 10-11m : une passée calcaire ;
- 11-14m : un horizon argilo-marneux.

L'eau présente dans ce remblai, n'est pas la nappe aptienne, mais l'eau météorique infiltrée. Sur le terrain, on observe que l'eau contenue dans ce remblai s'écoule sur la pente, vers le point bas du fond de la fosse (observations du 09.09.2021).

L'existence d'un niveau argilo-marneux à -11m de profondeur constitue une semelle imperméable au-dessus de laquelle l'eau pluviale met en charge le remblai, puis s'accumule dans la fosse pour former un plan d'eau.

Qualité de l'eau souterraine du remblai :

Un échantillon d'eau prélevé dans le piézomètre a été analysé le 29.07.2021, par le laboratoire des Pyrénées et des Landes. Les résultats sont présentés dans l'étude « avant-projet ».

Il s'agit d'une eau bicarbonatée calcique, non polluée par les matières en suspension, ni par les hydrocarbures.

Sensibilité relative à l'eau souterraine :

Très forte sensibilité relative au risque de pollution des eaux souterraines, même si le projet n'est pas situé dans un périmètre de protection A.E.P.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

3.2.3.4. Hydrologie

L'Ozenx (code FRFRR430_3) : L'Ozenx prend sa source à 8km à l'amont du site et se jette dans le ruisseau le Laà (rive gauche), affluent en rive gauche du gave de Pau (aval de Ste-Suzanne). La superficie de son bassin versant est de 15.8km². La vallée de l'Ozenx est distante de 500m à l'Ouest du projet. La largeur du cours d'eau est inférieure à 5m et sa profondeur est de 1.5m. Selon l'évaluation du S.D.A.G.E. Adour-Garonne 2023-2027, l'Ozenx présente un bon état écologique (extrapolation) et un bon état chimique (expertise). Les pesticides agricoles exercent une certaine pression sur ce cours d'eau. C'est un cours d'eau non classé, sans espèce migratrice et qui ne présente pas de catégorie piscicole dominante.

Le Laàs (code FRFR430) : La Laà prend sa source à 8km à l'amont du site et se jette dans le Gave de Pau (rive gauche). La superficie de son bassin versant est de 60km². La vallée du Laà est distante de 850m à l'Est du projet. La largeur du cours d'eau est inférieure à 10m et sa profondeur est de 3m. Selon l'évaluation du S.D.A.G.E. Adour-Garonne 2023-2027, le Laà présente un bon état écologique et un bon état chimique, sur la base des données de la station 05209500 à Loubieng. Les pesticides et les prélèvements d'eau d'irrigation agricole, représentent des pressions significatives sur ce cours d'eau. C'est un cours d'eau non classé, sans espèce migratrice à l'amont de sa confluence avec l'Ozenx et qui ne présente pas de catégorie piscicole dominante.

Hydrologie du site :

La fosse d'extraction fermée présente une superficie de 4.38ha. Elle constitue un impluvium où s'accumule l'eau pluviale pour former un plan d'eau. Après la cessation définitive d'activité de la carrière en 2019, le plan d'eau privé présentait une superficie de 1.9ha et une profondeur maximale de plus de 13m.

Malgré la clôture, le portail cadenassé, les panneaux de signalisation des dangers de chute et de noyade, l'endroit a fait l'objet de multiples intrusions de personnes pour s'y baigner et plonger depuis le haut des fronts de taille. Pour des raisons de sécurité et de responsabilité, les propriétaires ont été conduit à le vider petit à petit, puis régulièrement après chaque épisode pluvieux.

Lorsque la carrière était en activité, l'eau de la fosse était pompée et évacuée dans un bac de décantation toujours existant, dont le rejet s'effectuait sur la pente boisée et s'écoulait jusqu'à un fossé, puis la canalisation du pluvial communal jusqu'au cours d'eau l'Ozenx. Ce bac est conservé dans le projet de l'I.S.D.I.

L'observation des lieux sur l'année 2021-2022 montre :

- Une fosse sèche et maintenue sèche par pompage et évacuation de l'eau via le bassin de rétention décantation existant. Un point bas est conservé en eau pour faciliter le fonctionnement de la pompe ;
- Un ancien bac de rétention-décantation de la fosse, qui fonctionne actuellement comme une petite zone humide temporaire.

Sensibilité relative à l'eau superficielle : Très forte sensibilité relative au risque de pollution des eaux superficielles (Ozenx).

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Extrait de l'étude « avant-projet » :



PL.8 : Réseau hydrographique et position du site de l'I.S.D.I. projetée – Géoportail



PL.9 : Situation hydrographique du site en date du 19.07.2018 et limites communales - Géoportail

Remarque : la photographie aérienne Géoportail date de 2018, avant la cessation définitive d'activité de la carrière.

24

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

3.2.3.5. Biodiversité

Le site de l'ancienne carrière a fait l'objet d'un pré-diagnostic faune-flore par le cabinet BIOTOPE, à la faveur de quatre relevés saisonniers : 09.07.2021, 09.02.2022, 02.06.2022 et 13.10.2022. Le rapport d'octobre (qui incrémente les 3 précédents) est fourni en totalité dans l'étude d'avant-projet.

Zonages d'inventaires du patrimoine naturel :

L'I.S.D.I. projetée se trouve à l'intérieur du bassin versant de l'Ozenx (0.7km), élément du réseau hydrographique du Gave de Pau, recensé par la Z.N.I.E.F.F. 2 n°720012970 « Réseau hydrographique du Gave de Pau.

Elle est éloignée de 3.2km de la Z.N.I.E.F.F. 2 n°720012972 « Réseau hydrographique du Gave d'Oloron et ses affluents » et de 4.5km de la « Saligue aux oiseaux » (ENS 7000).

Zonages reglementaires du patrimoine naturel :

L'I.S.D.I. projetée est située à proximité des sites suivants :

- 0.7 km à l'Est du site Natura 2000 - FR7200781 « Gave de Pau » ;
- 0.8 km à l'Ouest du site Natura 2000 - FR7200784 « Château d'Orthez et bords du Gave » ;
- 4.8 km au Sud du site SIN000041 « Bords du Gave » (ORTHEZ).

Zoom sur le site ZSC FR7200784 « Château d'Orthez et bords du Gave » :

Le site a été désigné comme zone spéciale de conservation le 14 octobre 2014 pour son intérêt chiroptèrologique. Trois espèces de chiroptères de l'annexe II de la Directive « Habitats » y sont mentionnées : le Grand Rhinolophe, le Rhinolophe euryale et le Murin à oreilles échancrées. Cinq autres espèces de chiroptères fréquentent ce site : le Petit Rhinolophe, la Barbastelle d'Europe, le Minioptère de Schreibers, le Murin de Bechstein, le Grand Murin.

Le site FR7200784 n'entretient pas de relation fonctionnelles notables avec l'emprise du projet – notons d'ailleurs que ce dernier se trouve en dehors du projet d'extension du périmètre de la ZSC. Cependant, il est évident que les chiroptères, même s'ils chassent plutôt à proximité de leurs gîtes, peuvent facilement voler sur plusieurs kilomètres ; ainsi des chauves-souris du site FR7200784 peuvent fréquenter l'ancienne carrière de Loubieng. Cette possibilité est à prendre en compte, même si elle reste peu probable, les chiroptères suivant préférentiellement le corridor que constituent le gave de Pau et sa ripisylve, voire les boisements des coteaux surplombant la vallée du gave ou le Laà et sa ripisylve et peut être l'Ozenx et sa ripisylve.

Le diagnostic réalisé sur le site du projet par Biotope a retenu quatre espèces potentielles de chiroptères pouvant fréquenter le site : la Barbastelle d'Europe, le Murin à oreilles échancrées, le Grand Rhinolophe et la Pipistrelle commune. Deux de ces espèces (Murin à oreilles échancrées et Grand Rhinolophe) ont justifié le classement du site FR7200784, la Barbastelle d'Europe étant citée comme fréquentant la ZSC.

Sur le site du projet, des boisements abritant des arbres adultes et des arbres adultes isolés sont susceptibles de fournir des gîtes aux chiroptères. Leur coupe entrainerait un impact fort en termes d'habitat d'espèces et de risque de destruction d'individus.

La mesure d'évitement de tous ces boisements et des arbres isolés rendra nuls les impacts résiduels

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

liés à la perte d'habitats et au risque de destruction d'individus.

La préservation des boisements et les plantations (boisements et haies) qui seront effectuées lors de la remise en état du site font que l'impact de la perte de territoire de chasse pour les chiroptères sera négligeable.

Ainsi, on peut affirmer que la réalisation du projet n'aura aucune incidence sur l'état de conservation des chiroptères qui ont justifié la désignation du site Natura 2000 FR7200784 « Château d'Orthez et bords du Gave ».

Zoom sur le site ZSC FR7200781 « Gave de Pau » :

Le site Natura 2000 FR 7200781 « Gave de Pau » a été désigné en Zone Spéciale de Conservation le 14/10/2014.

Le site Natura concerne un réseau hydrographique particulièrement vaste (8 194 ha) avec un système de saligues encore vivace.

Tableau : Les espèces animales d'intérêt communautaire du site ZSC FR7200781 « Gave de Pau »

Espèces de la Directive habitats	Nom scientifique	Annexe
INSECTES		
Agrion de Mercure	*Coenagrion mercuriale*	II
Cordulie à corps fin	*Oxygastra curtisii*	II et IV
Cuivré des marais	*Lycaena dispar*	II et IV
Damier de la Succise	*Euphydryas aurinia*	II
Gomphe de graslin	Gomphus graslinii	II et IV
MOLLUSQUES		
Mulette perlière	*Margaritifera margaritifera*	II et V
CRUSTACES		
Ecrevisse à pattes blanches	Austropotamobius pallipes	II et V
POISSONS		
Alose feinte	*Alosa falax*	II et IV
Chabot	*Cottus gobio*	II
Grande Alose	*Alosa alosa*	II et IV
Lamproie de Planer	*Lampetra planeri*	II
Lamproie marine	*Petromyzon marinus*	II
Saumon atlantique	*Salmo salar*	II
Toxostome	*Parachondrostoma toxostoma*	II
REPTILES		
Cistude d'Europe	*Emys orbicularis*	II et IV
MAMMIFERES		
Desman des Pyrénées	*Galemys pyrenaicus*	II et IV
Loutre d'Europe	*Lutra lutra*	II et IV

Les eaux issues de la carrière, et en particulier celles pompées dans le fond de fouille, sont au préalable

dirigées vers un bassin de décantation situé à proximité de la plateforme Nord. Le trop plein est rejeté dans un fossé bordant le champ de Maïs au Nord de la carrière ; les eaux sont ensuite collectées par le réseau pluvial du lieu-dit « Labaraquette » qui aboutit au ruisseau l'Ozenx.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Ce cours d'eau fait partie du périmètre du site Natura 2000 FR 7200781 « Gave de Pau ». Après un trajet de 800 m, les eaux issues du bassin de décantation aboutissent donc au site Natura 2000.

Une pollution des eaux du site pourrait, si elles étaient rejetées dans le milieu naturel, aboutir à l'Ozenx et donc dégrader le milieu aquatique et les biocénoses du ruisseau.

La faible taille de l'Ozenx, liée à un environnement agricole, fait qu'il n'accueille aucun des 22 habitats d'intérêt communautaire du site Natura. De même aucune des 17 espèces d'intérêt communautaire n'est signalée (source FAUNA et DOCOB).

On ajoutera que depuis que ce rejet existe, aucun problème de pollution et de qualité des eaux ne s'est posé. Les mesures de prévention de la pollution présentées précédemment (Prévention de la qualité des eaux) permettent de penser que le risque de pollution de l'Ozenx restera négligeable.

Ainsi, la réalisation du projet n'aura aucune incidence sur l'état de conservation des habitats et des espèces qui ont justifié la désignation du site Natura 2000 FR 7200781 « Gave de Pau ».

Continuités écologiques :

L'I.S.D.I. projetée ne recoupe pas de réservoir biologique, ni de corridor écologique. Sa situation à l'intérieur du bassin versant du Gave de Pau, justifie une attention particulière en regard des réservoirs et corridors biologiques suivants :

- Château d'Orthez et bords du Gave (MH FR72RS49)
- Gave de Pau et saligues, Barrage d'Artix et Vallon de Clamonde (MH FR72RS57) ; Boisements des Gaves (BMH FR72RS19)
- Gave de Pau (FR72HL1923)
- Le Laà (FR72HL658)

Il accueille 22 habitats d'intérêt communautaire inscrit à l'annexe I de la directive européenne. Sept espèces animales ont justifié la désignation du site Natura : l'Ecrevisse à pattes blanches, la Cordulie à corps fin, le Gomphe de Graslin, la Mulette perlière, la Lamproie de Planer, le Saumon atlantique et le Chabot. Le diagnostic écologique du Site Natura 2000 « le Gave de Pau » a mis en évidence 10 autres espèces de la directive habitat.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Extrait de l'étude « avant-projet » :



Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE



SARL TRSO

Zonages d'inventaire

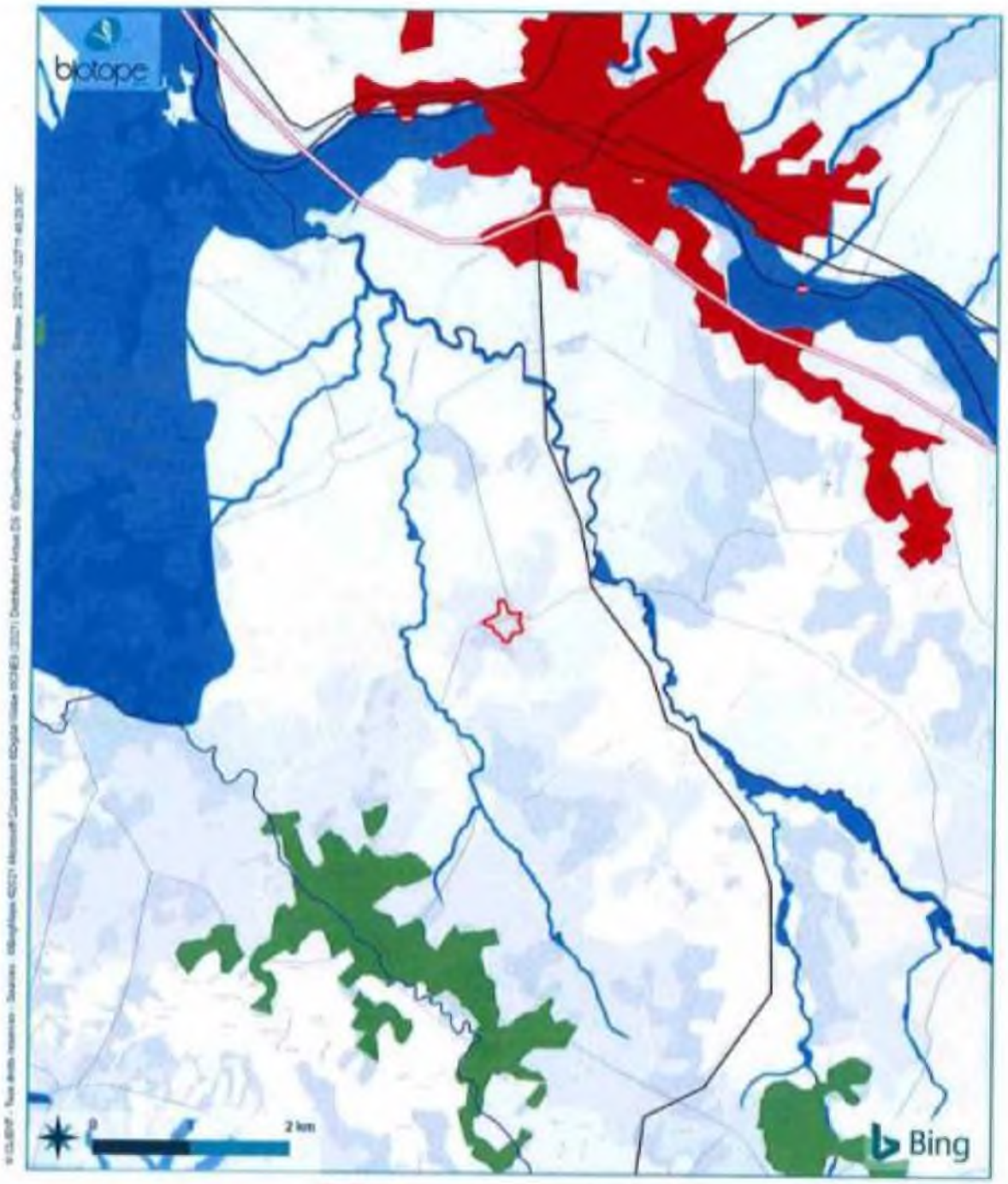
Pl.21

Pré-diagnostic faune-flore dans le cadre d'une demande de modification du PLU de Lindsenig

biotope

Prédiagnostic écologique

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE



SARL TRSO

Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE)

Pré-diagnostic faune-flore dans le cadre d'une demande de modification du PLU de Loubieng

PI.22

Prédiagnostic écologique

biotope

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Suite aux études de terrains, les prinicpaux milieux présents sur la zone d'étude sont les suivants :



Fond de la carrière
La dépression de la carrière a fait l'objet d'un pompage (photo du haut). Il ne reste qu'une petite zone qui est encore en eau (photo du milieu).
Le pompage a permis l'exondation des talus du fond de la carrière.
Le fond en eau de la carrière héberge un herbier pionnier à Characées (algues des eaux douces à saumâtres) (photo du bas), qui relève d'un habitat d'intérêt communautaire (code EUR 3140) à enjeu fort.

Paroi rocheuse
Le pompage du fond de carrière a permis l'exondation de portions de talus qui correspondent à des parois rocheuses.

Friches herbacées
Les friches herbacées sont de 3 types : la friche vivace invasive à Lilas d'Espagne (*Galega officinalis*) qui se développe notamment sur une portion de talus exondée du fond de la carrière, la friche invasive à Mélilot blanc (*Melilotus albus*) qui se développe également sur une portion du talus exondé ainsi que sur d'anciennes plateformes de remblais et la friche prairiale qui est structurée par le Paspale dilaté (*Paspalum dilatatum*), autre espèce exotique envahissante.

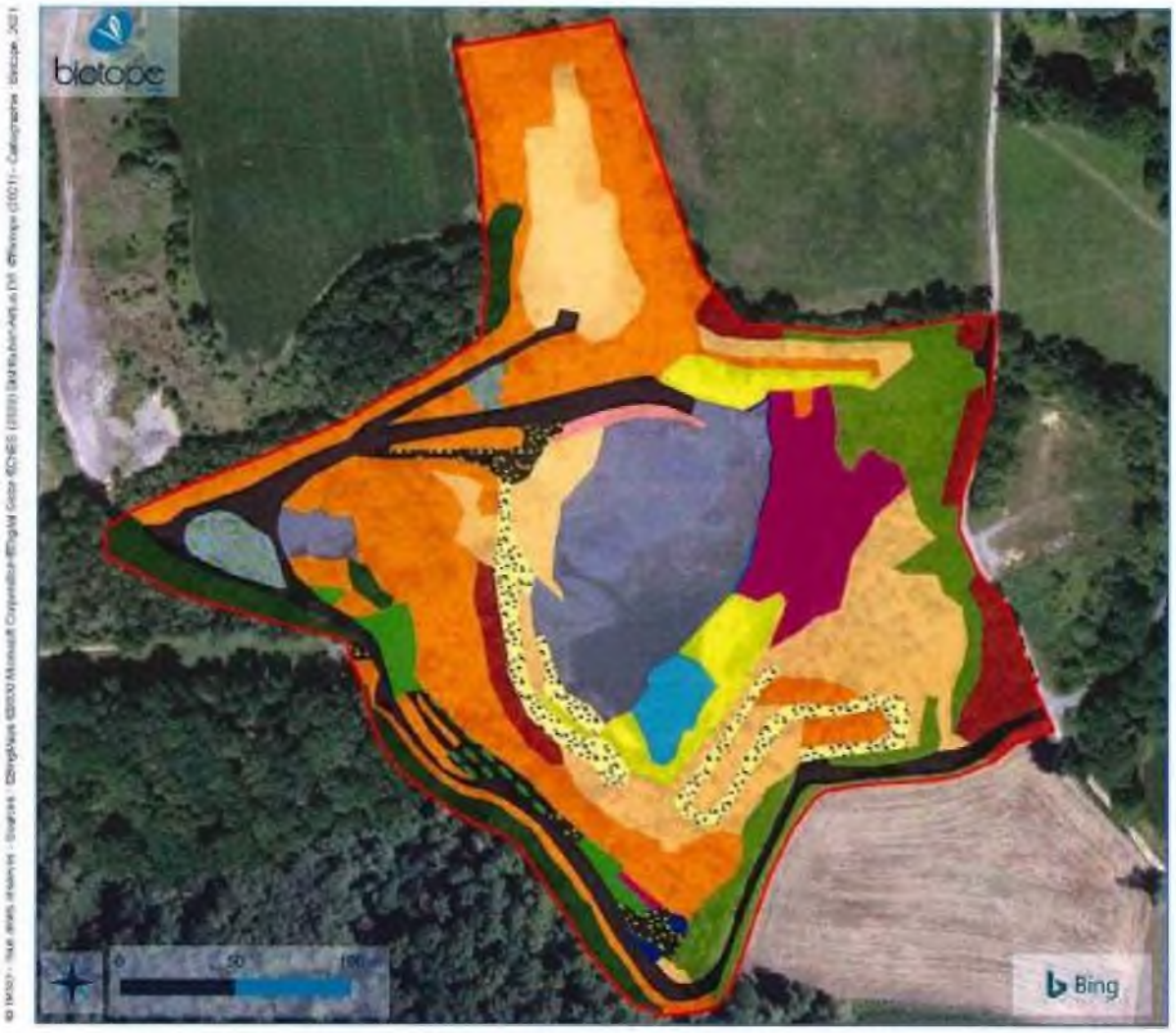
Fourrés et bosquets
Les pentes en escaliers et la bordure supérieure du trou de la carrière sont avant tout colonisées de Saules (*Salix alba, Salix atrocinerea*) de Peupliers cultivars. Les bordures de la piste à l'entrée du site sont occupées par des fourrés des sols perturbés à Ronces et Clématite vigne-blanche. Enfin, un bosquet rudéralisé de Robinier faux-acacia (*Robinia pseudoacacia*) se développe à l'entrée du site.

Dépressions de zones humides
Quelques dépressions sont occupées par des habitats de zones humides : la dépression à Menthe aquatique et Souchet robuste et certaines petites portions du fond exondé de la carrière relèvent également d'habitats de zones humides. Il s'agit également d'une communauté à souchet robuste (*Cyperus eragrostis*), ainsi que d'une communauté annuelle de fossé à Renouée à feuilles de patience (*Persicaria lapathifolia*)

Piste et plateformes
Les pistes sont dépourvues de végétations. Leurs abords, ainsi que certaines plateformes sont colonisées par une communauté pionnière plus ou moins rudéralisée structurée par le Lotier à feuilles ténues (*Lotus glaber*), espèce qui s'exprime localement surtout dans un contexte de pelouses marnicoles. Ce Lotier est accompagné d'espèces rudérales comme la Vulpie faux-brome (*Vulpia bromoides*) ou le Millepertuis perforé (*Hypericum perforatum*).

PL.23 : Principaux habitats présents dans le périmètre du projet

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE



SARL TRSO

PL24 **Habitats**

Carrière de Lalé-Monchans et Loubieng

Habitats

- Lac (CB 22.1) x Herbier pionnier des eaux calmes à Characée (CB 22.44, EUR 3140)
- Dépression à Menthe aquatique et Souchet robuste (cf. CB 53)
- Friche hygrophile à Elaïs d'Espagne (CB 87.2)
- Friche des sols frais à Cardère et Mélilot blanc (CB 87.2)
- Communauté pionnière rudéralisée à Lotier à feuilles ténues (CB 34.324 x 87.2)
- Friche prairiale à Paspale dilaté (CB 87.2 x 38)
- Fourré de Saules et de Peupliers cultivars (CB 31.8)
- Fourré rudéral à Buddleja de david (CB 31.8 x 87)
- Fourré des sols perturbés à Ronces et Clématite vigne-blanche (CB 31.83)
- Chênaie-châtaigneraie acidiphile (CB 41.56)
- Formations arborées dominées par le Robinier faux acacia (CB 83.324)
- Paroi rocheuse (CB 62)
- Routes, chemins (CB 8) / Communauté pionnière rudéralisée à Lotier à feuilles ténues (CB 34.324 x 87.2)
- Routes, chemins (CB 8) / Fourré de Peupliers cultivars (CB 31.8)
- Dépôts de matériaux inertes (CB 8) et fourré de peupliers cultivars (CB 8.4 CB 87x31.8)
- Surface minérale sans végétation (CB 8)
- Routes, chemins (CB 8)
- Fossé à Ronces à feuilles de patience (CB 89.22 x 22.33)

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Conclusions / les enjeux écologiques du site sont les suivants :

- Une zone humide temporaire de 38m², située au Sud du projet, en bordure de la piste interne de desserte. Elle est constituée par Menthe à feuilles rondes et Souchet robuste.
- Un herbier pionnier des eaux fermées à Characées, en fond de fosse (130m²). C'est un habitat naturel à fort enjeu et d'intérêt communautaire.
- Présence de flore patrimoniale : Trèfle écailleux, espèce déterminante Z.N.E.F.F. d'enjeu écologique moyen (45 pieds au Sud du périmètre, en bordure de la piste interne de desserte).
- Présence d'espèces protégées :
  - Insectes : Grand capricorne dans trois chênes en bordure de la piste interne et possible présence de l'Azuré du serpolet ;
  - Amphibiens : 2 espèces présentes dans le plan d'eau en fond de fosse, en période de reproduction ; - Reptiles : 2 espèces présentes à enjeu faible ;
  - Avifaune : 38 espèces dont 7 en reproduction sur ou à proximité immédiate du site, pas d'espèce hivernante possibles, possible reproduction du petit Gravelot sur les espaces minéralisés du site ;
  - Mammifères : 2 espèces protégées à enjeu moyen, dont 1 aquatique (ancien bassin de décantation) ;
  - Chiroptères : possible présence pour la chasse près des points d'eau (ancien bac décantation, fond de fosse).
  - Présence d'espèces végétales envahissantes.

3.2.4. Synthèse des enjeux écologiques du site

Les investigations ont mis en évidence des habitats, en bonne partie minéraux ou rudéraux, possédant un enjeu écologique global variant de faible à fort.

Hormis l'herbier à characées situé en fond de fouille, les habitats de fort enjeu (Chênaie-châtaigneraie acidiphile et Chênes adultes) ont fait l'objet d'un évitement.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Tableau : Synthèse des enjeux écologiques globaux dans l'aire d'étude immédiate

Habitat d'espèce	Superficie/Nombre	Niveau d'enjeu écologique intrinsèque	Taxons concernés	Niveau d'enjeu écologique global
Zone en eau	1 000 m²	Faible	Amphibiens (reproduction)	Moyen
Herbier pionnier des eaux fermées à characées	130 m²	Fort	Characées, amphibiens (reproduction)	Fort
Dépression à Menthe aquatique et Souchet robuste	130 m²	Moyen	Amphibiens (reproduction)	Moyen
Communauté à Souchet robuste	60 m²	Faible		Moyen
Fossé à Renouées à feuilles de patience	30 m² (30 ml)	Faible		Moyen
Paroi rocheuse	3 080 m²	Faible	Rougequeue noir (reproduction)	Faible
Surface minérale sans végétation	9 670 m²	Faible	Reptiles (thermorégulation et chasse), Alyte accoucheur (phase terrestre), Petit Gravelot (potentiel)	Moyen
Friche hygrophile à Galéga officinal	4 150 m²	Faible	Reptiles (thermorégulation et chasse), oiseaux (alimentation)	Faible
Friche des sols frais à Cardère et Mélilot blanc	11 320 m²	Faible		
Communauté pionnière rudéralisée à Lotier à feuilles tenues	3 030 m²	Faible		

Habitat d'espèce	Superficie/Nombre	Niveau d'enjeu écologique intrinsèque	Taxons concernés	Niveau d'enjeu écologique global
Friche prairiale à Paspale dilaté	940 m²	Faible		
Fourrés des sols perturbés à Ronce et Clématite vigne-blanche	3 750 m²	Faible	Amphibiens (phase terrestre), reptiles (repos, reproduction, hivernage), Oiseaux des fourrés, Hérisson (reproduction, hivernage et repos)	Faible
Fourrés rudéraux à Buddléia de David	360 m²	Faible		Faible
Recrû de Peupliers cultivars	1 100 m²	Faible		Faible
Formation arborée dominée par le Robinier faux acacia	940 m²	Faible		
Fourrés de Saules et de Peupliers cultivars	15 690 m²	Faible		
Chênaie-châtaigneraie acidiphile	2 500 m²	Faible	Amphibiens (phase terrestre), reptiles (repos, reproduction, hivernage), Oiseaux forestiers, chiroptères (gîtes), Hérisson (reproduction, hivernage et repos), Ecureuil et Genette (potentiels)	Fort
Chênes adultes	3	Moyen	Grand Capricorne, chiroptères (gîtes)	Fort

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Carte des enjeux écologiques globaux



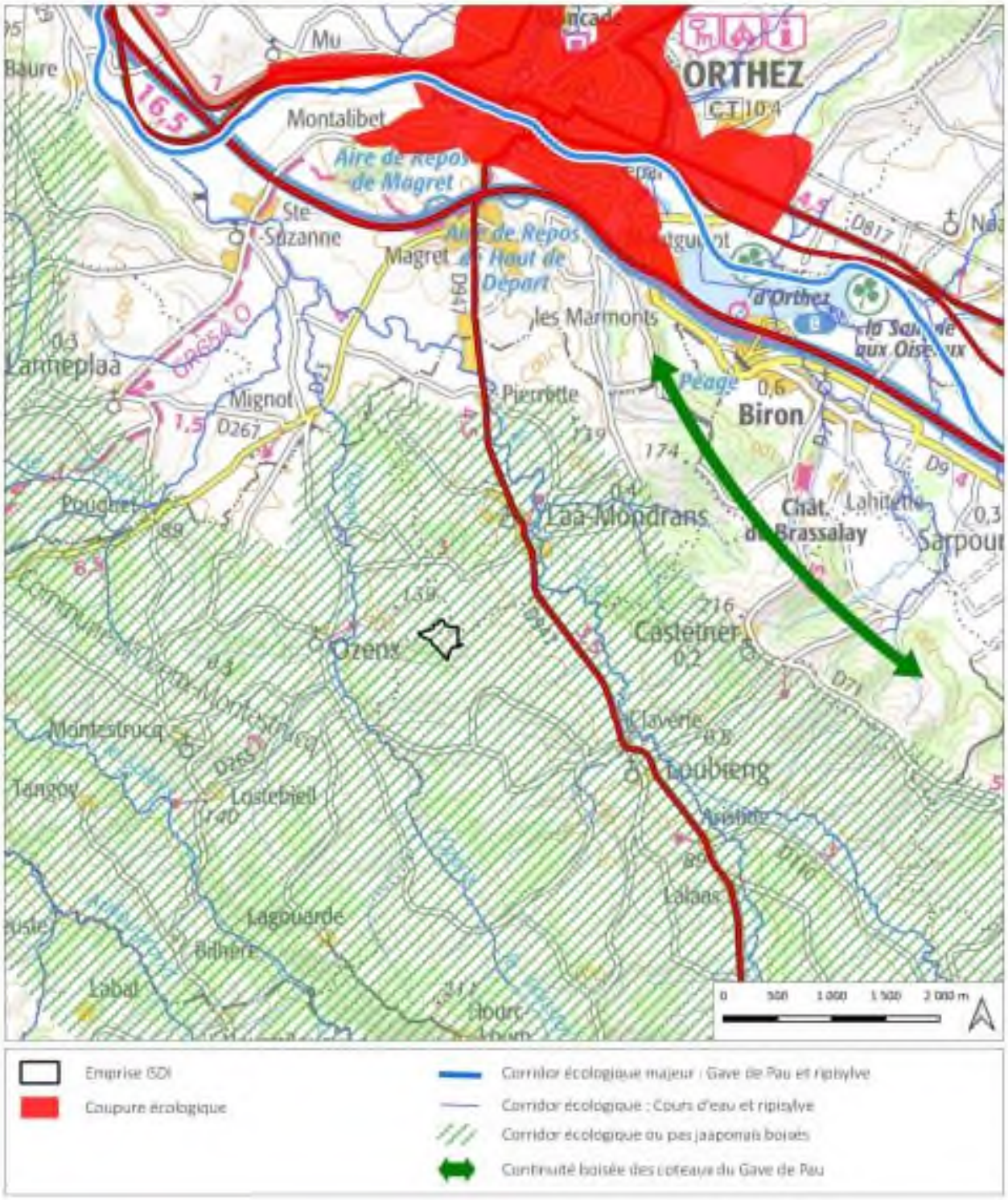
3.2.5. Fonctionnalités à l'échelle communale

La carrière s'insère dans un environnement rural où les terres agricoles (cultures et prairies) alternent avec des bosquets, voire des boisements. Le projet ne recoupe pas de réservoir biologique, ni de corridor écologique pris en compte par le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) et l'état des lieux des continuités écologiques en Aquitaine du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE).
On relèvera la relative proximité de deux affluents du Gave de Pau, l'Ozenx (0,7 km à l'Ouest) et Le Laà (0,8 km à l'Est) ; ils constituent des corridors écologiques et appartiennent au réseau Natura 2000 site FR7200781 « Gave de Pau » - nous avons traité la problématique Natura précédemment.
Le secteur autour du projet, comme d'ailleurs une partie importante du territoire de la Communauté de Communes Lacq-Orthez, se caractérise par la présence ponctuelle et diffuse de boisements qui piquètent le territoire et forme un corridor boisé diffus en pas japonais (les premières cartes du milieu naturel du diagnostic du PLUi DE LA CC Lacq-Orthez) le montrent. Au Nord-Est, les boisements des coteaux surplombant la vallée du gave constituent une continuité boisée.

La réalisation du projet n'aura aucun impact négatif sur les fonctionnalités du secteur et localement, communales. Au contraire, la remise en état du site se terminant par la plantation de boisements et de haies, se substituant à des milieux en grande partie artificiels, minéraux et rudéraux, et participant au corridor boisé diffus, aura une incidence positive.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Carte des fonctionnalités écologiques du secteur



3.2.6. Paysages et visibilités

Le périmètre du projet se développe sur la crête du coteau séparant les vallées du Laà et de l'Ozenx. On y accède depuis la route D.947 qui relie les villages de Laà-Mondrans et Loubieng dans la vallée du Laà.

A hauteur de la ferme LAROUQUETTE, la route privée d'accès monte sur le coteau. Elle chemine à

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

travers des cultures céréalières irriguées et est parfaitement intégrée dans le paysage par ses dimensions et son tracé. En ligne de crête, un portail ouvre sur une piste interne en boucle, qui tangente un champ cultivé, puis le bois d'Arricau et descend doucement vers la fosse d'extraction de l'ancienne carrière.

Lorsqu'il pleut, la fosse est occupée par un plan d'eau. Le site est artificialisé, sauf les anciennes banquettes et les fronts de taille, en voie de colonisation forestière.

Visibilité du site depuis :

- Le quartier DUME-LABARAQUETTE-CAMORS à Ozenx-Montestrucq : aucune, du fait du creux topographique de l'ancienne fosse d'extraction
- Les quartiers CAP DE COSTE-ANDRIEU-ANDRIBET à Laà-Mondrans : aucune, du fait de la présence d'un écran arboré linéaire planté en limite de périmètre du site
- La ferme LARRIEU à Loubieng : aucune du fait du creux topographique de l'ancienne fosse d'extraction. La piste interne depuis le portail de l'entrée n'est pas visible, toutefois, les véhicules qui y circuleront seront vus, puisqu'en limite avec le champ limitrophe, il n'y a que la clôture grillagée
- La RD.947 et la ferme LAROUQUETTE à Loubieng : depuis l'étage de cette habitation, la route d'accès au site est visible, mais elle est parfaitement intégrée dans le paysage de par son tracé et ses dimensions. Le merlon enherbé en place, protège des vues et du bruit de la circulation des camions

<u>Conclusion / Incidences sur le paysage / Mesures :</u>

La fosse dans laquelle seront définitivement entreposées les terres et cailloux (déchets inertes), restera invisible depuis les abords du site, du fait de son état en creux situé sur le point le plus haut, d'une ligne de crête. De même, s'agissant de la plate-forme de triage, positionnée en partie basse du périmètre.

En fin d'exploitation de l'I.S.D.I., la fosse sera comblée et le relief d'origine sera restitué. Une forêt sera plantée, identique à celle qui fut autrefois défrichée pour les besoins de la carrière Arricau.

L'impact du projet sur le paysage, sera positif, direct et permanent. Les mesures de préservation du paysage sont les suivantes :

- Maintien du merlon boisé présent en limite Nord du site et de la haie de tuyas avec le chemin rural de Garia
- Maintien du merlon enherbé le long de la propriété de la maison LAROUQUETTE, à hauteur de l'accès à la route privée du site
- Maintien de la lisière boisée du bois d'Arricau, limitrophe du site
- Maintien des arbres et des bosquets du site, périphériques à la fosse
- La remise en état de la fosse, consistera, une fois refermée, à restituer au mieux la topographie
- initiale du coteau, en se raccordant topographiquement à l'encaissant naturel, puis à reconstituer le sol et à le revégétaliser (boisement)
- Maintenir une bonne tenue du site

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

3.2.7. Sites inscrits et sites classés

Il n'y a pas de site classé ou inscrit aux proches abords de l'I.S.D.I. projetée. Dans un rayon de 15km, les sites classés et inscrits sont les suivants :

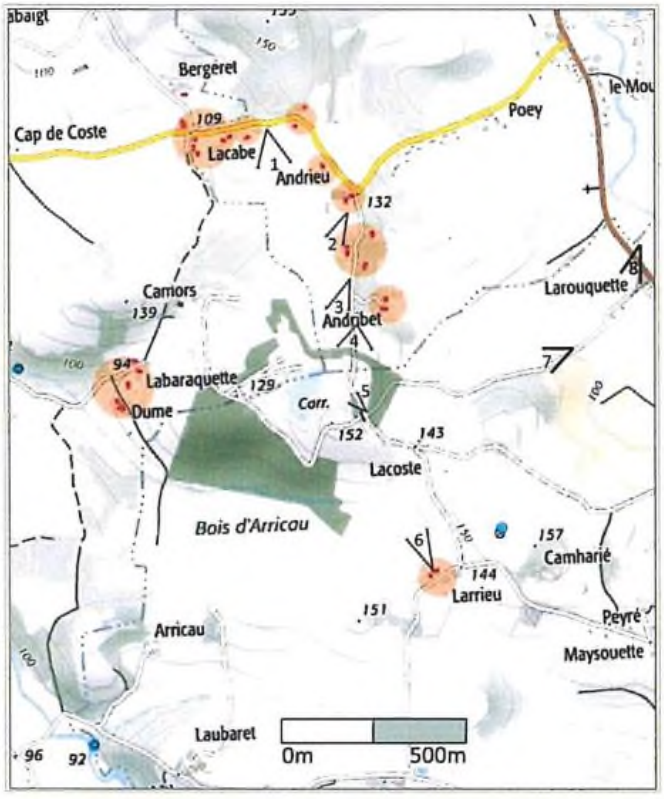
Sites inscrits :

- Orthez : bords du Gave, Maison Francis James et abords, Tour de la rue de la Pastourette et abords, Tour Moncade et abords à moins de 5km au Nord
- Salies-de-Béarn : Bords du Saleys, Rue du pont Mayou, Maisons de la rue des puits salants, Maison Chibas, Maison Lafont-Coustable et son parc, Vieille ville à 11.5km à l'Ouest
- Navarrenx : remparts (intérieurs et extérieurs) à 10.2km au Sud
- Castetnau-Camblong : remparts (intérieurs et extérieurs) à 13.5km au Sud
- Arthez-de-Béarn : Site de Canarde à 13.5km à l'ENE
- Susmiou : remparts (intérieurs et extérieurs) à 14km au Sud

Sites classés :

- Sauveterre-de-Béarn : ensemble urbain (abords de l'église, partie de ville, …), Ensemble urbain à 13.5km au SSO

Conclusion / Incidences / Mesures : aucun site inscrit ou classé ne concerne l'I.S.D.I. projetée ou ses abords proches ou plus éloignés. En l'absence, aucun effet possible, pas de mesure particulière.



PL.4 : Plan de position des riverains proches à éloignés du site, des écrans visuels boisés et des prises de vues paysagères

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE



1.Vue paysagère lointaine du site depuis la VC Andrieu-Lacabé



2. Vue paysagère du site depuis le chemin Garia





3.-4. Vues paysagères proches du site depuis le chemin GARIA



5. Merlon boisé du chemin GARIA, près de l'entrée du site

PL.5 : Vues paysagères du site de l'I.S.D.I. projetée

Remarque : les numéros correspondent aux prises de vues paysagères indiquées sur le plan de position de la page précédente.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE



6. Vue de la piste interne Sud du site, depuis la ferme Larrieu



7. Vue paysagère de la route privée d'accès



8. Merlon enherbé de la ferme LAROUQUETTE

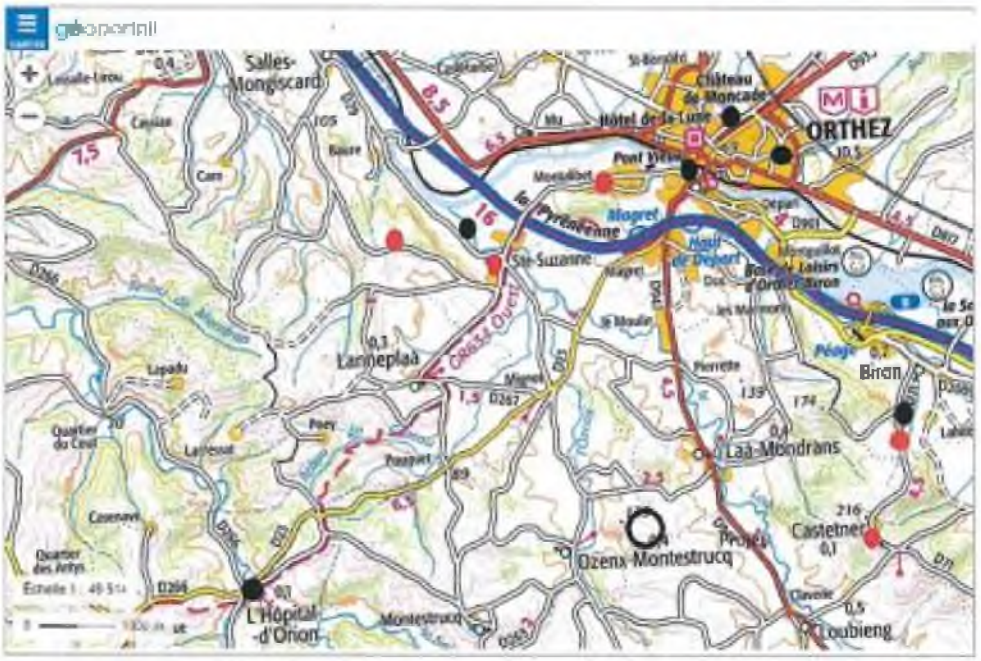
PL.6 : Vues paysagères du site de l'I.S.D.I. projetée et de son accès
Cf. Position des prises de vue sur le plan de position

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

PL. 14 : Carte de situation des monuments historiques, sites inscrits et classés et zones de prévention archéologique dans un rayon de 5km autour de l'I.S.D.I. projetée

Légende

- *Monuments historiques et sites inscrits*
- *Zone de prévention archéologique*



Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

4. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PLU ET INCIDENCES NATURA 2000 – MESURES DE PRESERVATION ET DE MISE EN VALEUR

4.1. RAPPEL DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT SIGNALEES DANS LE RAPPORT DE PRESENTATION DU PLU EN VIGUEUR

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Biodiversité et habitats naturels	- Incidence faible du zonage : les zones urbaines se situent à l'intérieur ou en continuité du village ; elles préservent les habitats naturels - Incidences liées à une augmentation de la fréquentation des espaces naturels : aucune	- Classement en zones naturelles à vocation de continuités écologiques « Nco » des cours d'eau et de leurs berges - Classement en zones naturelles « N » des principaux espaces boisés
Continuités écologiques liées aux cours d'eau (trame bleue)	Incidence potentiellement faible en raison de la protection des rives des cours d'eau (site Natura 2000)	Classement en zones naturelles à vocation de continuités écologiques « Nco » des cours d'eau et de leurs berges
Continuités écologiques terrestres (trame verte)	Incidence très limitée en raison : - De la prise en compte des bois et bosquets dans la définition du zonage - Des formes urbaines existantes et attendues qui s'accompagnent d'une végétalisation importante des parcelles privées	- Classement en zone naturelle « N » des principaux bois et bosquets - Préservation de la continuité des espaces agricoles, notamment sur les coteaux
Eaux de surface	- Incidence faible en ce qui concerne l'assainissement des eaux usées : les constructions doivent être dotées de dispositifs d'assainissement non collectif conformes à la règlementation - Incidence faible en ce qui concerne le rejet des eaux pluviales de toiture compte tenu du nombre limité de constructions prévus. - Incidence favorable en ce qui concerne la gestion des eaux pluviales avec la mise en place de règles favorisant l'infiltration	- Les aménagements projetés doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales vers les dispositifs d'infiltration ou vers le réseau collecteur - Les dispositifs de récupération et de stockage des eaux à la parcelle sont encouragés.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Eaux souterraines	Incidence négligeable (sauf cas de pollution accidentelle) si les dispositifs de collecte (et de traitement si nécessaire) des eaux de pluie et de ruissellement sont correctement réalisés.	Le règlement du P.L.U. encourage les dispositifs de récupération des eaux pluviales. Le P.L.U. est ainsi compatible avec les orientations du SDAGE.
Insertion paysagère des nouveaux quartiers	Incidence faible : les secteurs destinés à être construits se situent dans des secteurs déjà urbanisés ou dans la continuité des zones urbaines.	Le règlement limite la hauteur des bâtiments, inscrit des règles relatives à leur aspect extérieur, et des règles relatives aux clôtures
Qualité de vie : espaces verts, accès aux espaces naturels	Sans incidence pour l'accès aux espaces naturels	
Identité paysagère des espaces agricoles et naturels	Incidence notable visant à renforcer cette identité	Mise en œuvre d'un zonage adapté : les espaces agricoles sont clairement identifiés et différenciés des espaces naturels.
Eléments de paysage	Incidence nulle, les éléments de paysage que sont les haies et boisements étant protégés par leur classement en zone naturelle	
Patrimoine bâti	Incidence notable	Identification de plusieurs éléments du petit patrimoine qui jouent un rôle important dans l'identité communale au titre de l'article L151-19 : Tour Claverie, Château Lassalle, motte de Hou, ancienne fosse des scieurs de long
Captage d'eau potable	Incidence nulle : - Il n'existe pas de captage d'eau destinée à la consommation humaine sur la commune - Il n'y a pas de zones ouvertes à l'urbanisation dans les périmètres de protection des captages situés sur les communes voisines	
Alimentation en eau potable et défense incendie	Incidence faible à nulle : aucun travaux de renforcement ou d'extension du réseau d'eau potable ne sont à priori nécessaires	La capacité de production en eau potable permet de répondre à la demande générée par le P.L.U. Les projets doivent respecter les dispositions prévues par le règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie
Autres usages de l'eau (agriculture)	Incidence nulle dans la mesure où l'ouverture à l'urbanisation ne concerne pas de parcelles irriguées	

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Pollutions des sols	Incidence quasi nulle : les zones urbaines « U » ne sont pas destinées à accueillir des entreprises susceptibles de créer une pollution des sols ; en tout état de cause, les nouvelles constructions et installations devront répondre aux normes en vigueur La zone UY peut accueillir des installations classées, mais il n'est pas prévu d'extension par rapport à son emprise actuelle	
Carrières, hydrocarbures	Aucune incidence dans la mesure où le P.L.U. n'entraine pas d'évolution par rapport à la situation actuelle.	
Consommation énergétique	Incidence limitée et proportionnelle au nombre de constructions attendues et relatives essentiellement aux besoins en chauffage pour les logements.	Les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions permettent le renforcement des performances thermiques des bâtiments existants par la mise en place d'une isolation par l'extérieur, afin de réduire les consommations énergétiques.
Energies renouvelables	Incidence potentielle mais difficile à évaluer du P.L.U. qui favorise le développement des énergies renouvelables.	Les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions permettent les installations de production d'énergies renouvelables et les constructions remplissant des critères de performance énergétique.
Emissions de gaz à effet de serre (G.E.S.)	Incidence proportionnelle au nombre de constructions attendues et relative essentiellement aux déplacements domicile – travail – services dans la mesure où l'automobile est le moyen de déplacement le plus utilisé aujourd'hui	
Collecte et traitement des déchets ménagers	Incidence relative au nombre de points de collecte et aux volumes collectés ; les secteurs ouverts à l'urbanisation ne rendent pas nécessaire un allongement des tournées	Le développement de l'urbanisation en continuité des secteurs déjà construits permet de limiter l'allongement des circuits de collecte.
Inondation	Incidence négligeable : aucune zone ouverte à l'urbanisation ne se situe dans un secteur où des risques d'inondation sont identifiés.	Le P.L.U. ne prévoit pas d'extension de l'urbanisation dans les secteurs concernés.
Séisme	Incidence limitée mais non nulle, proportionnelle au nombre de logements prévus dans la mesure où toute la commune se situe en zone de sismicité modérée	Le règlement du P.L.U. rappelle la règlementation qui s'applique en la matière.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Remontée de nappe	Incidence négligeable : aucune zone ouverte à l'urbanisation ne se situe dans un secteur où des risques de remontée de nappe sont identifiés.	Le P.L.U. ne prévoit pas d'extension de l'urbanisation dans les secteurs concernés.
Retrait gonflement des sols argileux	Incidence potentielle, notamment à dans les coteaux au sud de la commune	Le règlement du P.L.U. recommande d'appliquer les dispositions constructives préventives mentionnées dans la plaquette élaborée par les services de l'Etat.
RD947 et RD110	Incidence faible dans la mesure où le P.L.U. ne prévoit pas d'évolution par rapport à la situation actuelle Ces voies ne sont pas classées comme routes à grande circulation.	Le P.L.U. ne prévoit pas d'extension de l'urbanisation à proximité de ces voies
Autres RD et voies communales de desserte locale	Incidence possible dans la mesure où les habitants des zones ouvertes à l'urbanisation seront amenés à utiliser le réseau routier local	Les accès sont règlementés pour intégrer les risques : des aménagements peuvent être exigés
RD947 et RD110	Incidence possible	Le P.L.U. ne prévoit pas de disposition spécifique (zonage, règle) relative à la protection du milieu naturel en cas de pollution accidentelle, au-delà de la règlementation pouvant exister par ailleurs.
Risques liés aux autres voies	Incidence faible compte tenu du trafic	Le règlement du P.L.U. ne prévoit pas de disposition particulière
Emissions de polluants atmosphériques	Incidence proportionnelle au nombre de logements prévus.	Le règlement du P.L.U. ne prévoit pas de disposition particulière
Bruit	Incidence négligeable en raison du faible nombre de logements prévus à proximité de la RD947 et de la RD110	Le règlement du P.L.U. ne prévoit pas de disposition particulière

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

4.2. RAPPEL DES INCIDENCES DU PLU SUR LE SITE NATURA 2000 « GAVE DE PAU » (EXTRAIT DU RAPPORT DE PRESENTATION)

Les enjeux environnementaux identifiés sont liés à la gestion des eaux pluviales et des eaux usées susceptible d'impacter la qualité des différents cours d'eau.
L'analyse du zonage, du règlement et de l'évaluation environnementale du P.L.U. présentée précédemment permet de synthétiser les incidences attendues sur le site Natura 2000.

Urbanisation **Incidence négligeable**

Les abords des affluents du Gave de Pau classés à l'intérieur du site Natura 2000 ne sont pas impactés par le P.L.U. dans la mesure où le nombre de constructions prévues à proximité y est très limité (environ 2 au quartier « Route d'Ozenx »).
Pour le reste, le site Natura 2000 est couvert par des zones agricoles ou naturelles.
Pour rappel, à l'intérieur des sites NATURA 2000, les projets qui sont susceptibles d'affecter de façon notable les habitats ou espèces d'intérêt communautaire présents doivent faire l'objet d'une « évaluation des incidences ».
Le P.L.U. en lui-même ne conduit donc pas à une aggravation des incidences potentielles par rapport à la situation actuelle.

Fréquentation par le public **Incidence neutre**

Aujourd'hui, la plupart des berges des cours d'eau du réseau hydrographique du gave de Pau sont privées et ne font pas l'objet d'aménagements en vue d'activités de loisirs ou pour la fréquentation du public.
Le P.L.U. ne permet pas d'évolution significative par rapport à la situation actuelle.

Biodiversité et éléments paysagers **Incidence faible**

Il n'est pas prévu d'aménagement spécifique pouvant avoir un impact sur les habitats naturels du site Natura 2000.
Pour les parties situées en zones urbaines, naturelles ou agricoles, les projets qui sont susceptibles d'affecter de façon notable les habitats ou espèces d'intérêt communautaire présents doivent faire l'objet d'une « évaluation des incidences ».

Risques de pollution des eaux superficielles : assainissement des eaux usées **Incidence faible**

L'ensemble des constructions relève de l'assainissement non collectif, et doit être équipé de dispositifs individuels de traitement des eaux usées.
On peut estimer que les incidences sont faibles, sauf en cas de dysfonctionnement d'un dispositif relié à des installations particulières.

Risques de pollution des eaux superficielles : eaux pluviales **Incidence limitée**

Le P.L.U. prévoit de limiter les phénomènes de ruissellement et de réduire les flux vers le réseau hydraulique superficiel :

- En donnant la priorité à l'infiltration des eaux pluviales à l'échelle de la parcelle ;
- En recommandant l'installation de dispositifs de rétention des eaux pluviales avant leur rejet dans le milieu hydrographique superficiel ;
- En encourageant la mise en place de dispositifs de récupération des eaux de pluie destinés à l'approvisionnement en eau pour des usages domestiques ne nécessitant pas d'eau potable.

Compte tenu du nombre de constructions attendues, l'incidence reste limitée.

Pollutions d'origine agricole **Incidence neutre**

Les cours d'eau situé dans le site « Natura 2000 » sont bordés très majoritairement par des espaces agricoles

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

ou naturels. Le Laà et l'Ozenx affichent un bon état écologique et pas de pressions agricoles ; le Saleys présente un état écologique moyen et il est soumis à une pression agricole significative vis-à-vis des pesticides.
Compte tenu des mesures règlementaires existantes (mise en place de bandes enherbées le long des cours d'eau), la qualité des eaux de surface ne devrait donc pas être affectée par le P.L.U., sauf accident.
Au regard des dispositions prises dans l'ensemble du Plan Local d'Urbanisme de Loubieng, il n'apparaît pas que sa mise en œuvre soit susceptible d'affecter de façon notable le site Natura 2000 « Gave de Pau ».

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

4.3. INCIDENCES DE LA REVISION ALLEGEE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

4.3.1. Méthodologie de l'évaluation environnementale de la révision allégée

L'évaluation environnementale de la révision allégée du P.L.U. de Loubieng s'appuie sur l'étude « Pré-projet pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes – notice d'incidences », réalisée entre 2021 et 2023 et annexée au présent rapport. Dans le cadre de cette étude d'incidences, des inventaires naturalistes ont été réalisés.

A noter que la DDEP a été réalisé sur la base d'inventaires naturalistes réalisés par le bureau d'étude BIOTOPE le 9 juillet 2021 (été) et les 9 février (hiver), 2 juin (printemps) et 13 octobre 2022, couvrant ainsi les quatre saisons. Une visite d'actualisation a été effectuée par G. GARBAYE le 18 juillet 2023.

4.3.2. Modération de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers

Etat des lieux :
Le P.L.U. de Loubieng est récent puisqu'il a été approuvé en 2020.
L'axe 2 du PADD (répondre aux besoins de la population) indique favoriser le développement des activités présentes sur la commune Ainsi, le P.L.U. permet le développement du tissu économique à condition de ne pas engendrer de nuisances pour le voisinage, l'installation des activités non compatibles avec l'habitat devant être favorisé dans les zones artisanales existantes ou à venir du territoire de la communauté de communes. Le PLU se doit de prendre en compte les spécificités des activités atypiques qui existent à Loubieng.
Le présent projet rentre bien dans le cadre des activités dites « atypiques » sur le territoire. Les parcelles concernées par le projet concernent d'anciennes carrières sur une surface totale de 3.57 ha. Le projet d'ISDI correspond aux limites exactes de l'ancienne carrière (pas d'extension).
A noter que sur la période 2011-2021, l'observatoire de l'artificialisation des sols indique que 10 ha ont été artificialisés à Loubieng dont 92.66 % pour de l'habitat, 1.59% pour des activités et 5.75% pour d'autres destinations.

Effets de la révision allégée :
L'évolution du règlement graphique (zonage) conduit à une évolution de la répartition des surfaces à l'intérieur des zones naturelles (N) et de la zone UYa destinée à l'activité de l'ISDI.

Bilan des surfaces dans le règlement graphique :

Zones du PLU	Surface **avant** révision allégée (ha)	Surface **après** révision allégée (ha)	Différentiel
A	1672,74	1672,74	0,00
As1	0,54	0,54	0,00
As2	1,04	1,04	0,00
As3	0,10	0,10	0,00
N	603,21	599,64	-3,57
Nco	32,33	32,33	0,00
Nh	2,40	2,40	0,00
U	34,45	34,45	0,00
UY	6,42	6,42	0,00
Uya	0,00	3,57	3,57

4.3.3. Incidences de la révision allégée sur l'environnement

L'évolution par rapport à la situation avant révision concerne seulement une partie des parcelles AB1, AB140 et AB165, pour une surface totale de 3.57 ha. Les parties de parcelles concernées ne sont aujourd'hui pas

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

utilisées par l'agriculture et correspondent à une ancienne carrière de calcaire.
La révision allégée du P.L.U. officialise cet usage non agricole et classe les parties de parcelles en zone UYa, zone dédiée aux activités de type ISDI.

Extrait de l'étude « avant-projet » : Tableau synthétique relatif aux impacts résiduels du projet

Thème	Sensibilité	Mesures	Suivi	Impact résiduel
Paysage	Pas de sensibilité particulière, en l'absence de site classé ou inscrit à proximité et des mesures déjà en place.	1. La fosse est complètement invisible. 2. Maintien des écrans visuels (rideau d'arbres).		POSITIF
Qualité de l'air	Riverains exposés : - ANDRIBET à Laà-Mondrans, - LAROUQUETTE à Loubieng.	1. Route d'accès et 1er tronçon de la piste interne goudronnés. 2. Remise en service du réseau de brumisation de la voierie interne pour rabattre les poussières. 3. Maintien des écrans boisés autour du site et sous les vents dominants d'Ouest. 4. Interdiction de brûlage à l'air libre. 5. Vitesse limitée à 20 km/h (évite les envols de poussières). 6. Véhicules aux normes réglementaires de construction. 7. Entretien régulier de l'accès et de la piste interne. 8. Interdiction de dépôt de déchet autre que 17 05 04. 9. Humidification des déchets déposés dans l'aire de triage et/ou dans la fosse, en période sèche et/ou ventée.	Surveillance biannuelle par jauge OWEN Le seuil des retombées atmosphériques totales ne devra pas dépasser 200mg/m²/jour.	TRES FAIBLE
Bruits	Riverains exposés : - LAROUQUETTE à Loubieng, - 2 riverains du quartier ANDRIBET à Laà-Mondrans ; - 4-5 riverains du quartier DUME-LABARAQUETTE à Ozenx-Montestrucq.	1. Maintien des écrans acoustiques. 2. Respect des horaires d'ouverture. 3. Conformité des engins en matière sonore. 4. Limitation de la vitesse à 20 km/h sur le site. 5. Entretien régulier et bonne maintenance de la voirie d'accès et de la piste interne.	Mesures acoustiques Tous les 3 ans	TRES FAIBLE
Vibrations mécaniques	Riverains exposés : aucun.	Pas de mesure.	Pas de mesure.	NUL
Trafic routier	Le trafic induit de l'I.S.D.I. : 9 camions ou 18 passages quotidiens. Riverains exposés : - LAROUQUETTE à Loubieng, - Villages traversés par la D.947.	1. Sur site, vitesse limitée à 20km/h. 2. Respect du Code de la Route dont l'arrêt obligatoire avant de s'engager sur la D.947. 3. Maintien en bon état de la route privée d'accès et de la piste interne. 4. Informations des usagers de la RD.947 par des panneaux (Attention sortie de camions)	Registre des incidents et accidents de la circulation sur le site.	FAIBLE
Déchets générés par l'activité de l'I.S.D.I.	Déchets ménagers du personnel et déchets banals. Riverains exposés : - Usagers du chemin GARIA. Faible risque de prolifération de parasite et/ou de pollution diffuse.	1. Limitation des quantités de déchets produits. 2. Collecte des déchets séparément selon leur catégorie, puis valorisation ou élimination vers des installations autorisées. 3. Les déchets banaux seront enlevés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères. 4. Interdiction de brûlage des déchets.	Traçabilité, via les bordereaux de collecte disponibles au bungalow.	TRES FAIBLE
Sol + Sous-sol + Eau souterraine + Eau superficielle	Très forte / Risque de pollution du sous-sol calcaire. Très forte / Risque de pollution, même si le projet n'est pas situé dans des périmètres de protection A.E.P. Très forte / Risque de pollution de l'Ozenx.	1. Information du public : panneau d'information à l'entrée la nature des déchets admis. 2. Contrôle visuel sur la plate-forme dédiée par 1 agent formé : les déchets indésirables sont rechargés et évacués selon la procédure en place. 3. Lutte pour éviter un dépôt illégal : fermeture totale du site en dehors des heures d'ouverture : barrière cadenassée à l'entrée de la route d'accès, portail cadenassé à l'entrée du site, clôture, panneautage d'interdiction sur la clôture.	Cf. page suivante	

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Sol + Sous-sol + Eau souterraine + Eau superficielle	Très forte / Risque de pollution du sous-sol calcaire. Très forte / Risque de pollution, même si le projet n'est pas situé dans des périmètres de protection A.E.P. Très forte / Risque de pollution de l'Ozenx.	4. Engins tenus en bon état, aucun entretien sur site. 5. Cuve hydrocarbures 1500l à double parois, sur aire étanche de même capacité, abritée de la pluie par un toit de tôle, à l'extérieur de la fosse. 6. Ravitaillement des engins en carburant, sur une couverture étanche pour recueillir les éventuelles égouttures. 7. 1 Kit anti-pollution par engin. 8. Installation d'un dispositif d'arrêt du rejet des bacs de décantation (éviter un transfert de pollution). 9. Débit de rejet des bacs : 3l/s/ha. 10. Mise à disposition permanente de boudins absorbants près des bassins de décantation. 11. Prélèvement d'eau du bac de décantation pour rabattre les poussières (200m³/an). 12. Raccordement au réseau A.E.P. pour les besoins en eau potable du personnel.	2 analyses physico-chimiques annuelles dans le piézomètre de la fosse. 2 analyses physico-chimiques de la source de la nappe aptienne près de l'Ozenx. 2 analyses physico-chimiques annuelles de chacun des bacs de décantation.	TRES FAIBLE
Biodiversité	Enjeux écologiques : - Zone humide de 38m² au Sud du projet ; - Herbier pionnier des eaux fermées à Characées en fond de fosse : habitat naturel à fort enjeu et d'intérêt communautaire ; - 45 pieds de Trèfles écailleux au Sud du projet (flore patrimoniale) ; - Espèces protégées : Grand Capricorne, possible présence de l'Azuré du serpolet, 6 espèces d'Amphibiens, 2 espèces de Reptiles, 38 espèces d'oiseaux, 2 espèces de Mammifères, possible présence de chiroptères ; - 18 espèces de flore invasive.	1. Conservation de la lisière boisée d'Arricau, des grands chênes occupés par le Grand Capricorne et les chiroptères présents tout le long de l'accès interne du site. 2. Conservation de la friche herbacée périphérique de la fosse, à Trèfle écailleux. Mise en place d'un balisage et d'une interdiction totale d'accès. 3. Conservation des dépressions humides périphériques de la fosse. 4. Création et aménagement écologique d'une mare d'eau, sur la plate-forme Nord du site. 5. Installation de gîtes à chiroptères en lisière forestière de la plate-forme Nord, où se trouvera la mare. 6. Gestion des espèces exotiques envahissantes. 7. Fin d'exploitation : replantation d'une chênaie-châtaigneraie.	Suivi faune et flore pendant 5 ans.	TRES FAIBLE NUL

Il apparaît que la mise en œuvre de la révision allégée du PLU de Loubieng n'est pas susceptible d'affecter de façon notable les sites Natura 2000 « Gave de Pau » et « Barrage d'Artix et les saligues du Gave de Pau ».

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

4.4. RAISONS DU CHOIX SITE

Le site du bois d'Arricau, a été retenu pour les raisons suivantes :

1. L'absence d'autres lieux d'implantation favorable : la recherche d'autres sites potentiels, susceptibles d'accueillir une I.S.D.I. a consisté à recenser les anciennes exploitations de matériaux présentes au Sud d'Orthez.

- La rive gauche du gave de Pau présente une dizaine d'anciennes gravières en eau (Biron, Sarpourenx, Maslacq, …). Mais, la mise en dépôt de déchets inertes dans la nappe alluviale du gave de Pau n'a pas été retenu par le porteur de projet (risque de pollution de la nappe alluviale).
- Sur le coteau limitrophe de la vallée, deux anciennes carrières sont présentes sur le territoire de la commune de Loubieng, lieux-dits bois d'Arricau et Lespourre, qui exploitaient des calcaires. Le site du bois d'Arricau est libre d'utilisation, celui de Lespourre accueille une I.S.D.I. déclarée au titre des I.C.P.E. et semble répondre aux besoins de l'entreprise de BTP qui l'a déclarée, à la vue du tonnage autorisé de 4850T annuelles.
- Il faut s'éloigner plus à l'Ouest et au Sud-Ouest pour trouver des sites d'extraction potentiels, mais il s'agit de carrières toujours en activité (Arbouet, Arrancou, Cassaber), autorisées à la réception de déchets inertes.

Sur la base de ces éléments : reconversion de sites industriels ou artisanaux, espace disponible, facteur environnementaux, éloignement des centres consommateurs, capacités de stockage, … le site du bois d'Arricau à Loubieng a été retenu par le porteur de projet.

2. Un accès simple au site par le réseau routier, permettant d'accueillir des déchets inertes de la Communauté de Communes de Lacq-Orthez. Le site complète le maillage des I.S.D.I. proches des centres consommateurs d'Orthez, Mourenx-Lacq, Salies-de-Béarn, voire Peyrehorade.

3. Un site disposant de la place suffisante pour y aménager les équipements nécessaires au fonctionnement de l'I.S.D.I. et une fosse d'une grande capacité de stockage (1.65M tonnes).

4. La mise en sécurité du site sa valorisation économique : dans ce contexte, T.R.S.O. souhaite refermer l'excavation avec des déchets inertes, limités aux terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse (code déchet 17 05 04), ce qui permet la sécurisation du site et sa valorisation économique.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

4.5. COMPATIBILITE DE LA REVISION ALLEGEE AVEC LES DOCUMENTS D'ORDRE SUPERIEUR

4.5.1. Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne 2022-2027

La révision allégée n'apporte pas d'évolution par rapport à la situation avant révision en ce qui concerne :

- L'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques (gestion des eaux pluviales, assainissement des eaux usées, etc.) ;
- La gestion des eaux souterraines, la préservation et la restauration des fonctionnalités des milieux aquatiques et humides ;
- La ressource en eau (en quantité et en qualité).

Le P.L.U. reste donc compatible avec le SDAGE.

4.5.2 Dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM)

La révision allégée n'apporte pas d'évolution par rapport à la situation avant révision en ce qui concerne le risque sismique et les risques d'inondation.

Le projet envisagé ne génère pas de risques technologiques ou de risques liés au transport de matières dangereuses supplémentaires : les installations de stockage des déchets inertes (ISDI) ne relèvent pas du statut SEVESO même s'il s'agit d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Le P.L.U. est compatible avec le DDRM.

4.5.3 Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Adour- Garonne 2022-2027

Le secteur qui fait l'objet de la révision allégée n'est pas concerné par les risques d'inondation. Il n'y a donc pas d'évolution par rapport au P.L.U. actuel au regard de cette thématique.

Le P.L.U. reste donc compatible avec le PGRI.

4.5.4 Programme local de l'habitat de la CCLO (PLH)

La révision allégée du P.L.U. n'apporte aucune évolution sur la thématique du logement par rapport au P.L.U. actuel qui était compatible avec le PLH en vigueur actuellement.

Le P.L.U. reste donc compatible avec le PLH. A noter que le PLH est actuellement en cours de révision.

4.5.5 Schéma départemental d'accueil et d'insertion des gens du voyage (SDAIGDV)

La révision allégée du P.L.U. n'apporte aucune évolution sur la thématique de l'accueil des gens du voyage par rapport au P.L.U. actuel qui était compatible avec le SDAIGDV.

Le P.L.U. reste donc compatible avec le SDAIGDV.

4.5.6 Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET)

La révision allégée porte sur la requalification d'une ancienne carrière de calcaire en installation de

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

stockage de déchets inertes (ISDI).

Le projet de révision allégée du P.L.U. traduit de façon particulière les règles suivantes du SRADDET :

- Objectif 57 : Adapter la capacité et la localisation des installations de traitements des déchets dans le respect du principe de proximité et des objectifs de prévention et de réduction ;
- Règle RG5 : Les territoires font des friches des espaces de réinvestissement privilégiés.

Il n'apporte pas d'évolution par rapport au P.L.U. actuel en ce qui concerne les autres règles du SRADDET.

A noter que le SRADDET est actuellement en cours de révision, conséquence de la promulgation de la loi Climat et résilience en août 2021.

4.5.7. Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets

L'I.S.D.I. projetée est située à 5km au Sud de la ville d'Orthez. Cette implantation répond au Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (adopté le 21.10.2019), qui préconise une implantation de proximité, pour limiter les transports de déchets inertes à moins de 30km.

D'autre part, le projet répond au besoin de stockage du département des Pyrénées Atlantiques. En effet, l'étude « Bilan des déchets du BTP » du Conseil Départemental 64, précise qu'en 2023, le besoin en stockage est estimé à 561 100T, pour une capacité de stockage en I.S.D.I. de 147 200T (≈ 26%), ce qui est largement déficitaire.

Autour d'Orthez, dans un rayon de 30km, il existe quatre I.S.D.I. dont les capacités d'accueil sont indiquées ci-après :

- Orthez : 30 000T/an
- Loubieng : 4 850T/an
- Salies-de-Béarn : 6 000T/an
- Peyrehorade : 13 000T / an

Soit une capacité totale de 53 850T/an. Le projet de T.R.S.O. permet de doubler cette capacité.



PL.15 : Plan de position des I.S.D.I. autour d'Orthez (64)

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

4.6. CONSTRUCTION D'INDICATEURS DE SUIVI DE LA CONSOMMATION D'ESPACE

La révision allégée du P.L.U. ne conduit pas à faire évoluer les indicateurs proposés dans le cadre du P.L.U. actuellement en vigueur.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Mairie de Loubieng

Communauté de communes LACQ ORTHEZ

COMMUNE DE LOUBIENG
(Pyrénées Atlantiques)

PLAN LOCAL D'URBANISME

REVISION ALLEGEE N°1

RNT
Résumé Non Technique

P.L.U. approuvé le 20/02/2020
Révision allégée n°1 approuvée le 23/09/2024

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

La collectivité a été accompagnée par le groupement : TADD / ASUP / Pyrénées Cartographie

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

1. PREAMBULE

La commune de Loubieng est dotée d'un P.L.U. approuvé le 20/02/2020. Depuis, le P.L.U. n'a pas fait l'objet de procédures de modification ou de révision.
La présente révision ne portant pas atteinte aux orientations définies par le PADD a pour objectifs de modifier le zonage afin de permettre la création d'une ISDI (Installations de Stockage de Déchets Inertes) sur le site d'une ancienne carrière de calcaire non référencée dans le schéma initial du PADD.
La décision de réaliser une révision « allégée » du Plan Local d'Urbanisme a été prise par délibération de la commune le 11 octobre 2022 et du conseil communautaire de la communauté de communes Lacq-Orthez en date du 12/12/2022 suite au transfert de compétence planification urbaine.

Le site concerné par la révision allégée (projet ISDI) est située dans l'ancienne carrière de calcaire «Arricau», à 5km au Sud de la ville d'Orthez, sur les territoires communaux de Laà-Mondrans, Loubieng et Ozenx-Montestrucq.

On y accède par la route D.947 qui relie Orthez à Navarrenx. Après avoir traversé le village de Laà-Mondrans en venant d'Orthez, tourner à droite sur la voirie privée située sur la commune de Loubieng et à hauteur de l'habitation LAROUQUETTE. L'entrée est à moins de 1km.

Extrait de l'avant-projet TRSO :



Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

2. EVOLUTIONS APPORTEES AU PLU PAR LA REVISION ALLEGEE :

Le projet de révision allégée ne remet pas en cause les axe du PADD.

Le rapport de présentation du P.L.U. initial n'est pas modifié. Il est complété par la présente notice.

Le règlement graphique du P.L.U. est modifié au nord de la commune (Lieu-dit « Bois d'Arricau ») ; la révision allégée concerne pour partie les parcelles cadastrales suivantes : section AB, n°1, 140 et 165. Actuellement classées en zone N, elles sont en partie reclassées en zone UYa.

Les surfaces évoluent de la manière suivante :

Zones du PLU	Surface **avant** révision allégée (ha)	Surface **après** révision allégée (ha)	Différentiel
A	1672,74	1672,74	0,00
As1	0,54	0,54	0,00
As2	1,04	1,04	0,00
As3	0,10	0,10	0,00
N	603,21	599,64	-3,57
Nco	32,33	32,33	0,00
Nh	2,40	2,40	0,00
U	34,45	34,45	0,00
UY	6,42	6,42	0,00
Uya	0,00	3,57	3,57

Le règlement écrit du PLU évolue afin de créer une zone UYa, dédiée à la création et au fonctionnement d'une ISDI. A noter que la zone UY existe déjà (dédiée aux activités artisanales et industrielles) mais celle-ci autorise d'une manière générale toutes les activités artisanales et industrielles.

Le règlement écrit de la nouvelle zone UYa est le suivant :

- Préambule : la sous-zone UYa est destinée à permettre la création et le fonctionnement d'une Installation de Stockage des Déchets Inertes (ISDI).
- Article UYa1 : Usage des sols et destinations des constructions

En zone UYa, seules sont autorisées les constructions et installations utiles et liées à la création et au fonctionnement d'une Installation de Stockage des Déchets Inertes (ISDI).

- Les autres articles restent inchangés (zone UY).

La pièce relative aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (O.A.P.) du P.L.U. initial n'est pas modifiée.

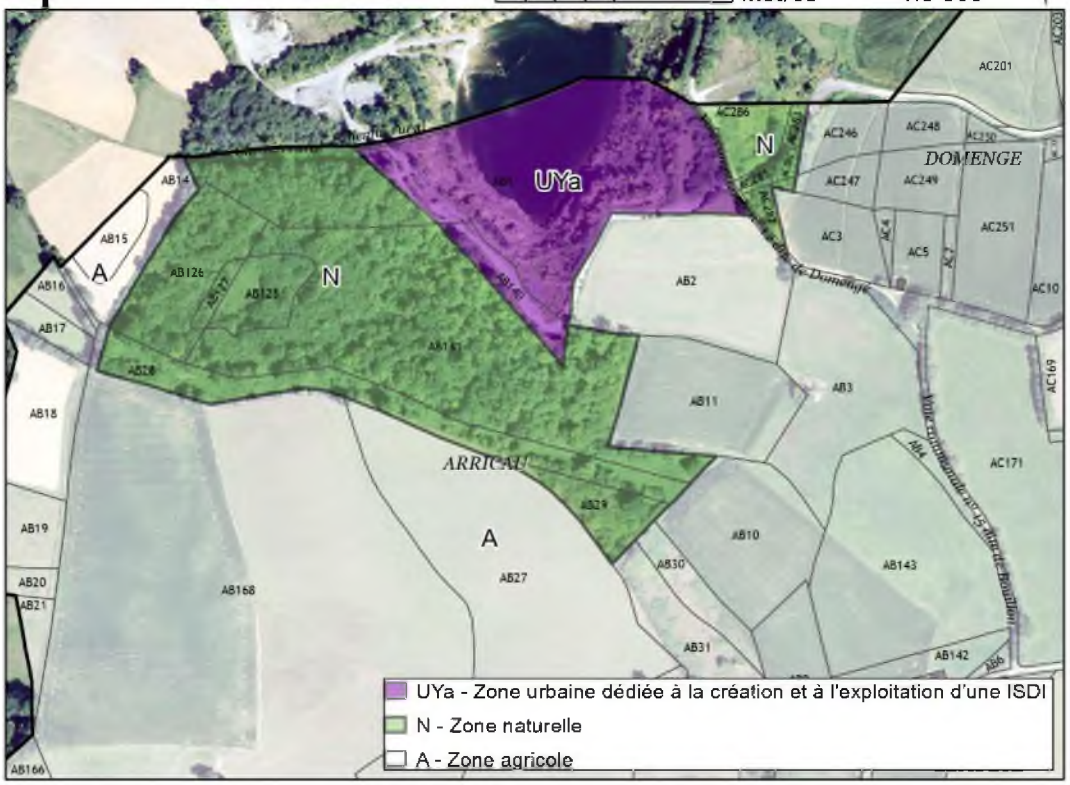
Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Avant la révision



Après la révision

0 50 100 200 Mètres 1:5 000



Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

3. ETAT INITIAL DU SITE CONCERNE PAR LA REVISION

Le projet reprend le périmètre de l'ancienne carrière de calcaire « Arricau », implantée sur la ligne de crête d'un coteau orienté N140°E, culminant à 151m d'altitude. De part et d'autre, les vallées du Laà et de l'Ozenx sont à l'altitude de 85m. Les limites du projet respectent la distance d'éloignement de 10m au moins, des habitations riveraines et du chemin de Garia limitrophe.

Le site projeté présente :

- Une route d'accès privée reliant la D.947 à l'altitude de 85m, au périmètre projeté dont le portail d'entrée est à la cote de 151m ;
- Un périmètre périphérique aménagé : clôture, portail, pistes internes, plates-formes, deux bacs de rétention-décantation, deux bacs de rétention étanche, … entre les cotes altimétriques 148m et 130m environ ;
- Et une fosse profonde de 51m, entièrement fermée, issue de l'extraction du gisement calcaire entre les cotes altimétriques 151m et 100m, déterminant 3 à 5 fronts de taille de 10m de haut chacun et des banquettes intermédiaires. Le carreau de la carrière a été remblayé sur une hauteur de 10m à 15m pendant l'exploitation de la carrière, avec des matériaux de la carrière (mise hors d'eau de l'installation, après de fortes pluies). Un secteur de 100m² à 150m² n'a pas été remblayé, pour conserver une tranche d'eau suffisante pour faire fonctionner la pompe, toujours présente.

Un certain nombre d'équipements et d'aménagements ont été conservés après la fin définitive d'exploitation de la carrière, qui seront revus si nécessaire et réutilisés par la nouvelle installation, à savoir :

- Une clôture et un portail cadenassé pour interdire toute pénétration de personnes étrangères ;
- Une barrière amovible cadenassée sur la route privée d'accès, près de la D.947 ;
- Une piste interne desservant un bungalow et un pont bascule. Elle se divise ensuite, soit pour descendre au fond de la fosse, soit pour accéder à une première, puis une deuxième plate-forme ;
- Un bac de décantation des eaux de ruissellement du premier tronçon pentu de la piste interne ;
- Un second bac de rétention-décantation pour les eaux pluviales du fond de la fosse ;
- Deux bacs de rétention étanche, dont un abrité par un toit de tôle ;
- Une aire bétonnée attenante ;
- Un réseau d'asperseurs d'eau pour rabattre les poussières sur la piste interne ;
- Des merlons de terre et/ou de blocs rocheux, pour interdire les chutes de hauteur ;
- Des écrans acoustiques (merlon de terre) en limites Nord et Est du périmètre, pour éviter la propagation des ondes sonores vers le quartier habité de Laà-Mondrans ;
- Un écran acoustique en limite de la route privée d'accès avec la maison LABARAQUETTE à Loubieng ;
- Des écrans visuels arborés aux limites Nord et Est du périmètre.

D'autre part, le site est équipé d'une ligne électrique de 20000 volts, de deux lignes téléphoniques et peut être branché au réseau d'adduction d'eau potable.

Extrait de l'étude « avant-projet » : Position des équipements de l'I.S.D.I. projetée sur la vue aérienne du site (TRSO)

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE



Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

SARL TRSO

PL24 **Habitats**

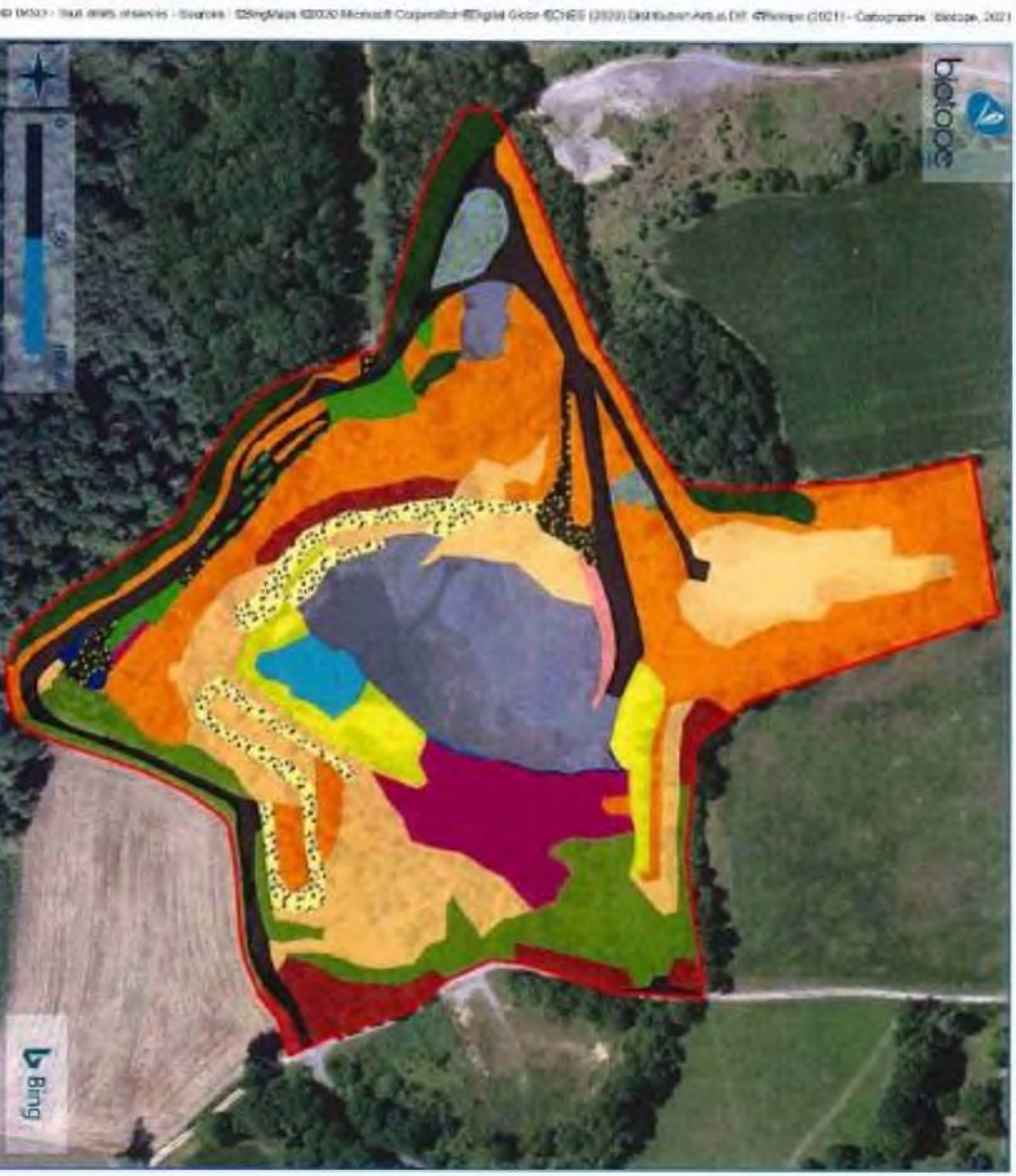
Carrière de Laà-Mondrans et Loubieng

Habitats

- Lac (CB 22.1) x Herbier pionnier des eaux fermées à Characée (CB 22.44, EUR 3140)
- Dépression à Menthe aquatique et Souchet robuste (cf. CB 53)
- Friche hygrophile à Lilas d'Espagne (CB 87.2)
- Friche des sols frais à Cardère et Mélilot blanc (CB 87.2)
- Communauté pionnière rudéralisée à Lotier à feuilles ténues (CB 34.324 x 87.2)
- Friche prairiale à Paspale dilaté (CB 87.2 x 38)
- Fourrés de Saules et de Peupliers cultivars (CB 31.8)
- Fourré rudéral à Buddleja de david (CB 31.8 x 87)
- Fourrés des sols perturbés à Ronces et Clématite vigne-blanche (CB 31.83)
- Chênaie-châtaigneraie acidiphile (CB 41.56)
- Formations arborées dominées par le Robinier faux acacia (CB 83.324)
- Paroi rocheuse (CB 62)
- Routes, chemins (CB 8) / Communauté pionnière rudéralisée à Lotier à feuilles ténues (CB 34.324 x 87.2)
- Routes, chemins (CB 8) / Recrû de Peupliers cultivars (CB 31.8)
- Dépots de matériaux inertes (CB 8) et recrû de peupliers cultivars (CB 8 & CB 87x31.8)
- Surface minérale sans végétation (CB 8)
- Routes, chemins (CB 8)
- Fossé à Renouée à feuilles de patience (CB 89.22 x 22.33)

Prédiagnostic écologique

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE



Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

4. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PLU ET INCIDENCES NATURA 2000 – MESURES DE PRESERVATION ET DE MISE EN VALEUR

L'évaluation environnementale de la révision allégée du P.L.U. de Loubieng s'appuie sur l'étude « Pré-projet pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes – notice d'incidences », réalisée entre 2021 et 2023 et annexée au présent rapport. Dans le cadre de cette étude d'incidences, des inventaires naturalistes ont été réalisés.

Etat des lieux :
Le P.L.U. de Loubieng est récent puisqu'il a été approuvé en 2020.
L'axe 2 du PADD (répondre aux besoins de la population) indique favoriser le développement des activités présentes sur la commune Ainsi, le P.L.U. permet le développement du tissu économique à condition de ne pas engendrer de nuisances pour le voisinage, l'installation des activités non compatibles avec l'habitat devant être favorisé dans les zones artisanales existantes ou à venir du territoire de la communauté de communes. Le PLU se doit de prendre en compte les spécificités des activités atypiques qui existent à Loubieng.
Le présent projet rentre bien dans le cadre des activités dites « atypiques » sur le territoire. Les parcelles concernées par le projet concernent d'anciennes carrières sur une surface totale de 3.57 ha. Le projet d'ISDI correspond aux limites exactes de l'ancienne carrière (pas d'extension).
A noter que sur la période 2011-2021, l'observatoire de l'artificialisation des sols indique que 10 ha ont été artificialisés à Loubieng dont 92.66 % pour de l'habitat, 1.59% pour des activités et 5.75% pour d'autres destinations.

Effets de la révision allégée :
L'évolution du règlement graphique (zonage) conduit à une évolution de la répartition des surfaces à l'intérieur des zones naturelles (N) et de la zone UYa destinée à l'activité de l'ISDI.

Bilan des surfaces dans le règlement graphique :

Zones du PLU	Surface **avant** révision allégée (ha)	Surface **après** révision allégée (ha)	Différentiel
A	1672,74	1672,74	0,00
As1	0,54	0,54	0,00
As2	1,04	1,04	0,00
As3	0,10	0,10	0,00
N	603,21	599,64	-3,57
Nco	32,33	32,33	0,00
Nh	2,40	2,40	0,00
U	34,45	34,45	0,00
UY	6,42	6,42	0,00
Uya	0,00	3,57	3,57

Incidences de la révision allégée sur l'environnement

L'évolution par rapport à la situation avant révision concerne seulement une partie des parcelles AB1, AB140 et AB165, pour une surface totale de 3.57 ha. Les parties de parcelles concernées ne sont aujourd'hui pas utilisées par l'agriculture et correspondent à une ancienne carrière de calcaire.
La révision allégée du P.L.U. officialise cet usage non agricole et classe les parties de parcelles en zone UYa, zone dédiée aux activités de type ISDI.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Extrait de l'étude « avant-projet » : Tableau synthétique relatif aux impacts résiduels du projet

Thème	Sensibilité	Mesures	Suivi	Impact résiduel
Paysage	Pas de sensibilité particulière, en l'absence de site classé ou inscrit à proximité et des mesures déjà en place.	1. La fosse est complètement invisible. 2. Maintien des écrans visuels (rideau d'arbres).		POSITIF
Qualité de l'air	Riverains exposés : - ANDRIBET à Laà-Mondrans, - LAROUQUETTE à Loubieng.	1. Route d'accès et 1ier tronçon de la piste interne goudronnés. 2. Remise en service du réseau de brumisation de la voierie interne pour rabattre les poussières. 3. Maintien des écrans boisés autour du site et sous les vents dominants d'Ouest. 4. Interdiction de brûlage à l'air libre. 5. Vitesse limitée à 20 km/h (évite les envols de poussières). 6. Véhicules aux normes réglementaires de construction. 7. Entretien régulier de l'accès et de la piste interne. 8. Interdiction de dépôt de déchet autre que 17 05 04. 9. Humidification des déchets déposés dans l'aire de triage et/ou dans la fosse, en période sèche et/ou ventée.	Surveillance biannuelle par jauge OWEN Le seuil des retombées atmosphériques totales ne devra pas dépasser 200mg/m²/jour.	TRES FAIBLE
Bruits	Riverains exposés : - LAROUQUETTE à Loubieng, - 2 riverains du quartier ANDRIBET à Laà-Mondrans ; - 4-5 riverains du quartier DUME-LABARAQUETTE à Ozenx-Montestrucq.	1. Maintien des écrans acoustiques. 2. Respect des horaires d'ouverture. 3. Conformité des engins en matière sonore. 4. Limitation de la vitesse à 20 km/h sur le site. 5. Entretien régulier et bonne maintenance de la voirie d'accès et de la piste interne.	Mesures acoustiques Tous les 3 ans	TRES FAIBLE
Vibrations mécaniques	Riverains exposés : aucun.	Pas de mesure.	Pas de mesure.	NUL
Trafic routier	Le trafic induit de l'I.S.D.I. : 9 camions ou 18 passages quotidiens. Riverains exposés : - LAROUQUETTE à Loubieng, - Villages traversés par la D.947.	1. Sur site, vitesse limitée à 20km/h. 2. Respect du Code de la Route dont l'arrêt obligatoire avant de s'engager sur la D.947. 3. Maintien en bon état de la route privée d'accès et de la piste interne. 4. Informations des usagers de la RD.947 par des panneaux (Attention sortie de camions)	Registre des incidents et accidents de la circulation sur le site.	FAIBLE
Déchets générés par l'activité de l'I.S.D.I.	Déchets ménagers du personnel et déchets banals. Riverains exposés : - Usagers du chemin GARIA. Faible risque de prolifération de parasite et/ou de pollution diffuse.	1. Limitation des quantités de déchets produits. 2. Collecte des déchets séparément selon leur catégorie, puis valorisation ou élimination vers des installations autorisées. 3. Les déchets banaux seront enlevés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères. 4. Interdiction de brûlage des déchets.	Traçabilité, via les bordereaux de collecte disponibles au bungalow.	TRES FAIBLE
Sol + Sous-sol + Eau souterraine + Eau superficielle	Très forte / Risque de pollution du sous-sol calcaire. Très forte / Risque de pollution, même si le projet n'est pas situé dans des périmètres de protection A.E.P. Très forte / Risque de pollution de l'Ozenx.	1. Information du public : panneau d'information à l'entrée la nature des déchets admis. 2. Contrôle visuel sur la plate-forme dédiée par 1 agent formé : les déchets indésirables sont rechargés et évacués selon la procédure en place. 3. Lutte pour éviter un dépôt illégal : fermeture totale du site en dehors des heures d'ouverture : barrière cadenassée à l'entrée de la route d'accès, portail cadenassé à l'entrée du site, clôture, panneautage d'interdiction sur la clôture.	Cf. page suivante	

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Sol + Sous-sol + Eau souterraine + Eau superficielle	Très forte / Risque de pollution du sous-sol calcaire. Très forte / Risque de pollution, même si le projet n'est pas situé dans des périmètres de protection A.E.P. Très forte / Risque de pollution de l'Ozenx.	4. Engins tenus en bon état, aucun entretien sur site. 5. Cuve hydrocarbures 1500l à double parois, sur aire étanche de même capacité, abritée de la pluie par un toit de tôle, à l'extérieur de la fosse. 6. Ravitaillement des engins en carburant, sur une couverture étanche pour recueillir les éventuelles égouttures. 7. 1 Kit anti-pollution par engin. 8. Installation d'un dispositif d'arrêt du rejet des bacs de décantation (éviter un transfert de pollution). 9. Débit de rejet des bacs : 3l/s/ha. 10. Mise à disposition permanente de boudins absorbants près des bassins de décantation. 11. Prélèvement d'eau du bac de décantation pour rabattre les poussières (200m³/an). 12. Raccordement au réseau A.E.P. pour les besoins en eau potable du personnel.	2 analyses physico-chimiques annuelles dans le piézomètre de la fosse. 2 analyses physico-chimiques de la source de la nappe aptienne près de l'Ozenx. 2 analyses physico-chimiques annuelles de chacun des bacs de décantation.	TRES FAIBLE
Biodiversité	Enjeux écologiques : - Zone humide de 38m² au Sud du projet ; - Herbier pionnier des eaux fermées à Characées en fond de fosse : habitat naturel à fort enjeu et d'intérêt communautaire ; - 45 pieds de Trèfles écailleux au Sud du projet (flore patrimoniale) ; - Espèces protégées : Grand Capricorne, possible présence de l'Azuré du serpolet, 6 espèces d'Amphibiens, 2 espèces de Reptiles, 38 espèces d'oiseaux, 2 espèces de Mammifères, possible présence de chiroptères ; - 18 espèces de flore invasive.	1. Conservation de la lisière boisée d'Arricau, des grands chênes occupés par le Grand Capricorne et les chiroptères présents tout le long de l'accès interne du site. 2. Conservation de la friche herbacée périphérique de la fosse, à Trèfle écailleux. Mise en place d'un balisage et d'une interdiction totale d'accès. 3. Conservation des dépressions humides périphériques de la fosse. 4. Création et aménagement écologique d'une mare d'eau, sur la plate-forme Nord du site. 5. Installation de gîtes à chiroptères en lisière forestière de la plate-forme Nord, où se trouvera la mare. 6. Gestion des espèces exotiques envahissantes. 7. Fin d'exploitation : replantation d'une chênaie-châtaigneraie.	Suivi faune et flore pendant 5 ans.	TRES FAIBLE NUL

Il apparaît que la mise en œuvre de la révision allégée du PLU de Loubieng n'est pas susceptible d'affecter de façon notable les sites Natura 2000 « Gave de Pau » et « Barrage d'Artix et les saligues du Gave de Pau ».

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Communauté de communes LACQ ORTHEZ

COMMUNE DE LOUBIENG
(PYRENEES ATLANTIQUES)

PLAN LOCAL D'URBANISME

REGLEMENT GRAPHIQUE

P.L.U. approuvé le 20/02/2020

Révision allégée n°1 approuvée le 23/09/2024

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Ozenx-Montestruc

Castetner

Maslacq

Audaux

Bugnein

Partie ouest de la commune

3b Plan Local d'Urbanisme

Loubieng

Zonage réglementaire - révision allégée - Partie SUD

Zonage réglementaire

- U - Zone urbaine
- N - Zone naturelle
- Nco - Zone naturelle à vocation de continuité écologique
- Nh - Zone naturelle à vocation d'hébergement touristique
- A - Zone agricole
- As3 - Zone agricole permettant la construction d'abris pour chevaux liés à une entreprise de pension équestre

Prescriptions

- Elements ponctuels du paysage à protéger ou à mettre en valeur
- Batiment pouvant changer de destination

Information

- Secteurs à risques d'éboulements potentiels

P.L.U. approuvé le 20/02/2020
Révision allégée n°1 approuvée le 23/09/2024

1 : 5 000

Sources : DGFIP, Cadastre
Projection : RGF93-Lambert93

Cartouche : les chiffraisons en noir correspondent aux coordonnées métrique du Lambert CC43 associé au système géodésique français RGF93. Les chiffraisons en bleu correspondent aux coordonnées métrique du Lambert 93 associé au système géodésique français RGF93

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Laà-Mondrans

Ozenx-Montestrucq

Castetner

ARRICAU
DOMENGE
LEMBEYE
TILH
BARADAT
LAJUZOU
MONTAUBAN
BARROUTIA
CANTAU
LOUBIENG LE BOURG DE
MOUNICQ
COOS
SOURITAIN
COUTANCAU
LESPOUNE
MESPLAT
GAZETTE

3a Plan Local d'Urbanisme

Loubieng

Zonage réglementaire - Révision allégée - Partie NORD

Zonage réglementaire

- U - Zone urbaine
- UY- Zone urbaine à vocation d'activités
- UYa - Zone urbaine dédiée à la création et à l'exploitation d'une ISDI
- N - Zone naturelle
- Nco - Zone naturelle à vocation de continuité écologique
- Nh - Zone naturelle à vocation d'hébergement touristique
- A - Zone agricole
- As1 - Zone agricole à destination de commerces, activités de service, équipements d'intérêt collectif et services publics
- As2 - Zone agricole à destination d'hébergement touristique et activités de service

Prescriptions

- Emplacements réservés
- Elements du paysage à protéger ou à mettre en valeur
- Elements ponctuels du paysage à protéger ou à mettre en valeur
- Batiment pouvant changer de destination

Information

- Secteurs à risques d'éboulements potentiels

P.L.U. approuvé le 20/02/2020
Révision allégée n°1 approuvée le 23/09/2024

100 50 0 100 200 300 400 Mètres

1 : 5 000

Sources : DGFIP, Cadastre
Projection : RGF93-Lambert93

Cartouche : les chiffraisons en noir correspondent aux coordonnées métrique du Lambert CC43 associé au système géodésique français RGF93. Les chiffraisons en bleu correspondent aux coordonnées métrique du Lambert 93 associé au système géodésique français RGF93

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Communauté de communes LACQ ORTHEZ

COMMUNE DE LOUBIENG
(PYRENEES ATLANTIQUES)

PLAN LOCAL D'URBANISME

PIECE 3C – REGLEMENT ECRIT

P.L.U. approuvé le 20/02/2020

Révision allégée n°1 approuvée le 23/09/2024

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

SOMMAIRE

DISPOSITIONS GENERALES 5
Champ d'application 5
Division du territoire en zones 5
Zones urbaines 5
Zones agricoles 5
Zones naturelles 5
Prescriptions 6
Emplacements réservés 6
Bâtiments agricoles susceptibles de changer de destination 6
Eléments de paysage, sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique ou pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural 6
Adaptations mineures et dérogations 7
Soumission à déclaration ou autorisation préalables 7
Patrimoine archéologique 7
Prise en compte des risques 7
Séismes 7
Inondation 8
Retrait-gonflement des sols argileux 8
Remontée de nappe 8
Secteurs soumis à des mouvements de terrain 8
Application des règles du P.L.U. dans les lotissements ou sur un ou plusieurs terrains devant faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance 8
Dispositions applicables aux lotissements 8
Reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de dix ans 9
Travaux portant sur des constructions existantes non conformes au présent règlement 9
Définitions 9

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES 13
Zones urbaines U à vocation principale d'habitat 13
U 1 Usage des sols et destination des constructions 13
U 2 Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère 15
U 3 Equipements et réseaux 22
Zones urbaines UY a vocation d'activités artisanales et industrielles 25
UY 1 Usage des sols et destination des constructions 25
UY 2 Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère 26
UY 3 Equipements et réseaux 29

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES 32
A 1 Usage des sols et destination des constructions 32

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

A 2 Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère 34
A 3 Equipements et réseaux.....42

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES 44
N 1 Usage des sols et destination des constructions 44
N 2 Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère 45
N 3 Equipements et réseaux 52

ANNEXES..... 54

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

DISPOSITIONS GENERALES

CHAMP D'APPLICATION

Établis conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, ce règlement et ses documents graphiques s'appliquent aux personnes physiques et morales, publiques ou privées sur l'ensemble du territoire communal.

DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

Le territoire couvert par le Plan Local d'Urbanisme est divisé en quatre zones : zones urbaines, zones à urbaniser, zones agricoles et zones naturelles, éventuellement subdivisées en secteurs.

Lorsque le règlement mentionne une zone sans préciser ou exclure des secteurs de cette zone, le règlement s'applique pour l'ensemble de la zone et de ses secteurs.

ZONES URBAINES

Les zones urbaines correspondent :

- Soit à des secteurs déjà urbanisés, quel que soit leur niveau d'équipements ;
- Soit à des secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir de nouvelles constructions.

On distingue :

- les zones urbaines « U » qui correspondent à des secteurs à vocation principale d'habitat, services et commerces et autres activités sans source de nuisances pour le voisinage ;
- les zones urbaines « UY » qui correspondent à des secteurs à vocation principale d'activités.

ZONES AGRICOLES

Les zones agricoles A correspondent à des secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres, destinés à accueillir principalement les constructions et installations à vocation agricole.

Conformément à l'article L151-13, le P.L.U. peut identifier au sein des zones naturelles et agricoles des «secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées » (STECAL). Ainsi, sont identifiés sur le plan de zonage :

- un « secteur de taille et capacité d'accueil limitées » (STECAL) As1, à destination principale de commerce et activités de service, correspondant à l'ancien hôtel-restaurant situé en bordure de la RD947 ;
- un « secteur de taille et capacité d'accueil limitées » (STECAL) As2, à destination principale d'hébergement touristique et d'activités de service, correspondant au Domaine de Tilh ;
- un « secteur de taille et capacité d'accueil limitées » (STECAL) As3, permettant la construction d'abris pour chevaux liés à une entreprise de pension équestre.

ZONES NATURELLES

Les zones naturelles sont repérées au document graphique par la lettre « N ». Il s'agit de zones naturelles et / ou forestières correspondant à « des secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

On distingue :

- les secteurs N à vocation principale d'exploitation forestière ;

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

- les secteurs Nco à vocation de maintien des continuités écologiques ;

Conformément à l'article L151-13, le P.L.U. peut identifier au sein des zones naturelles et agricoles des «secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées » (STECAL). Ainsi, est identifié sur le plan de zonage :

- le secteur Nh, à vocation d'hébergement touristique, correspondant aux « Nids du Béarn ».

PRESCRIPTIONS

Pour certaines parties de la commune, se surimposent au zonage plusieurs types de prescriptions. Le contenu des prescriptions sont décrites dans chacune des zones concernées.

EMPLACEMENTS RESERVES

Les emplacements réservés tels que mentionnés aux articles L151-41 et L230-1 du Code de l'Urbanisme sont reportés sur le plan de zonage. Un emplacement réservé est identifié :

n°	Emplacement réservé	Surface	Bénéficiaire
ER01	Emplacement réservé pour la mise en place d'un dispositif d'assainissement des eaux usées des bâtiments publics du bourg	781 m²	Commune

BATIMENTS AGRICOLES SUSCEPTIBLES DE CHANGER DE DESTINATION

Les bâtiments agricoles susceptibles de changer de destination sont identifiés sur le plan de zonage.

Il s'agit des bâtiments situés :

- Parcelle AB68 (route d'Ozenx),
- Parcelle AC84 (lieu-dit Louthé),
- Parcelles AD45 (route des crêtes),
- Parcelles AD47 (route des crêtes),
- Parcelle AD280 (lieu-dit Mounicq),
- Parcelle AK 105 (2 bâtiments, chemin de Peyras),
- Parcelle AL 81 (chemin de Mesplaterre),
- Parcelle AT25 (lieu-dit Coos),
- Parcelle AV217 (route d'Orthez).

ELEMENTS DE PAYSAGE, SITES ET SECTEURS A PROTEGER POUR DES MOTIFS D'ORDRE ECOLOGIQUE OU POUR DES MOTIFS D'ORDRE CULTUREL, HISTORIQUE OU ARCHITECTURAL

Conformément aux articles L151-19 et L151-23 du code de l'urbanisme, le P.L.U. peut identifier et localiser :

- des éléments de paysage, quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural ;
- des éléments de paysage, sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques.

Il définit alors les prescriptions de nature à assurer leur préservation.

Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, ces prescriptions sont celles prévues aux articles L113-2 et L421-4 du code de l'urbanisme : ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.

Lorsqu'ils ne sont pas soumis à un permis de construire, tous les travaux ayant pour effet d'impacter ou détruire un élément de paysage identifiés par le P.L.U. doivent être précédés d'une déclaration préalable ou d'un permis de démolir et doivent respecter, le cas échéant, les prescriptions signalées dans le règlement.

Ainsi, sont identifiés sur le plan de zonage :

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Code	Type	Description	LOCALISATION
A	Patrimoine bâti à protéger pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural (L151-19 CU)	Tour Claverie	Village
B	Patrimoine paysager à protéger pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural (L151-19 CU)	Ancienne fosse des scieurs de long	Lieu-dit Naubiste
C	Patrimoine bâti à protéger pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural (L151-19 CU)	Château de Lassalle	Village
D	Patrimoine paysager à protéger pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural (L151-19 CU)	Motte de Hou	Lieu-dit Arricau

ADAPTATIONS MINEURES ET DEROGATIONS

Les dispositions des règlements de chacune des zones peuvent faire l'objet :

- d'adaptations mineures si elles sont rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes ;
- de dérogations pour permettre :
  - la reconstruction de bâtiments détruits ou endommagés à la suite d'une catastrophe naturelle survenue depuis moins d'un an, lorsque les prescriptions imposées aux constructeurs en vue d'assurer la sécurité des biens et des personnes sont contraires à ces règles ;
  - des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant.

Peuvent également être accordées des dérogations aux règles relatives à l'emprise au sol, à la hauteur, à l'implantation et à l'aspect extérieur des constructions afin d'autoriser :

- la mise en œuvre d'une isolation en saillie des façades des constructions existantes ;
- la mise en œuvre d'une isolation par surélévation des toitures des constructions existantes ;
- la mise en œuvre de dispositifs de protection contre le rayonnement solaire en saillie des façades.

Il convient donc de se reporter au code de l'urbanisme pour la mise en œuvre de ces procédures qui doivent être concomitantes aux demandes d'autorisations du droit des sols. Il est souhaitable qu'elles fassent l'objet d'une demande écrite du pétitionnaire.

SOUMISSION A DECLARATION OU AUTORISATION PREALABLES

Les clôtures, ravalement de façade et démolitions sont soumis à déclaration ou autorisation préalables pour des raisons patrimoniales et paysagères.

PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

Lorsqu'une opération, des travaux ou des installations peuvent, en raison de leur localisation et de leur nature, compromettre la conservation ou la mise en valeur de vestiges ou d'un site archéologiques, l'avis du Préfet, représenté par M. le Conservateur Régional de l'Archéologie, est requis.

PRISE EN COMPTE DES RISQUES

SEISMES

La commune est classée en zone de risque sismique modérée (niveau 3). A ce titre, les constructions doivent respecter les règles antisismiques prévues par la loi.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

INONDATION

Pour les secteurs de la commune soumis à un risque d'inondation identifié par l'atlas départemental des zones inondables, il conviendra d'éviter la construction de nouveaux bâtiments ou à minima d'intégrer toutes les dispositions visant à assurer leur sécurité vis-à-vis des risques d'inondation.

Afin de permettre l'entretien des berges et de limiter les risques liés à l'érosion, une bande inconstructible est instaurée sur une largeur de 6 m mesurée à partir du talus de haut de berge pour les cours d'eau identifiés en tant que tels sur le cadastre.

RETRAIT-GONFLEMENT DES SOLS ARGILEUX

Pour les secteurs de la commune soumis à un aléa faible à moyen vis à vis des phénomènes de retrait et gonflement d'argile, il est recommandé d'appliquer les dispositions constructives préventives mentionnées dans la plaquette élaborée par les services de l'Etat.

REMONTEE DE NAPPE

Pour les secteurs de la commune soumis à un aléa de type « remontée de nappe », la réalisation de sous-sol est déconseillée.

Si un sous-sol doit être construit dans les secteurs sensibles, il est recommandé d'appliquer les mesures de prévention suivantes :

- ne pas étanchéifier le sous-sol ;
- munir le circuit électrique de coupe-circuit sur l'ensemble des phases d'alimentation ;
- éviter l'installation des chaudières et des cuves de combustible ;
- ne pas y stocker de produits chimiques, phytosanitaires et produits potentiellement polluants...).

SECTEURS SOUMIS A DES MOUVEMENTS DE TERRAIN

La commune a identifié plusieurs secteurs à risque d'éboulements potentiels, matérialisé sur le plan de zonage à titre d'information, aux lieux-dits Hourquet, Souritain, Candau et Montauban.

Dans ces secteurs, le pétitionnaire prendra toutes les dispositions constructives propres à se prémunir, si nécessaire, de tout risque d'éboulement de terrain. Il est encouragé à réaliser préalablement une étude de type géotechnique. Cette dernière pourra être exigée préalablement à toute délivrance d'autorisation d'urbanisme.

APPLICATION DES REGLES DU P.L.U. DANS LES LOTISSEMENTS OU SUR UN OU PLUSIEURS TERRAINS DEVANT FAIRE L'OBJET D'UNE DIVISION EN PROPRIETE OU EN JOUISSANCE

Dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur une unité foncière ou sur plusieurs unités foncières contiguës, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le P.L.U. s'appliquent à chaque lot ou chaque nouvelle unité foncière nouvellement créée.

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX LOTISSEMENTS

Les règles d'urbanisme contenues dans les documents du lotissement, notamment le règlement, le cahier des charges s'il a été approuvé ou les clauses de nature réglementaire du cahier des charges s'il n'a pas été approuvé, deviennent caduques au terme de dix années à compter de la délivrance de l'autorisation de lotir si, à cette date, le lotissement est couvert par un plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Cependant, les droits et obligations régissant les rapports entre colotis définis dans le cahier des charges du lotissement, et le mode de gestion des parties communes ne sont pas remis en cause (article L442-9 du code de l'urbanisme).

RECONSTRUCTION A L'IDENTIQUE D'UN BATIMENT DETRUIT OU DEMOLI DEPUIS MOINS DE DIX ANS

La reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de dix ans est autorisée. Les règles inscrites dans le ou les Plan(s) de Prévention des Risques en vigueur doivent néanmoins être respectées (Art. L111-15 du code de l'urbanisme à la date d'approbation du P.L.U.).

A défaut, la reconstruction peut être interdite.

TRAVAUX PORTANT SUR DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES NON CONFORMES AU PRESENT REGLEMENT

Lorsqu'un immeuble bâti existant n'est pas conforme aux dispositions du règlement applicable à la zone dans laquelle il se situe, l'autorisation d'exécuter des travaux ne peut être accordée que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de l'immeuble avec lesdites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

DEFINITIONS

Accès

Ne sont pas considérés comme des accès existants les passages ayant pour seule fonction de permettre le passage des piétons sans permettre le passage des véhicules à moteur tels que les voitures.

Alignement

Décision administrative qui fixe la largeur de la voie publique c'est-à-dire la limite qui ne doit pas être dépassée par une construction en bordure du domaine public.

Annexe

Est considérée comme annexe dans le présent P.L.U. l'édification d'une construction nouvelle venant s'incorporer à une propriété bâtie préexistante, destinée à être utilisée par le même occupant que le bâtiment principal et appartenant à la même catégorie de destination que le bâtiment principal.

Clôture opaque

Les clôtures opaques empêchent toute visibilité d'un côté à l'autre de la clôture. Entrent dans cette catégorie : les murs bahuts, les panneaux qu'ils soient en bois, matériau composite, PVC, les persiennes, les panneaux à claire voie pour lesquels les lames représentent plus de la moitié de la surface.

Sont également considérés comme opaques tous les types de clôtures doublés par des éléments opacifiants de type haie artificielle, canisse, brande et brise-vue.

Clôture semi-opaque

Les clôtures semi-opaques sont constituées d'un soubassement opaque de type mur bahut surmonté d'éléments perméables à la vue tels que : grillage, barreaudage vertical ou horizontal.

Clôture transparente

Les clôtures transparentes sont constituées d'éléments perméables à la vue tels que : grillage, barreaudage vertical ou horizontal. Un soubassement de faible hauteur permettant d'assurer la stabilité de la clôture est toléré.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Contiguïté entre deux constructions

Elle ne peut être procurée par un élément de décor (type arc, fausse poutre,…), mais doit correspondre à la mitoyenneté de volumes réellement exploitables.

Sous destinations

Ce sont celles inscrites dans l'arrêté du 10 novembre 2016 :

La sous-destination « logement » recouvre les constructions destinées au logement principal, secondaire ou occasionnel des ménages à l'exclusion des hébergements couverts par la sous-destination « hébergement ». La sous-destination « logement » recouvre notamment les maisons individuelles et les immeubles collectifs.

La sous-destination « hébergement » recouvre les constructions destinées à l'hébergement dans des résidences ou foyers avec service. Cette sous-destination recouvre notamment les maisons de retraite, les résidences universitaires, les foyers de travailleurs et les résidences autonomie.

La sous-destination « artisanat et commerce de détail » recouvre les constructions commerciales destinées à la présentation et vente de bien directe à une clientèle ainsi que les constructions artisanales destinées principalement à la vente de biens ou services.

La sous-destination « restauration » recouvre les constructions destinées à la restauration ouverte à la vente directe pour une clientèle commerciale.

La sous-destination « commerce de gros » recouvre les constructions destinées à la présentation et la vente de biens pour une clientèle professionnelle.

La sous-destination « activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle » recouvre les constructions destinées à l'accueil d'une clientèle pour la conclusion directe de contrat de vente de services ou de prestation de services et accessoirement la présentation de biens.

La sous-destination « hébergement hôtelier et touristique » recouvre les constructions destinées à l'hébergement temporaire de courte ou moyenne durée proposant un service commercial.

La sous-destination « cinéma » recouvre toute construction répondant à la définition d'établissement de spectacles cinématographiques mentionnée à l'article L. 212-1 du code du cinéma et de l'image animée accueillant une clientèle commerciale.

La sous-destination « locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés » recouvre les constructions destinées à assurer une mission de service public. Ces constructions peuvent être fermées au public ou ne prévoir qu'un accueil limité du public. Cette sous-destination comprend notamment les constructions de l'Etat, des collectivités territoriales, de leurs groupements ainsi que les constructions des autres personnes morales investies d'une mission de service public.

La sous-destination « locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés » recouvre les constructions des équipements collectifs de nature technique ou industrielle. Cette sous-destination comprend notamment les constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics, les constructions techniques conçues spécialement pour le fonctionnement de réseaux ou de services urbains, les constructions industrielles concourant à la production d'énergie.

La sous-destination « établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale » recouvre les équipements d'intérêts collectifs destinés à l'enseignement ainsi que les établissements destinés à la petite enfance, les équipements d'intérêts collectifs hospitaliers, les équipements collectifs accueillant des services sociaux, d'assistance, d'orientation et autres services similaires.

La sous-destination « salles d'art et de spectacles » recouvre les constructions destinées aux activités créatives, artistiques et de spectacle, musées et autres activités culturelles d'intérêt collectif.

La sous-destination « équipements sportifs » recouvre les équipements d'intérêts collectifs destinées à l'exercice d'une activité sportive. Cette sous-destination comprend notamment les stades, les gymnases ainsi que les piscines ouvertes au public.

La sous-destination « autres équipements recevant du public » recouvre les équipements collectifs destinées à accueillir du public afin de satisfaire un besoin collectif ne répondant à aucune autre sous-destination définie au sein de la destination « Equipement d'intérêt collectif et services publics ». Cette sous-destination recouvre notamment les lieux de culte, les salles polyvalentes, les aires d'accueil des gens du voyage.

La sous-destination « industrie » recouvre les constructions destinées à l'activité extractive et manufacturière du secteur primaire, les constructions destinées à l'activité industrielle du secteur secondaire ainsi que les

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

constructions artisanales du secteur de la construction ou de l'industrie. Cette sous-destination recouvre notamment les activités de production, de construction ou de réparation susceptibles de générer des nuisances.

La sous-destination « entrepôt » recouvre les constructions destinées au stockage des biens ou à la logistique.

La sous-destination « bureau » recouvre les constructions destinées aux activités de direction et de gestion des entreprises des secteurs primaires, secondaires et tertiaires.

La sous-destination « centre de congrès et d'exposition » recouvre les constructions destinées à l'événementiel polyvalent, l'organisation de salons et forums à titre payant.

La sous-destination « exploitation agricole » recouvre les constructions destinées à l'exercice d'une activité agricole ou pastorale. Cette sous-destination recouvre notamment les constructions destinées au logement du matériel, des animaux et des récoltes.

La sous-destination « exploitation forestière » recouvre les constructions et les entrepôts notamment de stockage du bois, des véhicules et des machines permettant l'exploitation forestière.

Emprise au sol

Projection verticale du volume de la construction, tous débords et surplombs inclus. Les ornements tels que les éléments de modénature (moulure, par exemple) et les marquises en sont exclus, ainsi que les débords de toiture et les balcons lorsqu'ils ne sont pas soutenus par des poteaux ou des encorbellements.

Ainsi, les terrasses de plain-pied ne sont pas constitutives d'emprise au sol, alors que les types de terrasses suivantes constituent de l'emprise au sol :

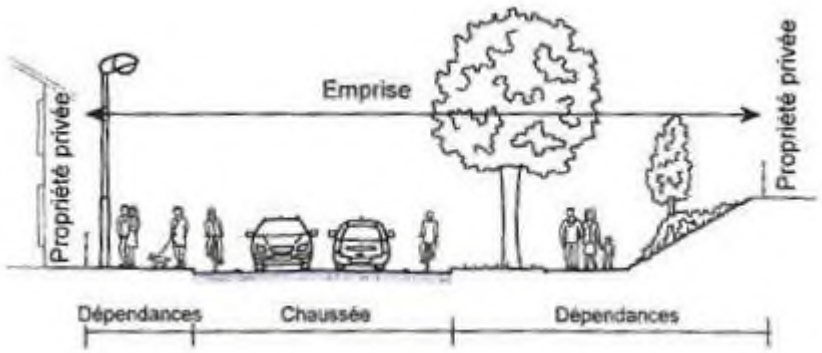
- terrasse rattachée à un bâtiment dès lors que son élévation au-dessus du sol modifie l'aspect architectural du bâtiment ou de la façade ;
- terrasse qui constitue le prolongement de l'étage d'un bâtiment ;
- terrasse qui repose sur des murs, poteaux ou piliers, emportant la création d'un espace libre en-dessous de son plancher, accessible à l'homme ou pouvant servir au rangement ou stockage de matériel ;
- toiture-terrasse qui sert de couverture à une construction ou partie de construction, même enterrée, et ce quelle que soit sa hauteur par rapport au sol ;
- terrasse édifiée suivant un système constructif nécessitant des fondations identiques à ce que pourraient être celles d'un bâtiment.

Les piscines enterrées, non couvertes, sont exclues de l'emprise au sol, au sens du présent règlement.

Emprise de la voirie - Chaussée

L'emprise de la voirie correspond à la surface de terrain située entre 2 propriétés privées et affectée à la route et à ses dépendances.

La chaussée correspond à la partie de la route utilisée pour la circulation des véhicules, y compris bandes cyclables et voies réservées à certains types de véhicules.



Source : CEREMA

Extension

Est considérée comme extension dans le présent P.L.U. toute augmentation du volume et/ou de la surface d'une construction existante.

On distingue :

- Les extensions par surélévation totale ou partielle, ou par affouillement de sol
- Les extensions par augmentation de l'emprise au sol.

L'extension peut être accessible directement depuis la construction existante ou non.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Faitage

Point le plus haut de la toiture où se rejoignent les pans de toiture.

Limites parcellaires

Ensemble des limites d'une propriété, matérialisées ou non par une clôture ou des bornes de repère (bornage) implantées à la cote des sols existants.

Elles délimitent la surface d'une propriété par rapport au domaine public (alignement), ou par rapport aux parcelles voisines (limites séparatives latérales et de fond de parcelle).

Sablière

Poutre placée horizontalement à la base du versant de toiture, sur le mur de façade.

Sous-sol

Etage dont le plancher est situé en dessous du niveau du terrain naturel.

Surface de plancher

La surface de plancher est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades après déduction :

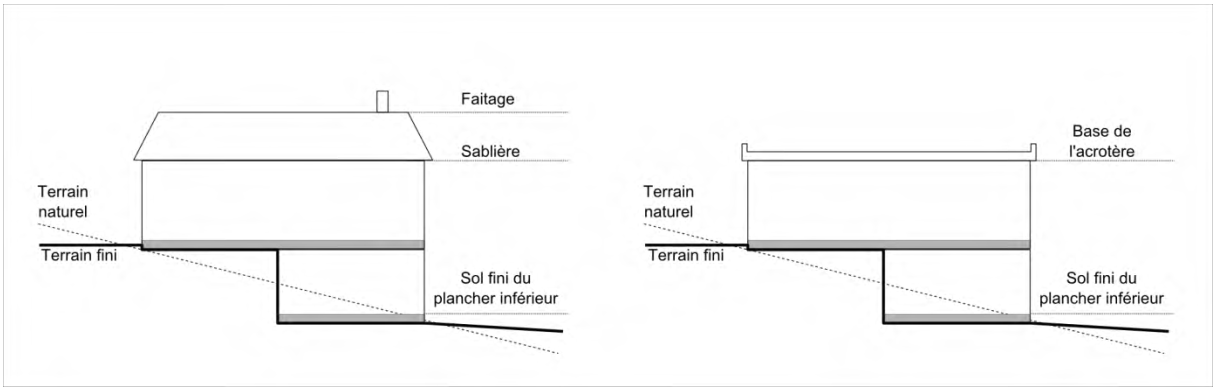
- des surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur ;
- des vides et des trémies afférentes aux escaliers et ascenseurs ;
- des surfaces de plancher d'une hauteur sous plafond inférieure ou égale à 1,80 mètre ;
- des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules motorisés ou non, y compris les rampes d'accès et les aires de manœuvres ;
- des surfaces de plancher des combles non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial ;
- des surfaces de plancher des locaux techniques nécessaires au fonctionnement d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle au sens de l'article L. 231-1 du code de la construction et de l'habitation, y compris les locaux de stockage des déchets ;
- des surfaces de plancher des caves ou des celliers, annexes à des logements, dès lors que ces locaux sont desservis uniquement par une partie commune ;
- d'une surface égale à 10 % des surfaces de plancher affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des alinéas précédents, dès lors que les logements sont desservis par des parties communes intérieures.

Surface imperméabilisée

Sont comptabilisées comme surfaces imperméabilisées :

- la surface correspondant à la projection verticale du volume de la ou des constructions présentes ou projetées sur le terrain, tous débords et surplombs inclus ;
- la surface correspondant à la projection verticale des surfaces bétonnées ou recouvertes de matériaux imperméables tels qu'enrobés, bicouches, asphalte, pavés avec joints imperméables : piscine, terrasse, allées, etc.
- les noues et bassins tampon, ces structures ayant un rôle de réservoir).

Terrain naturel, terrain fini, sol fini du plancher inférieur



Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES

ZONES URBAINES U A VOCATION PRINCIPALE D'HABITAT

Les zones U correspondent au village et aux principaux hameaux de la commune. Leur vocation est essentiellement l'habitat, ainsi que l'accueil des activités compatibles avec l'habitat.

La zone U est concernée par les servitudes suivantes :

- I1 - Pipelines de transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés - Réseau Lacq - Carresse (en partie) ;
- I6 - Mines et carrières - Périmètre d'exploitation de Lacq (en totalité).

U 1 USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

CONDITIONS D'AUTORISATION ET INTERDICTION SELON LES DESTINATIONS DES SOLS ET DES CONSTRUCTIONS

D'une manière générale, sont interdites les installations et activités non compatibles avec le voisinage d'habitations pour des raisons de nuisances sonores, olfactives ou visuelles, et plus particulièrement :

- les carrières,
- les installations classées pour la protection de l'environnement,
- les activités polluantes.

Constructions et installations à destination d'habitation

Sous-destination	Interdit	Autorisé	Autorisé sous condition	Conditions d'autorisation
Logement			X	Autorisé sous réserve de respecter les distances d'éloignement imposées entre habitations et bâtiments d'élevage par la règlementation (RSD[1] ou ICPE[2]) dans un principe de réciprocité.
Hébergement			X	Autorisé sous réserve de respecter les distances d'éloignement imposées entre habitations et bâtiments d'élevage par la règlementation (RSD[1] ou ICPE[2]) dans un principe de réciprocité.

Constructions et installations à destination de commerce et activités de services

Sous-destination	Interdit	Autorisé	Autorisé sous condition	Conditions d'autorisation
Artisanat et commerce de détail			X	Autorisé sous réserve d'être compatible avec le voisinage d'habitations
Restauration		X		
Commerce de gros	X			
Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle			X	Autorisé sous réserve d'être compatible avec le voisinage d'habitations
Hébergement hôtelier et touristique		X		

[1] RSD : Règlement Sanitaire Départemental
[2] ICPE : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Sous-destination	Interdit	Autorisé	Autorisé sous condition	Conditions d'autorisation
Cinéma			X	Autorisé sous réserve d'être compatible avec le voisinage d'habitations

Constructions et installations à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics

Sous-destination	Interdit	Autorisé	Autorisé sous condition	Conditions d'autorisation
Bureaux et locaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés		X		
Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés		X		
Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale		X		
Salles d'art et de spectacles		X		
Equipements sportifs		X		
Autres équipements recevant du public		X		

Constructions et installations à destination d'autres activités des secteurs secondaires et tertiaires

Sous-destination	Interdit	Autorisé	Autorisé sous condition	Conditions d'autorisation
Industrie			X	Autorisé sous réserve d'être compatible avec le voisinage d'habitations
Entrepôt			X	Autorisé sous réserve d'être compatible avec le voisinage d'habitations
Bureau			X	Autorisé sous réserve d'être compatible avec le voisinage d'habitations
Centre de congrès et d'exposition	X			

Constructions et installations à destination d'exploitation agricole et forestière

Sous-destination	Interdit	Autorisé	Autorisé sous condition	Conditions d'autorisation
Exploitation agricole			X	Seuls sont autorisés les travaux sur les bâtiments agricoles en activité à la date d'approbation du P.L.U. : - sous réserve pour les bâtiments d'élevage de ne pas augmenter le nombre d'animaux hébergés ; une augmentation de l'emprise au sol et de la hauteur peut être accordée pour une mise aux normes règlementaire ; - sous réserve pour les autres bâtiments agricoles, de ne pas augmenter l'emprise au sol et la hauteur des bâtiments.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Sous-destination	Interdit	Autorisé	Autorisé sous condition	Conditions d'autorisation
Exploitation forestière	X			

U 2 CARACTERISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

U 2.1 VOLUMETRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

U 2.1.1 Volumétrie et hauteur

Niveau de la construction

L'aménagement est réalisé de manière à éviter l'introduction des eaux ruisselantes provenant de la voie publique ou collective de desserte.

La différence de niveau entre le bas de toute ouverture (porte ou fenêtre) et le terrain fini au droit de l'ouverture considérée, doit être supérieure ou égale à 0.15m.

Exceptions

Ne sont pas concernés par ces dispositions :

- les constructions à destination d'exploitation agricole ;
- les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés ;
- les annexes aux constructions à destination d'habitation de type piscines, abris de jardin ou garages.

Lorsque la différence de niveau entre le bas de toute ouverture (porte ou fenêtre) et le terrain fini au droit de l'ouverture considérée, est inférieure ou égale à 0.15m, un caniveau éventuellement recouvert d'une grille doit être posé de façon à permettre la collecte et l'évacuation des eaux de ruissellement vers le réseau pluvial ou vers un dispositif d'infiltration.

Emprise au sol

Mode de calcul

L'emprise au sol correspond à la projection verticale du volume de la construction, tous débords et surplombs inclus.

Toutefois, les ornements tels que les éléments de modénature et les marquises sont exclus, ainsi que les débords de toiture et les balcons, lorsqu'ils ne sont pas soutenus par des poteaux ou des encorbellements.

Les piscines enterrées, non couvertes, et les terrasses de plain-pied ne sont pas prises en compte dans le calcul de l'emprise au sol.

Lorsque l'unité foncière supporte plusieurs constructions, l'emprise au sol considérée est la somme de l'emprise au sol de chaque construction.

Règle

L'emprise au sol des constructions, y compris annexes et extensions, est limitée à 50% de la surface de l'unité foncière classée en zone urbaine.

Exceptions

L'emprise au sol des constructions et installations à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics n'est pas limitée.

Hauteur

Mode de calcul

Est considéré comme niveau toute surface couverte mais non nécessairement fermée pour laquelle la distance verticale mesurée entre le niveau du sol fini et le niveau du plafond fini est supérieure ou égale à 1.80m.

La hauteur sous sablière correspond à la distance verticale mesurée entre le niveau du sol fini du plancher inférieur de la construction et le niveau pris au-dessous de la sablière.

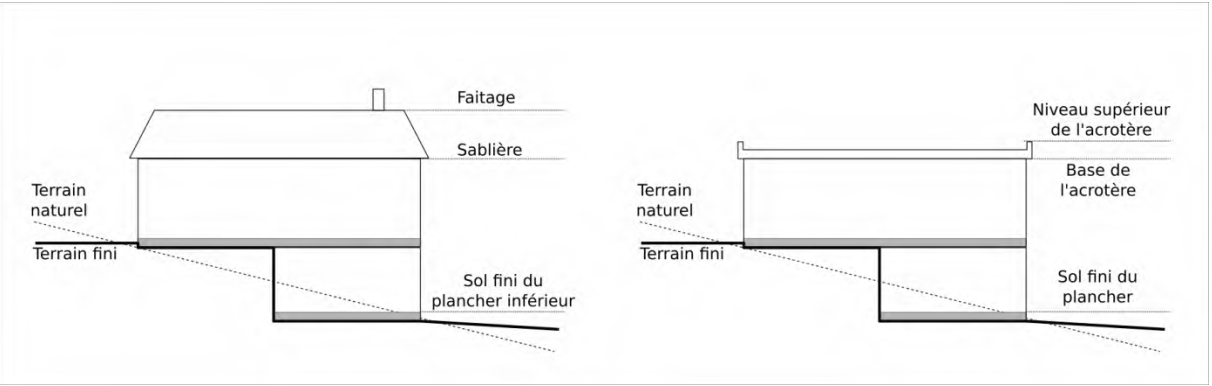
La hauteur à l'acrotère correspond à la distance verticale mesurée entre le niveau du sol fini du plancher inférieur de la construction et le niveau supérieur de l'acrotère.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

La hauteur au faitage correspond à la distance verticale mesurée entre le niveau du sol fini du plancher inférieur de la construction et le niveau supérieur de la toiture.

Les ouvrages de faibles emprises tels que les souches de cheminées, garde-corps à claire voie ne sont pas pris en compte pour le calcul de hauteur, sur une hauteur maximale de 1 mètre.

Le schéma suivant illustre le mode de calcul de la règle.



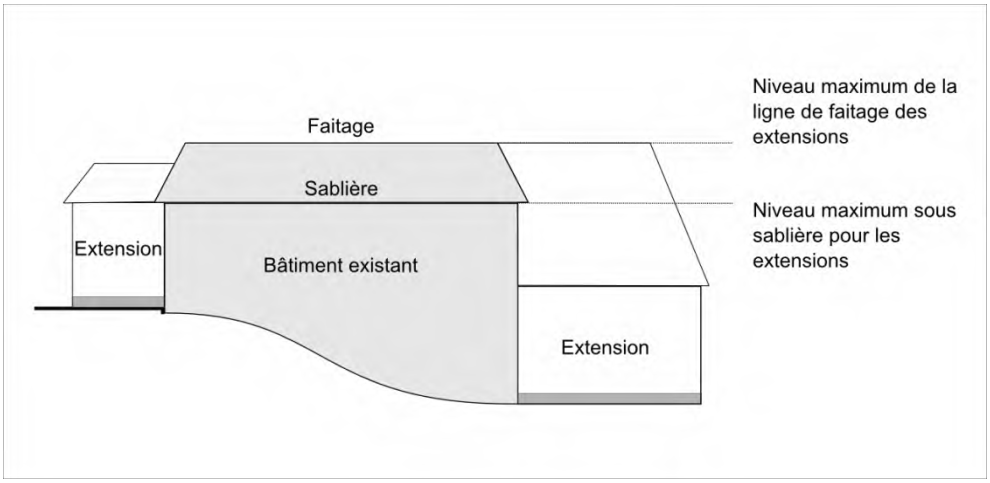
Règles

La hauteur sous sablière ou à l'acrotère des constructions est limitée à 6 mètres maximum et à 3.50 mètres maximum pour les annexes.

La hauteur au faitage des constructions est limitée à 9 mètres maximum et à 5 mètres maximum pour les annexes.

Pour les extensions par augmentation de l'emprise au sol, le niveau pris au-dessous de la sablière de l'extension et le niveau supérieur de la toiture de l'extension ne peuvent être supérieurs à ceux du bâtiment existant.

Le schéma suivant illustre l'application de la règle, sans présenter de valeur règlementaire.



Exceptions

En cas de reconstruction d'un bâtiment préexistant, la hauteur peut être conservée ou imposée.

La hauteur des constructions et installations à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics n'est pas limitée.

U 2.1.2 Implantation par rapport aux voies et emprises publiques

Les voies concernées par les règles suivantes correspondent aux voies publiques, espaces publics, chemins ruraux et voies privées ouvertes à la circulation automobile, existantes ou à créer.

Mode de calcul

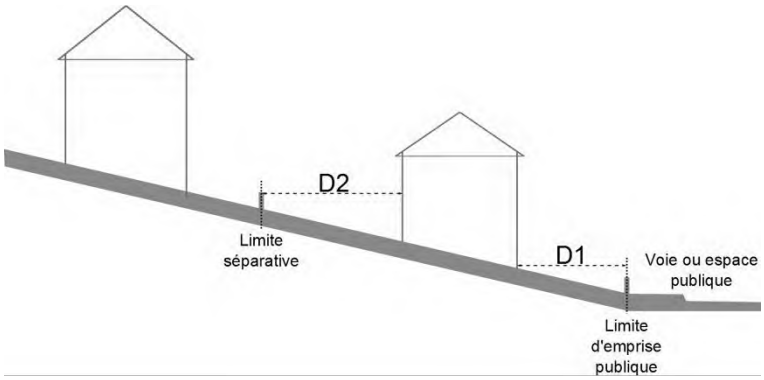
L'alignement est calculé par rapport au nu de la façade, sans tenir compte des débords de toiture et autres éléments saillants.

Sauf mention spécifique, le recul correspond à la distance (notée D1 sur le schéma suivant) comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point le plus proche de la voie ou de l'emprise publique.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Sauf mention spécifique, pour les piscines, le recul correspond à la distance comptée horizontalement de tout point de la paroi verticale de la piscine au point le plus proche de la voie ou de l'emprise publique.

Le schéma suivant illustre l'application de la règle, sans présenter de valeur règlementaire.



Règles

Toute construction doit être implantée avec un recul minimum de 4 m par rapport aux voies et emprises publiques, sauf dispositions différentes portées sur le plan de zonage.

Exceptions

A l'intérieur de la marge de recul, les éléments architecturaux tels que balcons, emmarchement, poutre… peuvent être admis avec une saillie maximale d'un mètre.

En cas d'extension par surélévation ou par augmentation d'emprise au sol, de reconstruction, d'aménagement ou de restauration d'un bâtiment préexistant, l'implantation initiale par rapport aux voies et emprises publiques peut être conservée ou exigée.

Une implantation différente peut également être exceptionnellement accordée si dûment justifiée par le pétitionnaire de la demande ou exigée par la collectivité publique:

- en cas d'impossibilité technique liée à la géographie naturelle du terrain ou à la configuration parcellaire ;
- pour des raisons de sécurité ;
- pour permettre la mise en œuvre de dispositifs d'amélioration énergétique des bâtiments existants (isolation par l'extérieur par exemple) ;
- pour conserver ou créer un rythme de façades sur rue ;
- pour s'inscrire dans la continuité de l'implantation du bâti existant sur a minima une des parcelles attenantes, sinon sur la parcelle la plus proche, ou dans la continuité d'un front bâti significatif quand il en existe un ;
- pour assurer la préservation, en dehors de tout repérage au document graphique du règlement, d'un élément ou espace végétal de qualité structurant le paysage ;
- pour mieux aménager l'espace devant toutes activités intégrées à l'habitat et situées en rez-de-chaussée (bureaux, commerces, etc...).

L'implantation des constructions et installations à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics n'est pas règlementée.

Dans le cas de terrains bordés par plusieurs voies ou emprises publiques, les règles d'implantation peuvent ne s'appliquer qu'à l'égard d'une seule de ces voies ou emprises publiques.

U 2.1.3 Implantation par rapport aux limites séparatives

Mode de calcul

Le recul correspond à la distance (notée D2 sur le schéma précédent) comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point le plus proche de la limite séparative.

Pour les piscines, le recul correspond à la distance comptée horizontalement de tout point de la paroi verticale de la piscine au point le plus proche de la limite séparative.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Règles

Toute construction nouvelle doit être implantée avec un recul supérieur ou égal à la moitié de la hauteur à la sablière ou à l'acrotère (H/2), avec un minimum de 4 m, par rapport aux limites séparatives.

L'implantation en limite séparative est permise :

- soit dans la projection, totale ou partielle, d'une construction qui existerait déjà sur le fonds voisin en limite séparative latérale et dont les éventuelles ouvertures en façade ne l'empêcheraient pas,
- soit si le linéaire total bâti en limite n'excède pas 12 mètres de long et si la construction ne dépasse pas 3 mètres de hauteur à la sablière en cas de toiture à pente (non comprise une tolérance d'un mètre pour pignon ou demi pignon) ou 3,50 mètres de hauteur hors tout pour les autres types de toiture.

Les piscines doivent être implantées à une distance minimum de 3m des limites séparatives.

Exceptions

A l'intérieur de la marge de recul, les éléments architecturaux tels que balcons, emmarchement, poutre… peuvent être admis avec une saillie maximale d'un mètre.

En cas de reconstruction, d'aménagement ou de restauration d'un bâtiment préexistant, l'implantation initiale par rapport aux limites séparatives peur être conservée ou exigée.

Une implantation différente peut être exceptionnellement accordée si dûment justifiée par le pétitionnaire de la demande :

- en cas d'impossibilité technique liée à la géographie naturelle du terrain ou à la configuration parcellaire ;
- pour les extensions, lorsque le bâtiment auquel est rattachée l'extension est implanté à moins de 4m de la limite séparative ; dans ce cas, le même recul peut être appliqué à l'extension ;
- pour les annexes d'une emprise au sol inférieure à 12m² ;
- pour permettre la mise en œuvre de dispositifs d'amélioration énergétique des bâtiments existants (isolation par l'extérieur par exemple).

Dans les 4 cas précédents, la construction devra néanmoins tenir compte de la volumétrie des constructions (hauteur et implantation) et des usages existants sur les parcelles limitrophes du projet.

Une implantation différente peut être exigée par la collectivité publique pour assurer la préservation, en dehors de tout repérage au document graphique du règlement, d'un élément ou espace végétal de qualité structurant le paysage.

L'implantation des constructions et installations à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics n'est pas règlementée.

U 2.2 QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

U 2.2.1 Caractéristiques des façades et ouvertures

Règles

D'une manière générale, les revêtements de façade doivent être d'une conception et d'une teinte en harmonie avec celles du bâti environnant. L'emploi brut en parement extérieur de matériaux destinés à être recouverts d'un enduit est interdit.

La couleur des enduits doit être choisie dans les tons blancs, gris, jaunes, orangers et leur teinte doit être claire. On se réfèrera au nuancier fourni en annexe.

L'emploi de bardages métalliques de type « bac acier » est interdit.

L'emploi de bardages PVC est autorisé sous réserve d'être de teinte claire et de tons blancs, gris, jaunes ou orangers, choisi dans la même gamme que ceux autorisés pour les enduits de façade.

L'emploi de bardages d'aspect bois est autorisé sous réserve qu'ils soient d'une teinte bois naturel ou d'un ton choisi dans la même gamme quelle ceux autorisés pour les enduits de façade dans le nuancier fourni en annexe.

Dans l'hypothèse où la teinte ou le matériau d'une construction existante ne correspondent pas à ceux visés ci-avant, le matériau et la teinte de ses extensions et annexes pourront, si justifiés, être les mêmes que ceux du bâtiment principal.

La restauration des constructions anciennes doit respecter au mieux les caractéristiques du bâti existant, en particulier en employant des matériaux compatibles avec ceux utilisés à l'origine.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

La pose de volets roulants en applique sur la façade est interdite.

Les volets roulants sont autorisés sous réserve d'être intégrés à la maçonnerie.

En cas d'impossibilité technique, notamment sur constructions anciennes, leur pose sous linteau peut être acceptée.

Exceptions

Les façades entièrement vitrées sont autorisées pour les vérandas et les serres.

Des matériaux et des couleurs de façades différents peuvent être autorisés pour :

- les annexes d'une emprise au sol inférieure à 12 m² ;
- les constructions et installations à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics ;
- les constructions à destination autre que l'habitation si techniquement et architecturalement justifié ;
- la mise en œuvre de dispositifs en faveur de l'économie ou de la valorisation de l'énergie.

U 2.2.2. Caractéristiques des toitures

Règles

La pente de la toiture des constructions nouvelles et des extensions à destination d'habitation doit être supérieure ou égale à 35 %.

La pente de la toiture des constructions nouvelles à destination de commerces et d'activités et de leurs extensions doit être comprise entre 15% et 30 %.

La pente de la toiture des annexes doit être comprise entre 15 et 30%.

Les matériaux de couverture doivent être de type, d'épaisseur et de format :

- tuile plate en terre cuite,
- ou tuiles méridionales de teinte rouge vieilli, terre cuite, brun, brun vieilli ou ardoise.

Les matériaux de type tuiles béton grand modèle et bardeaux bois sont interdits.

En cas de réfection, de reconstruction ou d'aménagement de bâtiments existants, les caractéristiques existantes de la toiture (pente, type et teinte des matériaux de couverture) peuvent être conservées ou imposées.

Dans l'hypothèse où la teinte ou le matériau de la toiture d'une construction existante ne correspondent pas à ceux visés ci-avant, le matériau et la teinte de la couverture de ses extensions et annexes pourront, si justifiés, être les mêmes que ceux du bâtiment principal.

Exceptions

Les toitures transparentes ou translucides des vérandas et des serres sont autorisées.

Des matériaux, pentes ou couleurs de toiture différents peuvent être autorisés pour :

- les annexes d'une emprise au sol inférieure à 12m² ;
- les constructions et installations à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics ;
- les constructions à destination autre que l'habitation si techniquement et architecturalement justifié ;
- la mise en œuvre de dispositifs en faveur de l'économie ou de la valorisation de l'énergie si techniquement dûment justifié.

Des pentes de toitures différentes à celles définies ci-avant sont également admissibles pour les extensions et les annexes des constructions existantes à la date d'approbation du P.L.U., si ce choix est techniquement ou architecturalement justifié, et dès lors qu'est garantie une homogénéité de traitement des toitures sur l'unité foncière (couleurs, matériaux…).

U 2.2.3 Caractéristiques des clôtures

Les clôtures ne sont pas obligatoires et leur réalisation est soumise à déclaration préalable.

Si elles existent, leur aspect doit s'intégrer avec l'environnement local.

La hauteur de clôture correspond à la plus grande distance verticale mesurée entre tout point du sommet de la clôture et le terrain naturel situé de part et d'autre.

L'emploi de matériaux de type bâche souple en matière plastique et de tôles métalliques n'est pas autorisé.

Type de clôture

En façade sur rue et sur les limites séparatives, les clôtures doivent être de type :

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

- clôture opaque constituée d'un mur ou d'un panneau plein d'une hauteur maximale de 1.50 m ; les matériaux et teintes utilisés doivent être en harmonie avec celles du bâti voisin ; les matériaux destinés à être recouverts doivent être enduits sur les 2 faces de la clôture ;

ou

- clôture opaque constituée d'un mur de type gabion d'une hauteur maximale de 1.30 m, sous réserve d'être ancré au sol ;

ou

- clôture semi-opaque constituée d'un mur plein d'une hauteur comprise entre 0.70 et 1 m, surmonté soit d'un grillage, soit d'une grille métallique à barreaux verticaux ou horizontaux ; la hauteur totale de la clôture ne doit pas dépasser 1.50 m ;

ou

- clôtures transparentes composées d'un grillage éventuellement posé sur une bordure ou planelle d'une hauteur maximale de 10cm. La hauteur totale de la clôture ne doit pas dépasser 1.50 m ;

ou

- clôtures végétales d'une hauteur maximale de 1.50 m. L'utilisation d'espèces identifiées comme envahissantes pour la région est à proscrire.

En limite des zones agricoles et des zones naturelles (zones A et N), les clôtures doivent être de type :

- clôture semi-opaque constituée d'un mur plein d'une hauteur comprise entre 0.70 et 1 m, surmonté d'un grillage ; la hauteur totale de la clôture ne doit pas dépasser 1.50 m ;

ou

- clôtures transparentes composées d'un grillage éventuellement posé sur une bordure ou planelle d'une hauteur maximale de 10cm. La hauteur totale de la clôture ne doit pas dépasser 1.50 m ;

ou

- clôtures végétales d'une hauteur maximale de 1m50 m. L'utilisation d'espèces identifiées comme envahissantes pour la région est à proscrire.

Rehaussement de clôtures

Le rehaussement de clôtures est autorisé sous réserve :

- que la hauteur finale de la clôture ne dépasse pas le gabarit défini précédemment ;
- que la rehausse soit réalisée dans un matériau identique à l'existant ou que son aspect final soit strictement homogène (teinte, relief, etc.).

Adaptation de la clôture à la pente

Les clôtures doivent suivre la pente du terrain naturel. Les clôtures en escalier sont autorisées sous réserve que les différents éléments de la clôture (hauteur du soubassement éventuel, hauteur totale) ne dépassent pas les gabarits définis précédemment, et ce pour chaque tronçon de la clôture.

Exceptions et cas particuliers

En cas de réfection ou de reconstruction d'une clôture existante, les caractéristiques existantes de la clôture (type, hauteur, matériaux et teinte) peuvent être conservées.

Des caractéristiques différentes peuvent également être autorisées en cas d'extension d'une clôture existante à la date d'approbation du P.L.U : les extensions en continuité sont autorisées selon les mêmes caractéristiques que la clôture initiale.

Lorsqu'elles sont édifiées le long des fossés, ruisseaux, canaux et des cours d'eau, les clôtures doivent permettre le travail d'entretien des berges.

Autour des constructions et installations nécessitant des principes de sécurité spécifiques, la hauteur maximale admissible des clôtures peut être portée à 2.50 m sur justification.

Des prescriptions particulières (retraits, matériaux, hauteurs, etc …) peuvent être imposées le long des axes de circulation et des emprises publiques :

- pour créer des séquences de nature à créer des rythmes améliorant l'esthétique urbaine et paysagère ;
- pour favoriser la sécurité et les conditions de la circulation.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

U 2.2.4 Mesures d'amélioration des performances énergétiques et de développement durable des constructions

La réalisation de constructions mettant en œuvre des objectifs de qualité environnementale, ainsi que l'installation de matériels utilisant des énergies renouvelables sont encouragées. Néanmoins, ces équipements doivent rechercher le meilleur compromis entre performance énergétique et intégration architecturale et paysagère.

Les équipements basés sur l'usage d'énergies alternatives, qu'elles soient géothermiques ou aérothermiques, tels que climatiseurs et pompes à chaleur, doivent être non visibles depuis le domaine public.

Les panneaux solaires ou photovoltaïques doivent dans la mesure du possible faire l'objet d'une insertion paysagère ou être intégrés à la composition architecturale.

Les dispositifs d'isolation par l'extérieur sont autorisés sous réserve de ne pas remettre en cause :

- la composition architecturale, le décor et la modénature du bâtiment ;
- la stabilité et la conservation des maçonneries anciennes ;
- la sécurité des usagers des voies publiques ou ouvertes à la circulation.

U 2.2.5 Eléments de paysage à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural

S'ils ne sont pas soumis à permis de construire, les travaux modifiant les éléments suivants sont soumis à déclaration préalable : la Tour Claverie et Château de Lassalle.

U 2.3 TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

U 2.3.1 Surfaces non imperméabilisées et éco-aménageables

Mode de calcul

Les surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables correspondent aux surfaces en pleine terre végétalisée (jardins, espaces verts) ou recouvertes d'un revêtement perméable à l'air et à l'eau.

Règle

Les surfaces non imperméabilisées doivent représenter au minimum 40% de la surface de l'unité foncière classée dans cette zone.

U 2.3.2 Espaces non bâtis

Les aires de stationnement collectives doivent être plantées à raison d'un arbre de haute tige par tranche de 50 m².

La plantation d'espèces végétales identifiées comme envahissantes pour la région est à proscrire.

U 2.4 STATIONNEMENT

Règles

Les dimensions des places de stationnement doivent être adaptées au type de véhicules attendu.

L'implantation des places de stationnement doit permettre de réaliser toutes les manœuvres nécessaires sans empiéter sur la voie publique.

Le stationnement des véhicules, y compris cycles, doit correspondre aux besoins des constructions et installations et doit être assuré en dehors des voies publiques.

Les aires de stationnement ouvertes au public doivent respecter le règlement de voirie de la Communauté de Communes de Lacq-Orthez figurant en annexe du présent règlement.

Les aires de stationnement créées lors de l'aménagement des lotissements et groupes d'habitations doivent répondre aux prescriptions de la « charte technique pour le classement des voies nouvelles et réseaux divers créés dans le cadre des lotissements et groupes d'habitations » annexée au règlement de voirie de la Communauté de Communes de Lacq-Orthez et figurant en annexe du présent règlement.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Exceptions

Une dérogation peut être accordée en cas d'impossibilité technique de respecter les règles définies précédemment, cette impossibilité devant être liée à la géographie naturelle du terrain ou à la configuration parcellaire.

U 3 EQUIPEMENTS ET RESEAUX

U 3.1 DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU OUVERTES AU PUBLIC

Tout projet doit être desservi par une voie publique ou privée dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés. Les caractéristiques de cette voie doivent être adaptées à la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Le nombre d'accès doit être limité au minimum nécessaire pour la réalisation du projet.

Les accès ne doivent pas présenter de risque pour les usagers des voies publiques ou pour les personnes utilisant ces accès. Tout accès doit être aménagé pour assurer la sécurité en termes de visibilité, de fonctionnalité et de facilité d'usage ; en particulier, la position des accès, leur configuration ainsi que la nature et l'intensité du trafic seront pris en compte.

A défaut de respect des règles évoquées précédemment, le projet sera refusé ou ne sera accepté que sous réserve de prescriptions spéciales.

Lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, le projet ne sera autorisé que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne ou le risque pour la circulation sera moindre.

Les voies nouvelles ouvertes à la circulation publique doivent respecter le règlement de voirie de la Communauté de Communes de Lacq-Orthez et figurant en annexe du présent règlement.

Les voies nouvelles créées lors de l'aménagement des lotissements et groupes d'habitations doivent répondre aux prescriptions de la « charte technique pour le classement des voies nouvelles et réseaux divers créés dans le cadre des lotissements et groupes d'habitations » annexée au règlement de voirie de la Communauté de Communes de Lacq-Orthez et figurant en annexe du présent règlement. A défaut, toute demande de classement en domaine public sera refusée.

U 3.2 DESSERTE PAR LES RESEAUX

D'une manière générale, pour les opérations de création de lotissement ou de groupes d'habitations, les aménagements doivent répondre aux prescriptions de la « charte technique pour le classement des voies nouvelles et réseaux divers créés dans le cadre des lotissements et groupes d'habitations » annexée au règlement de voirie de la Communauté de Communes de Lacq-Orthez et figurant en annexe du présent règlement.

U 3.2.1 Eau potable

Toute construction ou installation nécessitant une alimentation en eau potable doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes.

U 3.2.2 Assainissement - Eaux usées

Les constructions ou installations doivent être dotées d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme aux dispositions règlementaires en vigueur à la date de l'autorisation d'urbanisme.

Dans le cas d'une construction établie en zone U du P.L.U., mais nécessitant pour des raisons techniques ou liées à la configuration, la géographie ou la typologie de la parcelle, que tout ou partie du système d'assainissement soit établi en zone A ou N du P.L.U., cette implantation hors de la zone U pourra être acceptée dans les limites de l'unité foncière et au plus près de la zone U.

Lors de la demande de permis de construire ou d'aménager, un document attestant de la conformité du projet d'installation d'assainissement non collectif au regard des prescriptions règlementaires prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales, doit être fourni, conformément aux lois en vigueur. Dans le cadre de l'instruction par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) de la conformité de l'installation

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

d'assainissement non collectif, une étude à la parcelle pour l'unité foncière concernée peut notamment être demandée.

U 3.2.3 Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur les terrains doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales prioritairement vers des dispositifs d'infiltration ou de stockage, puis vers le réseau collecteur lorsqu'il existe, c'est-à-dire :

- vers un cours d'eau,
- ou vers un exutoire gravitaire identifié et situé en domaine public (fossé ou collecteur souterrain),
- ou vers un exutoire gravitaire identifié et situé en domaine privé.

Dans le cas d'un exutoire en domaine privé, une convention doit être signée avec les propriétaires de l'exutoire jusqu'à son rejet dans un exutoire situé en domaine public ou dans un cours d'eau.

Pour les projets à réaliser sur des terrains d'une taille inférieure à 1 ha et qui ne sont pas soumis à déclaration ou autorisation au titre de la loi sur l'eau, les ouvrages de rétention et régulation des eaux pluviales sont dotés d'une surverse ou débit de fuite maximum régulé à 3 l/s/ha.

Dans les autres cas, le projet devra se conformer aux dispositions prévues par le dossier de déclaration ou d'autorisation au titre de la loi sur l'eau.

La mise en œuvre des dispositifs suivants est encouragée :

- dispositifs d'infiltration des eaux pluviales à la parcelle ;
- dispositifs de récupération des eaux de pluies (cuves) destinés à l'approvisionnement en eau pour des usages domestiques ne nécessitant pas d'eau potable (arrosage), dans le respect des normes sanitaires en vigueur ;
- dispositifs de stockage des eaux pluviales à la parcelle avant leur rejet dans le réseau superficiel (noues, puits et tranchées stockantes, bassins).

Les aménagements proposés devront être présentés dans la demande d'urbanisme.

Les différents dispositifs de gestion et de traitement des eaux pluviales sont mis en œuvre sous la responsabilité des propriétaires qui doivent réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain et s'assurer de leur entretien régulier.

Les accès (ponceaux) aux voies publiques doivent garantir le bon écoulement des eaux pluviales.

Toute installation artisanale ou commerciale, même non soumise à autorisation ou à déclaration au titre de la législation sur les installations classées et de la loi sur l'eau, doit s'équiper d'un dispositif de traitement des eaux pluviales, adapté à l'importance et à la nature de l'activité et assurant une protection efficace du milieu naturel.

U 3.2.4 Réseaux divers

Les lignes de distribution d'énergie, d'éclairage public, de télécommunication et de vidéocommunication doivent être installées en souterrain sauf en cas d'impossibilité technique justifiée.

Les infrastructures d'accueil de réseaux de communications électroniques, entre le terrain d'assiette du projet ou de l'opération d'ensemble et le point de raccordement avec le réseau principal, de quelque nature qu'il soit, sont réalisées conformément à la réglementation en vigueur.

Ils peuvent être mis à la charge des constructeurs et aménageurs afin de permettre une desserte de chaque parcelle concernée en réseaux de communications électroniques suffisamment dimensionnés, notamment de type « fibre à l'abonné ».

Tous les travaux, constructions, installations ou aménagements réalisés dans la zone anticipent les réservations nécessaires et suffisamment dimensionnées en prévision du déploiement des réseaux de communications électroniques, notamment de type « fibre à l'abonné ».

Les infrastructures d'accueil de communications électroniques, et notamment le nombre de fourreaux télécoms, de chambre télécoms et de supports aériens, sont suffisamment dimensionnées en nombre et en caractéristiques afin de garantir et d'anticiper le déploiement des réseaux de communications électroniques, notamment de type « fibre à l'abonné ».

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

U 3.2.5 Défense incendie

Les constructions ou installations nouvelles ne pouvant être protégées selon les dispositions prévues par le règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie doivent prévoir les aménagements ou installations nécessaires qui seront mis en œuvre sous la responsabilité des maîtres d'ouvrage.

Dans le cas contraire, le projet peut être refusé.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

ZONES URBAINES UY A VOCATION D'ACTIVITES ARTISANALES ET INDUSTRIELLES

Les zones UY sont destinées à accueillir les activités artisanales et industrielles.

La sous-zone UYa est destinée à permettre la création et le fonctionnement d'une Installation de Stockage des Déchets Inertes (ISDI)

La zone UY est concernée par la servitude I6 - Mines et carrières - Périmètre d'exploitation de Lacq (en totalité).

UY 1 USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

EN ZONE UY : CONDITIONS D'AUTORISATION ET INTERDICTION SELON LES DESTINATIONS DES SOLS ET DES CONSTRUCTIONS

Constructions et installations à destination d'habitation

Sous-destination	Interdit	Autorisé	Autorisé sous condition	Conditions d'autorisation
Logement			X	Logements nouveaux autorisés sous réserve d'être nécessaires aux activités présentes dans la zone (logement de fonction d'un gardien par exemple). Les extensions et annexes des logements existants sont autorisées.
Hébergement	X			

Constructions et installations à destination de commerce et activités de services

Sous-destination	Interdit	Autorisé	Autorisé sous condition	Conditions d'autorisation
Artisanat et commerce de détail	X			
Restauration	X			
Commerce de gros		X		
Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	X			
Hébergement hôtelier et touristique	X			
Cinéma	X			

Constructions et installations à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics

Sous-destination	Interdit	Autorisé	Autorisé sous condition	Conditions d'autorisation
Bureaux et locaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés		X		
Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés		X		

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Sous-destination	Interdit	Autorisé	Autorisé sous condition	Conditions d'autorisation
Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	X			
Salles d'art et de spectacles	X			
Equipements sportifs	X			
Autres équipements recevant du public		X		

Constructions et installations à destination d'autres activités des secteurs secondaires et tertiaires

Sous-destination	Interdit	Autorisé	Autorisé sous condition	Conditions d'autorisation
Industrie		X		
Entrepôt		X		
Bureau		X		
Centre de congrès et d'exposition	X			

Constructions et installations à destination d'exploitation agricole et forestière

Sous-destination	Interdit	Autorisé	Autorisé sous condition	Conditions d'autorisation
Exploitation agricole			X	Seules sont autorisées les constructions et installations destinées au stockage de produits et de matériels liés à l'exploitation agricole.
Exploitation forestière	X			

EN ZONE UYA : SEULES SONT AUTORISEES LES CONSTRUCTIONS ET INSTALLATIONS UTILES ET LIEES A LA CREATION ET AU FONCTIONNEMENT D'UNE INSTALLATION DE STOCKAGE DES DECHETS INERTES (ISDI)

UY 2 CARACTERISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

UY 2.1 VOLUMETRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

UY 2.1.1 Volumétrie et hauteur

Niveau de la construction

Constructions à destination de logement

Les règles qui s'appliquent sont les mêmes que celles définies pour les constructions ayant la même destination situées en zone urbaine U.

Autres destinations

Non règlementé.

Emprise au sol

Constructions à destination de logement

Les règles qui s'appliquent sont les mêmes que celles définies pour les constructions ayant la même destination situées en zone urbaine U.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Autres destinations

Non règlementé.

Hauteur

Constructions à destination de logement

Les règles qui s'appliquent sont les mêmes que celles définies pour les constructions ayant la même destination situées en zone urbaine U.

Autres destinations

Non règlementé.

UY 2.1.2 Implantation par rapport aux voies et emprises publiques

Règles et exceptions

Constructions à destination de logement

Les règles et exceptions qui s'appliquent sont les mêmes que celles définies pour les constructions ayant la même destination situées en zone urbaine U.

Autres destinations

Implantation non règlementée.

UY 2.1.3 Implantation par rapport aux limites séparatives

Règles et exceptions

Constructions à destination de logement

Les règles qui s'appliquent sont les mêmes que celles définies pour les constructions ayant la même destination situées en zone urbaine U.

Autres destinations

Implantation non règlementée.

UY 2.2 QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

UY 2.2.1 Caractéristiques des façades et ouvertures

Constructions à destination de logement

Les règles et exceptions qui s'appliquent sont les mêmes que celles définies pour les constructions ayant la même destination situées en zone urbaine U.

Autres destinations

Les revêtements de façade doivent être d'une conception et d'une teinte en harmonie avec le site et les bâtiments environnants.

L'emploi brut en parement extérieur de matériaux destinés à être recouverts d'un enduit est interdit.

La couleur des façades maçonnées doit être choisie dans la palette des teintes des façades proposées pour les constructions à destination d'habitation : on se réfèrera au nuancier fourni en annexe.

Pour les bâtiments constitués d'une ossature habillée d'un bardage métallique, la teinte des façades doit être choisie dans les tons rouge foncé (RAL 8012 par exemple), gris (RAL 7032 par exemple) ou sable (RAL 1015 par exemple).

Exceptions

Dans l'hypothèse où la teinte ou le matériau d'une construction existante ne correspondent pas à ceux visés ci-avant, le matériau et la teinte de ses extensions et annexes pourront, si justifiés, être les mêmes que ceux du bâtiment principal.

Les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés peuvent présenter des caractéristiques de façades différentes sous réserve d'une justification technique.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

UY 2.2.2 Caractéristiques des toitures

Constructions à destination de logement

Les règles et exceptions qui s'appliquent sont les mêmes que celles définies pour les constructions ayant la même destination situées en zone urbaine U.

Autres destinations

Les teintes et les matériaux de couverture doivent être en harmonie avec le site et les bâtiments environnants.

Les matériaux autorisés pour les toitures sont les suivants :

- couverture métallique,
- couverture en plaques ondulées fibre-ciment,
- matériaux de type tuile en terre cuite.

La pente de la toiture doit être comprise entre 15 et 30%.

Les teintes des matériaux utilisés en toiture doivent être choisies dans les tons rouge foncé, brun, ou gris.

Exceptions

Dans l'hypothèse où la teinte ou le matériau de la toiture d'une construction existante ne correspondent pas à ceux visés ci-avant, le matériau et la teinte de la couverture de ses extensions et annexes pourront, si justifiés, être les mêmes que ceux du bâtiment principal.

Des matériaux, pentes ou couleurs de toiture différents peuvent être autorisés pour:

- les annexes d'une emprise au sol inférieure à 12m² ;
- les constructions et installations à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics ;
- les constructions à destination autre que l'habitation si techniquement ou architecturalement dûment justifié ;
- la mise en œuvre de dispositifs en faveur de l'économie ou de la valorisation de l'énergie si techniquement dûment justifié.

Des pentes de toitures différentes à celles définies ci-avant sont également admissibles pour les extensions et les annexes des constructions existantes à la date d'approbation du P.L.U., si ce choix est techniquement ou architecturalement justifié, et dès lors qu'est garantie une homogénéité de traitement des toitures sur l'unité foncière (couleurs, matériaux…).

UY 2.2.3 Caractéristiques des clôtures

Les clôtures ne sont pas obligatoires et leur réalisation est soumise à déclaration préalable.

La hauteur de clôture correspond à la plus grande distance verticale mesurée entre tout point du sommet de la clôture et le terrain naturel situé de part et d'autre.

Si elles existent, leur aspect doit s'intégrer avec l'environnement local.

L'association de végétaux est recommandée pour tous les types de clôtures.

La hauteur totale de la clôture ne doit pas dépasser 1.80 m.

<u>Exceptions et cas particuliers</u>

Lorsqu'elles sont édifiées le long des fossés, ruisseaux, canaux et des cours d'eau, les clôtures doivent permettre le travail d'entretien des berges.

Autour des constructions et installations nécessitant des principes de sécurité spécifiques, la hauteur maximale admissible des clôtures peut être portée à 2.50 m sur justification.

Des prescriptions particulières (retraits, matériaux, hauteurs, etc …) peuvent être imposées le long des axes de circulation et des emprises publiques:

- pour créer des séquences de nature à créer des rythmes améliorant l'esthétique urbaine et paysagère,
- pour favoriser la sécurité et les conditions de la circulation.

UY 2.2.4 Mesures d'amélioration des performances énergétiques et de développement durable des constructions

La réalisation de constructions mettant en œuvre des objectifs de qualité environnementale, ainsi que l'installation de matériels utilisant des énergies renouvelables sont encouragées. Néanmoins, ces équipements

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

doivent rechercher le meilleur compromis entre performance énergétique et intégration architecturale et paysagère.

Les équipements basés sur l'usage d'énergies alternatives, qu'elles soient géothermiques ou aérothermiques, tels que climatiseurs et pompes à chaleur, doivent de préférence être non visibles depuis le domaine public.

Les panneaux solaires ou photovoltaïques doivent dans la mesure du possible faire l'objet d'une insertion paysagère ou être intégrés à la composition architecturale.

UY 2.3 TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

UY 2.3.1 Surfaces non imperméabilisées et éco-aménageables

Mode de calcul

Les surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables correspondent aux surfaces en pleine terre végétalisée (jardins, espaces verts) ou recouvertes d'un revêtement perméable à l'air et à l'eau.

Règle

Les surfaces non imperméabilisées doivent représenter au minimum 20% de la surface de l'unité foncière ; en cas d'existence de dispositif(s) de régulation des eaux pluviales sur l'unité foncière, les surfaces non imperméabilisées ne sont pas règlementées.

UY 2.3.2 Espaces non bâtis

Sauf en cas d'impossibilité technique justifiée, les constructions de gabarit important doivent être accompagnées par des plantations à l'échelle du projet.

Les surfaces non imperméabilisées doivent être plantées d'un arbre de haute tige minimum par tranche de 200m² de surface non imperméabilisée.

UY 2.4 STATIONNEMENT

Les dimensions des places de stationnement doivent être adaptées au type de véhicules attendu.

L'implantation des places de stationnement doit permettre de réaliser toutes les manœuvres nécessaires sans empiéter sur la voie publique.

Le stationnement des véhicules, y compris cycles, doit correspondre aux besoins des constructions et installations et doit être assuré en dehors des voies publiques.

Les aires de stationnement ouvertes au public doivent respecter le règlement de voirie de la Communauté de Communes de Lacq-Orthez figurant en annexe du présent règlement.

UY 3 EQUIPEMENTS ET RESEAUX

UY 3.1 DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU OUVERTES AU PUBLIC

Tout projet doit être desservi par une voie publique ou privée dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés. Les caractéristiques de cette voie doivent être adaptées à la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Le nombre d'accès doit être limité au minimum nécessaire pour la réalisation du projet.

Les accès ne doivent pas présenter de risque pour les usagers des voies publiques ou pour les personnes utilisant ces accès. Tout accès doit être aménagé pour assurer la sécurité en termes de visibilité, de fonctionnalité et de facilité d'usage ; en particulier, la position des accès, leur configuration ainsi que la nature et l'intensité du trafic seront pris en compte.

A défaut de respect des règles évoquées précédemment, le projet sera refusé ou ne sera accepté que sous réserve de prescriptions spéciales.

Lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, le projet ne sera autorisé que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne ou le risque pour la circulation sera moindre.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Les voies nouvelles ouvertes à la circulation publique doivent respecter le règlement de voirie de la Communauté de Communes de Lacq-Orthez figurant en annexe du présent règlement.

UY 3.2 DESSERTE PAR LES RESEAUX

UY 3.2.1 Eau potable

Toute construction ou installation nécessitant une alimentation en eau potable doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes.

UY 3.2.2 Assainissement - Eaux usées

Les constructions ou installations doivent être dotées d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme aux dispositions règlementaires en vigueur à la date de l'autorisation d'urbanisme.

Dans le cas d'une construction établie en zone UY du P.L.U., mais nécessitant pour des raisons techniques ou liées à la configuration, la géographie ou la typologie de la parcelle, que tout ou partie du système d'assainissement soit établi en zone A ou N du P.L.U., cette implantation hors de la zone UY pourra être acceptée dans les limites de l'unité foncière et au plus près de la zone UY.

Lors de la demande de permis de construire ou d'aménager, un document attestant de la conformité du projet d'installation d'assainissement non collectif au regard des prescriptions règlementaires prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales, doit être fourni, conformément aux lois en vigueur. Dans le cadre de l'instruction par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) de la conformité de l'installation d'assainissement non collectif, une étude à la parcelle pour l'unité foncière concernée peut notamment être demandée.

UY 3.2.3 Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur les terrains doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales vers les dispositifs d'infiltration ou de stockage, puis vers le réseau collecteur lorsqu'il existe, c'est-à-dire :

- vers un cours d'eau,
- ou vers un exutoire gravitaire identifié et situé en domaine public (fossé ou collecteur souterrain),
- ou vers un exutoire gravitaire identifié et situé en domaine privé.

Dans le cas d'un exutoire en domaine privé, une convention doit être signée avec les propriétaires de l'exutoire jusqu'à son rejet dans un exutoire situé en domaine public ou dans un cours d'eau.

Pour les projets à réaliser sur des terrains d'une taille inférieure à 1 ha et qui ne sont pas soumis à déclaration ou autorisation au titre de la loi sur l'eau, les ouvrages de rétention et régulation des eaux pluviales sont dotés d'une surverse ou débit de fuite maximum régulé à 3 l/s/ha.

Dans les autres cas, le projet devra se conformer aux dispositions prévues par le dossier de déclaration ou d'autorisation au titre de la loi sur l'eau.

La mise en œuvre des dispositifs suivants est encouragée :

- dispositifs d'infiltration des eaux pluviales à la parcelle ;
- dispositifs de récupération des eaux de pluies (cuves) destinés à l'approvisionnement en eau pour des usages domestiques ne nécessitant pas d'eau potable (arrosage), dans le respect des normes sanitaires en vigueur ;
- dispositifs de stockage des eaux pluviales à la parcelle avant leur rejet dans le réseau superficiel (noues, puits et tranchées stockantes, bassins).

Les aménagements proposés devront être présentés dans la demande d'urbanisme.

Les différents dispositifs sont mis en œuvre sous la responsabilité des propriétaires qui doivent réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain et s'assurer de leur entretien régulier.

Les accès (ponceaux) aux voies publiques doivent garantir le bon écoulement des eaux pluviales.

Toute installation industrielle, artisanale ou commerciale, même non soumise à autorisation ou à déclaration au titre de la législation sur les installations classées et de la loi sur l'eau, doit s'équiper d'un dispositif de traitement des eaux pluviales, adapté à l'importance et à la nature de l'activité et assurant une protection efficace du milieu naturel.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

UY 3.2.4 Réseaux divers

Les lignes de distribution d'énergie, d'éclairage public, de télécommunication et de vidéocommunication doivent être installées en souterrain sauf en cas d'impossibilité technique justifiée.

Les infrastructures d'accueil de réseaux de communications électroniques, entre le terrain d'assiette du projet ou de l'opération d'ensemble et le point de raccordement avec le réseau principal, de quelque nature qu'il soit, sont réalisées conformément à la réglementation en vigueur.

Ils peuvent être mis à la charge des constructeurs et aménageurs afin de permettre une desserte de chaque parcelle concernée en réseaux de communications électroniques suffisamment dimensionnés, notamment de type « fibre à l'abonné ».

Tous les travaux, constructions, installations ou aménagements réalisés dans la zone anticipent les réservations nécessaires et suffisamment dimensionnées en prévision du déploiement des réseaux de communications électroniques, notamment de type « fibre à l'abonné ».

Les infrastructures d'accueil de communications électroniques, et notamment le nombre de fourreaux télécoms, de chambre télécoms et de supports aériens, sont suffisamment dimensionnées en nombre et en caractéristiques afin de garantir et d'anticiper le déploiement des réseaux de communications électroniques, notamment de type « fibre à l'abonné ».

UY 3.2.5 Défense incendie

Les constructions ou installations nouvelles ne pouvant être protégées selon les dispositions prévues par le règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie doivent prévoir les aménagements ou installations nécessaires qui seront mis en œuvre sous la responsabilité des maîtres d'ouvrage.

Dans le cas contraire, le projet peut être refusé.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES

Les zones agricoles correspondent à des secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres, destinés principalement à accueillir les constructions et installations à vocation agricole.

On distingue :

- les secteurs A à vocation d'exploitation agricole ;
- un « secteur de taille et capacité d'accueil limitées » (STECAL) As1, à destination principale de commerce et activités de service, correspondant à l'ancien hôtel-restaurant situé en bordure de la RD947 ;
- un « secteur de taille et capacité d'accueil limitées » (STECAL) As2, à destination principale d'hébergement touristique et d'activités de services, correspondant au Domaine de Tilh ;
- un « secteur de taille et capacité d'accueil limitées » (STECAL) As3, permettant la construction d'abris pour chevaux liés à une entreprise de pension équestre.

Les zones agricoles sont concernées en partie par les servitudes suivantes :

- I1 - Pipelines de transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés - Réseau Lacq - Carresse (en partie) ;
- I6 - Mines et carrières - Périmètre d'exploitation de Lacq (en totalité).

A 1 USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

D'une manière générale, les usages du sol et destinations des constructions autorisées selon les modalités ci-après sont autorisées uniquement sous réserve de ne pas être incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

Le changement de destination des bâtiments n'est autorisé que pour les bâtiments identifiés sur le plan de zonage, sous réserve que ce changement de destination ne compromette pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

La destination finale doit être le logement, l'hébergement hôtelier et touristique, une activité de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle ou une des destinations autorisées pour les constructions nouvelles en zone A.

A 1.1 USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS EN ZONE A

A1.1.1 Usage des sols et destination des constructions autorisés sous conditions en zone A

Sont autorisés sous conditions précisées dans le présent article :

- les installations agricoles, les bâtiments agricoles, les travaux et extensions de bâtiments agricoles existants sous réserve de respecter la règlementation en vigueur en ce qui concerne les distances d'implantation par rapport aux habitations existantes et aux limites des zones urbaines susceptibles d'accueillir de nouvelles habitations ;
- Les installations, constructions nouvelles et extensions à destination d'entrepôts sous réserve d'être nécessaires au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées (CUMA) ;
- les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production et sous réserve d'un avis favorable de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers ;
- les constructions nouvelles à destination de logement sous réserve d'être nécessaires à l'exploitation agricole et à condition d'être situées dans une bande de 50m comptée à partir des bâtiments d'exploitation, sauf impossibilité technique ou impossibilité liée à la géographie naturelle du terrain ou à la configuration parcellaire ;
- les extensions et annexes des habitations existantes sous conditions précisées dans les articles suivants du règlement ;
- les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

A1.1.2 Usage des sols et destination des constructions interdits en zone A

Sont interdits :

- Les constructions et installations nouvelles, extensions et changement de destination de bâtiments non mentionnés dans les paragraphes précédents ;
- Le stationnement isolé des caravanes.

A 1.2 USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS EN ZONE AS1 (SECTEUR DE TAILLE ET CAPACITE D'ACCUEIL LIMITEES, A DESTINATION PRINCIPALE DE COMMERCE ET ACTIVITES DE SERVICE)

A 1.2.1 Usage des sols et destination des constructions autorisés sous conditions en zone As1

Sont autorisés sous conditions précisées dans le présent article et dans les articles suivants du règlement :

- les constructions nouvelles et le changement de destination des bâtiments existants correspondant à l'une des sous-destinations suivantes :
  - logement,
  - artisanat et commerce de détail,
  - restauration,
  - activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle,
  - hébergement hôtelier et touristique ;
  - bureaux et locaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés,
  - salles d'art et de spectacles,
  - équipements sportifs,
  - autres équipements recevant du public,
  - bureau ;
- les extensions et annexes des bâtiments existants ;
- les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés.

A 1.2.2 Usage des sols et destination des constructions interdits en zone As1

Sont interdits :

- Les constructions nouvelles, extensions et changement de destination de bâtiments non mentionnés dans le paragraphe précédent ;
- Le stationnement isolé des caravanes,
- les installations classées pour la protection de l'environnement incompatibles avec les usages du sols et constructions permises dans la zone As1,
- les activités polluantes.

A 1.3 USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS EN ZONE AS2 (SECTEUR DE TAILLE ET CAPACITE D'ACCUEIL LIMITEES A DESTINATION D'HEBERGEMENT TOURISTIQUE ET ACTIVITES DE SERVICE)

A 1.3.1 Usage des sols et destination des constructions autorisés sous conditions en zone As2

Sont autorisés sous conditions précisées dans le présent article et dans les articles suivants du règlement :

- les constructions nouvelles et le changement de destination des bâtiments existants correspondant à l'une des sous-destinations suivantes :
  - exploitation agricole,
  - logement,
  - artisanat, commerce de détail et activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle,
  - restauration,
  - hébergement hôtelier et touristique, y compris habitations légères de loisirs ;
- les extensions et annexes des bâtiments existants ;
- les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés.

A 1.3.2 Usage des sols et destination des constructions interdits en zone As2

Sont interdits :

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

- Les constructions nouvelles, extensions et changement de destination de bâtiments non mentionnés dans le paragraphe précédent ;
- Le stationnement isolé des caravanes ;
- les installations classées pour la protection de l'environnement incompatibles avec les usages du sols et constructions permises dans la zone As2 ;
- les activités polluantes.

A 1.4 USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS EN ZONE AS3 (SECTEUR DE TAILLE ET CAPACITE D'ACCUEIL LIMITEES A DESTINATION D'ABRIS POUR CHEVAUX)

A 1.4.1 Usage des sols et destination des constructions autorisés sous conditions en zone As3

Sont autorisés sous conditions précisées dans le présent article et dans les articles suivants du règlement :

- les constructions nouvelles et le changement de destination des bâtiments existants correspondant à l'une des sous-destinations suivantes :
  - exploitation agricole,
  - artisanat, commerce de détail et activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle s'ils sont nécessaires à l'abri des animaux ;
- les extensions et annexes des bâtiments existants ;
- les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés.

A 1.4.2 Usage des sols et destination des constructions interdits en zone As3

Sont interdits :

- Les constructions nouvelles, extensions et changement de destination de bâtiments non mentionnés dans le paragraphe précédent ;
- Le stationnement isolé des caravanes ;
- les installations classées pour la protection de l'environnement incompatibles avec les usages du sols et constructions permises dans la zone As3 ;
- les activités polluantes.

A 2 CARACTERISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

A 2.1 VOLUMETRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

A 2.1.1 Volumétrie et hauteur

A 2.1.1.1 Emprise au sol

Mode de calcul

L'emprise au sol correspond à la projection verticale du volume de la construction, tous débords et surplombs inclus.

Toutefois, les ornements tels que les éléments de modénature et les marquises sont exclus, ainsi que les débords de toiture et les balcons lorsqu'ils ne sont pas soutenus par des poteaux ou des encorbellements.

Les piscines enterrées, non couvertes, leur local technique, ainsi que les terrasses de plain-pied ne sont pas pris en compte dans la surface d'emprise au sol.

Lorsque l'unité foncière supporte plusieurs bâtiments, l'emprise au sol considérée est la somme de l'emprise au sol de chaque bâtiment.

Dans la zone A

Constructions à destination d'exploitation agricole

L'emprise au sol est limitée à 2500 m² par bâtiment.

Constructions à destination d'habitation

L'emprise au sol des constructions nouvelles à destination d'habitation liées à l'exploitation agricole, y compris annexes est limitée à 200m².

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

L'emprise au sol des extensions des constructions à destination d'habitation existantes à la date d'approbation du P.L.U. est limitée à 40m².

L'emprise au sol des annexes des constructions à destination d'habitation existantes à la date d'approbation du P.L.U. est limitée à 40m².

Exceptions

L'emprise au sol des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés n'est pas limitée.

Une emprise au sol supérieure à 2500 m² pourra être accordée pour les bâtiments agricoles uniquement pour des raisons techniques ou de fonctionnement dûment justifiées.

Constructions situées en zone As1 (ancien hôtel-restaurant situé en bordure de la RD947)

L'emprise au sol des constructions, y compris annexes et extensions, est limitée à 350m².

L'emprise au sol des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés n'est pas limitée.

Constructions situées en zone As2 (Domaine de Tilh)

L'emprise au sol des constructions nouvelles et extensions à destination d'hébergement touristique, créées après approbation du présent P.L.U., est limitée à 40 m² par construction, dans la limite de 400m².

L'emprise au sol des constructions nouvelles et extensions relevant des autres sous-destinations des commerces et activités de service, créées après approbation du présent P.L.U., est limitée à 375 m² au total.

L'emprise au sol des extensions et annexes à destination d'habitation, créées après approbation du présent P.L.U., est limitée à 160 m² au total.

L'emprise au sol des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés ainsi que des constructions à destination d'exploitation agricole n'est pas limitée.

Constructions situées en zone As3

L'emprise au sol des constructions nouvelles et extensions à destination d'artisanat, de commerce de détail et activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle liées à l'abri des animaux, créées après approbation du présent P.L.U., est limitée à 80m² au total.

L'emprise au sol des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés ainsi que des constructions à destination d'exploitation agricole n'est pas limitée.

A 2.1.1.2 Niveau de la construction

Constructions à destination d'exploitation agricole

Non règlementé.

Autres destinations

Les règles qui s'appliquent sont les mêmes que celles définies pour les constructions ayant la même destination situées en zone urbaine U.

A 2.1.1.3 Hauteur

Mode de calcul

La hauteur sous sablière correspond à la distance verticale mesurée entre le niveau du sol fini du plancher inférieur de la construction et le niveau pris au-dessous de la sablière.

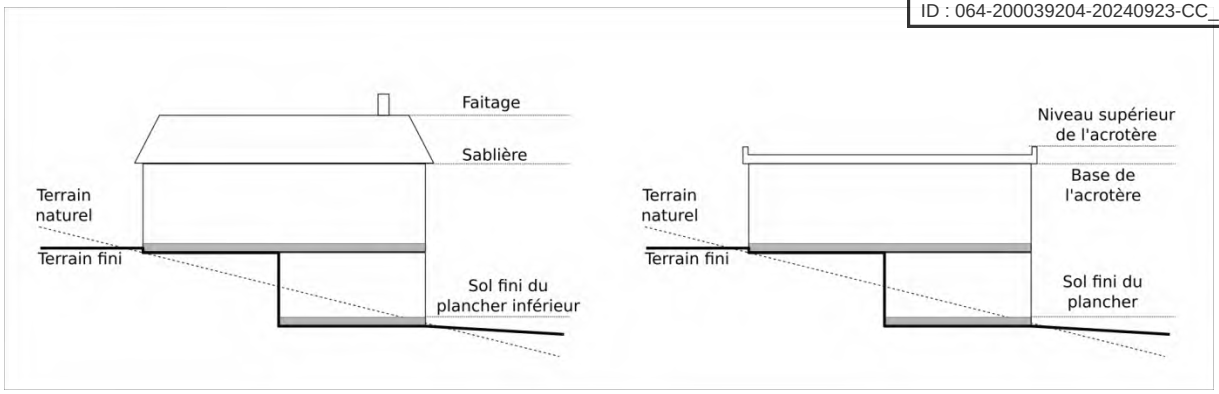
La hauteur au faitage correspond à la distance verticale mesurée entre le niveau du sol fini du plancher inférieur de la construction et le niveau supérieur de la toiture.

La hauteur à l'acrotère correspond à la distance verticale mesurée entre le niveau du sol fini du plancher inférieur de la construction et le niveau supérieur de l'acrotère.

Les ouvrages de faibles emprises tels que les souches de cheminées, garde-corps à claire voie ne sont pas pris en compte pour le calcul de hauteur, sur une hauteur maximale de 1 mètre.

Le schéma suivant illustre l'application de la règle, sans présenter de valeur règlementaire.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE



Règles

La hauteur des constructions à destination d'exploitation agricole est limitée à 12 mètres maximum au faitage ou à l'acrotère.

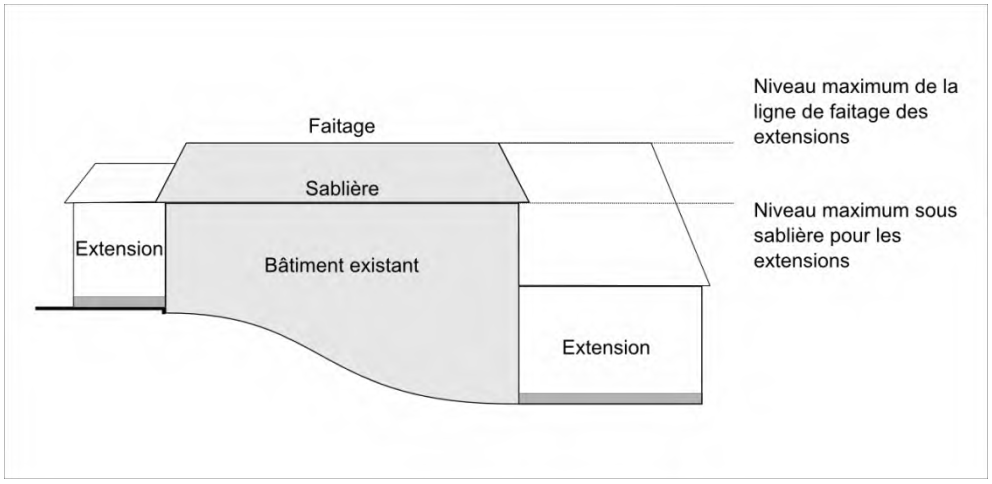
La hauteur au faitage ou à l'acrotère des habitations légères de loisirs est limitée à 5 mètres maximum.

La hauteur des constructions à destination d'habitation, de commerces et d'activités de services est limitée à 6 mètres maximum sous sablière ou à l'acrotère, et à 9 mètres maximum au faîtage.

La hauteur des annexes des constructions à destination d'habitation est limitée à 3.50 mètres maximum à la sablière ou à l'acrotère, et à 5 mètres au maximum au faîtage.

Pour les extensions par augmentation de l'emprise au sol, le niveau pris au-dessous de la sablière de l'extension et le niveau supérieur de la toiture de l'extension ne peuvent être supérieurs à ceux du bâtiment existant.

Le schéma suivant illustre l'application de la règle, sans présenter de valeur règlementaire.



Exceptions

En cas de reconstruction d'un bâtiment préexistant, la hauteur peut être conservée ou imposée.

Une hauteur supérieure peut être acceptée pour les constructions à destination d'exploitation agricole sur justification technique.

La hauteur des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés n'est pas limitée.

A 2.1.2 Implantation par rapport aux voies et emprises publiques

Mode de calcul

Les voies concernées par les règles suivantes correspondent aux voies publiques, espaces publics, chemins ruraux et voies privées ouvertes à la circulation automobile, existantes ou à créer.

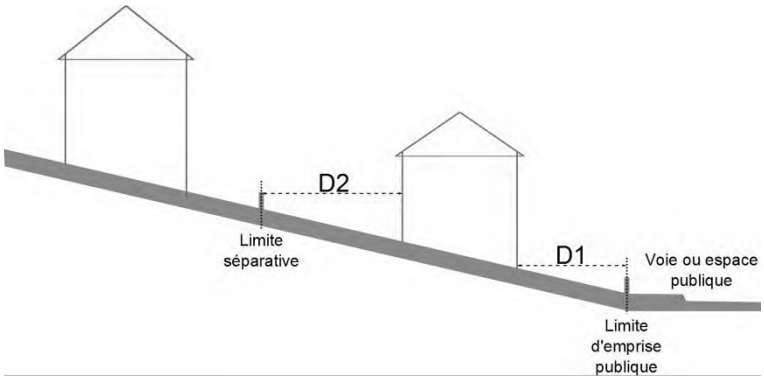
L'alignement est calculé par rapport au nu de la façade, sans tenir compte des débords (toiture) et autres éléments saillants.

Sauf mention spécifique, le recul correspond à la distance (notée D1 sur le schéma suivant) comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point le plus proche de la voie ou de l'emprise publique.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Sauf mention spécifique, pour les piscines, le recul correspond à la distance comptée horizontalement de tout point de la paroi verticale de la piscine au point le plus proche de la voie ou de l'emprise publique.

Le schéma suivant illustre l'application de la règle, sans présenter de valeur règlementaire :



Règles

Toute construction nouvelle doit être implantée avec un recul minimum de 4 m par rapport aux voies et emprises publiques, sauf dispositions différentes portées sur le plan de zonage.

A l'intérieur de la marge de recul, les éléments architecturaux tels que balcons, emmarchement, poutre… peuvent être admis avec une saillie maximale d'un mètre.

Exceptions

En cas d'extension par surélévation ou par augmentation d'emprise au sol, de reconstruction, d'aménagement ou de restauration d'un bâtiment préexistant, l'implantation initiale par rapport aux voies et emprises publiques peut être conservée ou exigée.

Une implantation différente peut également être exceptionnellement accordée si dûment justifiée par le pétitionnaire de la demande ou exigée par la collectivité publique:

- en cas d'impossibilité technique liée à la géographie naturelle du terrain ou à la configuration parcellaire ;
- pour des raisons de sécurité ;
- pour permettre la mise en œuvre de dispositifs d'amélioration énergétique des bâtiments existants (isolation par l'extérieur par exemple) ;
- pour conserver ou créer un rythme de façades sur rue ;
- pour s'inscrire dans la continuité de l'implantation du bâti existant sur a minima une des parcelles attenantes, sinon sur la parcelle la plus proche, ou dans la continuité d'un front bâti significatif quand il en existe un ;
- pour assurer la préservation, en dehors de tout repérage au document graphique du règlement, d'un élément ou espace végétal de qualité structurant le paysage ;
- pour mieux aménager l'espace devant toutes activités intégrées à l'habitat et situées en rez-de-chaussée (bureaux, commerces, etc...).

L'implantation des constructions et installations à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics n'est pas règlementée.

Dans le cas de terrains bordés par plusieurs voies ou emprises publiques, les règles d'implantation peuvent ne s'appliquer qu'à l'égard d'une seule de ces voies ou emprises publiques.

A 2.1.3 Implantation par rapport aux limites séparatives

Mode de calcul

Le recul correspond à la distance (notée D2 sur le schéma précédent) comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point le plus proche de la limite séparative.

Pour les piscines, le recul correspond à la distance comptée horizontalement de tout point de la paroi verticale de la piscine au point le plus proche de la limite séparative.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Règles

Toute construction nouvelle doit être implantée avec un recul égal à la moitié de la hauteur à la sablière ou à l'acrotère (H/2), avec un minimum de 4 m, par rapport aux limites séparatives.

Les piscines doivent être implantées à une distance minimum de 3m des limites séparatives.

L'implantation en limite séparative est permise :

- soit dans la projection, totale ou partielle, d'une construction qui existerait déjà sur le fonds voisin en limite séparative latérale et dont les éventuelles ouvertures en façade ne l'empêcheraient pas,
- soit si le linéaire total bâti en limite n'excède pas 12 mètres de long et si la construction ne dépasse pas 3 mètres de hauteur à la sablière en cas de toiture à pente (non comprise une tolérance d'un mètre pour pignon ou demi pignon) ou 3,50 mètres de hauteur hors tout pour les autres types de toiture.

Exceptions

A l'intérieur de la marge de recul, les éléments architecturaux tels que balcons, emmarchement, poutre… peuvent être admis avec une saillie maximale d'un mètre.

En cas de reconstruction, d'aménagement ou de restauration d'un bâtiment préexistant, l'implantation initiale par rapport aux limites séparatives peur être conservée ou exigée.

Une implantation différente peut être exceptionnellement accordée si dûment justifiée par le pétitionnaire de la demande :

- en cas d'impossibilité technique liée à la géographie naturelle du terrain ou à la configuration parcellaire ;
- pour les extensions lorsque le bâtiment auquel est rattachée l'extension est implanté à moins de 4m de la limite séparative ; dans ce cas, le même recul peut être appliqué à l'extension ;
- Pour les annexes d'une emprise au sol inférieure à 12m² ;
- pour permettre la mise en œuvre de dispositifs d'amélioration énergétique des bâtiments existants (isolation par l'extérieur par exemple).

Dans les quatre cas ci-avant, la construction devra néanmoins tenir compte de la volumétrie des constructions (hauteur et implantation) et des usages existants sur les parcelles limitrophes du projet.

Une implantation différente peut être exigée par la collectivité publique pour assurer la préservation, en dehors de tout repérage au document graphique du règlement, d'un élément ou espace végétal de qualité structurant le paysage.

L'implantation des constructions et installations à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics n'est pas règlementée.

A 2.1.4 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Mode de calcul

La distance est comptée horizontalement de tout point du premier bâtiment au point le plus proche du second bâtiment.

Règles

Les constructions nouvelles à destination d'habitation doivent être implantées dans une bande de 50m comptée à partir des bâtiments d'exploitation agricole.

Les annexes des habitations existantes doivent être implantées dans une bande de 30 mètres comptée à partir du bâtiment principal auquel elles sont rattachées, quelle que soit la zone dans laquelle se situe le bâtiment principal.

Exceptions

Une implantation différente peut être accordée en cas d'impossibilité technique ou impossibilité liée à la géographie naturelle du terrain ou à la configuration parcellaire.

L'implantation des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés n'est pas règlementée.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

A 2.2 QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

A 2.2.1 Caractéristiques des façades et ouvertures

Constructions à destination d'exploitation agricole

Les revêtements de façade doivent être d'une conception et d'une teinte en harmonie avec le site et les bâtiments environnants.

Sont privilégiés :

- les bâtiments maçonnés recouverts d'un enduit dont la teinte doit être choisie dans la palette des teintes des façades proposées pour les constructions à destination d'habitation ;
- les bâtiments constitués d'un soubassement maçonné enduit de teinte claire, pierre, beige ou blanc cassé ou de panneaux préfabriqués en béton armé de couleur grise et d'une ossature habillée d'un bardage en bois ou d'un bardage métallique ; dans ce dernier cas, la teinte du bardage métallique doit être choisie dans les tons sable (RAL1015 par exemple) , gris (RAL7032 par exemple), ou vert (RAL 6011 ou RAL6021 par exemple) ;
- les bâtiments constitués d'une ossature habillée d'un bardage bois ou métallique d'une teinte choisie dans les tons sable (RAL1015 par exemple), gris (RAL7032 par exemple), ou vert (RAL 6011 ou RAL6021 par exemple).

Pour les bâtiments de grande taille, un rythme des façades doit être recherché par l'implantation des ouvertures, en variant les couleurs du bâtiment ou en fractionnant le volume.

Les bâtiments de type tunnel d'élevage ou de stockage (matériels, fourrage,…) sont autorisés s'ils sont d'un ton choisi dans la palette des teintes proposées pour les bardages métalliques.

L'emploi brut en parement extérieur de matériaux destinés à être recouverts d'un enduit est interdit.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux serres, châssis et tunnels agricoles destinés à la production maraichère ou horticole.

Constructions à destination d'hébergement touristique

Les revêtements et matériaux de façade des constructions à destination d'hébergement touristique doivent être d'une conception et d'une teinte en harmonie avec le site et les éventuels bâtiments environnants.

Autres constructions

Les règles et exceptions qui s'appliquent sont les mêmes que celles applicables pour les constructions de même destination situées en zone urbaine U.

A 2.2.2 Caractéristiques des toitures

Constructions à destination d'exploitation agricole

Les matériaux autorisés pour les toitures sont les suivants :

- couverture métallique,
- couverture en plaques ondulées fibre-ciment,
- matériaux de type tuile en terre cuite.

La pente de la toiture doit être comprise entre 15 et 30%.

Les teintes des matériaux utilisés en toiture doivent être choisies dans les tons rouge foncé, brun ou gris.

Autres constructions

Les règles et exceptions qui s'appliquent sont les mêmes que celles applicables pour les constructions de même destination situées en zone urbaine U.

Exceptions

En cas d'extension, de réfection, de reconstruction ou d'aménagement de bâtiments existants, les caractéristiques existantes de la toiture (nombre de versants, pente, type et teinte des matériaux de couverture) peuvent être conservées.

Des pentes et matériaux de toitures différentes à celles définies ci-avant et les toitures terrasses peuvent être admises pour :

- les annexes d'une emprise au sol inférieure à 12m² ;

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

- les constructions et installations à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics ;
- les constructions à destination autre que l'habitation si techniquement et architecturalement justifié ;
- les serres, châssis et tunnels agricoles ;
- les habitations légères de loisirs sous réserve d'être en harmonie avec le site et les bâtiments environnants ;
- la mise en œuvre de dispositifs en faveur de l'économie ou de la valorisation de l'énergie si techniquement dûment justifié.

Des pentes de toitures différentes à celles définies ci-avant sont également admissibles pour les extensions et les annexes des constructions existantes à la date d'approbation du P.L.U., si ce choix est techniquement ou architecturalement justifié, et dès lors qu'est garantie une homogénéité de traitement des toitures sur l'unité foncière (couleurs, matériaux…).

A 2.2.3 Caractéristiques des clôtures

Les clôtures ne sont pas obligatoires et leur réalisation est soumise à déclaration préalable. Si elles existent, leur aspect doit s'intégrer avec l'environnement local.

La hauteur de clôture correspond à la plus grande distance verticale mesurée entre tout point du sommet de la clôture et le terrain naturel situé de part et d'autre.

Lorsqu'elles sont édifiées le long des fossés, ruisseaux, canaux et des cours d'eau, les clôtures doivent permettre le travail d'entretien des berges.

L'association de végétaux est recommandée pour tous les types de clôtures.

L'utilisation d'espèces identifiées comme envahissantes pour la région est à proscrire.

L'emploi de matériaux de type bâche souple en matière plastique et de tôles métalliques n'est pas autorisé.

Clôtures agricoles ou liées aux constructions à destination d'exploitation agricole

Non règlementé.

Clôtures liées aux autres constructions

Les clôtures doivent être de type :

- clôtures transparentes composées d'un grillage éventuellement posé sur une bordure ou planelle d'une hauteur maximale de 10cm. La hauteur totale de la clôture ne doit pas dépasser 1.50 m ;

ou

- clôtures végétales d'une hauteur maximale de 1m50. L'utilisation d'espèces identifiées comme envahissantes pour la région est à proscrire.

Les clôtures semi-opaques constituées d'un mur ou d'un panneau plein d'une hauteur comprise entre 0.70 et 1 m, surmonté d'un grillage peuvent être admises en façades sur rue ; la hauteur totale de la clôture ne doit pas dépasser 1.50 m ;

Rehaussement de clôtures

Le rehaussement de clôtures est autorisé sous réserve :

- que la hauteur finale de la clôture ne dépasse pas les gabarits définis précédemment ;
- que la rehausse soit réalisée dans un matériau identique à l'existant ou que son aspect final soit strictement homogène (teinte, relief, etc.).

Adaptation de la clôture à la pente

Les clôtures doivent suivre la pente du terrain naturel. Les clôtures en escalier sont autorisées sous réserve que les différents éléments de la clôture (hauteur du soubassement éventuel, hauteur totale) ne dépassent pas les gabarits définis précédemment, et ce pour chaque tronçon de la clôture.

Exceptions et cas particuliers

En cas de réfection ou de reconstruction d'une clôture existante, les caractéristiques existantes de la clôture (type, hauteur, matériaux et teinte) peuvent être conservées.

Des caractéristiques différentes peuvent également être autorisées en cas d'extension d'une clôture existante à la date d'approbation du P.L.U : les extensions en continuité sont autorisées selon les mêmes caractéristiques que la clôture initiale.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Autour des constructions et installations nécessitant des principes de sécurité spécifiques, la hauteur maximale admissible des clôtures peut être portée à 2.50 m.

Des prescriptions particulières (retraits, matériaux, hauteurs, etc …) peuvent être imposées le long des axes de circulation et des emprises publiques :

- pour créer des séquences de nature à créer des rythmes améliorant l'esthétique urbaine et paysagère,
- pour favoriser la sécurité et les conditions de la circulation.

A 2.2.4 Mesures d'amélioration des performances énergétiques et de développement durable des constructions

La réalisation de constructions mettant en œuvre des objectifs de qualité environnementale, ainsi que l'installation de matériels utilisant des énergies renouvelables sont encouragées. Néanmoins, ces équipements doivent rechercher le meilleur compromis entre performance énergétique et intégration architecturale et paysagère.

Les équipements basés sur l'usage d'énergies alternatives, qu'elles soient géothermiques ou aérothermiques, tels que climatiseurs et pompes à chaleur, doivent de préférence être non visibles depuis le domaine public.

Les panneaux solaires ou photovoltaïques doivent dans la mesure du possible faire l'objet d'une insertion paysagère ou être intégrés à la composition architecturale.

Les dispositifs d'isolation par l'extérieur sont autorisés sous réserve de ne pas remettre en cause :

- la composition architecturale, le décor et la modénature du bâtiment ;
- la stabilité et la conservation des maçonneries anciennes ;
- la sécurité des usagers des voies publiques ou ouvertes à la circulation.

A 2.2.5 Eléments de paysage à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural

Rappel : les travaux modifiant un élément ayant un intérêt patrimonial ou paysager sont soumis à déclaration préalable.

Motte de Hou

Les éléments qui subsistent de ce site doivent être préservés. Sont en particulier interdits les travaux de terrassement conduisant à leur destruction, sauf raison dûment justifiée.

A 2.3 TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

Espaces non bâtis

Les constructions nouvelles à destination d'exploitation agricole doivent être accompagnées par des plantations à l'échelle du projet : arbres de haute tige aux abords du bâtiment, haies jalonnant les chemins d'accès et entourant les aires de stockage.

On favorisera la plantation d'essences locales. L'utilisation d'espèces identifiées comme envahissantes pour la région est à proscrire.

A 2.4 STATIONNEMENT

Règle

Les dimensions des places de stationnement doivent être adaptées au type de véhicules attendu.

L'implantation des places de stationnement doit permettre de réaliser toutes les manœuvres nécessaires sans empiéter sur la voie publique.

Le stationnement des véhicules doit correspondre aux besoins des constructions et installations et être assuré en dehors des voies publiques.

Exceptions

Une dérogation peut être accordée en cas d'impossibilité technique de respecter la règle définie précédemment, cette impossibilité devant être liée à la géographie naturelle du terrain ou à la configuration parcellaire.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

A 3 EQUIPEMENTS ET RESEAUX

A 3.1 DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU OUVERTES AU PUBLIC

Tout projet doit être desservi par une voie publique ou privée dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés. Les caractéristiques de cette voie doivent être adaptées à la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Le nombre d'accès doit être limité au minimum nécessaire pour la réalisation du projet.

Les accès ne doivent pas présenter de risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. La visibilité, la fonctionnalité et de facilité d'usage des aménagements seront appréciés notamment au regard de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

A défaut de respect des règles évoquées précédemment, le projet sera refusé ou ne sera accepté que sous réserve de prescriptions spéciales.

Lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, le projet ne sera autorisé que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne ou le risque pour la circulation sera moindre.

A 3.2 DESSERTE PAR LES RESEAUX

A 3.2.1. Eau potable

Toute construction ou installation nécessitant une alimentation en eau potable doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes.

A 3.2.2. Assainissement - Eaux usées

Toute construction ou installation produisant des eaux usées doit être dotée d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme aux dispositions règlementaires en vigueur à la date de l'autorisation d'urbanisme.

Lors de la demande de permis de construire ou d'aménager, un document attestant de la conformité du projet d'installation d'assainissement non collectif au regard des prescriptions règlementaires prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales, doit être fourni, conformément aux lois en vigueur. Dans le cadre de l'instruction par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) de la conformité de l'installation d'assainissement non collectif, une étude à la parcelle pour l'unité foncière concernée peut notamment être demandée.

Dans le cas d'une construction établie en zone U ou UY du P.L.U., mais nécessitant pour des raisons techniques ou liées à la configuration, la géographie ou la typologie de la parcelle, que tout ou partie du système d'assainissement soit établi en zone A du P.L.U., cette implantation en zone A pourra être acceptée dans les limites de l'unité foncière et au plus près de la zone U ou UY.

A 3.2.3. Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur les terrains doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales prioritairement vers des dispositifs d'infiltration ou de stockage puis vers le réseau collecteur lorsqu'il existe.

Pour les projets à réaliser sur des terrains d'une taille inférieure à 1 ha et qui ne sont pas soumis à déclaration ou autorisation au titre de la loi sur l'eau, les ouvrages de rétention et régulation des eaux pluviales sont dotés d'une surverse ou débit de fuite maximum régulé à 3 l/s/ha.

Dans les autres cas, le projet devra se conformer aux dispositions prévues par le dossier de déclaration ou d'autorisation au titre de la loi sur l'eau.

Les aménagements proposés devront être présentés dans la demande d'urbanisme.

Les différents dispositifs de gestion et de traitement des eaux pluviales sont mis en œuvre sous la responsabilité des propriétaires qui doivent réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain et s'assurer de leur entretien régulier.

Les accès (ponceaux) aux voies publiques doivent garantir le bon écoulement des eaux pluviales.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Toute installation agricole, même non soumise à autorisation ou à déclaration au titre de la législation sur les installations classées et de la loi sur l'eau, doit s'équiper d'un dispositif de traitement des eaux pluviales, adapté à l'importance et à la nature de l'activité et assurant une protection efficace du milieu naturel.

A 3.2.4. Défense incendie

Les constructions ou installations nouvelles ne pouvant être protégées selon les dispositions prévues par le règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie doivent prévoir les aménagements ou installations nécessaires qui seront mis en œuvre sous la responsabilité des maîtres d'ouvrage.

Dans le cas contraire, le projet peut être refusé.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES

Les zones naturelles correspondent aux espaces naturels et forestiers, à protéger en raison de la qualité de leurs paysages et de leur caractère d'espaces naturels.

On distingue :

- les secteurs N à vocation principale d'exploitation forestière ;
- les secteurs Nco à vocation de maintien des continuités écologiques ;
- les secteurs Nh à vocation d'hébergement touristique (« Nids du Béarn »).

Les zones naturelles sont concernées en partie par les servitudes suivantes :

- I1 - Pipelines de transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés - Réseau Lacq - Carresse (en partie) ;
- I6 - Mines et carrières - Périmètre d'exploitation de Lacq (en totalité).

N 1 USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

D'une manière générale, les usages du sol et destinations des constructions autorisées selon les modalités ci-après sont autorisées uniquement sous réserve de ne pas être incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

N 1.1 USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS EN ZONE N

N 1.1.1 Usage des sols et destination des constructions autorisés sans condition en zone N

Sont autorisés :

- les installations, les constructions nouvelles, les travaux et les extensions de constructions existantes lors qu'ils sont destinés à l'exploitation forestière.

N 1.1.2 Usage des sols et destination des constructions autorisés sous conditions en zone N

Sont autorisés sous conditions précisées dans le présent article :

- les travaux sur les constructions agricoles existantes, sous réserve de ne pas créer d'emprise au sol et de ne pas augmenter la hauteur des bâtiments ;
- les extensions et annexes des habitations existantes sous conditions précisées dans les articles suivants du règlement ;
- les palombières dont l'emprise au sol est inférieure à 25 m² ;
- les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés.

N 1.1.3 Usage des sols et destination des constructions interdits en zone N

Sont interdits :

- Les constructions et installations nouvelles, extensions et changement de destination de bâtiments non mentionnés dans les paragraphes précédents ;
- Le stationnement isolé des caravanes ;
- les activités polluantes.

N 1.2 USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS EN ZONE NCO UNIQUEMENT

N 1.2.1 Usage des sols et destination des constructions autorisés sous conditions en zone Nco

Sont autorisés sous conditions précisées dans le présent article et dans les articles suivants du règlement :

- les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés ;
- les installations visant à une mise en valeur des caractéristiques naturelles de la zone.

N 1.2.2 Usage des sols et destination des constructions interdits en zone Nco

Sont interdits :

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

- les constructions nouvelles, extensions et changement de destination de bâtiments non mentionnés dans le paragraphe précédent ;
- le stationnement isolé des caravanes ;
- les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- les activités polluantes.

N 1.3 USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS EN ZONE NH (SECTEUR DE TAILLE ET CAPACITE D'ACCUEIL LIMITEES A DESTINATION D'HEBERGEMENT TOURISTIQUE)

N 1.3.1 Usage des sols et destination des constructions autorisés sous conditions en zone Nh

Sont autorisés sous conditions précisées dans le présent article et dans les articles suivants du règlement :

- les constructions et installations nouvelles à destination d'hébergement hôtelier et touristique, y compris les habitations légères de loisirs ;
- le changement de destination des bâtiments existants vers une des sous-destinations suivantes :
  - logement,
  - hébergement hôtelier et touristique ;
- les extensions et annexes des bâtiments existants ;
- les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés ;
- les installations visant à une mise en valeur des caractéristiques naturelles de la zone.

N 1.3.2 Usage des sols et destination des constructions interdits en zone Nh

Sont interdits :

- Les constructions nouvelles, extensions et changement de destination de bâtiments non mentionnés dans le paragraphe précédent ;
- Le stationnement isolé des caravanes ;
- les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- les activités polluantes.

N 2 CARACTERISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

N 2.1 VOLUMETRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

N 2.1.1 Volumétrie et hauteur

Emprise au sol

Mode de calcul

L'emprise au sol correspond à la projection verticale du volume de la construction, tous débords et surplombs inclus. Toutefois, les ornements tels que les éléments de modénature et les marquises sont exclus, ainsi que les débords de toiture lorsqu'ils ne sont pas soutenus par des poteaux ou des encorbellements.

Les piscines enterrées, non couvertes, leur local technique, ainsi que les terrasses de plain-pied ne sont pas pris en compte dans la surface d'emprise au sol.

Lorsque l'unité foncière supporte plusieurs bâtiments, l'emprise au sol considérée est la somme de l'emprise au sol de chaque bâtiment.

Dans les zones N et Nco

Constructions à destination d'exploitation forestière

Emprise au sol non règlementée.

Palombières

L'emprise au sol des palombières est limitée à 25m².

Constructions à destination d'habitation

L'emprise au sol des extensions des habitations existantes à la date d'approbation du P.L.U. est limitée à 40m².

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

L'emprise au sol des annexes des habitations existantes à la date d'approbation du P.L.U est limitée à 40m².

Dans la zone Nh uniquement (Nids du Béarn)

L'emprise au sol des installations, constructions nouvelles et extensions à destination d'hébergement touristique, créées après approbation du présent P.L.U, est limitée à 50 m² par construction, dans la limite de 200m².

L'emprise au sol des constructions nouvelles et extensions à destination d'activité de service ou s'effectue l'accueil d'une clientèle (ex : salle de réunions et séminaires, sas d'accueil du public), créées après approbation du P.L.U, est limitée à 150 m² au total.

L'emprise au sol des extensions et annexes à destination d'habitation, créées après approbation du présent P.L.U, est limitée à 80m² au total.

Exceptions

L'emprise au sol des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés n'est pas limitée.

Niveau de la construction

Constructions à destination d'exploitation forestière et palombières

Non règlementé.

Autres destinations

Les règles qui s'appliquent sont les mêmes que celles définies pour les constructions ayant la même destination situées en zone urbaine U.

Hauteur

Mode de calcul

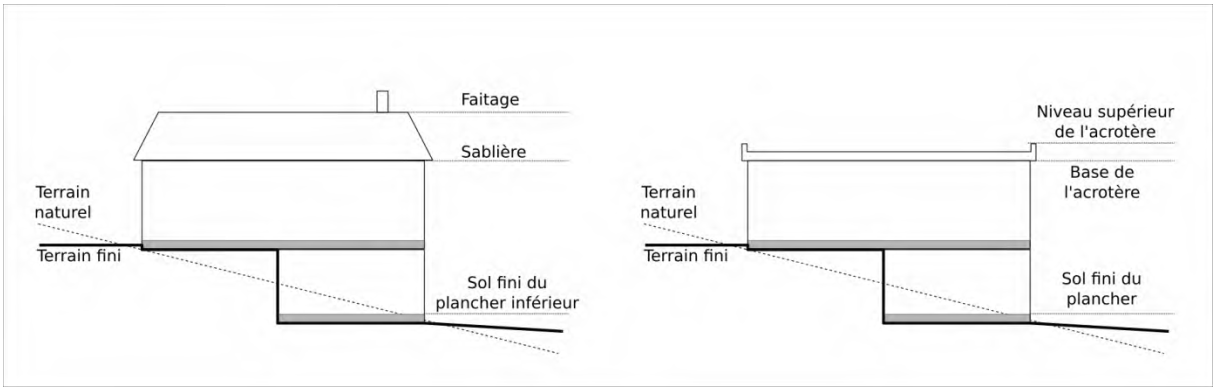
La hauteur sous sablière correspond à la distance verticale mesurée entre le niveau du sol fini du plancher inférieur de la construction et le niveau pris au-dessous de la sablière.

La hauteur au faitage correspond à la distance verticale mesurée entre le niveau du sol fini du plancher inférieur de la construction et le niveau supérieur de la toiture.

La hauteur à l'acrotère correspond à la distance verticale mesurée entre le niveau du sol fini du plancher inférieur de la construction et le niveau supérieur de l'acrotère.

Les ouvrages de faibles emprises tels que les souches de cheminées, garde-corps à claire voie ne sont pas pris en compte pour le calcul de hauteur, sur une hauteur maximale de 1 mètre.

Le schéma suivant illustre l'application de la règle, sans présenter de valeur règlementaire.



Règles

La hauteur des constructions à destination d'exploitation forestière et des palombières est limitée à 10 mètres maximum au faitage ou à l'acrotère.

La hauteur des constructions à destination d'hébergement touristique est limitée à 11 mètres maximum au faîtage ou à l'acrotère.

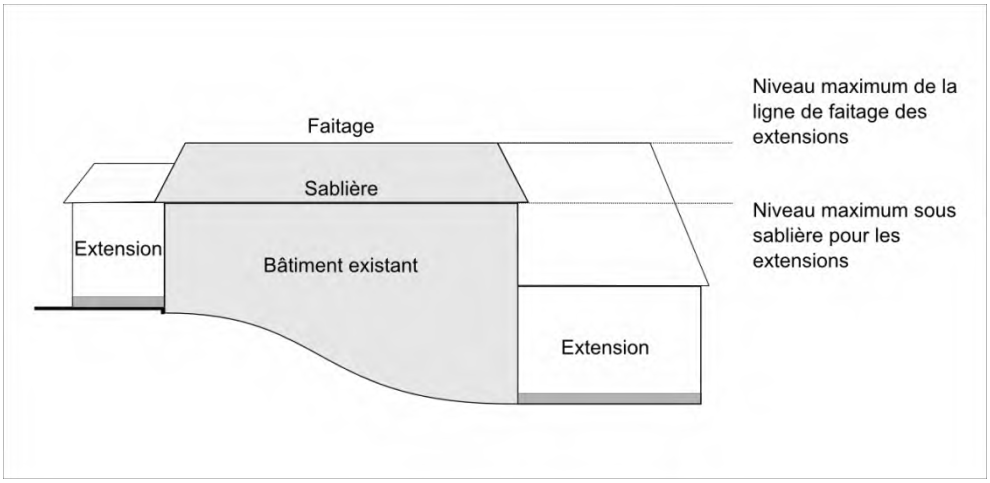
La hauteur des constructions à destination d'habitation est limitée à 6 mètres maximum sous sablière ou à l'acrotère, et à 9 mètres maximum au faîtage.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

La hauteur des annexes des constructions à destination d'habitation est limitée à 3.50 mètres maximum à la sablière ou à l'acrotère, et à 5 mètres maximum au faîtage.

Pour les extensions par augmentation de l'emprise au sol, le niveau pris au-dessous de la sablière de l'extension et le niveau supérieur de la toiture de l'extension ne peuvent être supérieurs à ceux du bâtiment existant.

Le schéma suivant illustre l'application de la règle, sans présenter de valeur règlementaire.



Exceptions

En cas de reconstruction d'un bâtiment préexistant, la hauteur peut être conservée ou imposée.

Une hauteur supérieure peut être acceptée pour les constructions à destination d'exploitation forestière sur justification technique.

La hauteur des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés n'est pas limitée.

N 2.1.2 Implantation par rapport aux voies et emprises publiques

Mode de calcul

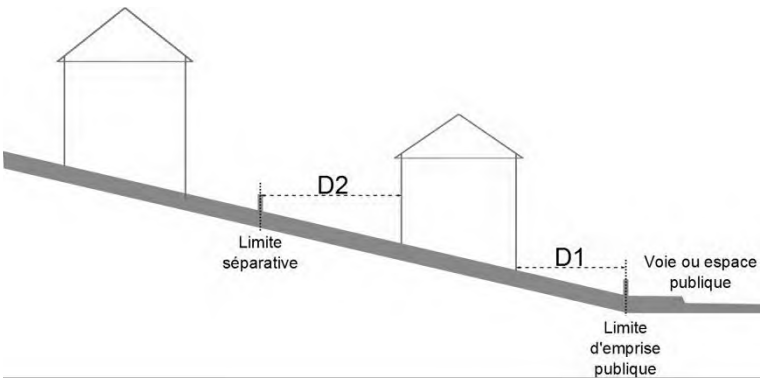
Les voies concernées par les règles suivantes correspondent aux voies publiques, espaces publics, chemins ruraux et voies privées ouvertes à la circulation automobile, existantes ou à créer.

L'alignement est calculé par rapport au nu de la façade, sans tenir compte des débords (toiture) et autres éléments saillants.

Sauf mention spécifique, le recul correspond à la distance (notée D1 sur le schéma suivant) comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point le plus proche de la voie ou de l'emprise publique.

Sauf mention spécifique, pour les piscines, le recul correspond à la distance comptée horizontalement de tout point de la paroi verticale de la piscine au point le plus proche de la voie ou de l'emprise publique.

Le schéma suivant illustre l'application de la règle, sans présenter de valeur règlementaire :



Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Règles

Toute construction nouvelle doit être implantée avec un recul minimum de 3 m par rapport aux voies et emprises publiques.

A l'intérieur de la marge de recul, les éléments architecturaux tels que balcons, emmarchement, poutre… peuvent être admis avec une saillie maximale d'un mètre.

Exceptions

En cas d'extension par surélévation ou par augmentation d'emprise au sol, de reconstruction, d'aménagement ou de restauration d'un bâtiment préexistant, l'implantation initiale par rapport aux voies et emprises publiques peut être conservée ou exigée.

Une implantation différente peut également être exceptionnellement accordée si dûment justifiée par le pétitionnaire de la demande ou exigée par la collectivité publique :

- en cas d'impossibilité technique liée à la géographie naturelle du terrain ou à la configuration parcellaire ;
- pour des raisons de sécurité ;
- pour permettre la mise en œuvre de dispositifs d'amélioration énergétique des bâtiments existants (isolation par l'extérieur par exemple) ;
- pour conserver ou créer un rythme de façades sur rue ;
- pour s'inscrire dans la continuité de l'implantation du bâti existant sur a minima une des parcelles attenantes, sinon sur la parcelle la plus proche, ou dans la continuité d'un front bâti significatif quand il en existe un ;
- pour assurer la préservation, en dehors de tout repérage au document graphique du règlement, d'un élément ou espace végétal de qualité structurant le paysage ;
- pour mieux aménager l'espace devant toutes activités intégrées à l'habitat et situées en rez-de-chaussée (bureaux, commerces, etc...).

L'implantation des constructions et installations à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics n'est pas règlementée.

Dans le cas de terrains bordés par plusieurs voies ou emprises publiques, les règles d'implantation peuvent ne s'appliquer qu'à l'égard d'une seule de ces voies ou emprises publiques.

N 2.1.3 Implantation par rapport aux limites séparatives

Mode de calcul

Le recul correspond à la distance (notée D2 sur le schéma précédent) comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point le plus proche de la limite séparative.

Règles

Toute construction nouvelle doit être implantée avec un recul égal à la moitié de la hauteur à la sablière ou à l'acrotère (H/2), avec un minimum de 3 m, par rapport aux limites séparatives.

L'implantation en limite séparative est permise :

- soit dans la projection, totale ou partielle, d'une construction qui existerait déjà sur le fonds voisin en limite séparative latérale et dont les éventuelles ouvertures en façade ne l'empêcheraient pas,
- soit si le linéaire total bâti en limite n'excède pas 12 mètres de long et si la construction ne dépasse pas 3 mètres de hauteur à la sablière en cas de toiture à pente (non comprise une tolérance d'un mètre pour pignon ou demi pignon) ou 3,50 mètres de hauteur hors tout pour les autres types de toiture.

Exceptions

A l'intérieur de la marge de recul, les éléments architecturaux tels que balcons, emmarchement, poutre… peuvent être admis avec une saillie maximale d'un mètre.

En cas de reconstruction, d'aménagement ou de restauration d'un bâtiment préexistant, l'implantation initiale par rapport aux limites séparatives peur être conservée ou exigée.

Une implantation différente peut être exceptionnellement accordée si dûment justifiée par le pétitionnaire de la demande :

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

- en cas d'impossibilité technique liée à la géographie naturelle du terrain ou à la configuration parcellaire ;
- pour les extensions lorsque le bâtiment auquel est rattachée l'extension est implanté à moins de 3m de la limite séparative ; dans ce cas, le même recul peut être appliqué à l'extension ;
- Pour les annexes d'une emprise au sol inférieure à 12m² ;
- pour permettre la mise en œuvre de dispositifs d'amélioration énergétique des bâtiments existants (isolation par l'extérieur par exemple).

Dans les quatre cas ci-avant, la construction devra néanmoins tenir compte de la volumétrie des constructions (hauteur et implantation) et des usages existants sur les parcelles limitrophes du projet.

Une implantation différente peut être exigée par la collectivité publique pour assurer la préservation, en dehors de tout repérage au document graphique du règlement, d'un élément ou espace végétal de qualité structurant le paysage.

L'implantation des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés n'est pas règlementée.

N 2.1.4 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Mode de calcul

La distance est comptée horizontalement de tout point du premier bâtiment au point le plus proche du second bâtiment.

Règles

Les annexes des habitations existantes doivent être implantées dans une bande de 30 mètres comptée à partir du bâtiment principal auquel elles sont rattachées, quelle que soit la zone dans laquelle se situe le bâtiment principal.

Exceptions

Une implantation différente peut être accordée en cas d'impossibilité technique ou impossibilité liée à la géographie naturelle du terrain ou à la configuration parcellaire.

L'implantation des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés n'est pas règlementée.

N 2.2 QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

N 2.2.1 Caractéristiques des façades et ouvertures

Constructions à destination d'exploitation forestière

Les revêtements et matériaux de façade doivent être d'une conception et d'une teinte en harmonie avec le site et les éventuels bâtiments environnants.

Sont privilégiés :

- les bâtiments constitués d'un soubassement maçonné enduit de teinte claire, pierre, beige ou blanc cassé ou de panneaux préfabriqués en béton armé de couleur grise et d'une ossature habillée d'un bardage en bois ou d'un bardage métallique ; dans ce dernier cas, la teinte du bardage métallique doit être choisie dans les tons sable (RAL1015 par exemple) , gris (RAL7032 par exemple), ou vert (RAL 6011 ou RAL6021 par exemple) ;
- les bâtiments constitués d'une ossature habillée d'un bardage bois ou métallique d'une teinte choisie dans les tons sable (RAL1015 par exemple), gris (RAL7032 par exemple), ou vert (RAL 6011 ou RAL6021 par exemple).

L'emploi brut en parement extérieur de matériaux destinés à être recouverts d'un enduit est interdit.

Constructions à destination d'hébergement hôtelier et touristique - Palombières

Les revêtements et matériaux de façade des constructions à destination d'hébergement touristique doivent être d'une conception et d'une teinte en harmonie avec le site et les éventuels bâtiments environnants.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Autres constructions

Les règles et exceptions qui s'appliquent sont les mêmes que celles applicables pour les constructions de même destination situées en zone urbaine U.

N 2.2.2 Caractéristiques des toitures

Constructions à destination d'exploitation forestière

Les matériaux autorisés pour les toitures sont les suivants :

- couverture métallique,
- couverture en plaques ondulées fibre-ciment,
- matériaux de type tuile en terre cuite.

La pente de la toiture doit être comprise entre 15 et 30%.

Les teintes des matériaux utilisés en toiture doivent être choisies dans les tons rouge foncé, brun ou gris.

En cas de réfection, de reconstruction ou d'aménagement de bâtiments existants, les caractéristiques existantes de la toiture (nombre de versants, pente, type et teinte des matériaux de couverture) peuvent être conservées.

Constructions à destination d'hébergement hôtelier et touristique - Palombières

Les matériaux et teintes des couvertures des constructions à destination d'hébergement touristique doivent être en harmonie avec le site et les éventuels bâtiments environnants.

Autres constructions

Les règles qui s'appliquent sont les mêmes que celles applicables pour les constructions de même destination situées en zone urbaine U.

Exceptions

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés.

Des pentes et des matériaux de toiture différents peuvent être admis sous réserve d'être justifiés techniquement par la mise en œuvre de dispositifs en faveur de l'économie ou de la valorisation de l'énergie.

N 2.2.3 Caractéristiques des clôtures

Les clôtures ne sont pas obligatoires et leur réalisation est soumise à déclaration préalable. Si elles existent, leur aspect doit s'intégrer avec l'environnement local.

La hauteur de clôture correspond à la plus grande distance verticale mesurée entre tout point du sommet de la clôture et le terrain naturel situé de part et d'autre.

Lorsqu'elles sont édifiées le long des fossés, ruisseaux, canaux et des cours d'eau, les clôtures doivent permettre le travail d'entretien des berges.

L'association de végétaux est recommandée pour tous les types de clôtures.

L'utilisation d'espèces identifiées comme envahissantes pour la région est à proscrire.

L'emploi de matériaux de type bâche souple en matière plastique et de tôles métalliques n'est pas autorisé.

En zone N et Nh uniquement :

<u>Clôtures agricoles ou liées aux constructions à destination d'exploitation forestière</u>

Non règlementé.

<u>Clôtures liées aux autres constructions</u>

Les clôtures doivent être de type :

- clôtures transparentes composées d'un grillage éventuellement posé sur une bordure ou planelle d'une hauteur maximale de 10cm. La hauteur totale de la clôture ne doit pas dépasser 1.50 m ;

ou

- clôtures végétales d'une hauteur maximale de 1m50 m. L'utilisation d'espèces identifiées comme envahissantes pour la région est à proscrire.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Les clôtures semi-opaques constituées d'un mur ou d'un panneau plein d'une hauteur comprise entre 0.70 et 1 m, surmonté d'un grillage peuvent être admises en façades sur rue ; la hauteur totale de la clôture ne doit pas dépasser 1.50 m.

Rehaussement de clôtures

Le rehaussement de clôtures est autorisé sous réserve :

- que la hauteur finale de la clôture ne dépasse pas les gabarits définis précédemment ;
- que la rehausse soit réalisée dans un matériau identique à l'existant ou que son aspect final soit strictement homogène (teinte, relief, etc.).

Adaptation de la clôture à la pente

Les clôtures doivent suivre la pente du terrain naturel. Les clôtures en escalier sont autorisées sous réserve que les différents éléments de la clôture (hauteur du soubassement éventuel, hauteur totale) ne dépassent pas les gabarits définis précédemment, et ce pour chaque tronçon de la clôture.

Exceptions et cas particuliers

En cas de réfection ou de reconstruction d'une clôture existante, les caractéristiques existantes de la clôture (type, matériaux et teinte) peuvent être conservées.

Des caractéristiques différentes peuvent également être autorisées en cas d'extension d'une clôture existante à la date d'approbation du P.L.U : les extensions en continuité sont autorisées selon les mêmes caractéristiques que la clôture initiale.

Autour des constructions et installations nécessitant des principes de sécurité spécifiques, la hauteur maximale admissible des clôtures peut être portée à 2.50 m.

Des prescriptions particulières (retraits, matériaux, hauteurs, etc. …) peuvent être imposées le long des axes de circulation et des emprises publiques :

- pour créer des séquences de nature à créer des rythmes améliorant l'esthétique urbaine et paysagère,
- pour favoriser la sécurité et les conditions de la circulation.

En zone Nco uniquement :

Les clôtures doivent permettre la circulation de la faune sauvage : les clôtures végétales de type haie constituée par des essences locales variées sont privilégiées (Chêne, Erable Champêtre, Platane, Saule, Cornouiller Sanguin, Noisetier, Prunellier, Sureau, Alisier, Eglantier, Viorne lantane, par exemple). Elles peuvent également être de type clôtures en fil métallique, en bois, ou électriques, présentant un espace minimum de 25 cm entre le sol et le bas de la clôture et une hauteur maximum de 1.30 mètre.

N 2.2.4 Mesures d'amélioration des performances énergétiques et de développement durable des constructions

La réalisation de constructions mettant en œuvre des objectifs de qualité environnementale, ainsi que l'installation de matériels utilisant des énergies renouvelables sont encouragées. Néanmoins, ces équipements doivent rechercher le meilleur compromis entre performance énergétique et intégration architecturale et paysagère.

Les équipements basés sur l'usage d'énergies alternatives, qu'elles soient géothermiques ou aérothermiques, tels que climatiseurs et pompes à chaleur, doivent de préférence être non visibles depuis le domaine public.

Les panneaux solaires ou photovoltaïques doivent dans la mesure du possible faire l'objet d'une insertion paysagère ou être intégrés à la composition architecturale.

N 2.2.5 Eléments de paysage à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural

S'ils ne sont pas soumis à permis de construire, les travaux modifiant l'élément suivant sont soumis à déclaration préalable.

Ancienne fosse des scieurs de long

Les éléments qui subsistent de cette activité doivent être préservés. Sont en particulier interdits les travaux de terrassement conduisant à leur destruction, sauf raison dûment justifiée.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

N 2.3 STATIONNEMENT

Mode de calcul

Les dimensions des places de stationnement doivent être adaptées au type de véhicules attendu. L'implantation des places de stationnement doit permettre de réaliser toutes les manœuvres nécessaires sans empiéter sur la voie publique.

Règle

Le stationnement des véhicules doit correspondre aux besoins des constructions et installations et être assuré en dehors des voies publiques.

Exceptions

Une dérogation peut être accordée en cas d'impossibilité technique de respecter la règle définie précédemment, cette impossibilité devant être liée à la géographie naturelle du terrain ou à la configuration parcellaire.

N 3 EQUIPEMENTS ET RESEAUX

N 3.1 DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU OUVERTES AU PUBLIC

Tout projet doit être desservi par une voie publique ou privée dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés. Les caractéristiques de cette voie doivent être adaptées à la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Le nombre d'accès doit être limité au minimum nécessaire pour la réalisation du projet.

Les accès ne doivent pas présenter de risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. La visibilité, la fonctionnalité et de facilité d'usage des aménagements seront appréciés notamment au regard de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

A défaut de respect des règles évoquées précédemment, le projet sera refusé ou ne sera accepté que sous réserve de prescriptions spéciales.

Lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, le projet ne sera autorisé que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne ou le risque pour la circulation sera moindre.

N 3.2 DESSERTE PAR LES RESEAUX

N 3.2.1 Eau potable

Toute construction ou installation nécessitant une alimentation en eau potable doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes.

N 3.2.2 Assainissement - Eaux usées

Toute construction ou installation produisant des eaux usées doit être dotée d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme aux dispositions règlementaires en vigueur à la date de l'autorisation d'urbanisme.

Lors de la demande de permis de construire ou d'aménager, un document attestant de la conformité du projet d'installation d'assainissement non collectif au regard des prescriptions règlementaires prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales, doit être fourni, conformément aux lois en vigueur. Dans le cadre de l'instruction par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) de la conformité de l'installation d'assainissement non collectif, une étude à la parcelle pour l'unité foncière concernée peut notamment être demandée.

Dans le cas d'une construction établie en zone U ou UY du P.L.U., mais nécessitant pour des raisons techniques ou liées à la configuration, la géographie ou la typologie de la parcelle, que tout ou partie du système d'assainissement soit établi en zone N du P.L.U., cette implantation en zone N pourra être acceptée dans les limites de l'unité foncière et au plus près de la zone U ou UY.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

N 3.2.3 Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur les terrains doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales prioritairement vers des dispositifs d'infiltration ou de stockage puis vers le réseau collecteur lorsqu'il existe.

Pour les projets à réaliser sur des terrains d'une taille inférieure à 1 ha et qui ne sont pas soumis à déclaration ou autorisation au titre de la loi sur l'eau, les ouvrages de rétention et régulation des eaux pluviales sont dotés d'une surverse ou débit de fuite maximum régulé à 3 l/s/ha.

Dans les autres cas, le projet devra se conformer aux dispositions prévues par le dossier de déclaration ou d'autorisation au titre de la loi sur l'eau.

Les différents dispositifs de gestion et de traitement des eaux pluviales sont mis en œuvre sous la responsabilité des propriétaires qui doivent réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain et s'assurer de leur entretien régulier.

Les aménagements proposés devront être présentés dans la demande d'urbanisme.

Les accès (ponceaux) aux voies publiques doivent garantir le bon écoulement des eaux pluviales.

Toute installation, même non soumise à autorisation ou à déclaration au titre de la législation sur les installations classées et de la loi sur l'eau, doit s'équiper d'un dispositif de traitement des eaux pluviales, adapté à l'importance et à la nature de l'activité et assurant une protection efficace du milieu naturel.

N 3.2.4 Défense incendie

Les constructions ou installations nouvelles ne pouvant être protégées selon les dispositions prévues par le règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie doivent prévoir les aménagements ou installations nécessaires qui seront mis en œuvre sous la responsabilité des maîtres d'ouvrage.

Dans le cas contraire, le projet peut être refusé.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

ANNEXES

Annexe 1 - Palette des teintes des façades maçonnées

Les teintes de la palette suivante sont proposées pour répondre à toute demande concernant le choix des couleurs pour les enduits des façades. Dans tous les cas, le choix des teintes doit prendre en compte la situation et le caractère de la construction, son environnement naturel et bâti. Cette palette n'est pas exhaustive et il n'est pas exclu de pouvoir proposer une teinte hors palette. Les valeurs des teintes NCS et RAL sont données à titre indicatif.

NCS 1704-Y28R



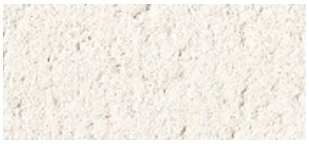
NCS 1500-N



NCS 1005-Y30R



NCS 0502-Y50R



NCS 2504-Y19R



NCS 1502-Y50R /RAL 9002



NCS 1010-Y20R /RAL 1013



NCS 1209-Y22R



NCS 2005-Y50R



NCS 2502-Y /RAL 7035



NCS 1020-Y20R



NCS 1413-Y18R



NCS 2020-Y40R/ RAL 1001



NCS 0515-Y40R



NCS 1010-Y28R



NCS 1010-Y30R



NCS 2020-Y45R



NCS 2010-Y40R



NCS 1010-Y40R /RAL 1015



NCS 2020-Y25R



NCS 2020-Y50R



NCS 1520-Y30R



NCS 1010-Y30R



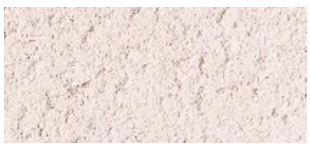
NCS 2015-Y30R



NCS 2010-Y65R



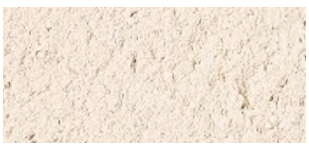
NCS 1010-Y70R



NCS 1005-Y70R



NCS 1008-Y60R



NCS 2210-Y70R



NCS 1015-Y70R



NCS 2010-Y50R



NCS 1010-Y47R



Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

NCS 2506-Y60R



NCS 1020-Y80R



NCS 1020-Y60R



NCS 1010-Y50R



NCS 1005-Y20R /RAL 9001



NCS 1505-Y30R



NCS 2010-Y30R



NCS 2010-Y20R /RAL 1014



NCS 2020-Y20R



NCS 2010-Y30R



Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Annexe 2 - Règlement de voirie de la Communauté de Communes de Lacq-Orthez

Annexe 3 - Charte technique pour le classement des voies nouvelles et réseaux divers créés dans le cadre des lotissements et groupes d'habitations

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

COMMUNE DE LOUBIENG
(Pyrénées Atlantiques)

PLAN LOCAL D'URBANISME

REVISION ALLEGEE N°1

SAISINES ET CONSULTATIONS

P.L.U. approuvé le 20/02/2020
Révision allégée n°1 prescrite le 12/12/2022
Réunion d'examen conjoint le 07/11/2023
Enquête publique du 09/04/2024 au 14/05/2024
Révision allégée n°1 approuvé le 23/09/2024

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

La collectivité a été accompagnée par le groupement : TADD / ASUP / Pyrénées Cartographie

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Table des matières

1. Saisine de la CDPENAF 4
2. Saisine de la MRAE 6
3. Consultations des Personnes Publiques Associées 34

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

1. SAISINE DE LA CDPENAF

La Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (CDPENAF) a été saisie le 06/10/2023. Réunie le 06/12/2023, elle a rendu un avis favorable au projet de révision allégée n°1 du PLU de Loubieng.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale
des territoires et de la mer
Urbanisme Risques

Affaire suivie par Romain GUEST
Chargé d'études planification
Tél : 05 59 80 87 84
Mél : cdpenaf64@equipement-agriculture.gouv.fr

Pau, le 28 DEC. 2023

Le Président de la commission
à
Patrice LAURENT
Président de la communauté de communes Lacq-Orthez

Objet : Avis de la CDPENAF du 6 décembre 2023 sur le projet de révision allégée n° 1 du PLU de la commune de Loubieng

Vous avez transmis pour avis à la commission départementale de la préservation des espaces naturels agricoles et forestiers, le projet de révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Loubieng.

S'inscrivant dans un objectif de réhabilitation et de valorisation d'une ancienne carrière de calcaire afin de créer une ISDI. Le projet de révision allégée prévoit le classement en zone Uya d'une parcelle actuellement classée en zone naturelle.

La commission s'est réunie le 6 décembre 2023 et a émis un avis favorable au projet de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Loubieng.

La commune de Loubieng est en outre soumise aux dispositions relatives à l'urbanisation limitée en application de l'article L.142-4 du code de l'urbanisme. En effet, les secteurs non constructibles du PLU ne peuvent être ouverts à l'urbanisation à l'occasion d'une procédure d'évolution, sauf à obtenir une dérogation accordée par le Préfet.

Dès lors, si vous souhaitez donner suite à l'avis favorable de la CDPENAF, il vous appartient de solliciter la dérogation prévue à l'article L. 142-5 du Code de l'urbanisme en adressant une demande, à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques.

Le Président de la commission

Le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer,

Fabien MENU

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

2. SAISINE DE LA MRAE

La Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) a été saisie le 06/10/2023. Elle a rendu son rapport le 25/10/2023.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

MRAe
Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

Avis de la Mission régionale d'autorité environnementale de Nouvelle-Aquitaine sur le projet de révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Loubieng porté par la communauté de communes Lacq Orthez (Pyrénées-Atlantiques)

n°MRAe 2023ANA123

Dossier : PP-2023-14824

Porteur du plan : communauté de communes Lacq Orthez
Date de saisine de l'Autorité environnementale : 6 octobre 2023
Date de l'avis de l'Agence régionale de santé : 25 octobre 2023

Préambule

Il est rappelé ici que, pour tous les plans, programmes ou schémas soumis à évaluation environnementale ou à étude d'impact, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis sur la qualité de l'évaluation environnementale, ainsi que sur la prise en compte de l'environnement dans le dossier qui lui a été soumis.

En application du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 et du décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022, l'autorité environnementale est, dans le cas présent, la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe).

Conformément au règlement intérieur et aux règles internes à la MRAe Nouvelle-Aquitaine, cet avis de l'autorité environnementale a été rendu le 5 janvier 2024 par délibération de la commission collégiale de la MRAe Nouvelle-Aquitaine.

Ont participé et délibéré : Annick BONNEVILLE, Raynald VALLEE, Patrice GUYOT

Chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

I. Contexte général

Le présent avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) porte sur le projet de révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Loubieng, approuvé le 20 février 2020 et ayant fait l'objet d'une absence d'avis de la MRAe en date du 2 octobre 2019.

Le projet de révision allégée n°1 vise à permettre l'accueil d'une installation de stockage de déchets inertes (ISDI[1]) sur le site d'une ancienne carrière au lieu-dit Bois d'Arricau. Les installations de stockage de déchets inertes relèvent de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Loubieng, commune située dans le département des Pyrénées-Atlantiques, au nord-ouest de Pau, compte 497 habitants en 2020 répartis sur un territoire de 2 340 hectares. Elle est membre de la communauté de communes de Lacq-Orthez qui regroupe 61 communes et 52 674 habitants.

L'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes Lacq-Orthez a été engagée le 26 septembre 2022.

La commune est concernée par le plan climat-air-énergie territorial (PCAET) de la communauté de communes Lacq-Orthez adopté le 18 décembre 2017 et ayant fait l'objet d'un avis[2] de la MRAe le 4 octobre 2017.



Localisation de la commune de Loubieng, du bourg (en orange) et du site de projet (en noir) (Source : OpenStreetMap)

Le territoire est drainé par des affluents du Gave de Pau (le Laà et son affluent, l'Ozenx et le Saleys). Le secteur de projet est concerné par les sites Natura 2000 du *Gave de Pau* (FR7200781) et du *Château d'Orthez et bords du Gave* (FR7200784) désignés au titre de la directive « Habitat, faune, flore ».

La commune est traversée par la route départementale RD 947 reliant Orthez et Navarrenx. La RD 947 permet d'accéder au site de l'ancienne carrière à ciel ouvert de calcaire d'Arricau implantée en milieu rural sur la ligne de crête d'un coteau à cinq kilomètres au sud d'Orthez. Le site est éloigné des bourgs et les premières habitations sont situées à 160 mètres des limites du site de projet.

Le projet d'ISDI correspond au périmètre de l'ancienne carrière exploitée sur le territoire des communes de Loubieng, d'Ozenx-Montestrucq et de Laà-Mondrans et mise à l'arrêt définitif en 2019. Le site de l'ancienne carrière a fait l'objet d'un procès verbal de récolement en 2019 permettant d'acter la conformité de la remise en état du site. Les communes de Ozenx-Montestrucq et de Laà-Mondrans sont couvertes par des cartes communales approuvées en 2009.

1 Les déchets inertes sont des déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Le stockage, par la nature des déchets, n'est pas susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine. Au titre des déchets inertes admissibles dans une ISDI, figurent notamment : béton, briques, tuiles, céramiques, verre, matériaux bitumineux sans goudron, terres et cailloux (Source : CEREMA "*Ce qu'il faut savoir sur les installations de stockage de déchets inertes (ISDI)*" - https://www.cerema.fr/fr/actualites/ce-qu-il-faut-savoir-installations-stockage-dechets-inertes)

2 Avis 2017ANA133 consultable à l'adresse suivante : https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/pp_2017_5089_pcaet_lacq_orthez_avis_ae_signe.pdf

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE



Localisation du site de projet et occupation du sol
(Source: dossier de révision allégée n°1 du PLU de Loubieng)

L'évaluation environnementale est une démarche itérative qui doit permettre au porteur du projet, ainsi qu'au public, de s'assurer de la meilleure prise en compte possible des enjeux environnementaux, entendus dans une large acception, aux différents stades d'élaboration du document. La démarche a pour but d'évaluer les incidences de la révision allégée du plan sur l'environnement et d'envisager les mesures visant à éviter, réduire ou, en dernier lieu, compenser les incidences négatives.

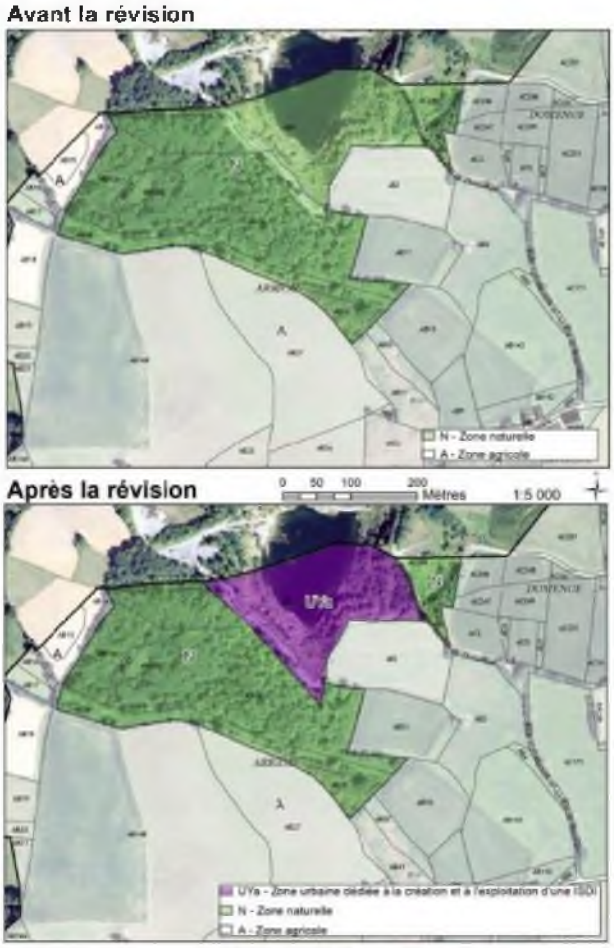
II. Objet de la révision allégée n°1

Le projet de révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Loubieng vise à permettre la reconversion du site d'exploitation d'une ancienne carrière de calcaire en une installation de stockage de déchets inertes (ISDI).

Le projet prévoit à cette fin de faire évoluer le règlement du PLU en vigueur par la création d'un secteur UYa destiné à accueillir « *une installation de stockage de déchets inertes* » sur le site de l'ancienne carrière.

Le plan de zonage est ainsi modifié en reclassant en UYa une surface totale de 3,57 hectares classée actuellement en zone naturelle N couvrant pour partie les parcelles AB1, AB140 et AB165 concernées par le projet

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE



Extraits du plan de zonage avant et après la révision allégée n°1
(Source : dossier de révision allégée n°1 du PLU de Loubieng)

III. Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte de l'environnement par le projet de révision allégée n°1

1 Qualité générale du dossier

Le dossier présenté comprend une notice de présentation du projet de révision allégée n°1 du PLU, le projet de règlement écrit et graphique ainsi que le projet d'installation de stockage de déchets inertes. En revanche, le dossier ne contient pas les informations exigées par le Code de l'urbanisme en matière d'évaluation environnementale.

Il manque en effet l'évaluation des incidences de la révision allégée du PLU sur les sites Natura 2000 et le résumé non-technique. Le dossier présenté n'apporte pas les éléments d'analyse suffisants pour évaluer les impacts potentiels sur l'environnement des évolutions apportées au PLU de Loubieng. Les éléments du dossier concernent principalement le fonctionnement du projet d'ISDI. Or, l'évaluation environnementale du plan a vocation à déterminer des zonages en tenant compte des vulnérabilités et des enjeux du territoire.

La MRAe recommande de fournir un dossier d'évaluation environnementale proportionné aux enjeux répondant aux exigences des articles R. 104-18 et suivants du Code de l'urbanisme. Elle recommande en particulier de présenter les incidences potentielles directes ou indirectes des modifications apportées au PLU sur les sites Natura 2000.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

La MRAe attire l'attention sur la nécessité de décrire la manière dont a été effectuée l'évaluation environnementale des évolutions apportées au PLU et d'ajouter un résumé non technique permettant un accès pédagogique à l'ensemble du dossier.

La MRAe rappelle que le résumé non technique est un élément réglementairement obligatoire et essentiel de l'évaluation environnementale, destiné en particulier à permettre au public de prendre connaissance, de manière claire et accessible, du projet et de ses effets sur l'environnement.

La MRAe recommande par ailleurs de compléter la notice par une analyse de la compatibilité de la révision allégée du PLU avec les orientations et les objectifs du PCAET, au vu en particulier de la création dans le PLU d'un secteur dédié à une installation de stockage de déchets inertes.

Concernant les indicateurs de suivi, le dossier s'appuie sur les indicateurs proposés dans le PLU en vigueur sans les rappeler ni montrer qu'ils permettront effectivement le suivi opérationnel de la mise en œuvre de la révision allégée n°1 du PLU.

La MRAe recommande de présenter un système d'indicateurs permettant de suivre les conséquences sur l'environnement des modifications apportées au document d'urbanisme, en lien avec les enjeux environnementaux identifiés.

2 Choix du site et consommation d'espaces

Dans le cadre de l'évaluation environnementale, l'objectif est de montrer que le site retenu résulte en premier lieu d'une recherche de solutions de moindre incidence sur l'environnement sur la base de plusieurs sites potentiels d'implantation. Les contraintes d'implantation et les solutions alternatives étudiées permettant de justifier la pertinence du choix du site retenu auraient ainsi dû être mentionnées dans le dossier.

En effet, le dossier ne présente pas l'analyse territoriale, à la bonne échelle et a minima à l'échelle intercommunale, ayant permis d'identifier les sites potentiellement aptes à accueillir le projet de stockage de déchets inertes, ni les critères de choix du site retenu. En particulier, il ne présente pas les disponibilités foncières dans les zones d'activités existantes susceptibles d'accueillir le projet d'ISDI sans consommer d'espaces naturels supplémentaires. La MRAe précise que le choix du site doit dépendre des secteurs disponibles, d'enjeux environnementaux, de l'accessibilité du site, d'une surface adaptée aux besoins de stockage et de l'acceptabilité locale.

La MRAe recommande d'exposer dans le rapport l'analyse multicritère ayant mené au choix du site d'implantation retenu. L'objectif est de justifier que le choix du site au lieu-dit Bois d'Arricau pour l'implantation d'une ISDI est de moindre incidence sur l'environnement et la santé humaine au regard de solutions alternatives d'implantation envisageables.

Le dossier fait par ailleurs référence au plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de Nouvelle-Aquitaine adopté le 21 octobre 2019 et ayant fait l'objet d'un avis[3] de la MRAe. Il préconise en particulier l'implantation d'installations de stockage de déchets inertes (ISDI) permettant de préserver un maillage territorial de proximité, avec pour objectif de limiter le transport de déchets inertes en deçà de 30 km ; ce que ne montre pas le dossier.

La MRAe recommande de montrer la cohérence du projet avec le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) en indiquant les autres sites du même type déjà en service ou mobilisables dans le périmètre de maillage indiqué dans le PRPGD pour ce type de déchets. L'ajout d'une cartographie illustrant la répartition des installations de stockage serait utile, avec un tableau associé indiquant, pour chaque site, sa durée d'exploitation prévue ainsi que ses capacités d'extension éventuelles.

3 Prise en compte des sensibilités paysagères

Le dossier indique que le secteur UYa est situé à l'écart des périmètres de protection des sites inscrits ou classés. Il permet de localiser les différents périmètres d'inventaire et de protection des paysages par rapport au secteur UYa.

Le projet d'ISDI prévoirait la préservation du bois d'Arricau et le maintien des arbres plantés autour du site formant des écrans visuels arborés permettant l'intégration paysagère du projet. Le secteur UYa serait remblayé jusqu'à l'atteinte du niveau correspondant à la topographie naturelle. Cependant ces mesures ne trouvent pas de traduction réglementaire dans le projet de révision allégée du PLU.

3 Avis de la MRAe n° N°2019ANA du 15 mai 2019 consultable à l'adresse : http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/pp_2019_7964_prpgd_avisae_dh_mls2_mrae-signe.pdf

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Le dossier, tel que présenté, ne permet pas de montrer que les règles du PLU garantiront la bonne insertion paysagère des installations et des constructions autorisées (volumétrie, hauteur, aspect extérieur, implantations éventuelles des constructions, plantations).

La MRAe recommande de justifier plus précisément la bonne prise en compte des enjeux paysagers par la révision allégée n°1.

4 Prise en compte des risques et des nuisances

En termes de risques naturels, le secteur UYa est concerné par un risque sismique modéré et par un risque de retrait-gonflement des argiles.

Le dossier précise qu'un plan d'eau se forme par accumulation d'eaux pluviales dans le fond de fosse de l'ancienne carrière, l'eau ne s'infiltrant pas dans le sous-sol. Les eaux pluviales du site sont évacuées par pompage régulier vers le cours d'eau de l'Ozenx, après décantation, afin de maintenir le fond de fosse à sec. Selon le dossier, l'Ozenx constitue une ressource pour l'alimentation en eau des élevages. Par ailleurs, selon le dossier, le secteur UYa est situé en dehors des périmètres de protection de captage d'eau potable.

La MRAe recommande de justifier que les règles du PLU en matière de gestion des eaux pluviales permettent de garantir une protection des milieux naturels contre les risques de pollution des eaux souterraines et superficielles. En particulier, il est nécessaire que l'eau pompée dans le fond de fosse ne soit pas rejetée souillée dans le cours d'eau de l'Ozenx, au risque d'intoxiquer les élevages qui s'y abreuvent.

Le dossier rappelle que les matériaux à mettre en remblai dans le cadre du projet d'implantation d'une ISDI sont des déchets non dangereux et inertes des travaux publics, déjà triés et issus de sites non pollués. Ainsi, selon le dossier, le risque de pollution des sols ou du sous-sol calcaire devrait être limité aux seuls déchets indésirables présents dans les chargements et ayant échappé aux contrôles.

Concernant les nuisances sonores et atmosphériques, la notice précise que les écrans acoustiques existants constitués de merlons de terre ainsi que les écrans végétalisés présents autour du site seront maintenus afin de limiter les nuisances sonores et atmosphériques générées par le fonctionnement de l'ISDI. Ces mesures ne sont toutefois pas traduites réglementairement dans le projet de révision allégée du PLU.

La MRAe recommande de mettre en œuvre dans le projet de révision allégée n°1 des dispositions réglementaires permettant de limiter les nuisances sonores et atmosphériques.

5 Prise en compte des sensibilités écologiques

Le secteur concerné par la révision allégée du PLU est situé en dehors des périmètres des sites de protection réglementaire et d'inventaire. Le dossier permet de localiser le secteur UYa par rapport aux sites Natura 2000 du *Gave de Pau* et du *Château d'Orthez et bords du gave*, aux zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) « *Réseau hydrographique du Gave de Pau et ses annexes hydrauliques* » et « *Réseau hydrographique du Gave d'Oloron et ses affluents* » et à l'espace naturel sensible (ENS) « *Saligue aux oiseaux* ».

Les sites Natura 2000 sont situés à moins d'un kilomètre du secteur UYa, avec une présomption de liens écologiques fonctionnels. Le site Natura 2000 *Château d'Orthez et bords du gave* est caractérisé en particulier par des milieux favorables à la présence de Chiroptères. Ces sites ne font cependant pas l'objet d'une description dans la notice de présentation de la révision allégée du PLU de Loubieng.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE



Sites Natura 2000 et secteur de projet de zonage UYa
(Source : dossier de révision allégée n°1 du PLU de Loubieng)

L'état initial de l'environnement du site repose sur un inventaire faune/flore mené le 9 juillet 2021. Il convient de justifier que le choix de cette période est adapté à l'observation de la flore et de la faune en présence compte tenu des caractéristiques du site.

Les investigations naturalistes réalisées permettent de disposer d'un état initial détaillé et cartographié des habitats naturels et des espèces en présence sur le secteur UYa. Elles ont révélé des enjeux écologiques relatifs à la présence avérée ou potentielle d'espèces protégées d'oiseaux, d'insectes, de reptiles et d'amphibiens et d'espèces d'intérêt patrimoniales. Le dossier précise en outre que plusieurs espèces patrimoniales et protégées de chiroptères, dont le Grand Rhinolophe, la Barbastelle d'Europe et le Minioptère de Schreibers, peuvent fréquenter le site de projet et les bois attenants pour la chasse et la reproduction. De vieux chênes ont été identifiés comme gîtes potentiels à chiroptères.

Selon le dossier, le site de projet de révision allégée n°1 est situé en dehors des continuités écologiques identifiées dans les trames vertes et bleues du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Nouvelle-Aquitaine. Le dossier ne comporte pas d'analyse des fonctionnalités écologiques du site à l'échelle communale.

La MRAe recommande de présenter, à l'échelle communale, une analyse des incidences de la révision allégée sur les continuités écologiques définies lors de l'élaboration du PLU de Loubieng et dans le cadre de l'élaboration de la trame verte et bleue du PLUi de la communauté de communes Lacq-Orthez en cours.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Le dossier ne présente pas de carte des niveaux d'enjeux écologiques des habitats naturels du site de projet. Il ne contient pas d'évaluation des incidences du projet de révision allégée n°1 du PLU sur la biodiversité et sur les sites Natura 2000, ni de présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire ou compenser les incidences dommageables pour l'environnement. L'absence d'incidence sur les habitats naturels et les sites Natura 2000 n'est ainsi pas démontrée. La démarche d'évitement-réduction attendue dans l'évaluation environnementale de la révision allégée n°1 du PLU ne peut être considérée comme achevée.

La MRAe recommande de déterminer de façon suffisamment précise la vulnérabilité des milieux, les risques d'impacts et les mesures de préservation nécessaires des milieux pouvant être impactés par le projet. Une évaluation des incidences potentielles du projet de révision allégée du PLU sur les sites Natura 2000 doit être menée.

IV. Synthèse des points principaux de l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale

Le projet de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Loubieng vise à permettre l'accueil d'une installation de stockage de déchets inertes sur le site d'une ancienne carrière aujourd'hui renaturée.

Le dossier est incomplet avec notamment l'absence d'un résumé non technique, réglementairement obligatoire et essentiel à une bonne compréhension du projet par le public. Malgré la présentation de l'état initial de l'environnement précis, les incidences potentielles du projet de révision allégée n°1 du PLU ne sont pas évaluées. L'évaluation des incidences au titre des sites Natura 2000 fait en particulier défaut.

Une démarche d'évitement et de réduction des incidences potentielles du projet de secteur UYa sur l'environnement est à mener, en veillant à intégrer les mesures préconisées dans le règlement du PLU. Ceci est nécessaire pour garantir la préservation des milieux naturels à enjeu, notamment le cours d'eau de l'Ozenx qui sert à abreuver des animaux d'élevage. Ces mesures doivent aussi permettre une insertion paysagère satisfaisante des aménagements et des installations envisagées..

En l'état du dossier, la MRAe considère que l'évaluation environnementale présentée ne permet pas de s'assurer que le projet de révision allégée n°1 du PLU de Loubieng est de moindre impact sur l'environnement. Elle recommande de poursuivre la démarche d'évaluation environnementale jusqu'à son terme.

La MRAe fait par ailleurs d'autres observations et recommandations plus détaillées dans le corps de l'avis. Les réponses apportées ont vocation à être prises en compte dans le dossier et son résumé non technique.

À Bordeaux, le 5 janvier 2024

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine,
la présidente de la MRAe

Signé

Annick Bonneville

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Analyse de l'avis de la MRAE :

Remarques	**Réponse apportée**
Qualité générale du dossier : La MRAe recommande de fournir un dossier d'évaluation environnementale proportionné aux enjeux répondant aux exigences des articles R. 104-18 et suivants du Code de l'urbanisme. Elle recommande en particulier de présenter les incidences potentielles directes ou indirectes des modifications apportées au PLU sur les sites Natura 2000.	Cf. réponse TRSO en lien avec la demande d'autorisation d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes Bois d'Arricau à Loubieng. La notice explicative de la présente révision allégée sera complétée avec les éléments complémentaire du document de TRSO sur les sites Natura 2000.
La MRAe attire l'attention sur la nécessité de décrire la manière dont a été effectuée l'évaluation environnementale des évolutions apportées au PLU et d'ajouter un résumé non technique permettant un accès pédagogique à l'ensemble du dossier.	Un Résumé Non technique (RNT) est ajouté au dossier d'enquête publique.
La MRAe recommande par ailleurs de compléter la notice par une analyse de la compatibilité de la révision allégée du PLU avec les orientations et les objectifs du PCAET, au vu en particulier de la création dans le PLU d'un secteur dédié à une installation de stockage de déchets inertes.	Dans le cadre du futur PCAET, des études spécifiques pour la poursuite de circuits courts de récupération de matériaux dont ceux du bâtiment devront être effectuées. Ce site viendra compléter le maillage existant sur le territoire qui permet de limiter le transport de longue distance de matériaux inertes.
La MRAe recommande de présenter un système d'indicateurs permettant de suivre les conséquences sur l'environnement des modifications apportées au document d'urbanisme, en lien avec les enjeux environnementaux identifiés.	Des indicateurs permettant de suivre les conséquences sur l'environnement des modifications apportées au document d'urbanisme pourront éventuellement être ajouté au dossier.
Choix du site et consommation d'espace : La MRAe recommande d'exposer dans le rapport l'analyse multicritère ayant mené au choix du site d'implantation retenu. L'objectif est de justifier que le choix du site au lieu-dit Bois d'Arricau pour l'implantation d'une ISDI est de moindre incidence sur l'environnement et la santé humaine au regard de solutions alternatives d'implantation envisageables.	Cf. réponse TRSO en lien avec la demande d'autorisation d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes Bois d'Arricau à Loubieng.
La MRAe recommande de montrer la cohérence du projet avec le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) en indiquant les autres sites du même type déjà en service ou mobilisables dans le périmètre de maillage indiqué dans le PRPGD pour ce type de déchets. L'ajout	Cf. réponse TRSO en lien avec la demande d'autorisation d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes Bois d'Arricau à Loubieng.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

d'une cartographie illustrant la répartition des installations de stockage serait utile, avec un tableau associé indiquant, pour chaque site, sa durée d'exploitation prévue ainsi que ses capacités d'extension éventuelles.	
Prise en compte des sensibilités paysagères : La MRAe recommande de justifier plus précisément la bonne prise en compte des enjeux paysagers par la révision allégée n°1.	Le dossier sera éventuellement complété sur les enjeux paysagers suivant les éléments disponibles ci-après dans la réponse TRSO en lien avec la demande d'autorisation d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes Bois d'Arricau à Loubieng.
Prise en compte des risques et nuisances : La MRAe recommande de justifier que les règles du PLU en matière de gestion des eaux pluviales permettent de garantir une protection des milieux naturels contre les risques de pollution des eaux souterraines et superficielles. En particulier, il est nécessaire que l'eau pompée dans le fond de fosse ne soit pas rejetée souillée dans le cours d'eau de l'Ozenx, au risque d'intoxiquer les élevages qui s'y abreuvent.	L'article UY 3-2-2 et UY3-2-3 du règlement du PLU de Loubieng permet une prise en compte optimum des enjeux liés aux eaux usées et aux eaux pluviales.
La MRAe recommande de mettre en œuvre dans le projet de révision allégée n°1 des dispositions réglementaires permettant de limiter les nuisances sonores et atmosphériques.	Un PLU ne peut pas règlementer ce type de nuisances.
Prise en compte des sensibilités écologiques : La MRAe recommande de présenter, à l'échelle communale, une analyse des incidences de la révision allégée sur les continuités écologiques définies lors de l'élaboration du PLU de Loubieng et dans le cadre de l'élaboration de la trame verte et bleue du PLUi de la communauté de communes Lacq-Orthez en cours.	Cf. réponse TRSO en lien avec la demande d'autorisation d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes Bois d'Arricau à Loubieng. De plus, dans le cadre de l'élaboration de la trame verte et bleue du PLUi de la communauté de communes de Lacq-Orthez, l'axe 3 des orientations générales du PADD (en cours de rédaction) « Un territoire privilégiant la qualité de vie, le bien-être des habitants et le lien social : valoriser le territoire en préservant sa qualité paysagère, ses richesses, écologiques et en accompagnant un urbanisme favorable à la santé » a inscrit : « Préserver et renforcer la trame verte et bleue : - En assurant la protection des réservoirs de biodiversité - En identifiant règlementairement la

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

	TVB et préservant les corridors écologiques - En préservant les haies, bois et bosquets, - En maintenant la biodiversité et en préservant la faune et la flore »
La MRAe recommande de déterminer de façon suffisamment précise la vulnérabilité des milieux, les risques d'impacts et les mesures de préservation nécessaires des milieux pouvant être impactés par le projet. Une évaluation des incidences potentielles du projet de révision allégée du PLU sur les sites Natura 2000 doit être menée.	Cf. réponse TRSO en lien avec la demande d'autorisation d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes Bois d'Arricau à Loubieng.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

SARL T.R.S.O.
26 rue de la Carrère
64 300 BIRON
Tél. : 06 80 06 16 83

Réponses à l'avis du 05.01.2024 de la MRAe, en lien avec la demande d'autorisation d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes Bois d'Arricau à Loubieng

Avis MRAe - Page 4/8 - §III-1

1. Absence étude incidence Natura 2000

Réponse : voir plus loin dans le texte.

Avis MRAe - Page 5/8 - §2

1. Recherche de solutions de moindre incidence
2. Cohérence du projet avec le PRPGD

Les réponses 1 et 2 ci-après, sont extraites de l'étude d'incidence / Chapitre III / Demande autorisation d'exploiter une I.S.D.I.

(1) Raisons du choix du site

Le site du bois d'Arricau, a été retenu pour les raisons suivantes :

1. **L'absence d'autres lieux d'implantation favorable** : la recherche d'autres sites potentiels, susceptibles d'accueillir une I.S.D.I. a consisté à recenser les anciennes exploitations de matériaux présentes au Sud d'Orthez.
   - La rive gauche du gave de Pau présente une dizaine d'anciennes gravières en eau (Biron, Sarpourenx, Maslacq, ...). Mais, la mise en dépôt de déchets inertes dans la nappe alluviale du gave de Pau n'a pas été retenu par le porteur de projet (risque de pollution de la nappe alluviale).
   - Sur le coteau limitrophe de la vallée, deux anciennes carrières sont présentes sur le territoire de la commune de Loubieng, lieux-dits bois d'Arricau et Lespourre, qui exploitaient des calcaires. Le site du bois d'Arricau est libre d'utilisation, celui de Lespourre accueille une I.S.D.I. déclarée au titre des I.C.P.E. et semble répondre aux besoins de l'entreprise de BTP qui l'a déclarée, à la vue du tonnage autorisé de 4850T annuelles.
   - Il faut s'éloigner plus à l'Ouest et au Sud-Ouest pour trouver des sites d'extraction potentiels, mais il s'agit de carrières toujours en activité (Arbouet, Arrancou, Cassaber), autorisées à la réception de déchets inertes.

   Sur la base de ces éléments : reconversion de sites industriels ou artisanaux, espace disponible, facteur environnementaux, éloignement des centres consommateurs, capacités de stockage, ... le site du bois d'Arricau à Loubieng a été retenu par le porteur de projet.

2. **Un accès simple au site** par le réseau routier, permettant d'accueillir des déchets inertes de la Communauté de Communes de Lacq-Orthez. Le site complète le maillage des I.S.D.I. proches des centres consommateurs d'Orthez, Mourenx-Lacq, Salies-de-Béarn, voire Peyrehorade.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

3. **Un site disposant de la place suffisante** pour y aménager les équipements nécessaires au fonctionnement de l'I.S.D.I. et une fosse d'une grande capacité de stockage (1.65M tonnes).

4. **La mise en sécurité du site sa valorisation économique** : dans ce contexte, T.R.S.O. souhaite refermer l'excavation avec des déchets inertes, limités aux terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse (code déchet 17 05 04), ce qui permet la sécurisation du site et sa valorisation économique.

(2) Compatibilités / Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets

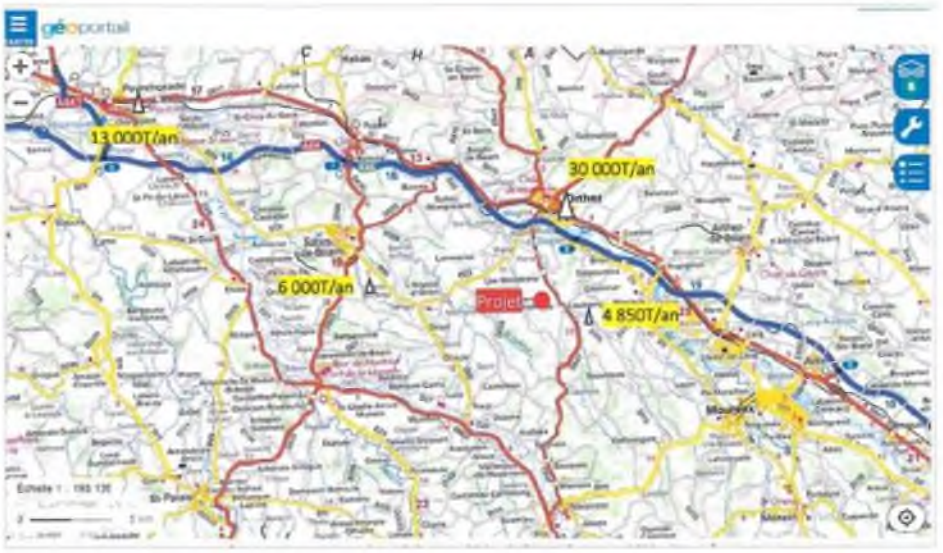
L'I.S.D.I. projetée est située à 5km au Sud de la ville d'Orthez. Cette implantation répond au Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (adopté le 21.10.2019), qui préconise une implantation de proximité, pour limiter les transports de déchets inertes à moins de 30km.

D'autre part, le projet répond au besoin de stockage du département des Pyrénées Atlantiques. En effet, l'étude « Bilan des déchets du BTP » du Conseil Départemental 64, précise qu'en 2023, le besoin en stockage est estimé à 561 100T, pour une capacité de stockage en I.S.D.I. de 147 200T (≈ 26%), ce qui est largement déficitaire.

Autour d'Orthez, dans un rayon de 30km, il existe quatre I.S.D.I. dont les capacités d'accueil sont indiquées ci-après :

- Orthez : 30 000T/an ;
- Loubieng : 4 850T/an ;
- Salies-de-Béarn : 6 000T/an ;
- Peyrehorade : 13 000T / an.

Soit une capacité totale de 53 850T/an. Le projet de T.R.S.O. permet de doubler cette capacité.



PL 15 : Plan de position des I.S.D.I. autour d'Orthez (64)

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Avis MRAe - Page 6/8 - §4

1. **Rejets d'eau polluée dans l'Ozenx, quelle traduction réglementaire dans le PLU ?**
2. **Poussières et bruits : les mesures ne sont pas traduites réglementairement dans le PLU.**

Les réponses 1 et 2 ci-après, sont extraites de l'étude d'incidence / Chapitre IV / Demande autorisation d'exploiter une I.S.D.I.

(2) Prévention de la qualité des eaux

Mesures préventives d'une pollution

1. Panneau d'information à l'entrée du site sur la nature des déchets admis.
2. Formation de l'agent qui contrôle la nature des déchets.
3. Contrôle visuel à l'entrée du site, du contenu dans le camion.
4. Contrôle visuel sur la plate-forme de tri.
5. Les déchets indésirables sont rechargés et évacués selon la procédure en place.
6. Fermeture totale du site (clôture, portail cadenassé) en dehors des heures d'ouverture, pour éviter un dépôt illégal.
7. Ravitaillement en carburant sur une couverture étanche amovible, pour recueillir les égouttures et à l'extérieur des zones écologiques sensibles (voir plus loin dans le texte).
8. Stockage des hydrocarbures sur aire étanche de même capacité, abritée de la pluie par un toit de tôle, à l'extérieur de la fosse.
9. Mise à disposition permanente des fiches de sécurité (FDS) des produits présents sur le site.
10. Engins tenus en bon état et aucun entretien sur site.
11. Un kit anti-pollution par engin, pour absorber un éventuel déversement accidentel. Dans ce cas, la terre contaminée sera disposée par la pelle mécanique dans des big-bags étanches en vue de leur évacuation vers une filière appropriée avec BSD.
12. Absorbant disponible en permanence.
13. Nettoyage quotidien du chantier pour récupérer tous les déchets dus aux travaux. Triés et stockés dans des contenants adaptés, ils seront acheminés vers les installations de traitement spécifiques.
14. Installation d'un dispositif d'arrêt du rejet des bacs de décantation (éviter un transfert de pollution).
15. Débit de rejet des bacs : 3l/s/ha.

Autres mesures pour préserver la ressource en eau

1. Pas de pompage dans la nappe aptienne.
2. Prélèvement d'eau dans le bac de décantation des eaux pluviales de la fosse, pour le rabattement des poussières en période sèche, soit environ 200m^3/an.
3. Raccordement au réseau A.E.P. pour les besoins en eau potable du personnel.

3

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Suivi de la qualité des eaux souterraines et superficielles

Analyses physico-chimiques biannuelles des deux rejets des bacs de décantation.
Analyses physico-chimiques biannuelles dans le piézomètre en fond de fosse (piézomètre rallongé au fur et à mesure).
Analyses physico-chimiques annuelles de la source de débordement près de l'Ozenx.

Impact résiduel

TRES FAIBLE.

Autre réponse : « ... le règlement du PLU... » pourrait faire apparaître dans son règlement :

1. L'exploitant de l'I.S.D.I. avertit aussitôt la commune dans le cas d'une pollution accidentelle.

2. Les résultats des analyses sont tenus à la disposition permanente de la commune, sur simple demande : analyses physico-chimiques biannuelles des deux rejets des bacs de décantation, du piézomètre en fond de fosse et de la source de débordement près de l'Ozenx.



PL.18 : Plan de position des prélèvements d'eau, en vue de leur analyse physico-chimique

3. Idem, s'agissant des mesures acoustiques et des retombées de poussières.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Avis MRAe - Page 6/8 - §5

Les sites Natura 2000

Deux sites Natura 2000 se localisent à relative proximité du site du projet :

- La ZSC FR7200781 « Gave de Pau », 600 m à l'Ouest et 850 m à l'Est ;
- La ZSC FR7200784 « Château d'Orthez et bords du Gave », 2,6 km à l'Ouest.

ZSC FR7200784 « Château d'Orthez et bords du Gave »

Le site a été désigné comme zone spéciale de conservation le 14 octobre 2014 pour son intérêt chiroptérologique. Trois espèces de chiroptères de l'annexe II de la Directive « Habitats » y sont mentionnées : le Grand Rhinolophe, le Rhinolophe euryale et le Murin à oreilles échancrées. Cinq autres espèces de chiroptères fréquentent ce site : le Petit Rhinolophe, la Barbastelle d'Europe, le Minioptère de Schreibers, le Murin de Bechstein, le Grand Murin.

Le site FR7200784 n'entretient pas de relation fonctionnelles notables avec l'emprise du projet – notons d'ailleurs que ce dernier se trouve en dehors du projet d'extension du périmètre de la ZSC. Cependant, il est évident que les chiroptères, même s'ils chassent plutôt à proximité de leurs gîtes, peuvent facilement voler sur plusieurs kilomètres ; ainsi des chauves-souris du site FR7200784 peuvent fréquenter l'ancienne carrière de Loubieng. Cette possibilité est à prendre en compte, même si elle reste peu probable, les chiroptères suivant préférentiellement le corridor que constituent le gave de Pau et sa ripisylve, voire les boisements des coteaux surplombant la vallée du gave ou le Laà et sa ripisylve et peut être l'Ozenx et sa ripisylve.

Le diagnostic réalisé sur le site du projet par Biotope a retenu quatre espèces potentielles de chiroptères pouvant fréquenter le site : la Barbastelle d'Europe, le Murin à oreilles échancrées, le Grand Rhinolophe et la Pipistrelle commune. Deux de ces espèces (Murin à oreilles échancrées et Grand Rhinolophe) ont justifié le classement du site FR7200784, la Barbastelle d'Europe étant citée comme fréquentant la ZSC.

Sur le site du projet, des boisements abritant des arbres adultes et des arbres adultes isolés sont susceptibles de fournir des gîtes aux chiroptères. Leur coupe entrainerait un impact fort en termes d'habitat d'espèces et de risque de destruction d'individus.

La mesure d'évitement de tous ces boisements et des arbres isolés rendra nuls les impacts résiduels liés à la perte d'habitats et au risque de destruction d'individus.

La préservation des boisements et les plantations (boisements et haies) qui seront effectuées lors de la remise en état du site font que l'impact de la perte de territoire de chasse pour les chiroptères sera négligeable.

Ainsi, on peut affirmer que la réalisation du projet n'aura aucune incidence sur l'état de conservation des chiroptères qui ont justifié la désignation du site Natura 2000 FR7200784 « Château d'Orthez et bords du Gave ».

5

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

ZSC FR7200781 « Gave de Pau »

Le site Natura 2000 FR 7200781 « Gave de Pau » a été désigné en Zone Spéciale de Conservation le 14/10/2014.

Le site Natura concerne un réseau hydrographique particulièrement vaste (8 194 ha) avec un système de saligues encore vivace.

Il accueille 22 habitats d'intérêt communautaire inscrit à l'annexe I de la directive européenne. Sept espèces animales ont justifié la désignation du site Natura : l'Ecrevisse à pattes blanches, la Cordulie à corps fin, le Gomphe de Graslin, la Mulette perlière, la Lamproie de Planer, le Saumon atlantique et le Chabot. Le diagnostic écologique du Site Natura 2000 « le Gave de Pau » a mis en évidence 10 autres espèces de la directive habitat.

Tableau : Les espèces animales d'intérêt communautaire du site ZSC FR7200781 « Gave de Pau »

Espèces de la Directive habitats	Nom scientifique	Annexe
INSECTES		
Agrion de Mercure	*Coenagrion mercuriale*	II
Cordulie à corps fin	*Oxygastra curtisii*	II et IV
Cuivré des marais	*Lycaena dispar*	II et IV
Damier de la Succise	*Euphydryas aurinia*	II
Gomphe de graslin	Gomphus graslinii	II et IV
MOLLUSQUES		
Mulette perlière	*Margaritifera margaritifera*	II et V
CRUSTACES		
Ecrevisse à pattes blanches	Austropotamobius pallipes	II et V
POISSONS		
Alose feinte	*Alosa falax*	II et IV
Chabot	*Cottus gobio*	II
Grande Alose	*Alosa alosa*	II et IV
Lamproie de Planer	*Lampetra planeri*	II
Lamproie marine	*Petromyzon marinus*	II
Saumon atlantique	*Salmo salar*	II
Toxostome	*Parachondrostoma toxostoma*	II
REPTILES		
Cistude d'Europe	*Emys orbicularis*	II et IV
MAMMIFERES		
Desman des Pyrénées	*Galemys pyrenaicus*	II et IV
Loutre d'Europe	*Lutra lutra*	II et IV

Les eaux issues de la carrière, et en particulier celles pompées dans le fond de fouille, sont au préalable dirigées vers un bassin de décantation situé à proximité de la plateforme Nord. Le trop plein est rejeté dans un fossé bordant le champ de Maïs au Nord de la carrière ; les eaux sont ensuite collectées par le réseau pluvial du lieu-dit « Labaraquette » qui aboutit au ruisseau l'Ozenx.

Ce cours d'eau fait partie du périmètre du site Natura 2000 FR 7200781 « Gave de Pau ». Après un trajet de 800 m, les eaux issues du bassin de décantation aboutissent donc au site Natura 2000.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Une pollution des eaux du site pourrait, si elles étaient rejetées dans le milieu naturel, aboutir à l'Ozenx et donc dégrader le milieu aquatique et les biocénoses du ruisseau.

La faible taille de l'Ozenx, liée à un environnement agricole, fait qu'il n'accueille aucun des 22 habitats d'intérêt communautaire du site Natura. De même aucune des 17 espèces d'intérêt communautaire n'est signalée (source FAUNA et DOCOB).

On ajoutera que depuis que ce rejet existe, aucun problème de pollution et de qualité des eaux ne s'est posé. Les mesures de prévention de la pollution présentées précédemment (Prévention de la qualité des eaux) permettent de penser que le risque de pollution de l'Ozenx restera négligeable.

Ainsi, la réalisation du projet n'aura aucune incidence sur l'état de conservation des habitats et des espèces qui ont justifié la désignation du site Natura 2000 FR 7200781 « Gave de Pau ».

Le site du projet

La DDEP a été réalisé sur la base d'inventaires naturalistes réalisés par le bureau d'étude BIOTOPE le 9 juillet 2021 (été) et les 9 février (hiver), 2 juin (printemps) et 13 octobre 2022, couvrant ainsi les quatre saisons. Une visite d'actualisation a été effectuée par G. GARBAYE le 18 juillet 2023.

Les investigations ont mis en évidence des habitats, en bonne partie minéraux ou rudéraux, possédant un enjeu écologique global variant de faible à fort.

Hormis l'herbier à characées situé en fond de fouille, les habitats de fort enjeu (Chênaie-châtaigneraie acidiphile et Chênes adultes) ont fait l'objet d'un évitement.

Tableau : Synthèse des enjeux écologiques globaux dans l'aire d'étude immédiate

Habitat d'espèce	Superficie/Nombre	Niveau d'enjeu écologique intrinsèque	Taxons concernés	Niveau d'enjeu écologique global
Zone en eau	1 000 m²	Faible	Amphibiens (reproduction)	Moyen
Herbier pionnier des eaux fermées à characées	130 m²	Fort	Characées, amphibiens (reproduction)	Fort
Dépression à Menthe aquatique et Souchet robuste	130 m²	Moyen	Amphibiens (reproduction)	Moyen
Communauté à Souchet robuste	60 m²	Faible		Moyen
Fossé à Renouées à feuilles de patience	30 m² (30 ml)	Faible		Moyen
Paroi rocheuse	3 080 m²	Faible	Rougequeue noir (reproduction)	Faible
Surface minérale sans végétation	9 670 m²	Faible	Reptiles (thermorégulation et chasse), Alyte accoucheur (phase terrestre), Petit Gravelot (potentiel)	Moyen
Friche hygrophile à Galéga officinal	4 150 m²	Faible	Reptiles (thermorégulation et chasse), oiseaux (alimentation)	Faible
Friche des sols frais à Cardère et Mélilot blanc	11 320 m²	Faible		
Communauté pionnière rudéralisée à Lotier à feuilles tenues	3 030 m²	Faible		

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Habitat d'espèce	Superficie/Nombre	Niveau d'enjeu écologique intrinsèque	Taxons concernés	Niveau d'enjeu écologique global
Friche prairiale à Paspalo dilaté	940 m²	Faible		
Fourrés des sols perturbés à Ronce et Clématite vigne-blanche	3 750 m²	Faible	Amphibiens (phase terrestre), reptiles (repos, reproduction, hivernage), Oiseaux des fourrés, Hérisson (reproduction, hivernage et repos)	Faible
Fourrés rudéraux à Buddléia de David	360 m²	Faible		Faible
Recrû de Peupliers cultivars	1 100 m²	Faible		Faible
Formation arborée dominée par le Robinier faux acacia	940 m²	Faible		
Fourrés de Saules et de Peupliers cultivars	15 690 m²	Faible		
Chênaie-châtaigneraie acidiphile	2 500 m²	Faible	Amphibiens (phase terrestre), reptiles (repos, reproduction, hivernage), Oiseaux forestiers, Chiroptères (gîtes), Hérisson (reproduction, hivernage et repos), Ecureuil et Genette (potentiels)	Fort
Chênes adultes	3	Moyen	Grand Capricorne, chiroptères (gîtes)	Fort

Carte des enjeux écologiques globaux



8

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Fonctionnalités à l'échelle communale

La carrière s'insère dans un environnement rural où les terres agricoles (cultures et prairies) alternent avec des bosquets, voire des boisements. Le projet ne recoupe pas de réservoir biologique, ni de corridor écologique pris en compte par le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) et l'état des lieux des continuités écologiques en Aquitaine du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE).

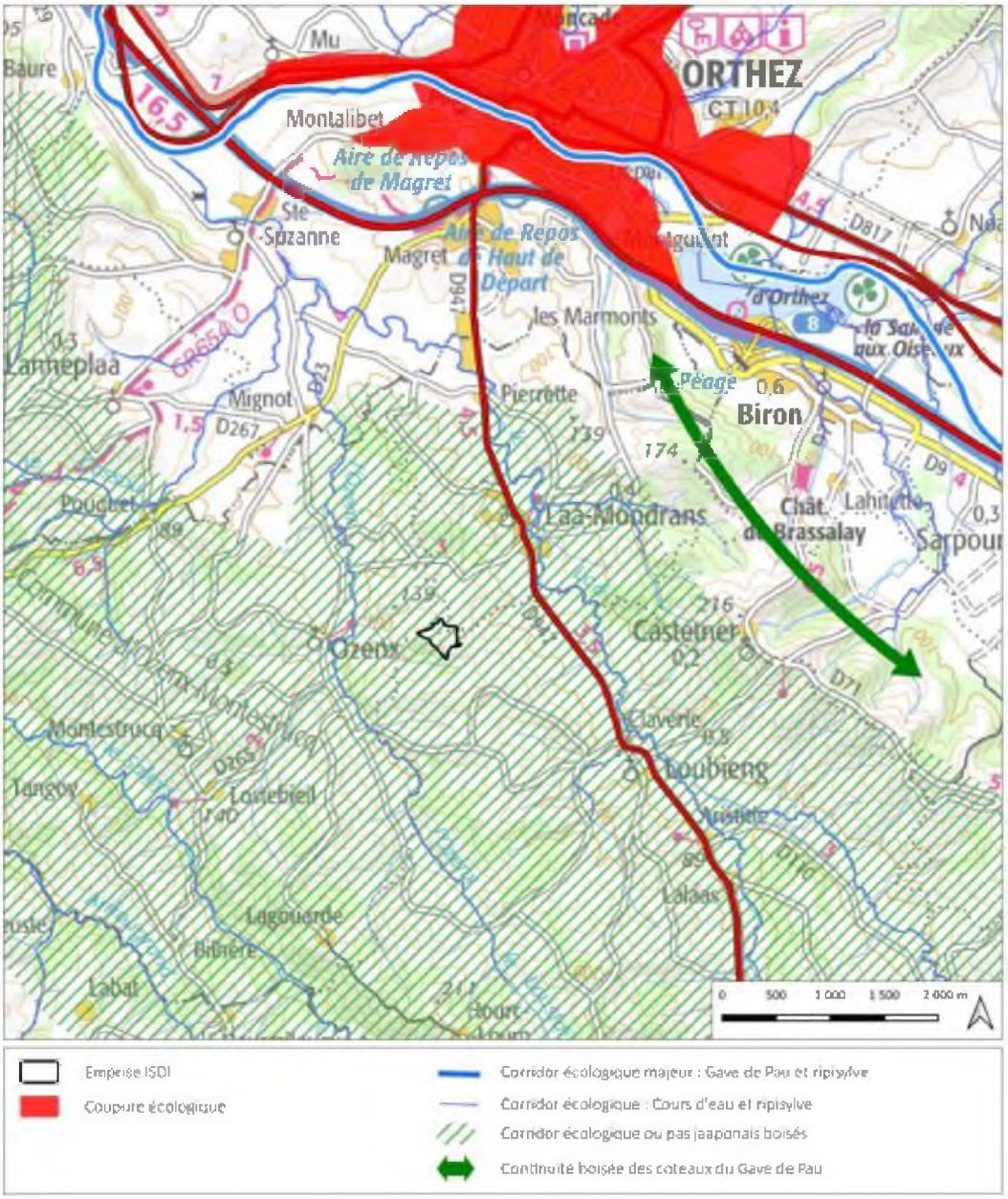
On relèvera la relative proximité de deux affluents du Gave de Pau, l'Ozenx (0,7 km à l'Ouest) et Le Laà (0,8 km à l'Est) ; ils constituent des corridors écologiques et appartiennent au réseau Natura 2000 site FR7200781 « Gave de Pau » - nous avons traité la problématique Natura précédemment.

Le secteur autour du projet, comme d'ailleurs une partie importante du territoire de la Communauté de Communes Lacq-Orthez, se caractérise par la présence ponctuelle et diffuse de boisements qui piquètent le territoire et forme un corridor boisé diffus en pas japonais (les premières cartes du milieu naturel du diagnostic du PLUi DE LA CC Lacq-Orthez) le montrent. Au Nord-Est, les boisements des coteaux surplombant la vallée du gave constituent une continuité boisée.

La réalisation du projet n'aura aucun impact négatif sur les fonctionnalités du secteur et localement, communales. Au contraire, **la remise en état du site se terminant par la plantation de boisements et de haies, se substituant à des milieux en grande partie artificiels, minéraux et rudéraux, et participant au corridor boisé diffus, aura une incidence positive.**

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Carte des fonctionnalités écologiques du secteur



Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

SARL T.R.S.O.
26 rue de la Carrère
64 300 BIRON
Tél. : 06 80 06 16 83

... Suite ...
Réponses à l'avis du 05.01.2024 de la MRAe, en lien avec la demande d'autorisation d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes Bois d'Arricau à Loubieng

Avis MRAe - Page 5-4/8 - §III-3

... Justifier plus précisément la bonne prise en compte des enjeux paysagers par la révision allégée n°1.

La réponse ci-après est extraite de l'étude d'incidence / Chapitres I à IV / Demande d'autorisation d'exploiter une I.S.D.I.

I. Paysage et visibilité du site projeté

Le périmètre du projet se développe sur la crête du coteau séparant les vallées du Laà et de l'Ozenx. On y accède depuis la route D.947 qui relie les villages de Laà-Mondrans et Loubieng dans la vallée du Laà.

A hauteur de la ferme LAROUQUETTE, la route privée d'accès monte sur le coteau. Elle chemine à travers des cultures céréalières irriguées et est parfaitement intégrée dans le paysage par ses dimensions et son tracé. En ligne de crête, un portail ouvre sur une piste interne en boucle, qui tangente un champ cultivé, puis le bois d'Arricau et descend doucement vers la fosse d'extraction de l'ancienne carrière.

Lorsqu'il pleut, la fosse est occupée par un plan d'eau. Le site est artificialisé, sauf les anciennes banquettes et les fronts de taille, en voie de colonisation forestière.

Visibilité du site depuis :

- Le quartier DUME-LABARAQUETTE-CAMORS à Ozenx-Montestrucq : aucune, du fait du creux topographique de l'ancienne fosse d'extraction ;
- Les quartiers CAP DE COSTE-ANDRIEU-ANDRIBET à Laà-Mondrans : aucune, du fait de la présence d'un écran arboré linéaire planté en limite de périmètre du site.
- La ferme LARRIEU à Loubieng : aucune du fait du creux topographique de l'ancienne fosse d'extraction. La piste interne depuis le portail de l'entrée n'est pas visible, toutefois, les véhicules qui y circuleront seront vus, puisqu'en limite avec le champ limitrophe, il n'y a que la clôture grillagée.
- La RD.947 et la ferme LAROUQUETTE à Loubieng : depuis l'étage de cette habitation, la route d'accès au site est visible, mais elle est parfaitement intégrée dans le paysage de par son tracé et ses dimensions. Le merlon enherbé en place, protège des vues et du bruit de la circulation des camions.

Conclusion / Incidences sur le paysage / Mesures

La fosse dans laquelle seront définitivement entreposées les terres et cailloux (déchets inertes), restera invisible depuis les abords du site, du fait de son état en creux situé sur le point le plus haut, d'une ligne de crête. De même, s'agissant de la plate-forme de triage, positionnée en partie basse du périmètre.
En fin d'exploitation de l'I.S.D.I., la fosse sera comblée et le relief d'origine sera restitué. Une forêt sera plantée, identique à celle qui fut autrefois défrichée pour les besoins de la carrière Arricau (Cf. Chap.V, pages 82-84).

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

L'impact du projet sur le paysage, sera positif, direct et permanent. Les mesures de préservation du paysage sont les suivantes :

- Maintien du merlon boisé présent en limite Nord du site et de la haie de tuyas avec le chemin rural de Garia ;
- Maintien du merlon enherbé le long de la propriété de la maison LAROUQUETTE, à hauteur de l'accès à la route privée du site ;
- Maintien de la lisière boisée du bois d'Arricau, limitrophe du site ;
- Maintien des arbres et des bosquets du site, périphériques à la fosse ;
- La remise en état de la fosse, consistera, une fois refermée, à restituer au mieux la topographie initiale du coteau, en se raccordant topographiquement à l'encaissant naturel, puis à reconstituer le sol et à le revégétaliser (boisement) ;
- Maintenir une bonne tenue du site.

Suivi concernant le paysage : un relevé topographique annuel, permettra de suivre l'avancement des travaux de remise en état du site.

Impact résiduel : positif.

II. Sites inscrits et classés autour du site projeté

Il n'y a pas de site classé ou inscrit aux proches abords de l'I.S.D.I. projetée. Dans un rayon de 15km, les sites classés et inscrits sont les suivants :

1. Sites inscrits

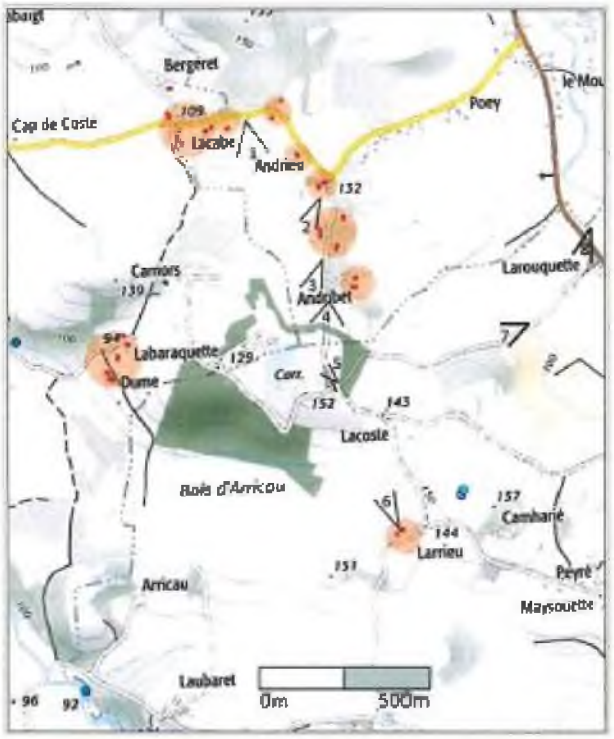
- Orthez : bords du Gave, Maison Francis James et abords, Tour de la rue de la Pastourette et abords, Tour Moncade et abords à moins de 5km au Nord ;
- Salies-de-Béarn : Bords du Saleys, Rue du pont Mayou, Maisons de la rue des puits salants, Maison Chibas, Maison Lafont-Coustable et son parc, Vieille ville à 11.5km à l'Ouest ;
- Navarrenx : remparts (intérieurs et extérieurs) à 10.2km au Sud ;
- Castetnau-Camblong : remparts (intérieurs et extérieurs) à 13.5km au Sud ;
- Arthez-de-Béarn : Site de Canarde à 13.5km à l'ENE ;
- Susmiou : remparts (intérieurs et extérieurs) à 14km au Sud.

2. Sites classés

- Sauveterre-de-Béarn : ensemble urbain (abords de l'église, partie de ville, ...), Ensemble urbain à 13.5km au SSO.

Conclusion / Incidences / Mesures : aucun site inscrit ou classé ne concerne l'I.S.D.I. projetée ou ses abords proches ou plus éloignés. En l'absence, aucun effet possible, pas de mesure particulière.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE



PL.4 : Plan de position des riverains proches à éloignés du site, des écrans visuels boisés et des prises de vues paysagères

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE



1. Vue paysagère lointaine du site depuis la VC Andrieu-Lacabé



2. Vue paysagère du site depuis le chemin Garia





3.-4. Vues paysagères proches du site depuis le chemin GARIA



5. Merlon boisé du chemin GARIA, près de l'entrée du site

PL.5 : Vues paysagères du site de l'I.S.D.I. projetée

Remarque : les numéros correspondent aux prises de vues paysagères indiquées sur le plan de position de la page précédente.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE



6. Vue de la piste interne Sud du site, depuis la ferme Lorrieu



7. Vue paysagère de la route privée d'accès



8. Merlon enherbé de la ferme LAROUQUETTE

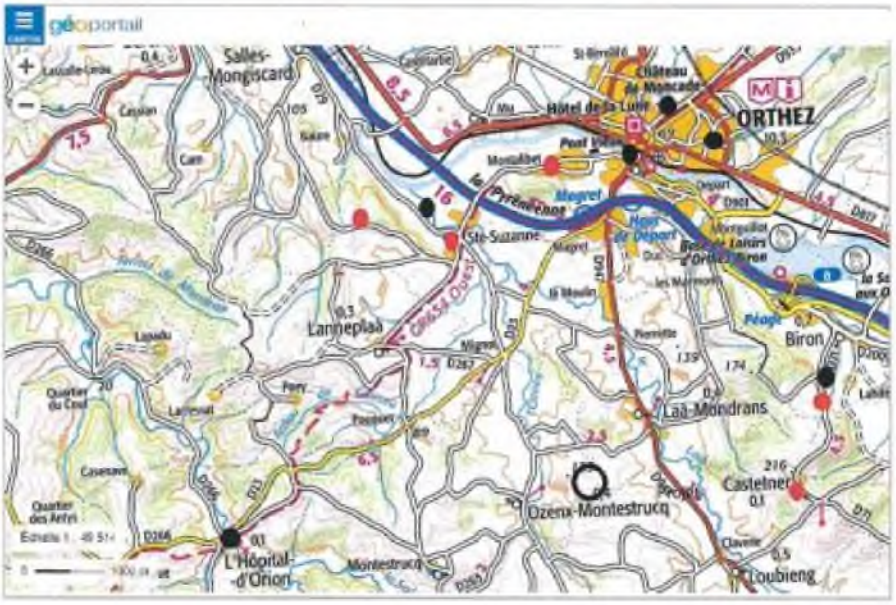
PL.6 : Vues paysagères du site de l'I.S.D.I. projetée et de son accès
Cf. Position des prises de vue sur le plan de position

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

PL 14 : Carte de situation des monuments historiques, sites inscrits et classés et zones de prévention archéologique dans un rayon de 5km autour de l'I.S.D.I. projetée

Légende

- *Monuments historiques et sites inscrits*
- *Zone de prévention archéologique*



Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

3. CONSULTATIONS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES

Modalités de concertation :
La réunion d'examen conjoint a eu lieu le 7 novembre 2023 dans les locaux de la Communauté de Communes de Lacq-Orthez (Mourenx).

Organismes	Date de la consultation	Date de la notification	Résultat de la consultation
Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	06/10/2023	09/10/2023	Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
DDTM PAU	06/10/2023	09/10/2023	DDTM présente lors de la réunion d'examen conjoint : Cf. procès-verbal d'examen conjoint ci-joint
CONSEIL REGIONAL NOUVELLE AQUITAINE	06/10/2023		Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
CONSEIL REGIONAL NOUVELLE AQUITAINE au titre des transports	06/10/2023		Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
CONSEIL DEPARTEMENTAL	06/10/2023	09/10/2023	CD présent lors de la réunion d'examen conjoint : Cf. procès-verbal d'examen conjoint ci-joint
CONSEIL DEPARTEMENTAL (service aménagement)	06/10/2023		Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
DGAPID Direction Générale Adjointe Patrimoine et Infrastructures Départementales	06/10/2023		Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
Chambre d'Agriculture	06/10/2023	09/10/2023	Non présent à la réunion d'examen conjoint. Avis favorable sur le projet de révision allégée.
Chambre de Commerce et de l'Industrie	06/10/2023	09/10/2023	Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
Chambre des Métiers et de l'artisanat	06/10/2023	10/10/2023	Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
INAO Pyrénées-Atlantiques et Landes	06/10/2023	09/10/2023	Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
Centre Régional de la Propriété Forestière	06/10/2023	09/10/2023	Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
DGAPID	06/10/2023	11/10/2023	Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
Syndicat Mixte du Grand Pau	06/10/2023	09/10/2023	Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
DREAL	06/10/2023		Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
Territoire d'Energie Pyrénées-Atlantiques	06/10/2023	09/10/2023	Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

SDIS 64	06/10/2023		Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
Syndicat Mixte d'eau et d'assainissement Gave et Baïse	06/10/2023	10/10/2023	Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
Syndicat de Gréchez	06/10/2023	10/10/2023	Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
Direction Régionale des Affaires Culturelles	06/10/2023	09/10/2023	Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
ARS	06/10/2023	13/10/2023	Non présent à la réunion d'examen conjoint. Avis reçu le 19/10/2023, avis favorable avec réserves (notamment sur les travaux et l'exploitation du site; indépendant de la procédure de révision allégée du PLU)
Office National des Forêts	06/10/2023	09/10/2023	Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
(UDAP) - Pyrénées-Atlantiques	06/10/2023	09/10/2023	Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
Mairie de Laà-Mondrans	06/10/2023	13/10/2023	Mairie présente lors de la réunion d'examen conjoint : Cf. procès-verbal d'examen conjoint ci-joint
Mairie de Castetner	06/10/2023	09/10/2023	Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
Mairie de Maslacq	06/10/2023	10/10/2023	Mairie présente lors de la réunion d'examen conjoint : Cf. procès-verbal d'examen conjoint ci-joint
Mairie de Sauvelade	06/10/2023	09/10/2023	Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
Mairie de Castetbon	06/10/2023	11/10/2023	Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
Mairie d'Audaux	06/10/2023	10/10/2023	Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
Mairie d'Ozenx-Montestrucq	06/10/2023	10/10/2023	Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
TEREGA -TIGF	06/10/2023	09/10/2023	Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
RETIA	06/10/2023	09/10/2023	Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
RTE	06/10/2023	09/10/2023	Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
EDF CCPFA Le Vélun	06/10/2023	10/10/2023	Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
THD 64 - Développement du Territoire	06/10/2023	09/10/2023	Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse
Responsable suivi des déploiements	06/10/2023	09/10/2023	Absent lors de la réunion d'examen conjoint - Pas de réponse

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme - PLU - de Loubieng - 64300 -

Enquête publique du mardi 9 avril 2024 au mardi 14 mai 2024

LES CONCLUSIONS MOTIVEES ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

- Le rapport d'enquête fait l'objet d'un document séparé -

Cyril Catalogne, commissaire enquêteur
Conclusions motivées avec avis

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

CONCLUSIONS MOTIVEES ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Vu enregistrée le 4/01/2024 la lettre par laquelle Monsieur le Président de la Communauté de Communes Lacq - Orthez demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet la première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme - PLU - de Loubieng.

Vu l'article L153-19 du Code de l'Urbanisme,

Vu les articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-27 du Code de l'Environnement,

Vu l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique en date du 14 mars 2024,

- ➔ une enquête publique de 36 jours consécutifs et entiers a eu lieu du 9 avril 2024 au 14 mai 2024.

A cet effet,

en date du 26 janvier 2024, Madame la Vice-Présidente du Tribunal administratif de Pau m'a désigné commissaire enquêteur afin de conduire l'enquête publique n° E 24000001/64. J'ai déclaré sur l'honneur ne pas exercer ou avoir exercé d'activités incompatibles avec les fonctions de commissaire enquêteur et ne pas avoir un intérêt quelconque au titre de l'enquête publique proposée.
J'ai donc pu mener cette enquête publique en toute objectivité, impartialité et indépendance.

En concertation avec l'autorité organisatrice, j'ai opté pour le choix de trois permanences de deux, trois et quatre heures en mairie de Loubieng en tenant compte des horaires d'ouverture de la mairie.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

- L'implantation géographique

La commune de Loubieng se situe dans le département des Pyrénées- Atlantiques, région Nouvelle-Aquitaine. Distante de cinquante kilomètres de la Préfecture du département Pau et trente d'un bassin industriel à la renommée nationale, Lacq, elle compte 496 habitants en 2021 qui sont éparpillés sur une superficie de 23,43 km².
Elle est membre de la Communauté de Communes Lacq-Orthez qui compte 60 communes et 52674 habitants.

- Les principaux faits et actes

La commune de Loubieng a décidé de procéder à la première révision allégée de son plan local d'urbanisme approuvé le 20 février 2020. Il s'agit de requalifier les parcelles situées en zone naturelle N en zone Uya situées dans le bois d'Arricau.

- La justification du projet

L'objectif de ce changement de zonage est d'accueillir une Installation de Stockage de Déchets Inertes - ISDI - en vue d'une revalorisation par le projet d'exploitation économique d'une ancienne carrière de calcaire mise à l'arrêt en 2019. Un remblaiement jusqu'à l'atteinte du niveau correspondant à la topographie naturelle est envisagé

2. Les fondements de réflexion

- Les constats

Le projet d'ISDI correspond au périmètre de l'ancienne carrière exploitée sur le territoire des communes de Loubieng, d'Ozenx-Montestrucq et de Laà-Mondrans. Le site de l'ancienne carrière a fait l'objet d'un procès-verbal de récolement en 2019 permettant d'acter la conformité de la remise en état du site.
Une réutilisation d'équipements et d'aménagements datant de la fin de l'exploitation de la carrière est envisagée , notamment les clôtures, les pistes d'accès et internes, les bacs de décantation, les écrans acoustiques et visuels arborés. La fourniture en électricité et en eau sera assurée respectivement par une ligne électrique de 20000 volts et un branchement au réseau d'adduction d'eau potable existants.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

- L'examen et les analyses spécifiques

Avant la tenue de la première permanence, j'ai visité le site le 5 avril 2024 avec les porteurs de projet Messieurs Rey-Betbeder Monsieur le Maire de Loubieng et Madame Boisot, responsable urbanisme de la Communauté des Communes Lacq-Orthez.
Nous avons aussi évoqué l'organisation matérielle de l'enquête, du contenu de l'arrêté à la publicité en passant par la tenue des permanences, l'accueil et l'information du public.

La *Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers* - CDPENAF - a été saisie le 6/10/2023 et a prononcé le 6/12/2023 un avis favorable au projet.

La *Mission Régionale de l'Autorité Environnementale* - MRAE - a été saisie quant à elle le 06/10/2023 et a rendu son rapport le 25/10/2023. Elle préconisait alors de :

- présenter un dossier d'évaluation environnementale proportionné aux enjeux, indiquant notamment les incidences potentielles directes ou indirectes sur les sites Natura 2000,
- décrire la manière dont a été effectuée l'évaluation environnementale des évolutions apportées au PLU,
- ajouter un résumé non technique au dossier,
- compléter la notice par une analyse de la compatibilité de la révision allégée du PLU avec les orientations et objectifs du Plan Climat Air Énergie Territorial - PCAET -,
- présenter un système d'indicateurs permettant de suivre les conséquences sur l'environnement des modifications apportées en lien avec les enjeux environnementaux identifiés,
- justifier le choix du site envisagé comparativement aux solutions alternatives,
- établir la cohérence du projet avec le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets - PRPGD - en indiquant les autres sites du même type,
- démontrer la bonne prise en compte des enjeux paysagers,
- considérer les risques et nuisances, qu'il s'agisse des risques de pollution des eaux souterraines et superficielles, des nuisances sonores et atmosphériques,
- analyser les incidences de la révision allégée sur les continuités écologiques déjà définies à l'échelon communal et intercommunal,
- déterminer la vulnérabilité des milieux, les risques d'impact et les mesures de préservation adéquates,
- mener une évaluation des incidences potentielles du projet sur les sites Natura 2000.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Les réponses à toutes ces remarques ont été synthétisées sous forme d'un tableau de deux pages et demi puis développées dans deux documents à l'en-tête de l'entreprise Transport Routier du Sud Ouest - TRSO - 26, rue de la Carrère 64300 BIRON : le premier de dix pages et le second de six.
Les personnes publiques associées ont été conviées à une réunion d'examen le 7 novembre 2023. Ont formulé des observations : - la *Direction Départementale des Territoires et de la Mer* - DDTM - qui a indiqué :

- valider la procédure de révision allégée pour l'évolution du PLU,
- approuver la délimitation de la zone Uya du projet et le règlement proposé,
- estimer que l'impact résiduel semblait faible,
- donner un avis favorable au projet de révision allégée,

- la *commune de Laà-Mondrans* qui a déclaré :

- s'inquiéter de « la nette augmentation du flux de camions en lien avec le projet » et a demandé que la route départementale soit « sécurisée en conséquence. »,
- apprécier la durée d'exploitation du site à environ cinq à huit ans, contre une prévision de vingt,

- le *Conseil Départemental des Pyrénées-Atlantiques* qui a précisé la nécessité de « prendre en compte l'enjeu lié à la circulation car la départementale est déjà beaucoup empruntée par des poids lourds espagnols » transportant des céréales.

Enfin, la *Chambre d'Agriculture* a émis un avis favorable au projet en date du 3 novembre 2023 de même que l'*Agence Régionale de Santé* - ARS -, celle-ci sous réserve du respect de mesures préventives ayant trait à la qualité de l'air et aux nuisances sonores accompagnées de suivis.

J'ai attaché la plus grande importance à l'examen des trois observations - deux écrites et une orale - déposées par les quatre personnes reçues telles qu'inscrites sur le registre d'enquête et présentées dans le procès-verbal de synthèse mais aussi à la réponse du maître d'ouvrage.

De même, j'ai échangé avec les représentants de la commune, essentiellement avant et durant l'enquête, que ce soit par téléphone ou courriel.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

3. L'analyse des éléments du bilan

rappelant la volonté de Monsieur le Maire de Loubieng et de son conseil municipal de procéder à la première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune arrêté le 20 février 2020 visant un changement de zonage de parcelles situées en zone naturelle N en zone Uya,

rappelant l'objet de cette requalification, l'établissement d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes - ISDI - sur un site aujourd'hui renaturé,

rappelant la présence d'équipements et aménagements résultant de l'exploitation de l'ancienne carrière de calcaire jusqu'en 2019,

rappelant les avis favorables de la Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers - CDPENAF -, de la Chambre d'agriculture sans recommandations ni réserves,

rappelant les avis de la Mission régionale d'autorité environnementale - MRAe - de Nouvelle-Aquitaine et de l'Agence Régionale de Santé - ARS - favorables avec recommandations ou réserves,

rappelant la prise en compte de ces recommandations à travers les réponses apportées présentées pour partie sous forme de tableau,

rappelant le contenu de l'étude de pré-diagnostic faune-flore, outil d'aide à la décision et du dossier de demande de dérogation d'espèces protégées,

rappelant la diminution de l'emprise du projet, qui permet d'éviter de fait la consommation d'environ 6,5 hectares de boisements et fourrés, de zones ouvertes végétalisées ou minérales et d'une zone en eau,

tenant compte des mesures d'évitement et de réduction permettant de rendre négligeables ou nuls une grande partie des impacts liés à la perte d'habitats et aux risques de destruction d'individus,

tenant compte des mesures de compensation consistant en l'amélioration et la création de milieux : amélioration et création de boisements, création d'une mare, création et maintien de zones minérales sans végétation,

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

tenant compte que cette révision allégée ne porte pas atteinte à l'économie générale du plan local d'urbanisme,

tenant compte de la remise en état du site consistant à reprofiler la topographie puis à fixer le sol par un semis d'une strate herbacée puis en plantation d'arbres,

tenant compte de la dangerosité du site du fait d'une fréquentation inappropriée,

tenant compte de la réponse du maître d'ouvrage aux observations émises,

tenant compte de la non dangerosité des terres et cailloux entreposés,

soulignant le caractère indispensable et d'intérêt public majeur du projet,

soulignant l'absence de toute expropriation,

soulignant un bilan « coûts-avantages » qui penche fort nettement en faveur de l'opération notamment parce que : - le coût financier de l'opération n'impacte pas les finances des collectivités,

- les inconvénients d'ordre social et d'atteinte à d'autres intérêts publics sont minimes, qu'il s'agisse de raisons sociales, d'intérêt public sur la santé publique, d'atteintes à l'environnement - et en particulier à la biodiversité -, à la ressource eau, au patrimoine ou aux paysages -,

suite à l'étude de l'ensemble des éléments du dossier d'enquête, à la visite terrain, aux informations recueillies et nombreuses conversations,

suite à l'étude des observations émanant des quatre personnes reçues en permanence et des personnes publiques associées, à leur présentation sous forme de procès-verbal de synthèse au maître d'ouvrage et à la réponse de ce dernier,

et en l'absence de propositions alternatives,

regrettant néanmoins un manque d'appropriation du public quant à l'objet premier de l'enquête et l'absence d'observations sur le changement de zonage des parcelles,

j'estime être à même de formuler de fait un avis motivé personnel, étayé et circonstancié sur la première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Loubieng,

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

4. L'avis du commissaire enquêteur

En conséquence, après avoir examiné l'ensemble des critères relatifs au projet de première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Loubieng, et pour les raisons motivées précédemment exposées, il apparaît que le bilan « coûts - avantages » penche en faveur du projet. J'émets donc :

avec la recommandation suivante :

- **appliquer de la manière la plus efficace et rigoureuse qui soit les mesures d'évitement, de réduction et de compensation prescrites dans le dossier de demande de dérogation d'espèces protégées afin d'impacter à minima voire aucunement les milieux et leurs populations,**

UN AVIS FAVORABLE

sans la moindre réserve,

à la première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Loubieng.

N.B : le présent document est remis par mes soins :

- à Monsieur le Président de la Communauté de Communes Lacq-Orthez avec son rapport,
- à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques avec son rapport,
- à Madame la Présidente du Tribunal administratif avec son rapport.

Fait à Maucor, le 3 juin 2024
Cyril Catalogne
Chef de projet développement durable et agriculteur

Cyril CATALOGNE
Commissaire Enquêteur

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

PROCÈS – VERBAL DE SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS ÉCRITES OU ORALES

Document présenté et remis par le commissaire enquêteur à l'autorité organisatrice lors d'une réunion en date du 21 mai 2024 à partir de 17 heures.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

I – DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

1. Le commissaire enquêteur
2. Les mesures de publicité et d'affichage
3. La mise à disposition du dossier et du registre
4. Le choix de la période d'enquête et des horaires des permanences
5. La tenue des permanences
6. La participation du public
7. L'information du public
8. Les difficultés rencontrées
9. La clôture de l'enquête
10. Les relations avec les différentes acteurs

II – RELEVÉ DES OBSERVATIONS ET DEMANDES ÉCRITES OU ORALES DU PUBLIC

III - RELEVÉ DES SAISINES ET CONSULTATIONS

IV - QUESTIONNEMENT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

I – DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

L'enquête publique relative à la première révision allégée du plan local d'urbanisme de la commune de Loubieng s'est tenue du mardi 9 avril au mardi 14 mai 2024 inclus, soit une durée de trente-six jours consécutifs. Elle relève du code de l'urbanisme et du code de l'environnement.

1. Le commissaire enquêteur

J'ai été nommé par Madame la Présidente du Tribunal administratif de Pau en date du 02 février 2024 pour conduire la présente enquête.

2. Les mesures de publicité et d'affichage

Un avis de publication est paru en caractères apparents dans La République des Pyrénées et Sud Ouest quinze jours au moins avant le début de l'enquête - soit le 21 mars 2024 - et dans les huit premiers jours suivant le début de celle-ci - soit le 9 avril 2024.
Un avis au public de format A2 a été affiché quinze jours avant le début de l'enquête publique et durant toute sa durée :

- dans deux endroits de la commune de Loubieng : la porte d'entrée de la mairie et la porte de la salle communale jouxtant l'école,
- sur le panneau d'affichage du siège de la Communauté de Communes Lacq - Orthez à Mourenx.

Le public pouvait en outre consulter cet avis dès le 26 mars 2024 sur le site internet de la commune de Loubieng - www.loubieng.fr - et de la Communauté des Communes de Lacq-Orthez - www.cc-lacqorthez.fr -
L'application intraMuros a également été mise à contribution avec notamment un rappel de la date du dernier jour de permanence.

3. La mise à disposition du dossier et du registre

Le dossier d'enquête et le registre ont été tenus à la disposition du public du 9 avril au 14 mai 2024 inclus jusqu'à 19 h 00, soit trente-six jours consécutifs à la mairie de Loubieng aux jours et heures d'ouverture, les mardis et mercredis de 14 h à 19 heures.
Le dossier d'enquête était consultable en version numérique sur les sites internet de la Communauté des Communes de Lacq-Orthez - www.cc-lacqorthez.fr - et de la commune de Loubieng - www.loubieng.fr -

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

4. Le choix de la période d'enquête et des horaires des permanences

J'ai tenu compte de la demande de la Communauté de Communes Lacq-Orthez - autorité organisatrice - pour la période d'enquête, la durée et le nombre d'heures des permanences. J'ai ensuite défini les horaires en accord avec les services de la mairie de Loubieng en tenant compte de ses heures d'ouverture.

5. La tenue des permanences

Je me suis tenu à la disposition du public à la mairie de Loubieng les mardis 9 avril de 17 h 00 à 19 h 00, 23 avril de 16 h 00 à 19 h 00 et 14 mai 2024 de 15 h 00 à 19 h.

6. La participation du public

Le public pouvait faire part de ses observations par écrit sur le registre d'enquête, les adresser par voie postale « à l'attention du commissaire enquêteur » à la mairie de Loubieng, 400 chemin de l'église 64300 Loubieng ou les transmettre par voie électronique via l'adresse électronique suivante : commune-de-loubieng@orange.fr jusqu'au 14 mai 19h00.
Je n'ai reçu personne lors de la première permanence, deux lors de la deuxième - dont une n'a rien inscrit sur le registre d'enquête - et deux qui ont noté une observation commune lors de la troisième. Soit un total de **trois observations - deux écrites et une orale -**.

7. L'information du public

Je considère l'information du public comme satisfaisante, d'autant plus qu'un recours à la publicité complémentaire à travers l'application IntraMuros a été mis en place.
Les trois affichages à Loubieng et à la Communauté des Communes de Lacq-Orthez sont restés en place jusqu'à la fin de l'enquête.

8. Les difficultés rencontrées

Cette enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions matérielles. Aucune difficulté majeure n'est à signaler et aucun incident n'a perturbé son bon déroulement.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

9. La clôture de l'enquête

J'ai procédé le 14 mai 2024 à 19h00 à la clôture du registre d'enquête. Je l'ai emporté à mon domicile avec le dossier d'enquête. Ils sont restitués ce jour par mes soins à l'autorité organisatrice.

10. Les relations avec les différents acteurs

J'ai systématiquement informé les deux collectivités des avancées de l'enquête, les ai également sollicitées lors de demandes et échanges d'informations.

II – RELEVÉ DES OBSERVATIONS ET DEMANDES ÉCRITES OU ORALES DU PUBLIC

Première observation : Monsieur Lorenzo Jacques - 97, chemin de Garia 64300 - Laà Mondrans - :

- « interrogation sur la nature des déchets recueillis », et notamment sur la possibilité d'« avoir des déchets polluants ? »,
- questionnement sur « un suivi en cours d'exploitation »,
- concernant la circulation des camions - « flux des camions » -, une « inquiétude sur le bruit et [les] poussières ».

Deuxième observation : Monsieur Anglade - 64300 Loubieng - : observations orales et questionnement d'ordre général sur le projet d'ISDI. Évocation de l'historique de la gravière et des problèmes de sécurité depuis l'arrêt d'exploitation. Monsieur Anglade devait se représenter lors de la troisième permanence pour finaliser son intervention. Sans suite .

Troisième observation : Messieurs Cazot Michel - propriétaire d'une maison 275, chemin de Garia 64300 - Laà Mondrans - et Monsieur Flous Richard - locataire de ladite maison - :

- « au départ, ce seront des déchets inertes. Peut-on craindre une dérive ? »
- à combien le nombre de camions peut - il être estimé ?
- quelles seront les nouvelles activités sur le site ?
- le chemin d'accès est en « très mauvais état. » Des travaux sont-ils envisagés pour « ce chemin qui ne résistera pas au passage de tous ces engins ? »
- « quel impact pour la faune ? »

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

III - RELEVÉ DES SAISINES ET CONSULTATIONS

La *Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers* - CDPENAF - a été saisie le 6/10/2023 et a prononcé le 6/12/2023 un avis favorable au projet.

La *Mission Régionale de l'Autorité Environnementale* - MRAE - a été saisie quant à elle le 06/10/2023 et a rendu son rapport le 25/10/2023. Elle préconisait alors de :

- présenter un dossier d'évaluation environnementale proportionné aux enjeux, indiquant notamment les incidences potentielles directes ou indirectes sur les sites Natura 2000,
- décrire la manière dont a été effectuée l'évaluation environnementale des évolutions apportées au PLU,
- ajouter un résumé non technique au dossier,
- compléter la notice par une analyse de la compatibilité de la révision allégée du PLU avec les orientations et objectifs du Plan Climat Air Énergie Territorial - PCAET -,
- présenter un système d'indicateurs permettant de suivre les conséquences sur l'environnement des modifications apportées en lien avec les enjeux environnementaux identifiés,
- justifier le choix du site envisagé comparativement aux solutions alternatives,
- établir la cohérence du projet avec le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets - PRPGD - en indiquant les autres sites du même type,
- démontrer la bonne prise en compte des enjeux paysagers,
- considérer les risques et nuisances, qu'il s'agisse des risques de pollution des eaux souterraines et superficielles, des nuisances sonores et atmosphériques,
- analyser les incidences de la révision allégée sur les continuités écologiques déjà définies à l'échelon communal et intercommunal,
- déterminer la vulnérabilité des milieux, les risques d'impact et les mesures de préservation adéquates,
- mener une évaluation des incidences potentielles du projet sur les sites Natura 2000.

Les réponses à toutes ces remarques ont été synthétisées sous forme d'un tableau de deux pages et demi puis développées dans deux documents à l'en-tête de l'entreprise Transport Routier du Sud Ouest - TRSO - 26, rue de la Carrère 64300 BIRON : le premier de dix pages et le second de six.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Les personnes publiques associées ont été conviées à une réunion d'examen le 7 novembre 2023. Ont formulé des observations : - la *Direction Départementale des Territoires et de la Mer* - DDTM - a indiqué :

- valider la procédure de révision allégée pour l'évolution du PLU,
- approuver la délimitation de la zone Uya du projet et le règlement proposé,
- estimer que l'impact résiduel semblait faible,
- donner un avis favorable au projet de révision allégée,

- la *commune de Laà-Mondrans* a déclaré :

- s'inquiéter de « la nette augmentation du flux de camions en lien avec le projet » et a demandé que la route départementale soit « sécurisée en conséquence. »,
- apprécier la durée d'exploitation du site à environ cinq à huit ans, contre une prévision de vingt,

- le *Conseil Départemental des Pyrénées-Atlantiques* a précisé la nécessité de « prendre en compte l'enjeu lié à la circulation car la départementale est déjà beaucoup empruntée par des poids lourds espagnols » transportant des céréales.

Enfin, la *Chambre d'Agriculture* a émis un avis favorable au projet en date du 3 novembre 2023 de même que l'*Agence Régionale de Santé* - ARS - sous réserve du respect de mesures préventives ayant trait à la qualité de l'air et aux nuisances sonores accompagnées de suivis.

IV - QUESTIONNEMENT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Il semblerait que le projet prévoit le stockage « de gravats de chantier » - cf. délibération du conseil municipal de Loubieng du 11 octobre 2023 demandant prescription de la première révision allégée du PLU de la commune à la Communauté de Communes Lacq-Orthez -. Le site sera-t-il à ce titre équipé d'un concasseur / broyeur fixe ?

Le commissaire enquêteur

A Maurenx, le 21/05/2024

Cyril CATALOGNE
Commissaire Enquêteur

L'autorité organisatrice

p/

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Loubieng - 64300 -

Enquête publique du mardi 9 avril 2024 au mardi 14 mai 2024

LE RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

- Les conclusions motivées et avis font l'objet d'un document séparé -



Portail d'entrée du site de l'ancienne carrière de calcaire « Arricau »

Cyril Catalogne, commissaire enquêteur
Rapport d'enquête

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Je soussigné Cyril Catalogne, chef de projet développement durable et agriculteur, demeurant à Maucor, 65 route de Bernadets, ai rédigé le présent rapport destiné à indiquer des généralités sur l'objet de l'enquête publique et les caractéristiques du projet (I), à fournir une information complète sur l'organisation et le déroulement de l'enquête publique ainsi que sur l'information du public (II) et à analyser les observations écrites et orales recueillies durant l'enquête (III).

I) Les généralités concernant l'objet de l'enquête publique et la présentation du projet

1. Le cadre juridique
2. La situation géographique
3. L'objet de l'enquête
4. Les caractéristiques du projet
5. Les avis des personnes publiques associées

II) L' organisation et le déroulement de l'enquête publique - L'information du public

1. La composition du dossier
2. L'information du public
3. L'organisation de l'enquête publique
4. Le déroulement de l'enquête publique
5. Les diligences effectuées à l'issue de l'enquête publique

III) La formulation et le traitement des observations écrites ou orales

1. La participation du public et le climat de l'enquête
2. Le procès-verbal de synthèse des observations écrites et orales
3. La réponse du maître d'ouvrage

CONCLUSION GÉNÉRALE / ANNEXES

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

I) Les généralités concernant l'objet de l'enquête publique et la présentation du projet

1. Le cadre juridique

L' enquête publique est diligentée considérant :
- les articles L.153-19 et R. 153-8 à R.153-10 du code de l'urbanisme.
- les articles L.123-1 à L. 123-19 et R.123-1 à R.123-27 du Code de l'environnement.

2. La situation géographique

La commune de Loubieng se situe dans le département des Pyrénées-Atlantiques, région Nouvelle-Aquitaine. Elle est distante de cinquante kilomètres de la Préfecture du département Pau et trente d'un bassin industriel à la renommée nationale, Lacq. Ses 496 habitants - chiffres de 2021 - sont éparpillés sur une superficie de 23,43 km².

3. L'objet de l'enquête

Cette enquête est consacrée à la première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Loubieng approuvé le 20 février 2020 : une évolution du zonage d'une zone naturelle N en zone Uya autorisant certaines possibilités de construction est proposée afin de permettre la création d'une installation de stockage de déchets inertes - ISDI -.

4. Les caractéristiques du projet

Le lieu projeté pour cette implantation est celui de l'ancienne carrière au lieu-dit Bois d'Arricau mise à l'arrêt en 2019 dont l'installation de stockage de déchets inertes reprend le périmètre. Implanté en milieu rural sur la ligne de crête d'un coteau, le site est éloigné des bourgs et les premières habitations sont situées à cent soixante mètres des limites du site de projet. La surface totale projetée est de 3,57 hectares et englobe pour partie les parcelles AB 1, AB 140 et AB 165. Un remblaiement jusqu'à l'atteinte du niveau correspondant à la topographie naturelle est envisagé.
Une quantité non négligeable d'équipements et d'aménagements datant de la fin de l'exploitation de la carrière pourront être réutilisés, notamment les clôtures, les pistes d'accès et internes, les bacs de décantation, les écrans acoustiques et visuels arborés. Une ligne électrique de 20000 volts et un branchement au réseau d'adduction d'eau potable viennent en complément.
Le secteur de projet appartient aux sites Natura 2000 du Gave de Pau - dont les affluents drainent le territoire - et du Château d'Orthez et bord du Gave référencés au titre de la directive « Habitat, faune et flore » .

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

5. Les avis des personnes publiques associées

La Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestier a été saisie le 6 octobre 2023 et a rendu un avis favorable au projet.
La Mission Régionale de l'Autorité Environnementale a été saisie elle aussi le 6 octobre et a rendu un rapport le 25 octobre 2023. Elle pointe l'absence d'un résumé non technique et recommande :

- de présenter l'évaluation des incidences potentielles au titre des sites Natura 2000 du projet et de poursuivre cette démarche jusqu'à son terme,
  de mener une démarche d'évitement et de réduction des possibles impacts sur l'environnement,
- de justifier le choix du site et consommation d'espace,
- de mieux considérer les sensibilités paysagères,
- d'examiner les risques et nuisances - sonores et atmosphériques, pollution des eaux souterraines et de surface -,
- d'étudier en détail les sensibilités écologiques - trame verte et bleue -.

La Direction des Territoires et de la Mer a validé la procédure de révision allégée pour l'évolution du PLU, approuvé la délimitation de la zone Uya du projet et le règlement proposé, considéré que l'impact résiduel semblait faible et enfin donné un avis favorable au projet de révision allégée.

La commune de Laà-Mondrans a déclaré :

- s'inquiéter de « la nette augmentation du flux de camions en lien avec le projet » et a demandé que la route départementale soit « sécurisée en conséquence. »,
- apprécier la durée d'exploitation du site à environ cinq à huit ans, contre une prévision de vingt.

Le Conseil Départemental des Pyrénées-Atlantiques a précisé la nécessité de « prendre en compte l'enjeu lié à la circulation car la départementale est déjà beaucoup empruntée par des poids lourds espagnols » transportant des céréales.

Enfin, la Chambre d'Agriculture a émis un avis favorable au projet en date du 3 novembre 2023 de même que l'Agence Régionale de Santé - ARS -, celle-ci sous réserve du respect de mesures préventives ayant trait à la qualité de l'air et aux nuisances sonores accompagnées de suivis.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

II) L' organisation et le déroulement de l'enquête publique - L'information du public

1. La composition du dossier

Le dossier mis à l'enquête publique était constitué des pièces suivantes :
- les éléments de procédure, à savoir les délibérations de la Communauté des communes du 12 décembre 2022 et du 25 septembre 2023 relatives respectivement à la prescription de la procédure de révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Loubieng et au bilan de la concertation et arrêt du projet
- une notice,
- un résumé non technique,
- un règlement graphique et plans du projet - plan de masse de la modification du projet, plan de masse, plan de masse zones artificialisées -,
- le règlement écrit, les saisines - Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestier et Mission Régionale de l'Autorité Environnementale - et consultations des personne publiques associées -,
- les pièces relatives à l'enquête publique - textes régissant l'enquête publique, détail de son organisation, concertation -,
- le dossier de demande de dérogation espèces protégées,
- le pré diagnostic faune - flore.

2. L'information du public

L'avis d'enquête publique a été affiché dès réception sur la porte d'entrée de la Mairie et la porte de la salle communale à proximité de l'école, sur le panneau d'affichage extérieur de la Communauté des Communes à Mourenx et sur le portail d'entrée du site. Ainsi, il était lisible aux endroits les plus fréquentés de la commune. Le délai légal d'affichage « d'au moins 15 jours avant le début de l'enquête » a été respecté. Le 14 mai, jour de clôture de l'enquête, au terme de la troisième permanence, j'ai pu constater que ces affichages étaient toujours installés à leurs emplacements originels.
De plus, l'avis d'enquête a été publié en caractères apparents quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et dans les huit premiers jours suivant le début de l'enquête dans deux journaux diffusés dans le département des Pyrénées-Atlantiques, soit La République des Pyrénées et Sud Ouest en date des 21 mars et 8 avril 2024.
L'arrêté d'enquête était téléchargeable sur le site de la commune de Loubieng; le lien https://www.cc-lacqorthez.fr/vivre-et-habiter/me-loger-renover-construire/les-regles-durbanisme/rechercher-un-document-durbanisme permettait sa lecture seule.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

3. L'organisation de l'enquête publique

Après concertation avec les représentants la commune et Madame Boisot -responsable urbanisme de la Communauté des Communes Lac- Orthez -, les dates de l'enquête ont été arrêtées, soit du mardi 9 avril 2024 au mardi 14 mai 2024 inclus. Nous avons évoqué en outre l'organisation matérielle de l'enquête, du contenu de l'arrêté à la publicité en passant par la tenue des permanences, l'accueil et l'information du public.
Dossier d'enquête tel que répertorié précédemment et registre ont été tenus à la disposition du public durant cette période de trente-six jours entiers et consécutifs aux heures d'ouverture de la mairie, soit les mardi et jeudi de 14 h 00 à 19 h 00.
Le dossier d'enquête était aussi consultable sur le site internet de la commune à l'adresse suivante : www.loubieng.fr et de la Communauté de Communes Lacq-Orthez www.cc-lacq-orthez.fr. Un poste informatique était disponible pour consulter le dossier d'enquête à la maire de Loubieng et à la Communauté de Communes Lacq-Orthez sur rendez-vous.
Toute personne pouvait prendre connaissance du dossier à sa demande et à ses frais.

Après avoir pris connaissance du dossier, afin de m'imprégner des enjeux et problématiques du projet et préparer au mieux la tenue des permanences, j'ai rencontré le 5 avril 2024 Messieurs Rey Betbeder, maîtres d'oeuvre, Monsieur le Maire de Loubieng et Madame Boisot lors d'une visite sur site. Nous nous sommes rendus sur les lieux pour repérage. J'ai pu à cette occasion prendre des photographies et nous avons notamment évoqué l'historique du site, la requalification envisagée, son mode de fonctionnement et la prise en compte de l'impact environnemental.
J'ai ouvert et paraphé les deux registres d'enquête et paraphé l'ensemble des éléments constitutifs du dossier d'enquête avant la tenue de la première permanence.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

4. Le déroulement de l'enquête publique

Je me suis tenu à la disposition du public à la mairie de Loubieng lors de trois permanences les mardis 9 avril de 17 h 00 à 19 h 00, 23 avril de 16 h 00 à 19 h 00 et 14 mai 2024 de 15 h 00 à 19 h00 . J'ai tenu à proposer un nombre d'heures croissant car d'expérience au fil des permanences, la dernière est la plus fréquentée.
Le public pouvait présenter ses observations, opinions, remarques, suggestions, critiques, craintes ou oppositions durant toute la durée de l'enquête :
- sur le registre d'enquête publique disponible en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture,
- par courrier postal à l'attention du commissaire enquêteur à l'adresse de la mairie de Loubieng 400, chemin de l'Église 64300 Loubieng,
- par courriel à l'attention du commissaire enquêteur à l'adresse : commune-de-loubieng@loubieng.fr.

5. Les diligences effectuées à l'issue de l'enquête publique

L'enquête publique achevée, j'ai clôturé et signé le registre d'enquête et emporté avec moi le dossier.
J'ai examiné le contenu des observations recueillies et, sans qu'il ne me parût nécessaire de consulter des personnes extérieures, ai rédigé un procès-verbal de synthèse que j'ai exposé à Madame Boisot le 21 mai 2024. Une réponse m'a été adressée le 23 mai.

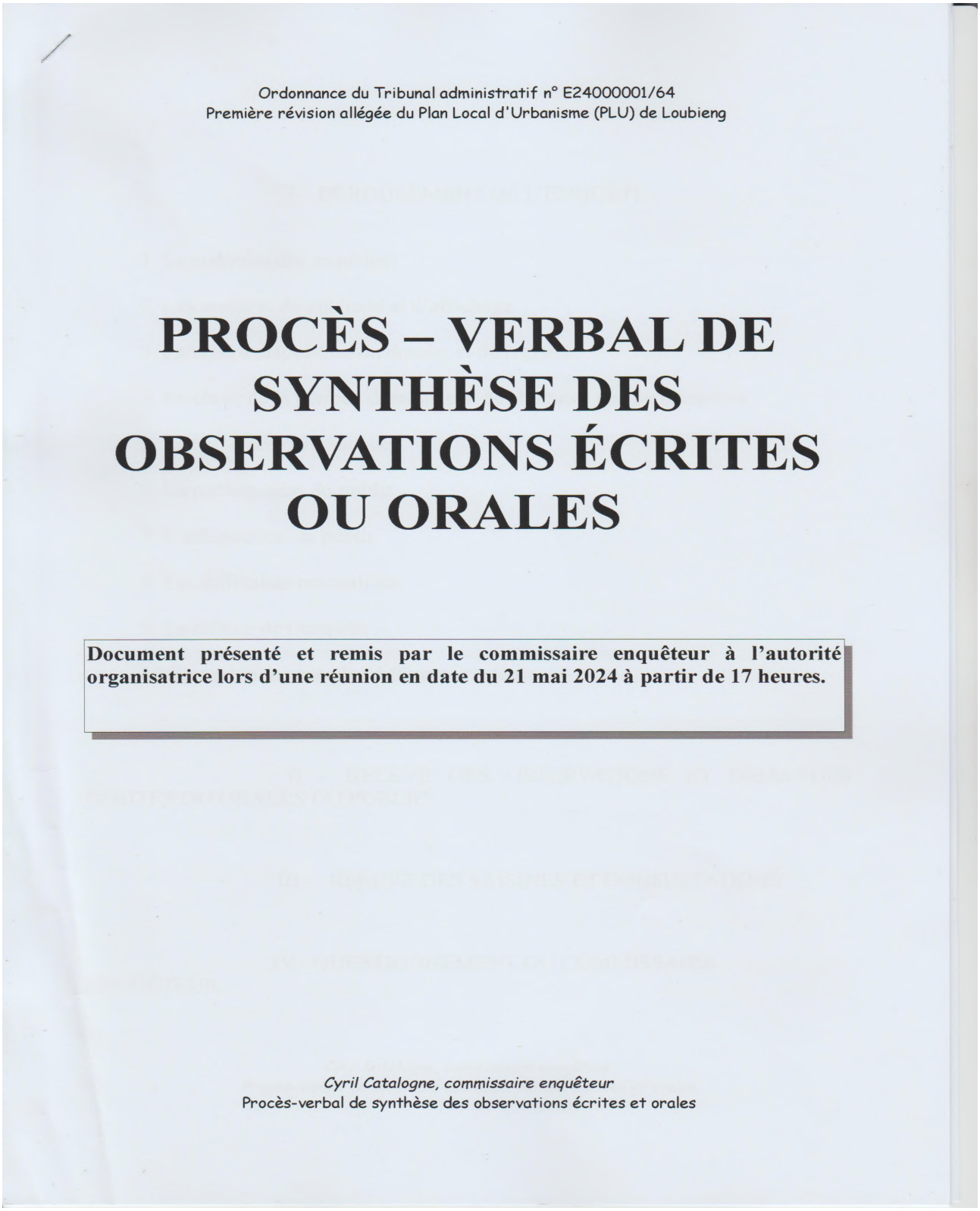
III) La formulation et le traitement des observations écrites ou orales

1. La participation du public et le climat de l'enquête

Lors de la *première permanence*, personne ne s'est présenté.
Lors de la *deuxième permanence,* j'ai reçu deux personnes : Monsieur Jacques Lorezo résidant 97, chemin de Garia 64300 Laà Mondrans et Monsieur Anglade habitant de Loubieng,
Lors de la *troisième permanence,* je me suis entretenu avec Messieurs Cazot Michel - propriétaire d'une maison 275, chemin de Garia 64300 - Laà Mondrans - et Monsieur Flous Richard - locataire de ladite maison -.
Aucune observation ne m' a été adressée par courrier postal ou courriel.
Ainsi, durant l'enquête, j'ai rencontré **quatre personnes pour un total de trois observations, deux écrites et une orale**.
Le climat de l'enquête a été particulièrement serein avec un réel souci de dialogue, d'exposition claire des problématiques et de recherche permanente d'explications.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

2. Le procès-verbal de synthèse des observations écrites et orales



Ordonnance du Tribunal administratif n° E24000001/64
Première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Loubieng

PROCÈS – VERBAL DE SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS ÉCRITES OU ORALES

Document présenté et remis par le commissaire enquêteur à l'autorité organisatrice lors d'une réunion en date du 21 mai 2024 à partir de 17 heures.

Cyril Catalogne, commissaire enquêteur
Procès-verbal de synthèse des observations écrites et orales

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Ordonnance du Tribunal administratif n° E24000001/64
Première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Loubieng

I – DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

1. Le commissaire enquêteur
2. Les mesures de publicité et d'affichage
3. La mise à disposition du dossier et du registre
4. Le choix de la période d'enquête et des horaires des permanences
5. La tenue des permanences
6. La participation du public
7. L'information du public
8. Les difficultés rencontrées
9. La clôture de l'enquête
10. Les relations avec les différentes acteurs

II – RELEVÉ DES OBSERVATIONS ET DEMANDES ÉCRITES OU ORALES DU PUBLIC

III - RELEVÉ DES SAISINES ET CONSULTATIONS

IV - QUESTIONNEMENT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Cyril Catalogne, commissaire enquêteur
Procès-verbal de synthèse des observations écrites et orales

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Ordonnance du Tribunal administratif n° E24000001/64
Première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Loubieng

I – DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

L'enquête publique relative à la première révision allégée du plan local d'urbanisme de la commune de Loubieng s'est tenue du mardi 9 avril au mardi 14 mai 2024 inclus, soit une durée de trente-six jours consécutifs. Elle relève du code de l'urbanisme et du code de l'environnement.

1. Le commissaire enquêteur

J'ai été nommé par Madame la Présidente du Tribunal administratif de Pau en date du 02 février 2024 pour conduire la présente enquête.

2. Les mesures de publicité et d'affichage

Un avis de publication est paru en caractères apparents dans La République des Pyrénées et Sud Ouest quinze jours au moins avant le début de l'enquête - soit le 21 mars 2024 - et dans les huit premiers jours suivant le début de celle-ci - soit le 9 avril 2024.
Un avis au public de format A2 a été affiché quinze jours avant le début de l'enquête publique et durant toute sa durée :

- dans deux endroits de la commune de Loubieng : la porte d'entrée de la mairie et la porte de la salle communale jouxtant l'école,
- sur le panneau d'affichage du siège de la Communauté de Communes Lacq - Orthez à Mourenx.

Le public pouvait en outre consulter cet avis dès le 26 mars 2024 sur le site internet de la commune de Loubieng - www.loubieng.fr - et de la Communauté des Communes de Lacq-Orthez - www.cc-lacqorthez.fr -
L'application intraMuros a également été mise à contribution avec notamment un rappel de la date du dernier jour de permanence.

3. La mise à disposition du dossier et du registre

Le dossier d'enquête et le registre ont été tenus à la disposition du public du 9 avril au 14 mai 2024 inclus jusqu'à 19 h 00, soit trente-six jours consécutifs à la mairie de Loubieng aux jours et heures d'ouverture, les mardis et mercredis de 14 h à 19 heures.
Le dossier d'enquête était consultable en version numérique sur les sites internet de la Communauté des Communes de Lacq-Orthez - www.cc-lacqorthez.fr - et de la commune de Loubieng - www.loubieng.fr -

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Ordonnance du Tribunal administratif n° E24000001/64
Première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Loubieng

4. Le choix de la période d'enquête et des horaires des permanences

J'ai tenu compte de la demande de la Communauté de Communes Lacq-Orthez - autorité organisatrice - pour la période d'enquête, la durée et le nombre d'heures des permanences. J'ai ensuite défini les horaires en accord avec les services de la mairie de Loubieng en tenant compte de ses heures d'ouverture.

5. La tenue des permanences

Je me suis tenu à la disposition du public à la mairie de Loubieng les mardis 9 avril de 17 h 00 à 19 h 00, 23 avril de 16 h 00 à 19 h 00 et 14 mai 2024 de 15 h 00 à 19 h.

6. La participation du public

Le public pouvait faire part de ses observations par écrit sur le registre d'enquête, les adresser par voie postale « à l'attention du commissaire enquêteur » à la mairie de Loubieng, 400 chemin de l'église 64300 Loubieng ou les transmettre par voie électronique via l'adresse électronique suivante : commune-de-loubieng@orange.fr jusqu'au 14 mai 19h00.
Je n'ai reçu personne lors de la première permanence, deux lors de la deuxième - dont une n'a rien inscrit sur le registre d'enquête - et deux qui ont noté une observation commune lors de la troisième. Soit un total de **trois observations - deux écrites et une orale -**.

7. L'information du public

Je considère l'information du public comme satisfaisante, d'autant plus qu'un recours à la publicité complémentaire à travers l'application IntraMuros a été mis en place.
Les trois affichages à Loubieng et à la Communauté des Communes de Lacq-Orthez sont restés en place jusqu'à la fin de l'enquête.

8. Les difficultés rencontrées

Cette enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions matérielles. Aucune difficulté majeure n'est à signaler et aucun incident n'a perturbé son bon déroulement.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Ordonnance du Tribunal administratif n° E24000001/64
Première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Loubieng

9. La clôture de l'enquête

J'ai procédé le 14 mai 2024 à 19h00 à la clôture du registre d'enquête. Je l'ai emporté à mon domicile avec le dossier d'enquête. Ils sont restitués ce jour par mes soins à l'autorité organisatrice.

10. Les relations avec les différents acteurs

J'ai systématiquement informé les deux collectivités des avancées de l'enquête, les ai également sollicitées lors de demandes et échanges d'informations.

II – RELEVÉ DES OBSERVATIONS ET DEMANDES ÉCRITES OU ORALES DU PUBLIC

Première observation : Monsieur Lorenzo Jacques - 97, chemin de Garia 64300 - Laà Mondrans - :

- « interrogation sur la nature des déchets recueillis », et notamment sur la possibilité d'« avoir des déchets polluants ? »,
- questionnement sur « un suivi en cours d'exploitation »,
- concernant la circulation des camions - « flux des camions » -, une « inquiétude sur le bruit et [les] poussières ».

Deuxième observation : Monsieur Anglade - 64300 Loubieng - : observations orales et questionnement d'ordre général sur le projet d'ISDI. Évocation de l'historique de la gravière et des problèmes de sécurité depuis l'arrêt d'exploitation. Monsieur Anglade devait se représenter lors de la troisième permanence pour finaliser son intervention. Sans suite .

Troisième observation : Messieurs Cazot Michel - propriétaire d'une maison 275, chemin de Garia 64300 - Laà Mondrans - et Monsieur Flous Richard - locataire de ladite maison - :

- « au départ, ce seront des déchets inertes. Peut-on craindre une dérive ? »
- à combien le nombre de camions peut - il être estimé ?
- quelles seront les nouvelles activités sur le site ?
- le chemin d'accès est en « très mauvais état. » Des travaux sont-ils envisagés pour « ce chemin qui ne résistera pas au passage de tous ces engins ? »
- « quel impact pour la faune ? »

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Ordonnance du Tribunal administratif n° E24000001/64
Première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Loubieng

III - RELEVÉ DES SAISINES ET CONSULTATIONS

La *Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers* - CDPENAF - a été saisie le 6/10/2023 et a prononcé le 6/12/2023 un avis favorable au projet.

La *Mission Régionale de l'Autorité Environnementale* - MRAE - a été saisie quant à elle le 06/10/2023 et a rendu son rapport le 25/10/2023. Elle préconisait alors de :

- présenter un dossier d'évaluation environnementale proportionné aux enjeux, indiquant notamment les incidences potentielles directes ou indirectes sur les sites Natura 2000,
- décrire la manière dont a été effectuée l'évaluation environnementale des évolutions apportées au PLU,
- ajouter un résumé non technique au dossier,
- compléter la notice par une analyse de la compatibilité de la révision allégée du PLU avec les orientations et objectifs du Plan Climat Air Énergie Territorial - PCAET -,
- présenter un système d'indicateurs permettant de suivre les conséquences sur l'environnement des modifications apportées en lien avec les enjeux environnementaux identifiés,
- justifier le choix du site envisagé comparativement aux solutions alternatives,
- établir la cohérence du projet avec le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets - PRPGD - en indiquant les autres sites du même type,
- démontrer la bonne prise en compte des enjeux paysagers,
- considérer les risques et nuisances, qu'il s'agisse des risques de pollution des eaux souterraines et superficielles, des nuisances sonores et atmosphériques,
- analyser les incidences de la révision allégée sur les continuités écologiques déjà définies à l'échelon communal et intercommunal,
- déterminer la vulnérabilité des milieux, les risques d'impact et les mesures de préservation adéquates,
- mener une évaluation des incidences potentielles du projet sur les sites Natura 2000.

Les réponses à toutes ces remarques ont été synthétisées sous forme d'un tableau de deux pages et demi puis développées dans deux documents à l'en-tête de l'entreprise Transport Routier du Sud Ouest - TRSO - 26, rue de la Carrère 64300 BIRON : le premier de dix pages et le second de six.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Ordonnance du Tribunal administratif n° E24000001/64
Première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Loubieng

Les personnes publiques associées ont été conviées à une réunion d'examen le 7 novembre 2023. Ont formulé des observations : - la *Direction Départementale des Territoires et de la Mer* - DDTM - a indiqué :

- valider la procédure de révision allégée pour l'évolution du PLU,
- approuver la délimitation de la zone Uya du projet et le règlement proposé,
- estimer que l'impact résiduel semblait faible,
- donner un avis favorable au projet de révision allégée,

- la *commune de Laà-Mondrans* a déclaré :

- s'inquiéter de « la nette augmentation du flux de camions en lien avec le projet » et a demandé que la route départementale soit « sécurisée en conséquence. »,
- apprécier la durée d'exploitation du site à environ cinq à huit ans, contre une prévision de vingt,

- le *Conseil Départemental des Pyrénées-Atlantiques* a précisé la nécessité de « prendre en compte l'enjeu lié à la circulation car la départementale est déjà beaucoup empruntée par des poids lourds espagnols » transportant des céréales.

Enfin, la *Chambre d'Agriculture* a émis un avis favorable au projet en date du 3 novembre 2023 de même que l'*Agence Régionale de Santé* - ARS - sous réserve du respect de mesures préventives ayant trait à la qualité de l'air et aux nuisances sonores accompagnées de suivis.

IV - QUESTIONNEMENT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Il semblerait que le projet prévoit le stockage « de gravats de chantier » - cf. délibération du conseil municipal de Loubieng du 11 octobre 2023 demandant prescription de la première révision allégée du PLU de la commune à la Communauté de Communes Lacq-Orthez -. Le site sera-t-il à ce titre équipé d'un concasseur / broyeur fixe ?

Le commissaire enquêteur — L'autorité organisatrice

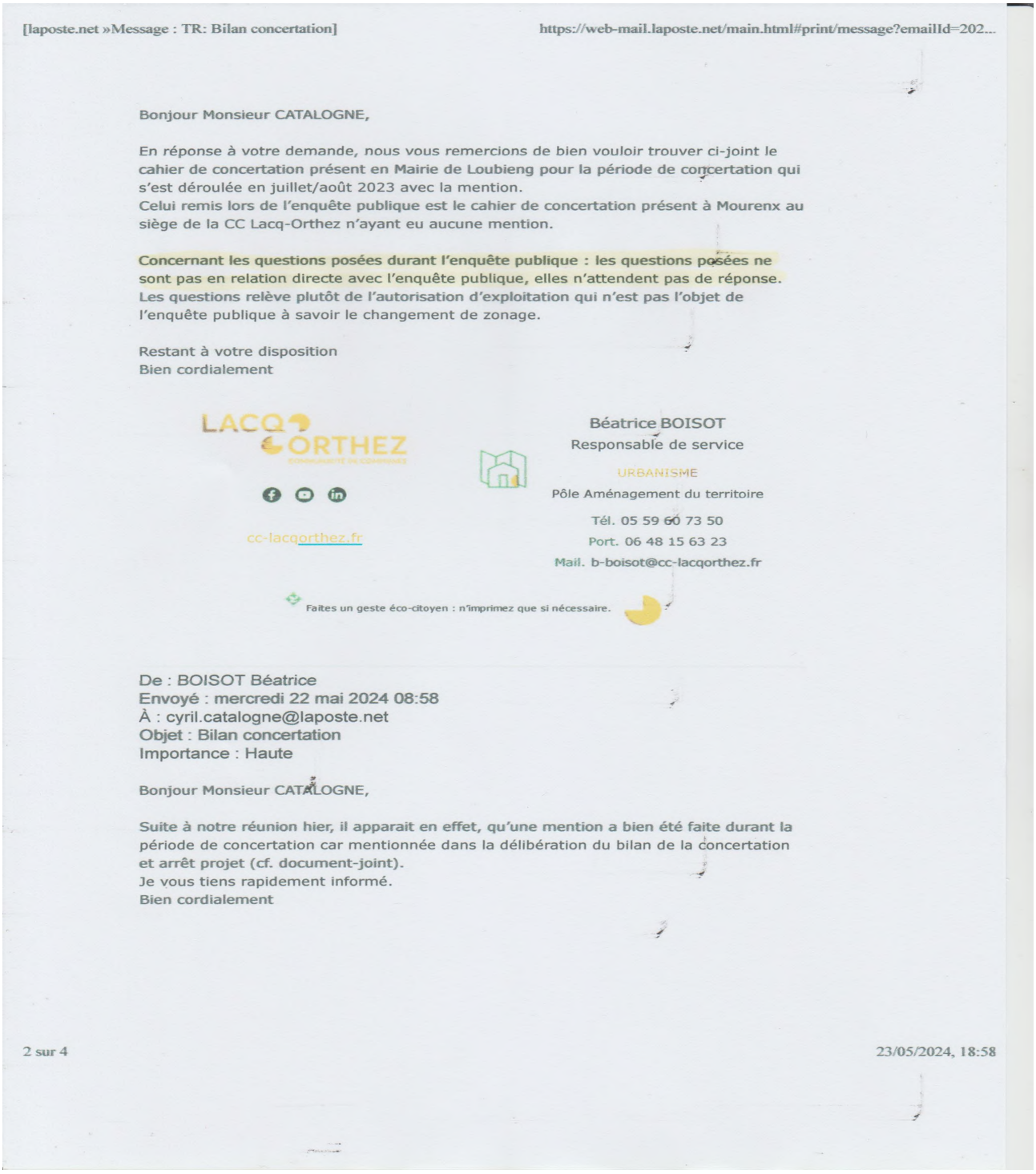
A Mourenx, le 21/05/2024

Cyril CATALOGNE
Commissaire Enquêteur

Cyril Catalogne, commissaire enquêteur
Procès-verbal de synthèse des observations écrites et orales

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

3. La réponse du maître d'ouvrage



[laposte.net »Message : TR: Bilan concertation] https://web-mail.laposte.net/main.html#print/message?emailId=202...

Bonjour Monsieur CATALOGNE,

En réponse à votre demande, nous vous remercions de bien vouloir trouver ci-joint le cahier de concertation présent en Mairie de Loubieng pour la période de concertation qui s'est déroulée en juillet/août 2023 avec la mention.
Celui remis lors de l'enquête publique est le cahier de concertation présent à Mourenx au siège de la CC Lacq-Orthez n'ayant eu aucune mention.

Concernant les questions posées durant l'enquête publique : les questions posées ne sont pas en relation directe avec l'enquête publique, elles n'attendent pas de réponse. Les questions relève plutôt de l'autorisation d'exploitation qui n'est pas l'objet de l'enquête publique à savoir le changement de zonage.

Restant à votre disposition
Bien cordialement

LACQ ORTHEZ
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

cc-lacqorthez.fr

Béatrice BOISOT
Responsable de service
URBANISME
Pôle Aménagement du territoire
Tél. 05 59 60 73 50
Port. 06 48 15 63 23
Mail. b-boisot@cc-lacqorthez.fr

Faites un geste éco-citoyen : n'imprimez que si nécessaire.

De : BOISOT Béatrice
Envoyé : mercredi 22 mai 2024 08:58
À : cyril.catalogne@laposte.net
Objet : Bilan concertation
Importance : Haute

Bonjour Monsieur CATALOGNE,

Suite à notre réunion hier, il apparait en effet, qu'une mention a bien été faite durant la période de concertation car mentionnée dans la délibération du bilan de la concertation et arrêt projet (cf. document-joint).
Je vous tiens rapidement informé.
Bien cordialement

2 sur 4 23/05/2024, 18:58

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

CONCLUSION GÉNÉRALE

Vu la constitution du dossier et sa prise de connaissance,
le déroulement de l'enquête publique,
les plutôt faibles participation du public et fréquentation des permanences,
les informations recueillies suite aux visites sur site, demandes de renseignements et permanences,

il apparaît que la durée de l'enquête - trente six jours - et sa mise en oeuvre étaient satisfaisantes et nécessaires : aucun délai supplémentaire ne s'est imposé.
En outre, les règles de publicité de l'avis d'enquête, de diffusion de l'arrêté d'ouverture d'enquête, de la tenue à disposition des dossiers et registres d'enquête, de ma présence en mairie de Loubieng lors des trois permanences ont été respectées de la manière la plus rigoureuse et efficiente qui soit.

Ainsi, manifestement, tous les éléments sont réunis pour que je puisse émettre un avis personnel, fondé et motivé sur le projet de première révision allégée du Plan local d'urbanisme de la commune de Loubieng retranscrit dans « Les conclusions motivées et avis du commissaire enquêteur. »

Je tiens à remercier l'accueil et la disponibilité de Monsieur le Maire, Madame la secrétaire de mairie et Madame Boisot pour les affichages de l'avis d'enquête, la mise à disposition de la salle, les compléments d'information apportés lors des différents échanges, entretiens téléphoniques, réunions, et Messieurs Rey-Betbeder pour les explications sur site.

Cyril CATALOGNE
Commissaire Enquêteur

Fait à Maucor, le 3 juin 2024
Cyril Catalogne
Commissaire enquêteur/Chef de projet développement durable et agriculteur

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

ANNEXES

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Annexe 1 : copie du registre d'enquête

Annexe 2 : courriel d'échange avec la mairie de Loubieng

Annexe 3 : attestation de publication dans la presse signée par Monsieur le Président de la Communauté de Communes Lacq-Orthez

Annexe 4 : photographies de l'avis d'enquête affiché sur la porte d'entrée de la mairie, de la salle communale de Loubieng et le panneau d'affichage de la Communauté de communes

Annexe 5 : capture d'écran du site internet de la commune

Annexe 6 : capture d'écran de la plateforme IntraMuros

Annexe 7 : panneau d'interdiction d'accès au site

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Annexe 1 : copie du registre d'enquête

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

PREMIÈRE JOURNÉE

Registre ouvert le mardi 9 avril 2024 à 17 heures 00

→ Première permanence

Observations de M[1]

Mardi 23 avril 2024 de 16h00 à 19h00

→ Deuxième permanence.

1° Lorenzo Jacques 37 chemin de Gaia 66.10 Alénya
Réserve du projet d'isolation déchets inertes

- interrogation sur la nature de déchets recueillis
- peut-il avoir des déchets polluants ?
- Il y aura-t-il un suivi en cours d'exploitation
flux des camions inscrits sur le bord et poussières

Note du commissaire enquêteur : j'ai également reçu ce jour M. Angles Jean-Marie qui est [illegible]

Mardi 14 mai 2024 de 15h00 à 19h00.

→ Troisième permanence.

Cyril CATALOGNE
Commissaire Enquêteur

[1] Pour prendre en considération vos remarques, consignez-les sur le présent registre ou adressez-vous directement au commissaire-enquêteur.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

M. CAZOT Michel (propriétaire)
M. FRAUS Richard (locataire)
275, ch. "GARIA

- Au départ ce sont des déchets inertes. Peut on craindre une dérive ?

- Quantité de camions ?
Quelle nouvelles activités sur site ?

- Accès par le chemin existant en très mauvais état.
Est-il prévu une remise en état de ce chemin qui ne résistera pas au passage de tous ces engins.

- Quel impact sur la faune ?

RF

Michel CAZOT

Fin de l'enquête ce jour à 19h00

Cyril CATALOGNE
Commissaire Enquêteur

Cyril CATALOGNE
Commissaire Enquêteur

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

mardi 14 mai 2024 à 19 heures 00

Le délai étant expiré,

Je soussigné(e), Cyril Catalogne, commissaire enquêteur déclare clos le présent registre qui a été mis à la disposition du public pendant trente - six jours consécutifs, du mardi 9 avril 2024 (ouverture) au mardi 14 mai 2024 (jusqu'à 19h)

de _____ heures _____ à _____ heures _____ et

de _____ heures _____ à _____ heures _____

Les observations ont été consignées au registre

par trois personnes (pages n° 2 à 3) dont deux ont déposé la même observation et une personne a fait part de remarques orales sur le projet sans toutefois laisser de trace écrite.

En outre, j'ai reçu zéro lettres ou notes écrites qui sont annexées au présent registre :

1 lettre en date du _____ de M _____

2 lettre en date du _____ de M _____

3 lettre en date du _____ de M _____

4 lettre en date du _____ de M _____

5 lettre en date du _____ de M _____

6 lettre en date du _____ de M _____

signature

Cyril CATALOGNE
Commissaire Enquêteur

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Le présent registre ainsi que les Zéro pièces
qui y sont annexées et le dossier d'enquête sont adressés par mes soins,

le 21 mai 2024
à M. Monsieur le Président de la Communauté de Communes Lacq Orthez

(Voir mentions de clôture en page 19)

Cyril CATALOGNE
Commissaire Enquêteur

RAPPORT ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR SONT ANNEXÉS AU PRÉSENT REGISTRE

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Annexe 2 : courriel d'échange avec la mairie de Loubieng

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Répondu Re: Recueil observations enquête publique révision allégée PLU

- Aujourd'hui, à 09:10 (il y a 8 heures)
  8Ko
-
- ML
  De :
  Mairie de Loubieng
- A :
  Moi
-

Bonjour Monsieur Catalogne,

Non, pas de réception de courrier ou mail pour l'enquête.

Bonne journée à vous,

Bien cordialement,

Katia BARTHET
Secrétaire de mairie
400 chemin de l'église
64300 LOUBIENG
Tél: 05 59 69 19 11
commune-de-loubieng@orange.fr
Mairie ouverte les
mardis et mercredis de 14h00 à 19h00

Le 17/05/2024 à 08:45, cyril.catalogne@laposte.net a écrit :

> Bonjour,
>
> avez-vous reçu des observations du public par courrier postal ou par voie électronique sur la messagerie de la commune?
>
> Bien cordialement,
>
> Cyril Catalogne
> Commissaire enquêteur
> 0662218333

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Annexe 3 : attestation de publication dans la presse signée par Monsieur le Président de la Communauté de Communes Lacq-Orthez

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

LACQ ORTHEZ
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

CERTIFICAT ADMINISTRATIF

Je soussigné(e), Patrice LAURENT, Président de la communauté de communes de Lacq-Orthez,

certifie avoir fait publier, une deuxième fois, le 9 avril 2024 dans les journaux locaux Sud-Ouest et La République des Pyrénées, l'avis au public portant ouverture de l'enquête publique relative au projet de la 1re révision allégée du PLU de la commune de Loubieng.

En foi de quoi, je délivre le présent certificat administratif pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Mourenx, le 16 avril 2024

Le président,

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU LACQ-ORTHEZ - 64150 MOURENX

Patrice LAURENT

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Annexe 4 : photographies de l'avis d'enquête affiché sur la porte d'entrée de la mairie, de la salle communale de Loubieng et le panneau d'affichage de la Communauté de communes

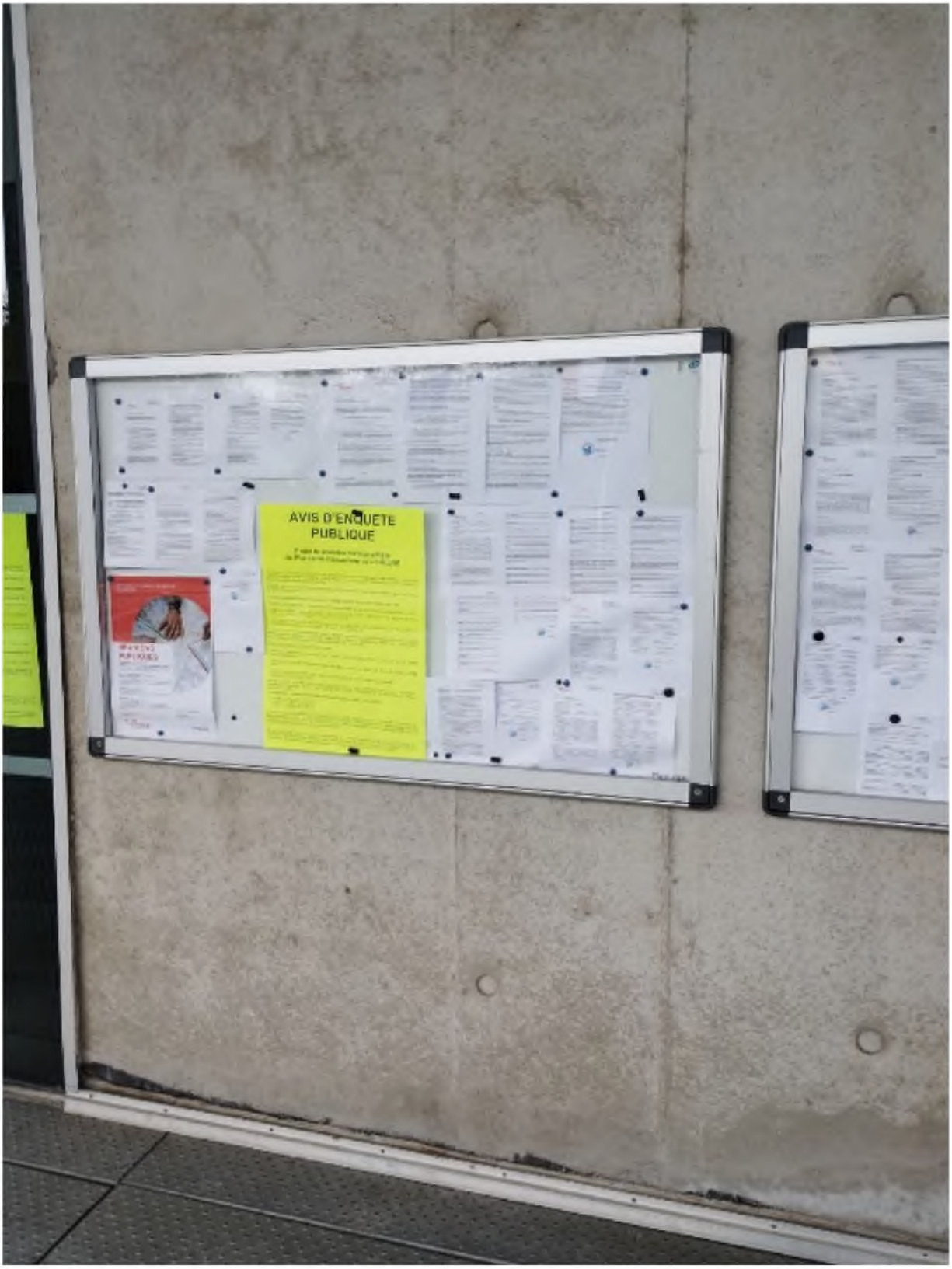
Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE



Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE



Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE



Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Annexe 5 : capture d'écran du site internet de la commune https://www.loubieng.fr/

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE



Mairie de
Loubieng

PORTRAITS | ADMINISTRATIF | CONTACT

ok

SERVICES MUNICIPAUX

Conseil municipal
Etat civil
Identité
Démarches diverses
Site Services Publics
Services municipaux
Nos enfants
Administration territoriale

VIVRE DANS LA COMMUNE

Professionels et Entreprises
Presse locale
Culture

Révision allégée du PLU de Loubieng

Vous pouvez retrouver tous les éléments du dossier de révision du PLU de Loubieng en cliquant sur le lien si dessous

Rechercher un document d'urbanisme - Communauté de communes de Lacq Orthez CCLO - 64 (cc-lacqorthez.fr)

Lorsque le site est ouvert, descendre sur la page et cliquer sur le nom du village "Loubieng".
Toute la procédure vous apparaitra.

› Télécharger le document : *Arrêté portant ouverture d'enquête publique 1ère révision du PLU*

Publié le Jeudi 21 Mars 2024 à 10:16:13

RETOUR

PARTAGER

INFORMATIONS

Elaboration du PLUi de la Commun

VOUS SOUHAITEZ PARTICIPER

Apporter vos contributions.

Utilisateur | Mot de passe | ok

Créer un compte

NEWSLETTER

Inscrivez-vous à la newsletter.

S'ABONNER | SE DÉSINSCRIRE

SITES AMIS

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Annexe 6 : capture d'écran de la plateforme IntraMuros

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE



14 MAI : DERNIER JOUR D'ENQUÊTE PUBLIQUE POUR LA RÉVISION DU PLU

Publié le lundi 06 mai 2024 - Loubieng

L'enquête publique pour la révision du PLU est en cours.

Le commissaire enquêteur sera présent à la mairie pour la dernière fois le mardi 14 mai de 15h à 19h pour entendre vos questions et avis sur la révision allégée du PLU qui concerne l'installation d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) à l'ancienne carrière Rey-Bethbeder.



MAIRIE - LOUBIENG

400 chemin de l'Église

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Annexe 7 : panneau d'interdiction d'accès au site

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE



Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

COMMUNE DE LOUBIENG
(Pyrénées Atlantiques)

PLAN LOCAL D'URBANISME

REVISION ALLEGEE N°1

Pièces administratives

P.L.U. approuvé le 20/02/2020
Révision allégée n°1 prescrite le 12/12/2022
Réunion d'examen conjoint le 07/11/2023
Enquête publique du 09/04/2024 au 14/05/2024
Révision allégée n°1 approuvé le 23/09/2024

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

La collectivité a été accompagnée par le groupement : TADD / ASUP / Pyrénées Cartographie

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE / DÉPARTEMENT PAU / PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

COMMUNE LOUBIENG

REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Cocher la case correspondante

- ☐ Installations classées pour la protection de l'environnement
- ☐ Schéma régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (S.R.A.D.D.E.T)
- ☐ Schémas de cohérence territoriale (S.C.O.T.)
- ☒ Plan local d'urbanisme (P.L.U.)
- ☐ Plan d'occupation des sols (P.O.S.)
- ☐ Carte communale
- ☐ Classement de voirie
- ☐ Divers

relatif à : Première Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de LOUBIENG

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Objet de l'enquête : Projet de première Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de LOUBIENG.

Arrêté d'ouverture de l'enquête :

arrêté n° _____ en date du 14 MARS 2024 de

☒ M. le ~~Maire~~ de : Président de la Communauté de Communes de LACQ-ORTHEZ

☐ M. le Préfet de : _____

Président de la commission d'enquête — Commissaire enquêteur :

M. Cyril CATALOGNE qualité Commissaire Enquêteur Titulaire

Membres titulaires : M _____ qualité _____

M _____ qualité _____

M _____ qualité _____

Membres suppléants : M. André VILLEMUR qualité Commissaire Enquêteur Suppléant

M _____ qualité _____

M _____ qualité _____

Durée de l'enquête : date(s) d'ouverture : du Mardi 9 avril 2024 au Mardi 14 mai 2024

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

Siège de l'enquête : CC-Lacq-Orthez-Rond-Point des Chênes, 64150 MOURENX

Autres lieux de consultation du dossier : Mairie de LOUBIENG 400 chemin de l'église 64300 LOUBIENG

Registre d'enquête :

comportant _____ feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, destiné à recevoir les observations du public ; ces dernières peuvent aussi être adressées par écrit au nom du commissaire enquêteur à :

_____

Rapport et conclusions du commissaire enquêteur :

seront tenus à la disposition du public dès leur réception à : _____

_____

aux heures et jours habituels d'ouverture des bureaux et dans chacune des mairies où s'est déroulée l'enquête et à la préfecture de chaque département concerné.

Réception du public par le commissaire enquêteur :

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

les Mardi 9 avril 2024 de 17h00 à 19h00 et de _____ à _____

les Mardi 23 avril 2024 de 16h00 à 19h00 et de _____ à _____

les Mardi 14 mai 2024 de 15h00 à 19h00 et de _____ à _____

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

une réunion publique ☐ a été ☐ n'a pas été organisée par le Commissaire enquêteur.

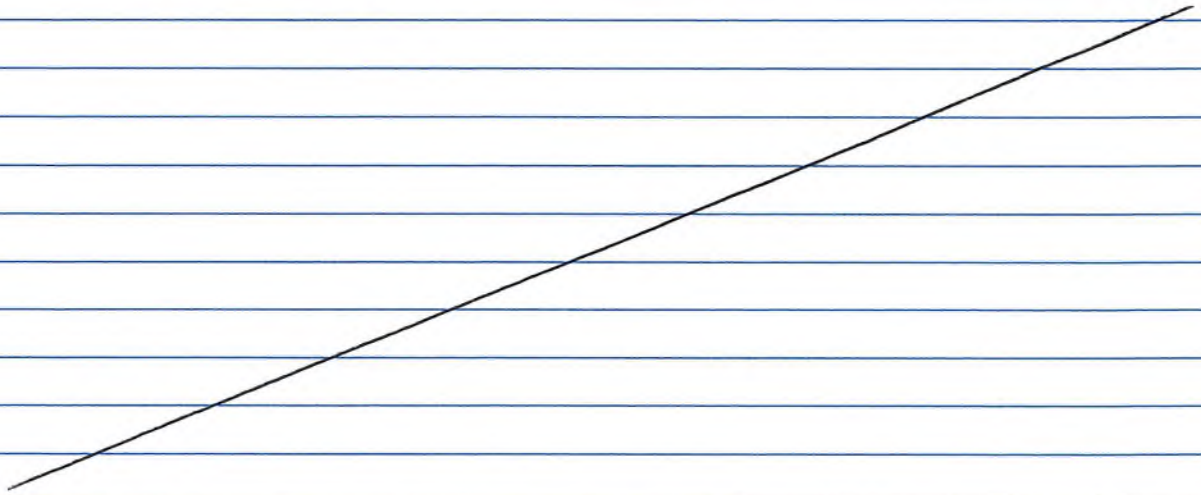
Cyril CATALOGNE

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

PREMIÈRE JOURNÉE

Registre ouvert le mardi 9 avril 2024 à 17 heures 00
↳ Première permanence

Observations de M(1)



Mardi 23 avril 2024 de 16h00 à 19h00
↳ Deuxième permanence.

M. Lorenzo Jacques 97 chemin de Gamia 64122 Urrugne
Recueil du projet d'isolation installation déchets inertes

- interrogation sur la nature de déchets recueillis
- peut il avoir des déchets polluants ?
- Il y aura t'il un suivi en cours d'exploitation
flux des camions impact sur le bruit et poussières



Note du commissaire enquêteur : j'ai également reçu ce jour M. Angelotti à Ustaritz (Mentions) qui doit me transmettre

Mardi 14 mai 2024 de 15h00 à 19h00.
↳ Troisième permanence.

Cyril CATALOGNE
Commissaire Enquêteur

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

M. CAZOT Michel (propriétaire)
M. FRAUS Richard (locataire)
215, ch. "GARIA

- Au départ de ces sortes de déchets inertes, peut on craindre une dérive ?

- Quantité de camions ? Quelles nouvelles activités sur site ?

- Accès par le chemin existant en très mauvais état. Est-il prévu une remise en état de ce chemin qui ne résistera pas au passage de tous ces engins ?

- Quel impact sur la faune ?

RF

Michel CAZOT

Fin de l'enquête ce jour à 19h00

Cyril CATALOGNE
Commissaire Enquêteur

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Le mardi 14 mai 2024 à 19 heures 00

Le délai étant expiré,

je, soussigné(e), Cyril Catalogne, commissaire enquêteur déclare clos le présent registre qui a été mis à la disposition du public pendant trente - six jours consécutifs, du mardi 9 avril 2024 (à partir de 14h) au mardi 14 mai 2024 (jusqu'à 19h)

de _____ heures _____ à _____ heures _____ et

de _____ heures _____ à _____ heures _____

Les observations ont été consignées au registre

par trois personnes (pages n° 2 à 3) dont deux ont déposé la même observation et une personne a fait part de remarques orales sur le projet sans toutefois laisser de trace écrite.

En outre, j'ai reçu zéro lettres ou notes écrites qui sont annexées au présent registre : _____

1 lettre en date du _____ de M _____

2 lettre en date du _____ de M _____

3 lettre en date du _____ de M _____

4 lettre en date du _____ de M _____

5 lettre en date du _____ de M _____

6 lettre en date du _____ de M _____

signature

Cyril CATALOGNE
Commissaire Enquêteur

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Le présent registre ainsi que les Zéro pièces
qui y sont annexées et le dossier d'enquête sont adressés par mes soins,

le 21 mai 2024
à M monsieur le Président de la Communauté de Communes Lacq Orthez

(Voir mentions de clôture en page 19)

Cyril CATALOGNE
Commissaire Enquêteur

RAPPORT ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR SONT ANNEXÉS AU PRÉSENT REGISTRE

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Projet de première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de LOUBIENG

Par arrêté du 14/03/2024, le Président de la communauté de communes de Lacq-Orthez a ordonné l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Loubieng arrêté par le conseil communautaire le 25 septembre 2023.

Ce projet a été soumis à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, qui a rendu un avis en date du 5 janvier 2024.

L'enquête publique se déroulera du mardi 9 avril 2024 à partir de 17h au mardi 14 mai jusqu'à 19h.

Le dossier d'enquête publique du projet de première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme pourra être consulté :

- sous format papier en mairie de Loubieng, sise 400 chemin de l'Eglise – 64300 LOUBIENG, aux jours et heures habituels d'ouverture, soit les mardis et mercredis de 14h à 19h.

- sous format numérique sur les sites internet de la CC Lacq-Orthez (www.cc-lacqorthez.fr) et de la mairie de LOUBIENG (www.loubieng.fr), accessibles 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

Un accès au dossier dématérialisé est par ailleurs garanti en mairie de Loubieng et à la CC Lacq-Orthez sur un poste informatique mis à disposition du public sur rendez-vous pris auprès du secrétariat (05.59.69.19.11) ; du secrétariat urbanisme de la communauté de communes de Lacq-Orthez (05.59.60.73.50).

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra :

- directement consigner ses observations sur le registre d'enquête publique tenu en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture.

- les adresser par écrit au commissaire enquêteur, via l'adresse postale de la mairie : 400 chemin de l'Eglise, Loubieng 64300.

- les transmettre par voie électronique au commissaire-enquêteur, via l'adresse électronique suivante : commune-de-loubieng@orange.fr

Monsieur Cyril CATALOGNE, Chef de projet développement durable - agriculteur et Monsieur André VILLEMUR sont respectivement désignés comme commissaire-enquêteur titulaire et suppléant par la Présidente du Tribunal Administratif de Pau.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie de LOUBIENG :

- Mardi 9 avril 2024 de 17h à 19h
- Mardi 23 avril 2024 de 16h à 19h
- Mardi 14 mai 2024 de 15h à 19h

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur, transmis au Président de la communauté de communes de Lacq-Orthez dans un délai d'un mois à l'expiration de l'enquête, seront tenus durant un an à la disposition du public à la mairie et sur les sites internet de la communauté de communes de Lacq-Orthez et de la mairie de LOUBIENG. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis à approbation du conseil communautaire de la communauté de communes de Lacq-Orthez.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

LACQ ORTHEZ
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

CERTIFICAT ADMINISTRATIF

Je soussigné(e), Patrice LAURENT, Président de la communauté de communes de Lacq-Orthez,

certifie avoir fait publier, une deuxième fois, le 9 avril 2024 dans les journaux locaux Sud-Ouest et La République des Pyrénées, l'avis au public portant ouverture de l'enquête publique relative au projet de la 1re révision allégée du PLU de la commune de Loubieng.

En foi de quoi, je délivre le présent certificat administratif pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Mourenx, le 16 avril 2024

Le président,

COMMUNAUTE de COMMUNES de LACQ-ORTHEZ - 64150 MOURENX -

Patrice LAURENT

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Mardi 9 avril 2024
S²LO
Bayonne

BORDEAUX NC

UNIVERS VIAGER

Augmentez vos revenus pour mieux profiter de votre retraite. Une étude offerte et un accompagnement personnalisé tout au long de votre projet.
Vincent GIBELIN
05.56.21.91.44
www.univers-viager.fr

BAYONNE NC

LE VIAGER Orpi

Viager, nue propriété, vente à terme. Sandrine ERRE - CART - EXPERT VIAGER - ORPI Saint Martin Biarritz 05.59.23.93.29

ANGLET 159 000 €



T3 raffiné et de qualité au 5ème étage d'une résidence située au coeur du quartier des 5 cantons. Viager occupé avec Bouquet de 159 000 €, rente 868€ / mois. Dame 75 ans. DPE: D 264 lots d'habit. CC: 1020€/an. ORPI ST MARTIN BTZ 0559239329

ANNONCES LÉGALES

CBM AGENCEMENTS
Société à responsabilité limitée au capital de 3 000 euros
Siège social : Chemin de Morlanne 64160 Buros
753 087 253 RCS Pau

DISSOLUTION ANTICIPÉE

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 29 décembre 2023 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter 31 décembre 2023 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.
Liquidateur pendant la durée de la liquidation : M. Stéphane MEUNIER, demeurant Allée Gabrielle Dorziat, Les Terrasses du Lac, 64200 Biarritz.
Le siège de la liquidation est fixé au siège social.
Mention au RCS de Pau.

Pour avis, le représentant légal.

B&B NOTAIRES

DEPIERRE DU BAC
Société civile immobilière au capital de 338.900 €
Siège social : GAN (64290)
153 route de Gelos
525 234 696 R.C.S. Pau

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Suivant délibération en date du 2 janvier 2024, la collectivité des associés a décidé de transférer le siège de la société de Gan (64290) 153 route de Gelos à Aurillac (15000) 28 rue Henri Delmont.
Les statuts ont été modifiés en conséquence.
La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'aurillac désormais compétent à son égard et le dépôt légal effectué au Greffe du Tribunal de Commerce d'Aurillac.

Pour avis,
La gérance.

ANGLET 154 000 €



T2 de 46 m2 dernier étage terrasse cave et garage, à 10 mn des 5 Cantons, ravalement voté et payé. Vendu en viager occupé, bouquet 154000 € rente 685 €/mois. Dame 83 ans. DPE: D, 49 lots d'hab. CC: 870 €/an. ORPI ST MARTIN BTZ 0559239329

BIARRITZ NC

LE VIAGER Orpi

Viager, nue-propriété, vente à terme. Sandrine ERRE - CART - EXPERT VIAGER - ORPI Saint Martin Biarritz 05.59.23.93.29

Terrains

ANGLET 1 500 000 €

TERRAIN Anglet, quartier du Phare, entre océan et 5 Cantons, 1200 m2 PLAT- 285 m2 de constructibilité pour une maison piscine et garage. Belle opportunité- Secteur recherché 1 500000 Euros CBT BERNAIN 05 59 52 12 21

Entreprises et commerces

Immobilier d'affaires

ANGLET 470 000 €

Anglet, bureaux d'env 130 m2, composé de 7 bureaux (11 à 17 m2), espace détente, cuisinette & WC. Bât neuf, clim, accès PMR. 2 pkg – Local vélos - Prix HT : 450000 € - HA 16 667 € HT en sus charge acquéreur. CBT BERNAIN 05 59 52 12 21



WELDING TRAVAUX FRIGORIFIQUES SARL

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte SSP en date à Morlaas du 26 mars 2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme sociale : Société à responsabilité limitée
Dénomination sociale : Welding Travaux Frigorifiques
Siège social : 11 Rue Capdessus, 64160 Morlaas
Objet social : Tuyauterie industrielle, soudure ; Vente, installation, maintenance préventive et entretien de machines frigorifiques ; Vente et installation de systèmes de climatisation et traitement d'air.
Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés
Capital social : 5 000 euros
Gérance : M. Cédric FARRAN, demeurant 11 Rue Capdessus, 64160 Morlaas.
Immatriculation de la Société au RCS de Pau.

Pour avis, La Gérance

ANNONCES ADMINISTRATIVES

PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE
COMMUNE DE LESCAR

Le public est informé qu'en application de l'arrêté préfectoral du 06 mars 2024, il sera procédé, du jeudi 04 avril 2024 à 09h00 au lundi 06 mai 2024 à 17h00, à une enquête publique sur la demande de permis de construire présentée par la SAS Parc de Micatoste, en vue d'implanter une centrale photovoltaïque au sol de 4,67 ha, et d'une puissance électrique nominale de 5,77 MWc sur le territoire de la commune de LESCAR, parcelles 15, 16 et 17 section ZP.
Ce dossier comporte une étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale et la réponse du pétitionnaire. Le responsable du projet est la SAS Parc de Micatoste sise 1973 Boulevard de la Défense, 92000 NANTERRE.
L'enquête publique est réalisée en application des articles R. 123-1 et suivants du code de l'environnement.
Le siège de l'enquête est la commune de LESCAR 64238.
Mme Anne LITTAYE a été désignée par la présidente du tribunal administratif de Pau en qualité de commissaire enquêteur. Il se tiendra à la disposition du public à la mairie de Lescar :
* le jeudi 04 avril 2024 de 09h100 à 12h00
* le jeudi 25 avril 2024 de 09h00 à 12h00
* le lundi 06 mai 2024 de 14h00 à 17h00
Le dossier d'enquête, l'étude d'impact ainsi que l'avis de l'autorité environnementale seront consultables :
* sur support papier en mairie de Lescar, aux jours et heures d'ouverture au public :
- du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00
* sur support papier et sur support informatique à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, Secrétariat général aux affaires départementales - Bureau de l'aménagement de l'espace - 2 rue du Maréchal Joffre à Pau, du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00.
* Sur le site internet de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques : www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr - page d'accueil - enquêtes publiques - en cours.
Les observations du public pourront :
- être consignées sur le registre d'enquête à feuillets non mobiles mis à disposition à la mairie de Lescar ;
- être également adressées par courrier postal à l'attention du commissaire enquêteur, à l'adresse de la mairie de Lescar - Allée du Bois-d'Ariste, 64238 LESCAR CEDEX ;
- être envoyées par voie électronique à l'adresse suivante : pref-amenagement@pyrenees-atlantiques.gouv.fr
Toutes observations et propositions, courrier postal ou courriel, réceptionnés après le lundi 06 mai 2024 à17h00 ne pourront pas être prises en considération par le commissaire enquêteur.
Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront consultables, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, à la mairie de Lescar, à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ainsi que sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques (www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr - page d'accueil - enquêtes publiques - closes).
La décision préfectorale susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une autorisation assortie du respect de prescriptions ou un refus.
Fait à Pau, le 13 mars 2024

Le Préfet,

LACQ ORTHEZ
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Communauté de communes de Lacq-Orthez

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Projet de première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de LOUBIENG

Par arrêté du 14 mars 2024, le Président de la communauté de communes de Lacq-Orthez a ordonné l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Loubieng arrêté par le conseil communautaire le 25 septembre 2023.
Ce projet a été soumis à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, qui a rendu un avis en date du 05 janvier 2024.
L'enquête publique se déroulera du 9 avril 2024 à partir de 17h00 au 14 mai 2024 jusqu'à 19 heures.
Le dossier d'enquête publique du projet de première révision allégée du PLU pourra être consulté :
- sous format papier, en mairie de LOUBIENG, sise 400 chemin de l'Eglise - 64300 Loubieng, aux jours et heures habituels d'ouverture, soit les mardis et mercredis de 14h à 19h.
- sous format numérique sur les sites internet de la communauté de communes de Lacq-Orthez (www.cc- lacqorthez.fr) et de la mairie de Loubieng (www.loubieng.fr), accessibles 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.
Un accès au dossier dématérialisé est par ailleurs garanti en mairie sur un poste informatique mis à disposition du public sur rendez-vous pris auprès du secrétariat (05.59.69.19.11.) du secrétariat urbanisme de la CC-Lacq- Orthez (05.59.60.73.50).
Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra :
- directement consigner ses observations sur le registre d'enquête publique tenu en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture.
- les adresser par écrit au commissaire enquêteur, via l'adresse postale de la mairie : 400 chemin de l'Eglise - 64300 Loubieng.
- les transmettre par voie électronique au commissaire-enquêteur, via l'adresse électronique suivante : commune-de-Loubieng@orange.fr.
M. Cyril CATALOGNE désigné comme commissaire-enquêteur par la Présidente du Tribunal Administratif de Pau, se tiendra à la disposition du public en mairie de loubieng :
- le mardi 9 avril de 17 h à 19 heures
- le mardi 23 avril de 16 h à 19 heures
- le mardi 14 mai de 15 h à 19 heures
Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur, transmis au Président de la CC-Lacq-Orthez dans un délai d'un mois à l'expiration de l'enquête, seront tenus durant un an à la disposition du public à la mairie et sur les sites internet de la CC-Lacq-Orthez et de la mairie de Loubieng. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication.
A l'issue de l'enquête publique, le projet de révision allégée n°1 du PLU éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis à approbation du conseil communautaire de la communauté de communes de Lacq-Orthez.

Commune de Bayonne

ENQUÊTE PUBLIQUE

Une enquête publique relative au déclassement anticipé du domaine public routier communal, d'une partie de la rue du Foirail à BAYONNE, constitutive d'une voie communale ouverte à la circulation publique, se déroulera :
- du lundi 08 avril 2024 au mardi 23 avril 2024 inclus.
Un arrêté de Monsieur le Maire de BAYONNE en date du 19 mars 2024 a prescrit l'ouverture de l'enquête publique, stipulant les modalités de son déroulement et de son exécution et a désigné **Mme Michelle BONNET MEUNIER** en qualité de Commissaire Enquêteur.
Le dossier d'enquête pourra être consulté en Mairie de Bayonne (Direction de l'Urbanisme - 2 ème étage Hôtel de Ville) durant la période de l'enquête aux jours et heures d'ouverture des bureaux de la Mairie ou sur le site internet de la Ville - www.bayonne.fr - rubrique « Ma Mairie » - onglet « Enquêtes Publiques et Concertations ».
Le public pourra consigner des observations sur le registre déposé en Mairie de Bayonne ou les adresser, par écrit, à Madame le Commissaire Enquêteur - « projet de déclassement anticipé du domaine public routier communal d'une partie de la rue du Foirail à BAYONNE » à la Mairie de BAYONNE - 1 avenue Maréchal Leclerc - BP 60004 - 64109 BAYONNE CEDEX ou par courriel à l'adresse suivante : «enquetes.publiques@bayonne.fr».
Madame le Commissaire Enquêteur se tiendra à la disposition du public pour y recevoir ses observations à la Mairie de BAYONNE **le lundi 08 avril 2024 de 09 H à 12 heures et le mardi 23 avril 2024 de 14 H à 17 heures.**

MARCHÉ PUBLIC

Commune de MONEIN

AVIS DE MARCHE

Section 1 : Identification de l'acheteur
Nom complet de l'acheteur : Commune de Monein - 64360 Monein
SIRET : 216 403 931 000 19
Groupement de commandes : non
Section 2 : Communication
Moyen d'accès aux documents de la consultation : Lien URL vers le profil d'acheteur : https://demat-ampa.fr/
L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : oui
Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : non
Nom du contact : Mail : dst@mairie-monein.fr - Tel : 05 59 21 30 06
Section 3 : Procédure
Type de procédure : Procédure adaptée ouverte
Conditions de participation : DC1, DC2 ou DUME : Formulaire DC2 complété à minima aux rubriques A à C3, F1, G1 et H ou un dossier permettant d'apprécier
- capacités techniques et professionnelles : références pour travaux similaires sur les 5 dernières années ET/OU moyens humains ET/OU moyens matériels ET/ OU des certificats de qualité ET/OU certificats de qualification professionnelle adaptés LOT DESAMIANTAGE : Qualification pour les travaux de traitement de l'amiante (certificat QUALIBAT 1552 ou AFNOR NF X-46-010 ou équivalent) LOT 14 : INSTALLATION PHOTOVOLTAIQUE : Qualification pour installation photovoltaïque QUALIPV. LOT 6, 7,11,13,14,15 : Label RGE
Technique d'achat : sans objet
Date et heure limites de réception des plis : 30 avril 2024 à 12 heures.
Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite
Réduction du nombre de candidats : Non
Possibilité d'attribution sans négociation (attribution sur la base de l'offre initiale) : oui (négociation possible)
L'acheteur exige la présentation de variantes : oui
Section 4 : Identification du marché
Intitulé du marché : Travaux de Restauration Collective - Cuisine Centrale BEAUREGARD et Satellite MARCA
Type de marché : Travaux
Lieu principal d'exécution du marché : Monein
Durée du marché : 14 mois (y compris période de préparation).
La consultation comporte des tranches : non
La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : non
Section 5 : Lots
Marché alloti : oui
LOT n° 1 : DESAMIANTAGE
LOT n° 2 : V.R.D.
LOT n° 3 : GROS OEUVRE
LOT n° 4 : CHARPENTE BOIS -COUVERTURE ARDOISE
LOT n° 5 : CHARPENTE METALLIQUE - COUVERTURE METALLIQUE
LOT n° 6 : MENUISERIES EXTERIEURES - MIROITERIE
LOT n° 7 : CLOISONNEMENT - PLAFOND
LOT n° 8 : MENUISERIES INTERIEURES BOIS
LOT n° 9 : CARRELAGE - FAÏENCE
LOT n° 10 : PEINTURE - SOLS SOUPLES
LOT n° 11 : ISOLATION THERMIQUE PAR L'EXTERIEUR
LOT n° 12 : RESINE DE SOLS
LOT n° 13 : CLOISONNEMENTS ISOTHERMES
LOT n° 14 : ELECTRICITE - COURANTS FORTS - COURANTS FAIBLES - PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES
LOT n° 15 : PLOMBERIE - SANITAIRES - CHAUFFAGE - VENTILATION - CUISINE PROFESSIONNELLE
LOT n° 16 : MATERIELS PROFESSIONNELS CUISINE ET CUISINE SATELLITE
Section 6 : Informations complémentaires
Visite obligatoire : oui pour les lots 1, 2, 3, 4, 11, 13, 14 et 15.
Autres informations complémentaires :
Les variantes à l'initiative du candidat sont interdites.
Le marché est susceptible de bénéficier de financements européens.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

AVIS DE MARCHE

Section 1 : Identification de l'acheteur
Nom complet de l'acheteur :
Commune d'HALSOU - 64 480
SIREN : 216 402 552
Groupement de commandes : non
Section 2 : Communication
Moyen d'accès aux documents de la consultation : Lien URL vers le profil d'acheteur : https://demat-ampa.fr/
L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : oui
Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : non
Nom du contact : Monsieur le Maire - Mail : mairie@halsou.fr - Tel : 05 59 93 03 28
Section 3 : Procédure
Type de procédure : Procédure adaptée ouverte
Conditions de participation : DC1, DC2 ou DUME :
a. Lettre de candidature ou déclaration d'intention de soumissionner : Formulaire DC1 complété notamment dans sa rubrique F1 relative aux exclusions de procédure des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du CCP ou équivalent.
b. Formulaire DC2 complété a minima aux rubriques A à C3, F1, G1 et H ou un dossier permettant d'apprécier
• capacité économique et financière les chiffres d'affaires (3 derniers exercices, global et en lien avec l'objet du marché)
• capacités techniques et professionnelles : références pour travaux similaires sur les 5 dernières années, moyens humains, moyens matériels et certificats de qualification professionnelle adaptés
Technique d'achat : sans objet
Date et heure limites de réception des plis : 07 mai 2024 à 17h00
Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite
Réduction du nombre de candidats : Non
Possibilité d'attribution sans négociation (attribution sur la base de l'offre initiale) : oui (négociation possible)
L'acheteur exige la présentation de variantes : non
Section 4 : Identification du marché
Intitulé du marché : Travaux de construction de locaux communaux dans la zone Lantokia
Type de marché : Travaux
Lieu principal d'exécution du marché : HALSOU
La consultation comporte des tranches : non
La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : non
Section 5 : Lots
Marché alloti : oui
LOT N°1. : GROS ŒUVRE CPV 45223220-4
LOT N°2. : ENDUITS CPV 45261220-2
LOT N°3. : ETANCHEITE CPV 45261420-4
LOT N°4. : CHARPENTE BOIS - COUVERTURE - ZINGUERIE CPV 45261000-4
LOT N°5. : MENUISERIES EXTERIEURES CPV 45421100-5
LOT N°6. : PLATRERIE - DOUBLAGES - FAUX-PLAFOND CPV 45324000-4
LOT N°7. : MENUISERIES INTERIEURES CPV 45421000-4
LOT N°8. : CARRELAGE - FAÏENCE CPV 45431000-7
LOT N°9. : ELECTRICITE - CPV 45311200-2
LOT N°10. : PLOMBERIE - SANITAIRES - VMC CPV 45331000-6
LOT N°11. : PEINTURE CPV 45442100-8
LOT N°12. a : VOIRIE ET ASSAINISSEMENT AP - EU CPV 45233200-1
LOT N°12.b : RESEAUX D'ADDUCTION CPV 45232150-8
LOT N°12.c : AMENAGEMENT PAYSAGER CPV 45112710-5
Section 6 : Informations complémentaires
Visite obligatoire : non
Autres informations complémentaires :
Les variantes à l'initiative du candidat sont interdites sauf sur les lots 12b et 12c.
Le marché est susceptible de bénéficier de financements européens.



AVIS DE MARCHÉ

Section 1 : Identification de l'acheteur
Nom complet de l'acheteur : Ville d'Anglet, BP 303, 64603 Anglet Cedex
Siret : 21640024200014
Groupement d'acheteurs : Non.
Section 2 : Communication
Moyens d'accès aux documents de la consultation : https://www.demat-ampa.fr
Identifiant interne de la consultation : TravauxBat2
L'intégralité des documents de la consultation est sur le profil d'acheteur : Oui.
Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non.
Nom du contact : DAJCPVI - commandepublique@anglet.fr - 05 59 58 72 61
Section 3 : Procédure
Type de procédure : Procédure Adaptée Ouverte
Conditions de participation : Celles énoncées dans le règlement de consultation
Technique d'achat : Accord-cadre à bons de commande multi-attributaires
Date et heure limites de réception des plis : Lundi 13 Mai 2024 avant 12 heures
Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite.
Réduction du nombre de candidats : Non.
Possibilité d'attribution sans négociation : Oui.
L'acheteur exige la présentation de variantes : Non.
Section 4 : Identification du marché
Intitulé : Travaux de rénovation et d'entretien des bâtiments communaux (relance lots infructueux ou sans suite).
CPV principal : 45453100-8
Type de marché : Travaux.
La consultation comporte des tranches : Non.
La consultation prévoit-elle une réservation de tout ou partie du marché : Non.
Section 5 : Lots
Marché alloti : Oui.
Lot 02 : Charpente - Couverture - 45261000
Lot 03 : Zinguerie - 45261300
Lot 06 : Menuiserie bois - 45421100
Lot 07 : Plâtrerie - Isolation - 45410000
Lot 09 : Plomberie- Chauffage - Ventilation - 45330000
Lot 10 : Sols souples - Moquette - 45432111
Lot 12 : Serrurerie - 45400000
Lot 14 : Cloisons amovibles - 45421141
Section 6 : Informations complémentaires :
Les prestations sont traitées à prix unitaire.
Durée : 1 an reconductible 3 fois

Avis administratifs et judiciaires

Autres avis

Bayonne

Commune de Bayonne

ENQUÊTE PUBLIQUE

Une enquête publique relative au déclassement anticipé du domaine public routier communal, d'une partie de la rue du Foirail à BAYONNE, constitutive d'une voie communale ouverte à la circulation publique, se déroulera :
- **du lundi 08 avril 2024 au mardi 23 avril 2024 inclus.**
Un arrêté de Monsieur le Maire de BAYONNE en date du 19 mars 2024 a prescrit l'ouverture de l'enquête publique, stipulant les modalités de son déroulement et de son exécution et a désigné **Mme Michelle BONNET MEUNIER** en qualité de Commissaire Enquêteur.
Le dossier d'enquête pourra être consulté en Mairie de Bayonne (Direction de l'Urbanisme - 2ème étage Hôtel de Ville) durant la période de l'enquête aux jours et heures d'ouverture des bureaux de la Mairie ou sur le site internet de la Ville - www.bayonne.fr - rubrique « Ma Mairie » - onglet « Enquêtes Publiques et Concertations ».
Le public pourra consigner des observations sur le registre déposé en Mairie de Bayonne ou les adresser, par écrit, à Madame le Commissaire Enquêteur - « projet de déclassement anticipé du domaine public routier communal d'une partie de la rue du Foirail à BAYONNE » à la Mairie de BAYONNE - 1 avenue Maréchal Leclerc - BP 60004 - 64109 BAYONNE CEDEX ou par courriel à l'adresse suivante : «enquetes.publiques@bayonne.fr».
Madame le Commissaire Enquêteur se tiendra à la disposition du public pour y recevoir ses observations à la Mairie de BAYONNE **le lundi 08 avril 2024 de 09 H à 12 heures et le mardi 23 avril 2024 de 14 H à 17 heures**.



LACQ ORTHEZ
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Communauté de communes de Lacq-Orthez

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Projet de première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de LOUBIENG

Par arrêté du 14 mars 2024, le Président de la communauté de communes de Lacq-Orthez a ordonné l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Loubieng arrêté par le conseil communautaire le 25 septembre 2023.
Ce projet a été soumis à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, qui a rendu un avis en date du 05 janvier 2024.
L'enquête publique se déroulera du 9 avril 2024 à partir de 17h00 au 14 mai 2024 jusqu'à 19 heures.
Le dossier d'enquête publique du projet de première révision allégée du PLU pourra être consulté :
- sous format papier, en mairie de LOUBIENG, sise 400 chemin de l'Eglise - 64300 Loubieng, aux jours et heures habituels d'ouverture, soit les mardis et mercredis de 14h à 19h.
- sous format numérique sur les sites internet de la communauté de communes de Lacq-Orthez (www.cc- lacqorthez.fr) et de la mairie de Loubieng (www.loubieng.fr), accessibles 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.
Un accès au dossier dématérialisé est par ailleurs garanti en mairie sur un poste informatique mis à disposition du public sur rendez-vous pris auprès du secrétariat (05.59.69.19.11.) du secrétariat urbanisme de la CC-Lacq- Orthez (05.59.60.73.50).
Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra :
- directement consigner ses observations sur le registre d'enquête publique tenu en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture.
- les adresser par écrit au commissaire enquêteur, via l'adresse postale de la mairie : 400 chemin de l'Eglise - 64300 Loubieng.
- les transmettre par voie électronique au commissaire-enquêteur, via l'adresse électronique suivante : commune-de-Loubieng@orange.fr.
M. Cyril CATALOGNE désigné comme commissaire-enquêteur par la Présidente du Tribunal Administratif de Pau, se tiendra à la disposition du public en mairie de loubieng :
- le mardi 9 avril de 17 h à 19 heures
- le mardi 23 avril de 16 h à 19 heures
- le mardi 14 mai de 15 h à 19 heures
Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur, transmis au Président de la CC-Lacq-Orthez dans un délai d'un mois à l'expiration de l'enquête, seront tenus durant un an à la disposition du public à la mairie et sur les sites internet de la CC-Lacq-Orthez et de la mairie de Loubieng. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication.
A l'issue de l'enquête publique, le projet de révision allégée n°1 du PLU éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis à approbation du conseil communautaire de la communauté de communes de Lacq-Orthez.

PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Liberté
Égalité
Fraternité

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

COMMUNE DE LESCAR

Le public est informé qu'en application de l'arrêté préfectoral du 06 mars 2024, il sera procédé, du jeudi 04 avril 2024 à 09h00 au lundi 06 mai 2024 à 17h00, à une enquête publique sur la demande de permis de construire présentée par la SAS Parc de Micatoste, en vue d'implanter une centrale photovoltaïque au sol de 4,67 ha, et d'une puissance électrique nominale de 5,77 MWc sur le territoire de la commune de LESCAR, parcelles 15, 16 et 17 section ZP.
Ce dossier comporte une étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale et la réponse du pétitionnaire. Le responsable du projet est la SAS Parc de Micatoste sise 1973 Boulevard de la Défense, 92000 NANTERRE.
L'enquête publique est réalisée en application des articles R. 123-1 et suivants du code de l'environnement.
Le siège de l'enquête est la commune de LESCAR 64238.
Mme Anne LITTAYE a été désignée par la présidente du tribunal administratif de Pau en qualité de commissaire enquêteur. Il se tiendra à la disposition du public à la mairie de Lescar :
* le jeudi 04 avril 2024 de 09h100 à 12h00
* le jeudi 25 avril 2024 de 09h00 à 12h00
* le lundi 06 mai 2024 de 14h00 à 17h00
Le dossier d'enquête, l'étude d'impact ainsi que l'avis de l'autorité environnementale seront consultables :
* sur support papier en mairie de Lescar, aux jours et heures d'ouverture au public :
- du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00
* sur support papier et sur support informatique à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, Secrétariat général aux affaires départementales - Bureau de l'aménagement de l'espace - 2 rue du Maréchal Joffre à Pau, du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00.
* Sur le site internet de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques : www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr - page d'accueil - enquêtes publiques - en cours.
Les observations du public pourront :
- être consignées sur le registre d'enquête à feuillets non mobiles mis à disposition à la mairie de Lescar :
- être également adressées par courrier postal à l'attention du commissaire enquêteur, à l'adresse de la mairie de Lescar - Allée du Bois-d'Ariste, 64238 LESCAR CEDEX ;
- être envoyées par voie électronique à l'adresse suivante : pref-amenagement@pyrenees-atlantiques.gouv.fr
Toutes observations et propositions, courrier postal ou courriel, réceptionnés après le lundi 06 mai 2024 à17h00 ne pourront pas être prises en considération par le commissaire enquêteur.
Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront consultables, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, à la mairie de Lescar, à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ainsi que sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques (www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr - page d'accueil - enquêtes publiques - closes).
La décision préfectorale susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une autorisation assortie du respect de prescriptions ou un refus.
Fait à Pau, le 13 mars 2024

Le Préfet,

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

LACQ ORTHEZ
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Patrice LAURENT, Président de la communauté de communes de Lacq-Orthez certifie :

AVOIR FAIT AFFICHER DANS LA FORME ORDINAIRE

L'arrêté portant ouverture de l'enquête publique relative au projet de la première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Loubieng le :

- 18/03/2024 A la communauté de communes de Lacq-Orthez – rond-point des Chênes à Mourenx

AVOIR FAIT AFFICHER LE 22/03/2024 DANS LA FORME ORDINAIRE

L'avis au public portant ouverture de l'enquête publique sur le projet de première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de LOUBIENG :

- A la mairie de Loubieng, ainsi que sur les emplacements de la commune de Loubieng suivants :
  - Salle polyvalente
  - Site du projet
- Au siège de la communauté de communes de Lacq-Orthez (rond-point des chênes à Mourenx)

AVOIR FAIT PUBLIER LE 21/03/2024 L'AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE DANS LA PRESSE

Faisant connaître l'ouverture de l'enquête 15 jours au moins avant le début de celle-ci soit le 9 avril 2024 dans les journaux locaux La République des Pyrénées et le Sud-Ouest.

AVOIR MIS EN LIGNE, SUR LES SITES INTERNET DE LA COMMUNE DE LOUBIENG LE 22/03/2024 ET DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LACQ-ORTHEZ LE 21/03/2023 :

Les deux documents sus visés

Pour faire valoir ce que de droit,
Le Président,

COMMUNAUTE de COMMUNES de LACQ-ORTHEZ - 64150 MOURENX -

Patrice LAURENT

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Emploi

Toutes nos annonces sur sudouest-emploi.com

Offres d'emploi

Métiers de l'industrie

Amécal

AMECAL SA,
atelier de mécanique générale
de **LABOUHEYRE** (40210)
recrute en **CDI**

1 TOURNEUR EXPÉRIMENTÉ H/F
sur machine conventionnelle.

- **Minimum 2 ans d'expérience.**
- **Salaire attractif.**

Envoyez CV à
amecal@wanadoo.fr

Sud Ouest emploi

Un bon recrutement ça ne s'improvise pas

CONSEIL PERSONNALISÉ
EXPERTISE | PROXIMITÉ
DIFFUSION CIBLÉE | RÉACTIVITÉ

soemploi@sudouest.fr
05 35 31 27 42

SUD OUEST

Annonces légales et officielles

Retrouvez toutes nos annonces légales sur sudouest.fr/annonces-legales, sudouest-marchespublics.com, avec le réseau france marchés.com

Marchés publics et privés

Marchés à procédure adaptée sup. à 90 000 €

ANGLET

AVIS DE MARCHÉ

Section 1 : Identification de l'acheteur
Nom complet de l'acheteur : Ville d'Anglet, BP 303, 64603 Anglet Cedex.
Siret : 21640024200014
Groupement d'acheteurs : Non.
Section 2 : Communication
Moyens d'accès aux documents de la consultation : https://www.demat-ampa.fr
Identifiant interne de la consultation : Chenilles.
L'intégralité des documents de la consultation est sur le profil d'acheteur : Oui.
Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non.
Nom du contact : DAJCPVI - commandepublique@anglet.fr - 05 59 58 72 61.
Section 3 : Procédure
Type de procédure : Procédure Adaptée Ouverte.
Conditions de participation : Celles énoncées dans le règlement de consultation.
Technique d'achat : Accord-cadre à bons de commande monoattributaire.
Date et heure limites de réception des plis : mardi 23 avril 2024 avant 12 heures.
Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite.
Réduction du nombre de candidats : Non.
Possibilité d'attribution sans négociation : Oui.
L'acheteur exige la présentation de variantes : Non.
Section 4 : Identification du marché
Intitulé : Prestation pour le traitement de chenilles processionnaires du pin par voie terrestre sur le territoire communal.
CPV principal : 77231200
Type de marché : Services.
La consultation comporte des tranches : Non.
La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non.
Section 5 : Lots
Marché alloti : Oui.
Lot 01 : Suivi, entretien et recharge des pièges à phéromones - Traitement par pulvérisation par voie terrestre des sites désignés - Lutte mécanique.
Lot 02 : Suivi, fourniture, pose, recharge et remise en état des Écopièges de type cerclage sur la commune d'Anglet.
Section 6 : Informations complémentaires
Les prestations sont traitées à prix unitaire.
Durée : 1 an reconductible 3 fois.

Sud Ouest marchés publics

Entreprises, inscrivez-vous aux alertes automatiques

Tous les marchés du Sud-Ouest
100 % gratuit sur
sud-ouest-marchespublics.com

Un service des quotidiens du Groupe Sud Ouest
SUD OUEST

Mairie de Saint-Abit

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

Acheteur : Mairie de Saint Abit - 1 Place de la Mairie - 64800 Saint-Abit. Contact : 05 59 71 21 09 - commune-de-saint-abit@wanadoo.fr
L'avis implique un marché public.
Groupement de commandes : Non
Objet de la consultation : passation d'un marché de maitrise d'œuvre pour l'aménagement des espaces publics des abords de la Mairie.
Type de marché : travaux
Mode : procédure adaptée ouverte
Durée : 4 mois
Forme : prestation divisée en lots : Oui,
Lot 1 : VRD
Lot 2 : Plantations, mobilier, revêtement
Les variantes sont exigées : non
Réduction du nombre de candidats : non
La consultation comporte des tranches : non
Possibilité d'attribution sans négociation : oui
Visite obligatoire : non
Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :
60 % : valeur technique de l'offre appréciée à l'aide du mémoire technique
40 % : prix
Renseignements / Correspondre avec l'Acheteur : consulter le profil acheteur de la commune de Saint-Abit : https://demat-ampa.fr. Une réponse sera apportée via la plateforme.
Documents : Règlement de consultation et Dossier de Consultation des Entreprises disponibles sur le profil acheteur de la commune de Saint-Abit : https://demat-ampa.fr
Offres : remise des offres le vendredi 19 avril 2024 à 12 heures au plus tard uniquement par voie électronique via le profil acheteur (pas d'envoi par courrier ou courrier électronique)
Envoi le 19/03/24 à la publication
Publication aux supports de presse suivants : République des Pyrénées https://www.larepubliquedespyrenees.fr/

Marchés à procédure adaptée inf. à 90 000 €

Région Nouvelle-Aquitaine

AVIS DE MARCHÉ

Rénovation des chambres d'apprentis du bâtiment C du lycée René-Cassin à Bayonne

Pouvoir adjudicateur : Région Nouvelle-Aquitaine, mandataire SEPA.
Type de numéro national d'identification : Siret.
Numéro national d'identification : 20005375900011
Ville : Bordeaux.
Code postal : 33077.
Profil acheteur : https://demat-ampa.fr
Objet du marché : Rénovation des chambres d'apprentis du bâtiment C du lycée René-Cassin à Bayonne.
Numéro de référence de l'objet : 2024J000T01761
Type de procédure : Procédure adaptée ouverte.
Ce marché est divisé en lots : Oui.
Durée du marché : 3 mois.
Date limite de réception des offres : le 5 avril 2024 à 12 heures.
Modalités de réception des candidatures et des offres : Par voie dématérialisée sur la plateforme https://demat-ampa.fr
Documents de marché : Retrait DCE, correspondances et informations de dépôt : https://demat-ampa.fr
Procédures de recours : Tribunal administratif de Pau, 50, cours Lyautey, 64000 Pau.
Site : http://pau.tribunal-admnistratif.fr
Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 15 mars 2023.

Marchés privés

PAU BÉARN PYRÉNÉES Communauté d'Agglomération

AVIS DE PUBLICITÉ

Acheteur : CA Pau Béarn Pyrénées, M. François BAYROU, président - Hôtel de France - 2B place Royale - CS 90547 - 64000 Pau Cedex - tél. 05 64 64 10 74 - SIRET 20006725400017
Référence acheteur : CDA 24/24 (31A)
L'avis implique l'établissement d'un accord-cadre.
Objet : location, sans chauffeur, de véhicules utilitaires, d'engins de levage et de matériels pour le BTP
Procédure : procédure ouverte
Forme de la procédure : division en lots : oui
Lot 1 - Location véhicules utilitaires légers sans chauffeur
Lot 2 - Location véhicules utilitaires poids lourds sans chauffeur
Lot 3 - Location engins spéciaux, nacelles élévatrices et engins de levage sans chauffeur
Lot 4 - Location de matériels pour le BTP
Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).
Remise des offres : lundi 15 avril 2024 à 23h59 au plus tard.
Envoi à la publication le : 13/03/2024
Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.
Cette consultation bénéficie du service DUME.
Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur http://www.agglo-pau.fr/marches-publics.html

Annonces légales

Vie des sociétés

LA LIGUE

Comité départemental des Pyrénées-Atlantiques de la Ligue contre le Cancer

CONVOCATION ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire du Comité départemental des Pyrénées-Atlantiques de la Ligue contre le Cancer aura lieu le **samedi 06 avril 2024, à 10 heures dans nos locaux de Bayonne, 66 Allées Marines.**
Si vous souhaitez être représenté, merci de faire votre demande par mail à l'adresse « cd64@ligue-cancer.net » afin de recevoir un pouvoir.
Si vous souhaitez recevoir le rapport d'activité 2023 du Comité 64, après le 06 avril 2024, veuillez-nous en faire la demande par mail à cd64@ligue-cancer.net
Nous aurons l'honneur de recevoir à la fin des travaux de notre Assemblée Générale, le Dr Sophie GIRAUD, onco-généticienne au Centre Hospitalier de la Côte Basque, et Antony BOUTER, chercheur, à l'Université de Bordeaux/CNRS pour ses travaux dans le domaine de la lutte contre l'invasion tumorale et le processus de métastase.
Toute personne adhérente et désireuse d'œuvrer bénévolement aux missions de la Ligue, avec enthousiasme et sérieux, peut nous rencontrer en nous joignant au préalable au 05 59 25 68 20 ou par mail à cd64@ligue-cancer.net

Avis administratifs et judiciaires

Autres avis

LACQ ORTHEZ COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Communauté de communes de Lacq-Orthez

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Projet de première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de LOUBIENG

Par arrêté du 14 mars 2024, le Président de la communauté de communes de Lacq-Orthez a ordonné l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Loubieng arrêté par le conseil communautaire le 25 septembre 2023.
Ce projet a été soumis à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, qui a rendu un avis en date du 05 janvier 2024.
L'enquête publique se déroulera du 9 avril 2024 à partir de 17h00 au 14 mai 2024 jusqu'à 19 heures.
Le dossier d'enquête publique du projet de première révision allégée du PLU pourra être consulté :
- sous format papier, en mairie de LOUBIENG, sise 400 chemin de l'Eglise - 64300 Loubieng, aux jours et heures habituels d'ouverture, soit les mardis et mercredis de 14h à 19h.
- sous format numérique sur les sites internet de la communauté de communes de Lacq-Orthez (www.cc- lacqorthez.fr) et de la mairie de Loubieng (www.loubieng.fr), accessibles 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.
Un accès au dossier dématérialisé est par ailleurs garanti en mairie sur un poste informatique mis à disposition du public sur rendez-vous pris auprès du secrétariat (05.59.69.19.11.) du secrétariat urbanisme de la CC-Lacq- Orthez (05.59.60.73.50).
Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra :
- directement consigner ses observations sur le registre d'enquête publique tenu en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture.
- les adresser par écrit au commissaire enquêteur, via l'adresse postale de la mairie : 400 chemin de l'Eglise - 64300 Loubieng.
- les transmettre par voie électronique au commissaire-enquêteur, via l'adresse électronique suivante : commune-de-Loubieng@orange.fr.
M. Cyril CATALOGNE désigné comme commissaire-enquêteur par la Présidente du Tribunal Administratif de Pau, se tiendra à la disposition du public en mairie de loubieng :
- le mardi 9 avril de 17 h à 19 heures
- le mardi 23 avril de 16 h à 19 heures
- le mardi 14 mai de 15 h à 19 heures
Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur, transmis au Président de la CC-Lacq-Orthez dans un délai d'un mois à l'expiration de l'enquête, seront tenus durant un an à la disposition du public à la mairie et sur les sites internet de la CC-Lacq-Orthez et de la mairie de Loubieng. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication.
A l'issue de l'enquête publique, le projet de révision allégée n°1 du PLU éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis à approbation du conseil communautaire de la communauté de communes de Lacq-Orthez.



Publiez votre annonce légale
7 jours sur 7 - 24 h sur 24

1 Saisissez votre annonce légale via un formulaire
2 Visualisez votre avis avant sa parution
3 Téléchargez votre attestation de parution

Paiement en ligne sécurisé

Un service des quotidiens du Groupe Sud Ouest
SUD OUEST

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

MARCHÉ PUBLICS
ANNONCES ADMINISTRATIVES
ET JUDICIAIRES

PREFECTURE DES PYRENEES ATLANTIQUE

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE (RAPPEL)

COMMUNE D'OLORON-SAINTE-MARIE

Installations clasées pour la protection de l'environnement

Il est rappelé qu'en application de l'arrêté préfectoral n° 2024/BAE/002 du 08 février 2024, il est procédé à une enquête publique, **du lundi 18 mars 2024 à 09h00 au jeudi 18 avril 2024 à 17h30 inclus**, sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société LABORDE, en vue de renouveler l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire, section F parcelles 530, 531, 532 et 533, sur la commune d'Oloron-Sainte-Marie (64400).
Ce dossier comporte une étude d'impact. Les responsables du projet sont Messieurs Guy et Françis LABORDE, présidents de la société LABORDE.
L'activité projetée est soumise à autorisation par référence à la rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivante:
- 2510-1 : exploitation de carrière. (Production maximale commercialisée : 250 000 t/an).
Le siège d'enquête est la commune d'Oloron-Sainte-Marie (64400).
M. Michel DABADIE, directeur départemental de l'ANPE en retraite, a été désigné par la présidente du tribunal administratif de Pau en qualité de commissaire enquêteur. Il se tiendra à la disposition du public lors de ses permanences à la mairie d'Oloron-Sainte-Marie aux jours et heures suivants :
- le lundi 18 mars 2024 de 09h à 12 heures
- le mercredi 27 mars 2024 de 09h à 12 heures
- le mardi 09 avril 2024 de 14h30 à 17h30
- le jeudi 18 avril 2024 de 14h30 à 17h30
La demande, le dossier d'enquête, l'étude d'impact, et l'étude de danger seront consultables :
Sur support papier :
- en mairie d'Oloron-Sainte-Marie, aux jours et heures d'ouverture au public: du lundi au vendredi, de 08h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30.
Sur support informatique :
- sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques :
www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr - page accueil - enquêtes publiques - en cours.
Le public pourra formuler ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête soit :
- sur le registre d'enquête disponible à la mairie d'Oloron-Sainte-Marie ;
- par courrier électronique, à l'attention du commissaire enquêteur, à l'adresse :
pref-amenagement@pyrenees-atlantiques.gouv.fr ;
- par courrier postal, à l'attention du commissaire enquêteur, à la mairie d'Oloron-Sainte Marie : 2 place Clémenceau 64400 Oloron-Sainte-Marie
Toute observation et proposition, courrier postal ou courrier électronique, réceptionnée après le 18 avril 2024 à 17h30 ne pourra pas être prise en considération par le commissaire enquêteur.
Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront consultables, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, à la mairie d'Oloron-Sainte-Marie, à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ainsi que sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques (www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr - page d'accueil - rubriques enquêtes publiques - closes).
La décision préfectorale susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une autorisation assortie du respect de prescriptions ou un refus.

Lestelle-Bétharram

AVIS DE MARCHÉ

Section 1 : identification de l'acheteur
Nom complet de l'acheteur : commune de Lestelle-bétharram - 64800
SIRET : 216 403 394 00010
Groupement de commandes : non
Section 2 : communication
Moyen d'accès aux documents de la consultation : lien URL vers le profil d'acheteur : https://demat-ampa.fr/
L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : oui
Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : non
Nom du contact : Jean-Marie BERCHON - mail : ComLestelle@cdg-64.fr - tél : 05 59 61 93 59
Section 3 : procédure
Type de procédure : procédure adaptée ouverte
Conditions de participation : DC1, DC2 ou DUME :
- capacité économique et financière : CA 3 derniers exercices
- capacités techniques et professionnelles : certificats de qualification professionnelle adaptés :
lot 8 Chauffage - ventilation - plomberie - sanitaires : qualification RGE des entreprises obligatoires.
Technique d'achat : sans objet
Date et heure limites de réception des plis : jeudi 11avril 2024 à 12 heures
Présentation des offres par catalogue électronique : interdite
Réduction du nombre de candidats : non
Possibilité d'attribution sans négociation (attribution sur la base de l'offre initiale) : oui (négociation possible)
L'acheteur exige la présentation de variantes : oui
Section 4 : identification du marché
lot 1 Intitulé du marché : réhabilitation du Lestelle café - reconsultation des lots :
05 - Menuiserie bois et 08 - Chauffage - Ventilation - Plomberie - Sanitaires
Type de marché : travaux
Lieu principal d'exécution du marché : Lestelle-Bétharram
Durée du marché : 17 mois (y compris période de préparation).
La consultation comporte des tranches : non
La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : non
Section 5 : lots
Marché alloti : oui
lot 2 : Désamiantage
lot 3 : Gros œuvre
lot 4 : Charpente bois - Couverture - Zinguerie
lot 5 : Menuiserie aluminium
lot 6 : Menuiserie bois
lot 7 : Plâtrerie - Faux-plafond - Isolation
lot 8 : Électricité - Chauffage
lot 9 : Chauffage - Ventilation - Plomberie - Sanitaires
lot 10 : Chape - Carrelage - Faïence
lot 11 : Chape - Sol souple
lot 12 : Peinture
lot 13 : Équipements de cuisine
Section 6 : informations complémentaires
Visite obligatoire : non
Autres informations complémentaires : les variantes à l'initiative du candidat sont autorisées.

LACQ ORTHEZ
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Communauté de communes de Lacq-Orthez

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Projet de première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de LOUBIENG

Par arrêté du 14 mars 2024, le Président de la communauté de communes de Lacq-Orthez a ordonné l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Loubieng arrêté par le conseil communautaire le 25 septembre 2023.
Ce projet a été soumis à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, qui a rendu un avis en date du 05 janvier 2024.
L'enquête publique se déroulera du 9 avril 2024 à partir de 17h00 au 14 mai 2024 jusqu'à 19 heures.
Le dossier d'enquête publique du projet de première révision allégée du PLU pourra être consulté :
- sous format papier, en mairie de LOUBIENG, sise 400 chemin de l'Eglise - 64300 Loubieng, aux jours et heures habituels d'ouverture, soit les mardis et mercredis de 14h à 19h.
- sous format numérique sur les sites internet de la communauté de communes de Lacq-Orthez (www.cc- lacqorthez.fr) et de la mairie de Loubieng (www.loubieng.fr), accessibles 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.
Un accès au dossier dématérialisé est par ailleurs garanti en mairie sur un poste informatique mis à disposition du public sur rendez-vous pris auprès du secrétariat (05.59.69.19.11.) du secrétariat urbanisme de la CC-Lacq- Orthez (05.59.60.73.50).
Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra :
- directement consigner ses observations sur le registre d'enquête publique tenu en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture.
- les adresser par écrit au commissaire enquêteur, via l'adresse postale de la mairie : 400 chemin de l'Eglise - 64300 Loubieng.
- les transmettre par voie électronique au commissaire-enquêteur, via l'adresse électronique suivante : commune-de-Loubieng@orange.fr.
M. Cyril CATALOGNE désigné comme commissaire-enquêteur par la Présidente du Tribunal Administratif de Pau, se tiendra à la disposition du public en mairie de loubieng :
- le mardi 9 avril de 17 h à 19 heures
- le mardi 23 avril de 16 h à 19 heures
- le mardi 14 mai de 15 h à 19 heures
Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur, transmis au Président de la CC-Lacq-Orthez dans un délai d'un mois à l'expiration de l'enquête, seront tenus durant un an à la disposition du public à la mairie et sur les sites internet de la CC-Lacq-Orthez et de la mairie de Loubieng. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication.
A l'issue de l'enquête publique, le projet de révision allégée n°1 du PLU éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis à approbation du conseil communautaire de la communauté de communes de Lacq-Orthez.

Mairie de Saint-Abit

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

Acheteur : Mairie de Saint Abit - 1 Place de la Mairie - 64800 Saint-Abit. Contact : 05 59 71 21 09 - commune-de-saint-abit@wanadoo.fr
L'avis implique un marché public.
Groupement de commandes : Non
Objet de la consultation : passation d'un marché de maitrise d'œuvre pour l'aménagement des espaces publics des abords de la Mairie.
Type de marché : travaux
Mode : procédure adaptée ouverte
Durée : 4 mois
Forme : prestation divisée en lots : Oui,
Lot 1 : VRD
Lot 2 : Plantations, mobilier, revêtement
Les variantes sont exigées : non
Réduction du nombre de candidats : non
La consultation comporte des tranches : non
Possibilité d'attribution sans négociation : oui
Visite obligatoire : non
Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :
60 % : valeur technique de l'offre appréciée à l'aide du mémoire technique
40 % : prix
Renseignements / Correspondre avec l'Acheteur : consulter le profil acheteur de la commune de Saint-Abit : https://demat-ampa.fr. Une réponse sera apportée via la plateforme.
Documents : Règlement de consultation et Dossier de Consultation des Entreprises disponibles sur le profil acheteur de la commune de Saint-Abit : https://demat-ampa.fr
Offres : remise des offres le vendredi 19 avril 2024 à 12 heures au plus tard uniquement par voie électronique via le profil acheteur (pas d'envoi par courrier ou courrier électronique)
Envoi le 19/03/24 à la publication
Publication aux supports de presse suivants : République des Pyrénées
https://www.larepubliquedespyrenees.fr/


CHAQUE VENDREDI
DANS VOTRE JOURNAL
Retrouvez nos pages d'annonces auto
La Rép des Pyrénées L'ÉCLAIR

KENO Résultats des tirages du mercredi 20 mars 2024
Tirage du midi
4 7 9 10 12 14 16 18 26 27
29 36 46 54 58 61 62 63 65 66
Multiplicateur x 2
Joker+ 7 505 912
Tirage du soir
3 10 11 14 15 19 26 33 37 39
44 47 48 51 52 53 59 63 65 70
Multiplicateur x 3
Joker+ 9 160 835
Résultats et informations : Application FDJ 3256 fdj.fr

Emploi
Toutes nos annonces sur sudouest-emploi.com
Offres d'emploi
Métiers de l'industrie
Amécal
AMECAL SA,
atelier de mécanique générale de LABOUHEYRE (40210) recrute en CDI
1 TOURNEUR H/F EXPÉRIMENTÉ
sur machine conventionnelle.
Minimum 2 ans d'expérience.
Salaire attractif.
Envoyez CV à amecal@wanadoo.fr


Entreprises Collectivités & Administrations
sudouest-marchespublics.com
Entreprises
Alertes 100% gratuites
Collectivités & Administrations
La Rép des Pyrénées L'ÉCLAIR

LOTO Résultats du tirage du mercredi 20 mars 2024
TIRAGE LOTO® 3 22 24 32 46 CHANCE 5
Nombres de combinaisons simples gagnantes / Gains par combinaison simple gagnante**

5 BONS NUMEROS + CHANCE	Aucun gagnant.	
5 BONS NUMEROS	1	188 960,60 €
4 BONS NUMEROS + CHANCE	42	1 098,10 €
4 BONS NUMEROS	333	499,50 €
3 BONS NUMEROS + CHANCE	2 023	49,10 €
3 BONS NUMEROS	16 230	22 €
2 BONS NUMEROS + CHANCE	30 645	9 €
2 BONS NUMEROS	246 837	4,40 €
1 BON NUMERO + CHANCE	446 311	2,20 €
0 BON NUMERO + CHANCE		

OPTION 2ND TIRAGE 4 12 21 37 41
Nombres de combinaisons simples gagnantes / Gains par combinaison simple gagnante

5 BONS NUMEROS	3	45 660 €
4 BONS NUMEROS	278	506,40 €
3 BONS NUMEROS	11 302	32 €
2 BONS NUMEROS	166 635	3 €

Tirage des 10 codes LOTO® gagnants à 20 000 €
D 2760 2244 | F 5915 0560 | J 2719 9313 | M 0760 8526 | M 8153 4603
Q 2012 1132 | S 9554 2348 | T 8710 9425 | V 3451 2134 | V 5100 2790
Joker+ Résultat sur fdj.fr
A gagner, au tirage LOTO® du samedi 23 mars 2024 :
13 000 000 €*
* Montant minimum à partager au rang 1. Voir règlement.
** Jeu en groupe : rendez-vous dans votre point de vente muni de votre reçu de jeu ou utilisez la fonctionnalité Scan de l'application FDJ® (disponible en France métropolitaine et Monaco) pour connaître la part de gain éventuel associé à votre reçu.
Packs MultiChances : Consultez le règlement pour connaître les modalités précises de détermination des gains.
-18 ANS Résultats et informations : Application FDJ 3256 fdj.fr
Les résultats ci-dessus sont communiqués à titre indicatif. Seuls font foi les résultats constatés par un commissaire de justice et publiés sur www.fdj.fr. Les gains sont payables jusqu'à 89 jours suivant le dernier tirage auquel votre reçu participe. Voir règlement.
La Française des Jeux, RCS Nanterre B 315 065 292
LES JEUX D'ARGENT ET DE HASARD PEUVENT ÊTRE DANGEREUX : PERTES D'ARGENT, CONFLITS FAMILIAUX, ADDICTION...
RETROUVEZ NOS CONSEILS SUR JOUEURS-INFO-SERVICE.FR (09 74 75 13 13 - APPEL NON SURTAXÉ)
GOUVERNEMENT


NE MANQUEZ AUCUNE VENTE AUX ENCHÈRES
Tous les lundis, les annonces à Pau et dans la région
La Rép des Pyrénées L'ÉCLAIR

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE
Envoyé en préfecture le 18/03/2024
Reçu en préfecture le 18/03/2024
ID : 064-200039204-20240314-AR_2024_002B-AR

LACQ ORTHEZ
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Le 14 mars 2024

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LACQ-ORTHEZ

ARRÊTÉ PORTANT OUVERTURE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE A LA PREMIÈRE RÉVISION ALLÉGÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE LOUBIENG

Le Président de la communauté de communes de Lacq-Orthez,

Le Maire de la Commune de Loubieng,

- Vu les articles L. 153-19 et R. 153-8 à R. 153-10 du code de l'Urbanisme, Vu les articles L. 123-1 à L. 123-19 et R. 123-1 à R 123-27 du Code de l'Environnement,
- Vu la délibération du conseil municipal en date du 20/02/2020 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Loubieng,
- Vu la délibération du conseil municipal du 11/10/2022 demandant prescription de la première révision allégée du PLU de la commune de Loubieng à la Communauté de communes de Lacq-Orthez,
- Vu la délibération du conseil communautaire en date du 12/12/2022 portant prescription de la première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Loubieng,
- Vu la délibération du conseil communautaire en date du 25/09/2023 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de révision allégée n°1 du PLU,
- Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint du dossier par les personnes publiques associées qui s'est tenue le 7 novembre 2023
- Vu l'avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) émis lors de sa session du 6 décembre 2023,
- Vu l'avis de l'Autorité Environnementale (MRAe) en date du 5 janvier 2024.
- Vu la décision n°E24000001 / 64 du 02/02/2024 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Pau, désignant M. Cyril CATALOGNE en qualité de commissaire enquêteur et Monsieur André VILLEMUR en qualité de commissaire enquêteur suppléant
- Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête publique,
- Après avoir consulté le commissaire enquêteur,

arrête

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ENQUÊTE

Il sera procédé à une enquête publique destinée à recueillir les observations du public sur le projet de la première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Loubieng dont l'objet consiste à requalifier les parcelles situées en zone naturelle en zone UYa afin d'accueillir une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) en vue d'une revalorisation par l'exploitation économique du site.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE
ID : 064-200039204-20240314-AR_2024_002B-AR

ARTICLE 2 : AUTORITE RESPONSABLE DU PROJET AUPRÈS DE LAQUELLE DE... PEUVENT ÊTRE DEMANDÉES

Le projet de première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme relève désormais de la compétence juridique de la communauté de communes de Lacq-Orthez depuis le transfert de compétence planification urbaine au 2 mai 2022 et confirmé le 2 août 2022.

Le maître d'œuvre du dossier est le Bureau d'études TADD, Territoire d'Avenir et Développement Durable, sis 35 b Rue de Guindolas – 64110 JURANÇON.

Les études ont été réalisées sous la maîtrise d'ouvrage de la communauté de communes de Lacq-Orthez au titre de sa compétence juridique et financière à la planification de l'urbanisme exercée auprès des communes membres - service urbanisme de la communauté de communes de Lacq-Orthez rond-point des Chênes – 64150 MOURENX - Tél : 05.59.60.73.50 – urbanisme@cc-lacqorthez.fr.

ARTICLE 3 : COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le dossier d'enquête publique est constitué des éléments suivants :

- Les diverses délibérations relatives au projet prises par la commune et la communauté de communes,
- Le dossier de révision allégée n°1 comportant une note indiquant la nature des modifications dans le PLU (pièces modifiées), le projet de règlement écrit modifié, le règlement graphique Nord (partie modifiée) et Sud, le résumé non technique,
- Le dossier de demande de Dérogation Espèces Protégées de la SARL T.R.SO.
- Le mémoire en réponse à l'avis MRAe établi par la SARL T.R.S.O
- Les avis émis par les personnes publiques associées (PPA) et les autres personnes publiques consultées (PPC) sur le projet et leur synthèse, l'avis de la MRAE rendu en date du 05/01/2024
- Les pièces administratives liées à la procédure,
- Les pièces administratives liées à l'enquête publique incluant la mention des textes qui régissent l'enquête publique et la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative de première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme.
- Les pièces relatives au dossier

ARTICLE 4 : INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALE

Le projet de première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme a été soumis à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement en date du 6 octobre 2023.

ARTICLE 5 : DESIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Afin de conduire l'enquête publique, Monsieur Cyril CATALOGNE, Chef de projet développement durable – agriculteur et Monsieur André VILLEMUR sont respectivement désignés comme commissaire enquêteur titulaire et suppléant par décision de la Présidente du Tribunal Administratif de Pau en date du 02/02/2024.

ARTICLE 6 : SIÈGE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le siège de l'enquête publique est le siège de la communauté de communes de Lacq-Orthez, rond-point des Chênes, 64150 MOURENX.

ARTICLE 7 : DURÉE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

L'enquête publique sur le projet de première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Loubieng se déroulera pendant une durée de 36 jours consécutifs, du Mardi 9 avril 2024 au Mardi 14 mai 2024.

ARTICLE 8 : LIEUX, JOURS ET HEURES OÙ LE PUBLIC POURRA CONSULTER LE DOSSIER D'ENQUÊTE ET AVOIR ACCÈS AU REGISTRE D'ENQUÊTE

Consultation du dossier d'enquête publique :

- La version papier du dossier d'enquête publique relatif au projet de première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Loubieng sera consultable en mairie sise 400 chemin de l'Eglise, les mardis de 14h à 19h et les mercredis de de 14h à 19h.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE
ID : 064-200039204-20240314-AR_2024_002B-AR

- La version numérique du dossier d'enquête publique rela[illegible] allégée du Plan Local d'Urbanisme de Loubieng sera en tout état de cause consultable sur les sites internet de la communauté de communes de Lacq-Orthez (www.cc-lacqorthez.fr) et de la mairie de Loubieng (www.loubieng.fr), accessibles 7 jours sur 7, 24 heures sur 24.
- Un accès gratuit au dossier numérique est par ailleurs garanti en mairie de Loubieng et à la CC Lacq-Orthez sur un poste informatique mis à disposition du public sur rendez-vous pris auprès du secrétariat mairie (05.59.69.19.11) ; du secrétariat urbanisme de la communauté de communes de Lacq-Orthez (05.59.60.73.50)
- Accès au registre d'enquête publique
  Afin que le public puisse faire part de ses observations et consulter l'ensemble des remarques reçues durant l'enquête, un registre d'enquête publique établi sur feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera mis à sa disposition durant toute sa durée aux heures d'ouverture de la mairie de Loubieng soit les mardis de 14h à 19h et les mercredis de 14h à 19h.

  Les observations pourront être :
  - Directement consignées sur le registre d'enquête publique
  - Adressées par écrit au commissaire enquêteur, via l'adresse postale de la Mairie : 400 chemin de l'église – 64300 LOUBIENG
  - Transmises par voie électronique au commissaire enquêteur, via l'adresse électronique suivante : commune-de-loubieng@orange.fr

Les observations formulées après le **mardi 14 mai 2024 - 19 h** ne pourront pas être prises en compte par le commissaire enquêteur.

Durant la durée de l'enquête publique, le registre d'enquête sera régulièrement complété par les observations émises par voie postale ou électronique et consultable de façon dématérialisée sur les sites internet de la communauté de communes de Lacq-Orthez (www.cc-lacqorthez.fr) et de la mairie de Loubieng (www.loubieng.fr).

ARTICLE 9 : LIEUX, JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Le commissaire enquêteur recevra le public en mairie de Loubieng, les :

- Mardi 9 avril 2024 de 17h à 19h
- Mardi 23 avril 2024 de 16h à 19h
- Mardi 14 mai 2024 de 15h à 19h

ARTICLE 10 : PUBLICITÉ DE L'ENQUÊTE

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Un affichage de cet avis, notamment à la mairie de Loubieng et au siège de la communauté de communes de Lacq-Orthez, sera réalisé quinze jours avant le début de l'enquête publique et durant toute sa durée.

L'avis sera également mis en ligne sur les sites internet de la communauté de communes de Lacq-Orthez (www.cc-lacqorthez.fr) et de la mairie de Loubieng (www.loubieng.fr).

L'accomplissement de ces mesures de publicité sera certifié par le Président. Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête, avant ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion et au cours de l'enquête pour la deuxième insertion.

ARTICLE 11 : CLÔTURE DU REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE ET REMISE DU RAPPORT ET DES CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

A l'expiration du délai fixé à l'article 7, le registre d'enquête sera clos par le commissaire enquêteur.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE
ID : 064-200039204-20240314-AR_2024_002B-AR

Ce dernier, dans un délai de huit jours, rencontrera le Président et lui communiq
écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse.

Le Président disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront remis au Président dans un délai de 30 jours à compter de la clôture de l'enquête, sauf demande motivée de report de ce délai.

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée au Préfet des Pyrénées-Atlantiques.

ARTICLE 12 : DURÉE ET LIEUX DE CONSULTATION DU RAPPORT ET DES CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Le public pourra consulter, dans l'année suivant la clôture de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur à la mairie de Loubieng et à la communauté de communes de Lacq-Orthez aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur les sites internet de la communauté de communes de Lacq-Orthez (www.cc-lacqorthez.fr) et de la mairie de Loubieng (www.loubieng.fr).

ARTICLE 13 : DÉCISION ADOPTÉE À L'ISSUE DE L'ENQUÊTE

A l'issue de l'enquête, le Plan Local d'Urbanisme éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur sera soumis à approbation du conseil communautaire de la communauté de communes de Lacq-Orthez.

ARTICLE 14 : EXÉCUTION DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en mairie de Loubieng et à la communauté de communes de Lacq-Orthez 15 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques et au commissaire enquêteur.

Ainsi fait à la date sus-indiquée
Pour extrait certifié conforme,
Le président,

COMMUNAUTE de COMMUNES de LACQ-ORTHEZ - 64150 MOURENX

Patrice LAURENT

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

26/01/2024

N° E24000001 /64

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAU

la présidente du tribunal administratif

Décision désignation commission ou commissaire du 26/01/2024

CODE : 1

Vu enregistrée le 04/01/2024, la lettre par laquelle Monsieur le président de la communauté de communes de Lacq Orthez demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

Révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Loubieng ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté du 1er septembre 2022 donnant délégation de signature à Madame Magali Sellès, Vice-Présidente ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2024 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Cyril CATALOGNE est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Monsieur André VILLEMUR est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 3 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 4 : La présente décision sera notifiée à Monsieur le président de la communauté de communes de Lacq Orthez, à Monsieur Cyril CATALOGNE et à Monsieur André VILLEMUR.

Fait à Pau, le 26/01/2024

la vice-présidente,



Magali SELLÈS

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

LACQ ORTHEZ
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Madame la Présidente du Tribunal Administratif des Pyrénées-Atlantiques
Villa Nolibos
Cours Lyautey
BP 543
64010 PAU

Mourenx, le 4 janvier 2024

Nos réf. : URB/BB/MZ

Affaire suivie par :
Béatrice BOISOT

Tél. : 05 59 60 73 50

b-boisot@cc-lacqorthez.fr

PJ : note de présentation

OBJET : MISE A L'ENQUÊTE PUBLIQUE DU PROJET DE PREMIÈRE RÉVISION ALLÉGÉE DU PLU DE LOUBIENG SUR LE PROJET DE RECLASSEMENT EN ZONE UYa LES PARCELLES DU SITE DE L'ANCIENNE CARRIÈRE EN VUE D'ACCUEILLIR UN CENTRE DE STOCKAGE DE DÉCHETS INERTES.

Madame la Présidente,

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article L. 153-19 et L. 153-33 du Code de l'Urbanisme, la communauté de communes de Lacq-Orthez va soumettre à enquête publique le projet de première révision allégée du PLU de la commune de Loubieng visant le reclassement des parcelles du site de l'ancienne carrière.

En application de l'article R.123-5 du Code de l'environnement, je sollicite de votre part la désignation d'un commissaire-enquêteur pour l'enquête publique portant sur ce projet, qui pourrait se dérouler courant mars 2024.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président,

Patrice LAURENT

HÔTEL DE LA COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES DE LACQ-ORTHEZ
Rond-point des Chênes - BP 73
64150 Mourenx

Tél. : 05 59 60 03 46
cc-lacqorthez.fr

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE



REGISTRE DE CONCERTATION

REVISION ALLÉGÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE LOUBIENG

DESTINÉ À RECEVOIR LES OBSERVATIONS DU PUBLIC

Plan Local d'Urbanisme approuvé le 20/02/2020
Révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme prescrite le 12/12/2022

LACQ ORTHEZ
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Je soussigné, Patrice LAURENT, Président de la communauté de communes de Lacq-Orthez, ai ouvert ce jour, le présent registre, pour recevoir les observations du public.

A Mourenx, le 29/06/2023

Le président,

COMMUNAUTE de COMMUNES de LACQ-ORTHEZ - 64150 MOURENX

Patrice LAURENT

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

MOUSQUEZ Eric.
Excellente idée cela va sécuriser l

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

N.L

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Le 10 Août à 19H00

Le délai étant expiré,

Je soussigné, Patrice LAURENT, Président de la communauté de communes de Lacq-Orthez déclare clos le présent registre qui a été mis à la disposition du public en mairie de Loubieng pendant 31 jours consécutifs, du 11 juillet 2023 à 14h00 au 10 août 2023 à 19h00.

Les observations ont été consignées au registre par ..... personnes (pages 3 à 9).

En outre, j'ai reçu..... lettres, courriers électroniques ou notes écrites qui sont annexés au présent registre :

Courrier en date du	de M. ou Mme
Courrier en date du	de M. ou Mme
Courrier en date du	de M. ou Mme
Courrier électronique en date du	de M. ou Mme
Courrier électronique en date du	de M. ou Mme
Courrier électronique en date du	de M. ou Mme

A Mourenx, le 10 août 2023

Le président,

COMMUNAUTE de COMMUNES de LACQ-ORTHEZ - 64150 MOURENX -

Patrice LAURENT

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

CONCERTATION DU PUBLIC

Projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de LOUBIENG

Par délibération en date du 12 décembre 2022, affichée à la communauté de communes de Lacq-Orthez le 16 décembre 2022, le conseil communautaire de la communauté de communes de Lacq-Orthez a décidé d'engager une procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme consistant à requalifier des parcelles situées en zone naturelle en zone UYa afin d'accueillir une Installation de stockage de déchets inertes en vue d'une revalorisation par l'exploitation économique du site.

La communauté de communes de Lacq-Orthez organise en conséquence une concertation sur ce projet de révision, du mardi 11 juillet 2023 au jeudi 10 août 2023 inclus.

Le dossier correspondant pourra être consulté :

- sous format papier :
  - en mairie de LOUBIENG, sise 400 chemin de l'Eglise - 64300 Loubieng, aux jours et heures habituels d'ouverture, soit les mardi et jeudi de 14h à 19h.
  - à la communauté de communes de Lacq-Orthez -rond-point des Chênes, 64150 Mourenx, aux jours et heures habituels d'ouverture, soit du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 13h30 à 17h.
- Sous format numérique sur les sites internet de la mairie de Loubieng (www.loubieng.fr) et de la communauté de communes de Lacq-Orthez (www.cc-lacqorthez.fr), accessibles 7 jours sur 7, 24 heures sur 24.

Un accès au dossier dématérialisé est par ailleurs garanti en mairie de LOUBIENG ou à la communauté de communes de Lacq-Orthez sur un poste informatique mis à disposition du public sur rendez-vous pris auprès du secrétariat mairie (05.59.69.19.11) ou secrétariat du service urbanisme de la communauté de communes de Lacq-Orthez (05.59.60.73.50).

Le public pourra consigner ses observations dans un registre de concertation ouvert en mairie de Loubieng ainsi qu'à la communauté de communes de Lacq-Orthez ou les adresser par voie postale et électronique à la commune (commune-de-loubieng@orange.fr) à la CCLO (urbanisme@cc-lacqorthez.fr).

Un bilan de cette concertation sera tiré avant arrêt du projet en Conseil communautaire.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

ANNONCES ADMINISTRATIVES

INSTITUT NATIONAL DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITÉ

AO : « Béarn »

AVIS DE CONSULTATION PUBLIQUE

Lors de sa séance du 2 juin 2022, le Comité national des appellations d'origine relatives aux vins et aux boissons alcoolisées et des boissons spiritueuses de l'Inao a décidé la mise en consultation publique du projet d'aire parcellaire de l'appellation d'origine Béarn.
Ce projet d'aire parcellaire concerne 18 communes situées dans le département des Pyrénées-Atlantiques.
La liste des communes concernées est consultable sur www.inao.gouv.fr à la rubrique suivante :
Espace-professionnel-et-outils/Suivi-des-demarches/Consultations-publiques-des-projets-d-aires-geographiques-ou-parcellaires-delimitees-des-AOC-et-IGP.
La consultation se déroulera du 1er août 2023 au 30 septembre 2023 inclus.
Les plans cadastraux matérialisant le projet d'aire parcellaire pourront être consultés en mairie des communes concernées aux jours et heures habituels d'ouverture pendant la durée de consultation.
Pendant ce délai, et conformément à la directive INAO-DIR-2015-03rev1, les propriétaires et exploitants pourront formuler des réclamations auprès de l'Inao par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante : Inao, Maison de l'agriculture, 124, boulevard Tourasse, 64078 Pau Cedex ou par courriel à l'adresse suivante : inao-pau@inao.gouv.fr
Aucune réclamation ne sera prise en compte après le 30 septembre 2023, le cachet de la poste ou l'accusé de réception électronique faisant foi.
Le dossier complet est consultable dans le délai prévu ci-dessus sur rendez-vous au site Inao susnommé aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

LACQ ORTHEZ COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Communauté de communes de Lacq-Orthez

CONCERTATION DU PUBLIC

Projet de révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de Loubieng

Par délibération en date du 12 décembre 2022, affichée à la Communauté de communes de Lacq-Orthez le 16 décembre 2022, le Conseil communautaire de la Communauté de communes de Lacq-Orthez (CCLO) a décidé d'engager une procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme consistant à requalifier des parcelles situées en zone naturelle en zone UYa afin d'accueillir une installation de stockage de déchets inertes en vue d'une revalorisation par l'exploitation économique du site.
La Communauté de communes de Lacq-Orthez organise en conséquence une concertation sur ce projet de révision, **du mardi 11 juillet 2023 au jeudi 10 août 2023 inclus**.
Le dossier correspondant pourra être consulté :
- sous format papier :
  - en mairie de Loubieng, sise 400, chemin de l'Église, 64300 Loubieng, aux jours et heures habituels d'ouverture, soit les mardis et jeudis de 14 h à 19 heures.
  - à la CCLO, rond-point des Chênes, 64150 Mourenx, aux jours et heures habituels d'ouverture, soit du lundi au vendredi de 8 h à 12 heures et de 13 h 30 à 17 heures.
- sous format numérique sur les sites Internet de la mairie de Loubieng (www.loubieng.fr) et de la CCLO (www.cc-lacqorthez.fr).

Un accès au dossier dématérialisé est par ailleurs garanti en mairie de Loubieng ou à la CCLO sur un poste informatique mis à disposition du public sur rendez-vous pris auprès du secrétariat mairie (05 59 69 19 11) ou secrétariat du service Urbanisme de la CCLO (05 59 60 73 50).
Le public pourra consigner ses observations dans un registre de concertation ouvert en mairie de Loubieng ainsi qu'à la CCLO ou les adresser par voie postale et électronique :
- à la commune (commune-de-loubieng@orange.fr),
- à la CCLO (urbanisme@cc-lacqorthez.fr).

Un bilan de cette concertation sera tiré avant arrêt du projet en Conseil communautaire.

ANNONCE LÉGALE

MARUSCO

CONSTITUTION

Aux termes d'un ASSP en date du 10/06/2023, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : MARUSCO
Objet social : Acquisition, gestion et location de biens mobiliers et immobiliers
Siège social : 10 lot lesbordes , 64300 BAIGTS DE BEARN
Capital : 10 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS PAU
Co-gérance : Monsieur CARRER Remi, demeurant 10 lot lesbordes, 64300 BAIGTS DE BEARN et Madame MATARESE Marion, demeurant 10 lot lesbordes, 64300 BAIGTS DE BEARN

Remi Carrer



KENO — Résultats des tirages du lundi 3 juillet 2023

Tirage du midi
2 8 9 15 16 17 31 40 42 44
45 47 50 51 52 60 62 64 65 66
MULTIPLICATEUR x 2
JOKER+ 6 680 511

Tirage du soir
1 12 14 15 19 21 22 25 37 38
39 42 47 49 50 55 57 68 69 70
MULTIPLICATEUR x 2
JOKER+ 8 932 349

-18 ANS — Résultats et informations : Application FDJ — 3256 Service 0,35 €/min + prix appel — fdj.fr

Les gains sont payables jusqu'à 60 jours suivant le dernier tirage auquel votre reçu participe. Voir règlement.
Les résultats ci-dessus sont communiqués à titre indicatif. Seuls font foi les résultats constatés par un commissaire de justice et publiés sur www.fdj.fr.

La Française des Jeux, RCS Nanterre B 315 065 292

LOTO — Résultats du tirage du lundi 3 juillet 2023

TIRAGE LOTO® : 2 8 23 35 42 — CHANCE 7

	Nombres de combinaisons simples gagnantes	Gains par combinaison simple gagnante**
5 BONS NUMEROS + CHANCE	Aucun gagnant.	
5 BONS NUMEROS	Aucun gagnant.	
4 BONS NUMEROS + CHANCE	65	3 039,10 €
4 BONS NUMEROS	376	371,70 €
3 BONS NUMEROS + CHANCE	2 370	35,20 €
3 BONS NUMEROS	16 280	18,40 €
2 BONS NUMEROS + CHANCE	34 702	6,70 €
2 BONS NUMEROS	227 459	4 €
1 BON NUMERO + CHANCE 0 BON NUMERO + CHANCE	498 464	2,20 €

OPTION 2ND TIRAGE : 4 11 22 27 43

	Nombres de combinaisons simples gagnantes	Gains par combinaison simple gagnante
5 BONS NUMEROS	3	42 620 €
4 BONS NUMEROS	343	332,20 €
3 BONS NUMEROS	13 974	20,90 €
2 BONS NUMEROS	176 344	3 €

Tirage des 10 codes LOTO® gagnants à 20 000 €

B 9626 4694	D 1336 2746	F 7748 4819	I 1492 5358	I 6734 8759
K 5310 5098	K 7729 4250	P 6106 2790	R 8583 2049	S 1060 9986

JOKER+ 8 932 349 — 127 173 jeux gagnants unitaires à ce tirage

A gagner, au tirage LOTO® du mercredi 5 juillet 2023 :
12 000 000 €*

* Montant minimum à partager au rang 1. Voir règlement.
**Jeu en groupe : rendez-vous dans votre point de vente muni de votre reçu de jeu ou utilisez la fonctionnalité Scan de l'application FDJ® (disponible en France métropolitaine et Monaco) pour connaître la part de gain éventuel associé à votre reçu.
Packs MultiChances : Consultez le règlement pour connaître les modalités précises de détermination des gains.

-18 ANS — Résultats et informations : Application FDJ — 3256 Service 0,35 €/min + prix appel — fdj.fr

Les résultats ci-dessus sont communiqués à titre indicatif. Seuls font foi les résultats constatés par un commissaire de justice et publiés sur www.fdj.fr.
Les gains sont payables jusqu'à 60 jours suivant le dernier tirage auquel votre reçu participe. Voir règlement.

La Française des Jeux, RCS Nanterre B 315 065 292

LES JEUX D'ARGENT ET DE HASARD PEUVENT ÊTRE DANGEREUX : PERTES D'ARGENT, CONFLITS FAMILIAUX, ADDICTION...
RETROUVEZ NOS CONSEILS SUR JOUEURS-INFO-SERVICE.FR (09 74 75 13 13 - APPEL NON SURTAXÉ)
GOUVERNEMENT



Notre sélection de bonnes adresses en Béarn et Soule

Partez à la découverte d'une trentaine de Bonnes Tables !

Offert avec ce hors-série : le livret recettes de nos chefs

SCANNEZ-MOI !

chez votre marchand de journaux

La République DES PYRÉNÉES — L'ÉCLAIR

BT_Bonnes Tables_5x186

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

Annonces légales et officielles

Retrouvez toutes nos annonces légales sur sudouest.fr/annonces-legales, sudouest-marchespublics.com, en partenariat avec le réseau france marchés .com

Marchés publics et privés

Marchés à procédure adaptée sup. à 90 000 €

ASF

APPEL À CANDIDATURES

Autoroutes du Sud de la France procède au renouvellement d'un agrément de dépanneur-remorqueur

Objet de l'avis : Organiser les opérations de dépannage et d'évacuation des véhicules légers (VL) sur une section du réseau d'ASF.
Secteur concerné : District Pyrénées : centre d'entretien d'Artix.
Recherche de 1 DÉPANNEUR-REMORQUEUR VÉHICULES LÉGERS pour le secteur 7 situé sur A 64 - entre le PK 85.135 (Artix) et le PK 117.500 (Soumoulou) dans les deux sens de circulation.
Durée d'agrément : 26 mois maximum.
Retrait et remise des candidatures à télécharger sur la plateforme SAFE TENDER en suivant le lien : https://consultations-asf.safetender.com à partir du mardi 4 juillet 2023 et jusqu'au mercredi 30 août 2023 à 16 heures dernier délai.
Critères de sélection des candidatures : Distance du dépôt au lieu d'implantation, capacité d'exercice, niveau d'équipement/installations du garage, actions environnementales, tarifs pratiqués.
Les critères ainsi que leur pondération sont plus amplement définis dans le règlement d'appel à candidature.
Phasage de la procédure : Après examen des candidatures (+ une éventuelle visite sur place entre le 18 et le 20 septembre 2023) les candidatures conformes sont analysées. Le rapport d'analyse est soumis à la Commission interdépartementale d'agrément des Hautes-Pyrénées qui donnera son avis. Un contrat de dépannage sera ensuite conclu entre ASF et le dépanneur, agréé par la préfecture.
Renseignements : Des renseignements complémentaires pourront être obtenus via la plateforme SAFE TENDER.
Contact ASF : chantal.fas@vinci-autoroutes.com
Date d'envoi de la publicité : 4 juillet 2023.

Commune d'Halsou

AVIS DE MARCHÉ

Section 1 : Identification de l'acheteur
Nom complet de l'acheteur :
Commune d'HALSOU
Quartier Karrika
64480 HALSOU
SIRET : 21640255200014
Section 2 : Communication
Moyen d'accès aux documents de la consultation via le profil d'acheteur : https://demat-ampa.fr/
L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : oui
Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : non
Nom du contact : Philippe MASSÉ - Mail : mairie@halsou.fr - Tél. 05 59 93 03 28
Jours et heures d'ouverture : lundi de 13 h à 18 h, mardi et vendredi de 8 h 30 à 12 h3 0 et jeudi de 13 h à 17 h.
Section 3 : Procédure
Type de procédure : Procédure adaptée ouverte
Conditions de participation : DC1, DC2 ou DUME :
- aptitude à exercer l'activité professionnelle : justification de l'inscription à un registre professionnel
- capacité économique et financière : CA 3 derniers exercices
- capacités techniques et professionnelles : références pour travaux similaires sur les 5 dernières années ET moyens humains ET moyens matériels.

Date et heure limites de réception des plis : le 3 août 2023 à 17 heures.
Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite.
Réduction du nombre de candidats : Non.
Possibilité d'attribution sans négociation (attribution sur la base de l'offre initiale) : Oui (négociation possible).
L'acheteur exige la présentation de variantes : Oui.
Section 4 : Identification du marché
Intitulé du marché : Aménagement du chemin Zabaloa.
Durée des travaux : 11 semaines.
Section 5 : Lots
Marché alloti : Non.
Section 6 : Informations complémentaires
Visite obligatoire : Non
Autres informations complémentaires : Code CPV 45233141-9
Les variantes à l'initiative du candidat sont interdites.

OFFICE 64 de l'Habitat

OFFICE 64 DE L'HABITAT

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

Acheteur : OFFICE 64 DE L'HABITAT, M. Thierry MONTET, Directeur Général, 5, allée de Laplane, CS 88531, 64185 Bayonne Cedex ;
Tél : 05 59 43 86 86 - SIRET 49446839000039.
Référence acheteur : 23-46.
L'avis implique un marché public.
Objet : Marché pour le remplacement de chaudières sur 4 résidences de l'Office 64.
Procédure : Procédure adaptée.
Forme du marché : Prestation divisée en lots : oui.
Lot N° 01 - Résidences HASPARREN - LES ALDUDES
Lot N° 02 - Résidences JURANÇON - ARUDY.
Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).
Remise des offres : jeudi 20 juillet 2023 à 12 heures au plus tard.
Envoi à la publication le : 29 juin 2023.
Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.
Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur https://agysoft.marches-publics.info

---

Syndicat du LABAY

AVIS DE MARCHÉ

Entité publique : X9V - Syndicat du LABAY.
Service : X9V - Syndicat du LABAY.
Intitulé de la consultation : Travaux d'amélioration en eau des estives du Layens.
Objet de la consultation : Travaux d'amélioration en eau des estives du Layens secteur Igère et Sutché.
Référence consultation : EauLayens
Type de procédure : Procédure adaptée.
Date de mise en ligne : 29 juin 2023 (16 h 40).
Date et heure limite de remise des plis : 24 juillet 2023 - 11 heures.
Nombres de justificatifs de publication à renvoyer à la collectivité : -.
Annonce consultable sur www.demat-ampa.fr
Lien direct :
https://demat-ampa.fr/app.php/entreprise/consultation/583029?orgAcronyme=x9v64



Entreprises, inscrivez-vous aux alertes automatiques

Tous les marchés du Sud-Ouest 100 % gratuit sur sudouest-marchespublics.com

Un service des quotidiens du Groupe Sud Ouest
SUD OUEST

Avis administratifs et judiciaires

Enquêtes publiques

AO : « Béarn »

AVIS DE CONSULTATION PUBLIQUE

Lors de sa séance du 2 juin 2022, le Comité national des appellations d'origine relatives aux vins et aux boissons alcoolisées et des boissons spiritueuses de l'Inao a décidé la mise en consultation publique du projet d'aire parcellaire de l'appellation d'origine Béarn.
Ce projet d'aire parcellaire concerne 18 communes situées dans le département des Pyrénées-Atlantiques.
La liste des communes concernées est consultable sur www.inao.gouv.fr à la rubrique suivante :
Espace-professionnel-et-outils/Suivi-des-demarches/Consultations-publiques-des-projets-d-aires-geographiques-ou-parcellaires-delimitees-des-AOC-et-IGP.
La consultation se déroulera du 1er août 2023 au 30 septembre 2023 inclus.
Les plans cadastraux matérialisant le projet d'aire parcellaire pourront être consultés en mairie des communes concernées aux jours et heures habituels d'ouverture pendant la durée de consultation.
Pendant ce délai, et conformément à la directive INAO-DIR-2015-03rev1, les propriétaires et exploitants pourront formuler des réclamations auprès de l'Inao par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante : Inao, Maison de l'agriculture, 124, boulevard Tourasse, 64078 Pau Cedex ou par courriel à l'adresse suivante : inao-pau@inao.gouv.fr
Aucune réclamation ne sera prise en compte après le 30 septembre 2023, le cachet de la poste ou l'accusé de réception électronique faisant foi.
Le dossier complet est consultable dans le délai prévu ci-dessus sur rendez-vous au site Inao susnommé aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

Plan Local d'Urbanisme

LACQ ORTHEZ

Communauté de communes de Lacq-Orthez

CONCERTATION DU PUBLIC

Projet de révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de Loubieng

Par délibération en date du 12 décembre 2022, affichée à la Communauté de communes de Lacq-Orthez le 16 décembre 2022, le Conseil communautaire de la Communauté de communes de Lacq-Orthez (CCLO) a décidé d'engager une procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme consistant à requalifier des parcelles situées en zone naturelle en zone UYa afin d'accueillir une installation de stockage de déchets inertes en vue d'une revalorisation par l'exploitation économique du site.
La Communauté de communes de Lacq-Orthez organise en conséquence une concertation sur ce projet de révision, **du mardi 11 juillet 2023 au jeudi 10 août 2023 inclus**.
Le dossier correspondant pourra être consulté :
- sous format papier :
  - en mairie de Loubieng, sise 400, chemin de l'Église, 64300 Loubieng, aux jours et heures habituels d'ouverture, soit les mardis et jeudis de 14 h à 19 heures.
  - à la CCLO, rond-point des Chênes, 64150 Mourenx, aux jours et heures habituels d'ouverture, soit du lundi au vendredi de 8 h à 12 heures et de 13 h 30 à 17 heures.
- sous format numérique sur les sites Internet de la mairie de Loubieng (www.loubieng.fr) et de la CCLO (www.cc-lacqorthez.fr).

Un accès au dossier dématérialisé est par ailleurs garanti en mairie de Loubieng ou à la CCLO sur un poste informatique mis à disposition du public sur rendez-vous pris auprès du secrétariat mairie (05 59 69 19 11) ou secrétariat du service Urbanisme de la CCLO (05 59 60 73 50).
Le public pourra consigner ses observations dans un registre de concertation ouvert en mairie de Loubieng ainsi qu'à la CCLO ou les adresser par voie postale et électronique :
- à la commune (commune-de-loubieng@orange.fr),
- à la CCLO (urbanisme@cc-lacqorthez.fr).

Un bilan de cette concertation sera tiré avant arrêt du projet en Conseil communautaire.

Annonces légales

Vie des sociétés

MILLÉNIUM LOUNGE

CONSTITUTION

Aux termes d'un ASSP en date du 01/05/2023, il a été constitué une SAS ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination : MILLÉNIUM LOUNGE
Objet social : Restauration et salon de thé
Siège social : 13 rue de l'horloge , 64300 ORTHEZ
Capital : 500 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS PAU
Président : Monsieur BAH Mamady, demeurant 2 rue daniel lafore , 64300 ORTHEZ
Admission aux assemblées et droits de votes : Les associés participeront aux assemblées ordinaires et extraordinaires de la SAS. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.
Clause d'agrément : Il n'est pas prévu par les présents statuts de clause d'agrément pour la cession des actions.

BAH Mamady

SCI DORNAD

AVIS DE CONSTITUTION

Il a été constitué une société par acte sous seing privé en date du 23 juin 2023 à Pau.
Dénomination : DORNAD.
Forme : Société Civile Immobilière.
Siège social : 5, impasse du Pic-de-Jaout, 64450 Navailles-Angos.
Objet : location immobilière gestion immobilière de biens possédés par la société.
Durée : 99 ans.
Capital fixé à : 1 000 € divisé en 100 parts sociales de 10 € chacune réparties entre les actionnaires proportionnellement à leurs apports respectifs.
Cession des parts sociales et agrément : Cessions libres entre associés ainsi qu'à leurs descendants ou ascendants.
Admission aux assemblée générales et légales.
Ont été nommées :
Gérante : Dorine LEBRUN, 11, rue des Florales, 64121 Serres-Castet.
Cogérante : Nadège CATHELAIN, 5, impasse du Pic-de-Jaout, 64450 Navailles-Angos.
La société sera immatriculée au RCS de Pau.

Pour avis.
Dorine LEBRUN - Nadège CATHELAIN.

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

LACQ ORTHEZ
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Patrice LAURENT, Président de la communauté de communes de Lacq-Orthez atteste avoir procédé à la date du 16 décembre 2022 à l'affichage de la délibération du conseil communautaire en date du 12 décembre 2022 portant prescription de la première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Loubieng, et ce pendant une durée minimale d'un mois.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Mourenx, le 3 janvier 2023

Le Président,

COMMUNAUTE de COMMUNES de LACQ-ORTHEZ · 64150 MOURENX ·

Patrice LAURENT

Envoyé en préfecture le 26/09/2024
Reçu en préfecture le 26/09/2024
Publié le
ID : 064-200039204-20240923-CC_2024_277_2-DE

ANNONCES ADMINISTRATIVES ET JUDICIAIRES

73478150_PP

Communauté de communes de Lacq-Orthez

Projet de 2ème révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lacq

Par délibération du 12/12/2022, affichée le 16/12/2022, le conseil communautaire de la communauté de communes de Lacq-Orthez a prescrit la deuxième révision allégée du Plan Local d'Urbanisme sur le territoire de la commune de LACQ.
Cette révision fera l'objet d'une concertation selon les modalités précisées dans cette délibération et notamment :
• Mise à disposition du public en mairie de Lacq et sur le site internet de la commune et de la communauté de communes de Lacq-Orthez d'un dossier de présentation du projet de révision pendant une durée d'un mois,
• Mise à disposition concomitante en mairie de Lacq d'un registre de concertation dans lequel le public pourra consigner ses observations,
• Possibilité pour le public d'adresser par voie postale et électronique à la commune de Lacq et la communauté de communes de Lacq-Orthez ses observations durant cette même période d'un mois.

73474190_PP

Commune de Pardies

AVIS DE MISE À DISPOSITION AU PUBLIC

Projet de 3e modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de Pardies

Par délibération du 31 août 2022, le Conseil Municipal de la commune de Pardies a prescrit la troisième modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 25 juin 2015 qui, a fait l'objet de deux modifications simplifiées et d'une modification, respectivement approuvées les 17 avril 2018, 14 janvier 2021, 4 janvier 2022.
Le projet de la 3e modification simplifiée du PLU consiste essentiellement à corriger une erreur matérielle, reprenant les modifications précédentes et de corrections orthographiques.
En application de l'article R. 104-12 du Code de l'urbanisme, avec prise en compte des derniers décrets, les modifications simplifiées permettant la rectification d'erreur matérielle ne sont pas soumises à la procédure d'examen au cas par cas, ni à évaluation environnementale, de l'autorité environnementale.
La mise à disposition au public du dossier de projet de 3e modification simplifiée se déroulera **du lundi 23 janvier 2023 à partir de 9h30 au jeudi 23 février 2023 jusqu'à 18 heures inclus.**
Le dossier pourra être consulté :
- sous format papier, en mairie de Pardies, sise 7 rue Henri IV - 64150 Pardies, aux jours et heures habituels d'ouverture, soit du lundi au vendredi de 9h30 à 12 heures et de 14 h15 à 18 heures,
- sous format numérique sur les sites internet de la Communauté de communes de Lacq Orthez (www.cc-lacqorthez.fr) et de la mairie de Pardies (www.pardies.fr), accessibles 7 jours sur 7, 24 heures sur 24.
Un accès au dossier dématérialisé est par ailleurs garanti en mairie sur un poste informatique mis à disposition du public sur rendez-vous pris auprès du secrétariat (05 59 60 16 71).
Pendant toute la durée de la mise à disposition, le public pourra formuler ses observations sur le projet de modification simplifiée :
- en les consignant directement sur un registre dédié tenu en mairie,
- en les adressant par voie postale à la commune à l'adresse suivante : Mairie de Pardies - 7 rue Henri IV - 64150 Pardies,
- en les transmettant par voie électronique à la commune, via l'adresse électronique suivante : contact@mairie-pardies.fr
A l'issue de cette mise à disposition au public, le conseil communautaire en tirera le bilan. Après analyse et éventuelle prise en compte des avis des personnes publiques dites associées et des observations du public, le projet de modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme sera soumis à approbation du Conseil Communautaire de la communauté de communes Lacq-Orthez.

73478140_PP

Communauté de communes de Lacq-Orthez

Projet de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme par déclaration de projet de la commune d'Arthez-de-Béarn

Par délibération du 12/12/2022, affichée le 16/12/2022, le conseil communautaire de la communauté de communes de Lacq-Orthez a prescrit la deuxième révision allégée du Plan Local d'Urbanisme sur le territoire de la commune d'ARTHEZ-DE-BEARN.
Cette révision fera l'objet d'une concertation selon les modalités précisées dans cette délibération et notamment :
• Mise à disposition du public en Mairie d'Arthez-de-Béarn et sur le site internet de la commune d'Arthez-de-Béarn et de la communauté de communes ce Lacq-Orthez d'un dossier de présentation du projet de révision pendant une durée d'un mois,
• Mise à disposition concomitante en Mairie d'Arthez-de-Béarn d'un registre de concertation dans lequel le public pourra consigner ses observations,
• Possibilité pour le public d'adresser par voie postale et électronique à la commune d'Arthez-de-Béarn et la communauté de communes de Lacq-Orthez ses observations durant cette même période d'un mois.

73478160_PP

Communauté de communes de Lacq-Orthez

Projet de première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Loubieng

Par délibération du 12/12/2022, affichée le 16/12/2022, le conseil communautaire de la communauté de communes de Lacq-Orthez a prescrit la première révision allégée du Plan Local d'Urbanisme sur le territoire de la commune de LOUBIENG.
Cette révision fera l'objet d'une concertation selon les modalités précisées dans cette délibération et notamment :
• Mise à disposition du public en mairie de Loubieng et sur le site internet de la commune et de la communauté de communes de Lacq-Orthez d'un dossier de présentation du projet de révision pendant une durée d'un mois,
• Mise à disposition concomitante en mairie de Loubieng d'un registre de concertation dans lequel le public pourra consigner ses observations,
• Possibilité pour le public d'adresser par voie postale et électronique à la commune de Loubieng et la communauté de communes de Lacq-Orthez ses observations durant cette même période d'un mois.